

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2013/205461]

Extrait de l'arrêt n° 121/2013 du 26 septembre 2013

Numéros du rôle : 5227, 5245, 5248, 5249, 5250, 5277, 5312, 5317, 5320, 5325, 5326, 5327, 5334 à 5344, 5345, 5348 à 5353, 5354, 5355 à 5358, 5359, 5360 et 5361

En cause : les recours en annulation partielle de la loi du 8 juillet 2011 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial, introduits par Abderrahman Achfri et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et M. Bossuyt, des juges E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et F. Daoût, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite R. Henneuse, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 25 octobre 2011 et 16 novembre 2011 et parvenues au greffe les 26 octobre 2011 et 17 novembre 2011, des recours en annulation de l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial (publiée au *Moniteur belge* du 12 septembre 2011, troisième édition) ont été introduits respectivement par Abderrahman Achfri, demeurant à 6031 Monceau-sur-Sambre, rue de la Sidérurgie 14, et par Zeynep Delidogan, Ami Delidogan et Fatma Yessin, demeurant à 1210 Bruxelles, chaussée de Louvain 88.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5227 et 5248 du rôle de la Cour, ont été jointes par ordonnance du 23 novembre 2011.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 14 novembre 2011 et parvenue au greffe le 15 novembre 2011, Muharrem Topallaj et Dyka Topallaj, demeurant à 8200 Bruges, Koning Albert I-iaan 78, ont introduit un recours en annulation de la même disposition légale.

La demande de suspension de la même norme, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 14/2012 du 2 février 2012, publié au *Moniteur belge* du 5 avril 2012.

c. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 16 novembre 2011 et parvenue au greffe le 17 novembre 2011, Ahmed Boustta et Maoulouda Boustta, demeurant à 4020 Liège, rue du Moulin 335, ont introduit un recours en annulation de la même disposition légale.

La demande de suspension de la même norme, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 15/2012 du 2 février 2012, publié au *Moniteur belge* du 5 avril 2012.

d. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 16 novembre 2011 et parvenue au greffe le 17 novembre 2011, Maryam Khaliliaraghi et Sarvnaz Shalchian Tehran, demeurant à 4000 Liège, boulevard d'Avroy 51/61, ont introduit un recours en annulation de la même disposition légale.

La demande de suspension de la même norme, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 16/2012 du 2 février 2012, publié au *Moniteur belge* du 5 avril 2012.

e. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 23 décembre 2011 et parvenue au greffe le 26 décembre 2011, Lydie Mwambuyi Kalala, Michel Kanda Muya, Joseph Tambwe Kalala Selemba et Véronique Kapinga Tshiteya, demeurant à 1020 Bruxelles, avenue de la Sariette 72/5, ont introduit un recours en annulation de la même disposition légale.

Par ordonnance du 9 février 2012, ces affaires, inscrites sous les n^{os} 5245, 5249, 5250 et 5277 du rôle de la Cour, ont été jointes aux affaires déjà jointes n^{os} 5227 et 5248.

f. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 13 février 2012 et parvenue au greffe le 15 février 2012, Asia Bibi et Ali Basharat, qui font élection de domicile à 1210 Bruxelles, rue des Coteaux 41, ont introduit un recours en annulation de l'article 10, § 2, alinéa 3, et § 5, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, tel que cet article a été remplacé par l'article 2 de la loi du 8 juillet 2011 précitée.

g. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 20 février 2012 et parvenue au greffe le 22 février 2012, Virginie Djampa et Bertin Netkouet Fotso, demeurant tous deux à 1083 Bruxelles, avenue Marie de Hongrie 59, ont introduit un recours en annulation de l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011 précitée.

h. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 22 février 2012 et parvenue au greffe le 23 février 2012, Isabelle Simon, demeurant à 4520 Wanze, rue Arthur Galand 6/10, et Essaid Ennajemi, faisant élection de domicile à 4500 Huy, rue de la Résistance 15, ont introduit un recours en annulation de la même disposition légale.

i. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 28 février 2012 et parvenues au greffe le 29 février 2012, des recours en annulation de la même disposition légale ont été introduits par Ouissale Khlii, demeurant à 1480 Clabecq, avenue des Chardonnerets 5, et Taoufik Benachir, faisant élection de domicile à 1400 Nivelles, rue des Brasseurs 30, par Younes Arifi, demeurant à 6000 Charleroi, rue Cayaderie 21, et Asma Djghrouri, faisant élection de domicile à 1400 Nivelles, rue des Brasseurs 30, et par Asiz Nedjar, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue Emile Vandervelde 39, et Addidi Touati, faisant élection de domicile à 1400 Nivelles, rue des Brasseurs 30.

j. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 6 mars 2012 et parvenues au greffe le 7 mars 2012, des recours en annulation totale ou partielle (à titre subsidiaire : l'alinéa 1^{er}, et, à titre infiniment subsidiaire : le mot « mineur » figurant à l'alinéa 1^{er}, deuxième tiret) de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, tel qu'il a été remplacé par l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011 précitée, ont été introduits respectivement par Fatna El Taki, demeurant à 1090 Bruxelles, rue Bonaventure 258/001, par D.C., faisant élection de domicile à 1000 Bruxelles, rue de Florence 13, par M.R., faisant élection de domicile à 1000 Bruxelles, rue de Florence 13, par Chunguang Pan, demeurant à 4100 Seraing, route du Condroz 81, par Jamila Bentahar, demeurant à 7500 Tournai, rue du Château 14/21, par Amina Maazouz, demeurant

à 1030 Bruxelles, square Eugène Plasky 84, par Mohamed El Adama, demeurant à 1090 Bruxelles, rue Bonaventure 258/001, par Zhihe Zhang, demeurant à 4100 Seraing, route du Condroz 81, par Selvi Sezer, demeurant à 1030 Bruxelles, rue des Coteaux 216, par Yahya Beyamina, demeurant à 7500 Tournai, rue du Château 14/21, et par Süleyman Sezer, demeurant à 1030 Bruxelles, rue des Coteaux 216.

k. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 7 mars 2012 et parvenue au greffe le 8 mars 2012, Cemil Bayram, demeurant à 4000 Liège, rue Saint Séverin 167/21, et Emine Bayram, faisant élection de domicile à 4020 Liège, Quai Godefroid Kurth 12, ont introduit un recours en annulation de l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011 précitée.

l. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 12 mars 2012 et parvenue au greffe le 13 mars 2012, Ridouan Ben Hammou, faisant élection de domicile à 1000 Bruxelles, rue de Florence 13, et Anissa Zinebioui, demeurant à 1070 Bruxelles, rue Victor Rauter 286, ont introduit un recours en annulation totale ou partielle (à titre subsidiaire : l'alinéa 2, premier tiret, 3^o) de l'article 40^{ter} de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, tel qu'il a été remplacé par l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011 précitée.

m. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 12 mars 2012 et parvenue au greffe le 13 mars 2012, Azimane Noamane, faisant élection de domicile à 1000 Bruxelles, rue de Florence 13, et Latifa Chamli Mernissi, demeurant à 1190 Bruxelles, avenue de la Verrerie 26, ont introduit un recours en annulation totale ou partielle (à titre subsidiaire : l'alinéa 2, premier tiret) de l'article 40^{ter} de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, tel qu'il a été remplacé par l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011 précitée.

n. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 9 mars 2012 et parvenue au greffe le 13 mars 2012, Oksandr Honcharov et Thi Ngoc Anh, demeurant tous deux à 1090 Bruxelles, Clos 't Hof ten Berg 11/3d/r, ont introduit un recours en annulation totale ou partielle (à titre subsidiaire : le mot « conjoints ») de l'article 40^{ter}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, tel qu'il a été remplacé par l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011 précitée.

o. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 12 mars 2012 et parvenues au greffe le 13 mars 2012, des recours en annulation totale ou partielle (à titre subsidiaire : l'alinéa 2, premier tiret) de l'article 40^{ter} de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, tel qu'il a été remplacé par l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011 précitée, ont été introduits respectivement par Zoulikha Sálhi, faisant élection à 1000 Bruxelles, rue de Florence 13, et Mimoune Atmani, demeurant à 1080 Bruxelles, rue des Béguines 22/2, par Gaby Hanna, demeurant à 1080 Bruxelles, boulevard Edmond Machtens 29, et par Oussama Ben Bahida, demeurant à 1070 Bruxelles, rue de la Démocratie 88/1.

p. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 10 mars 2012 et parvenue au greffe le 13 mars 2012, un recours en annulation totale ou partielle des articles 2 à 12 et 15 de la loi du 8 juillet 2011 précitée a été introduit par l'ASBL « Association pour le droit des Etrangers », dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue du Boulet 22, l'ASBL « Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et les Etrangers », dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue du Vivier 80/82, l'ASBL « Service International de Recherche, d'Education et d'Action Sociale », dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue du Champ de Mars 5, l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue du Boulet 22, l'ASBL « Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie », dont le siège social est établi à 1210 Bruxelles, rue de la Poste 37, et l'ASBL « Liga voor Mensenrechten », dont le siège social est établi à 9000 Gand, Gebroeders Desmetstraat 75.

q. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 9 mars 2012 et parvenues au greffe le 13 mars 2012, des recours en annulation de l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011 précitée ont été introduits respectivement par Zylfikar Muja et Seadin Muja, demeurant tous deux à 1080 Bruxelles, boulevard Léopold II 77/5, par Fatima Abbou, demeurant à 1060 Bruxelles, rue Joseph Claes 28, par El Mamoun Gharrafi et Mohammed Gharrafi, demeurant tous deux à 1070 Bruxelles, rue des Vétérinaires 14/4, et par Pastora Acosta Cardenas, demeurant à 1000 Bruxelles, rue de l'Inquisition 27.

r. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 12 mars 2012 et parvenue au greffe le 13 mars 2012, un recours en annulation de l'article 40^{ter} de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, tel qu'il a été remplacé par l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011 précitée, a été introduit par Olinga-Omalokolo et Okoko Lokoto Omekoko, demeurant tous deux à 4040 Herstal, En Hayeneux 213.

s. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 9 mars 2012 et parvenues au greffe le 13 mars 2012, des recours en annulation de l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011 précitée ont été introduits par Rahma Sadak et Mohamed El Kassimi, demeurant tous deux à 7110 La Louvière, rue des Haiwys 36, et par Victorine Nouboussie et Samuel Nikiledji, demeurant tous deux à 1480 Tubize, rue des Frères Lefort 109.

Par ordonnances des 15 et 28 mars 2012, ces affaires, inscrites sous les numéros 5312, 5317, 5320, 5325, 5326, 5327, 5334 à 5344, 5345, 5348 à 5353, 5354, 5355 à 5358, 5359, 5360 et 5361 du rôle de la Cour, ont été jointes aux affaires déjà jointes n^{os} 5227 et autres.

(...)

II. En droit

(...)

Quant à la loi attaquée et au contexte de son adoption

B.1. La loi du 8 juillet 2011 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial » a été publiée au *Moniteur belge* du 12 septembre 2011. Comme son intitulé l'indique, la loi attaquée modifie les conditions du regroupement familial telles qu'elles étaient inscrites dans les articles 10 et suivants et dans les articles 40 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

B.2.1. Les articles 2 à 7 de la loi attaquée remplacent les articles 10, 10^{bis}, 10^{ter}, § 2, 11, 12^{bis} et 13 de la loi précitée du 15 décembre 1980 et règlent les conditions du regroupement familial de membres de la famille d'un étranger ressortissant d'un Etat tiers.

B.2.2. Les articles 8, 10, 11 et 12 de la loi attaquée remplacent les articles 40^{bis}, 42, § 1^{er}, 42^{ter} et 42^{quater} de la loi du 15 décembre 1980 et règlent les conditions du regroupement familial de membres de la famille d'un étranger ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne.

B.2.3. L'article 9 de la loi attaquée remplace l'article 40^{ter} de la loi du 15 décembre 1980 et règle les conditions du regroupement familial de membres de la famille d'un Belge.

B.3.1. Différentes propositions de loi sont à l'origine de la loi attaquée du 8 juillet 2011 (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/018, rapport, pp. 1 et suivantes). Elles ont pris ensuite la forme d'un « amendement global » (*ibid.*, DOC 53-0443/015) qui est devenu le texte de base de la loi attaquée.

B.3.2. Au cours des travaux préparatoires, il a été souligné qu'en Belgique, plus de 50 p.c. des visas délivrés concernent le regroupement familial, qui constitue la première source d'immigration légale.

Les différentes propositions de loi confirment que le droit à la protection de la vie familiale est une valeur sociale importante et que la migration par le biais du regroupement familial doit être possible. Elles visent toutefois à mieux réguler l'octroi d'un droit de séjour dans le cadre du regroupement familial afin de maîtriser les flux et la pression migratoires. Elles tendent principalement à prévenir ou à décourager certains abus ou cas de fraudes, notamment par les mariages blancs, les partenariats de complaisance et les adoptions fictives. De plus, la nécessité d'encadrer les conditions du regroupement familial a été voulue afin d'éviter que les membres de la famille qui viennent s'établir en Belgique ne tombent à charge des autorités ou que le regroupement familial ne se déroule dans des circonstances contraires à la dignité humaine, par exemple du fait de l'absence d'un logement décent. Enfin, les travaux préparatoires ont à plusieurs reprises attiré l'attention sur le fait que le législateur doit tenir compte des obligations découlant du droit de l'Union européenne lorsqu'il règle les conditions du regroupement familial.

B.4. Après les questions de recevabilité (B.5), la Cour examine successivement les moyens relatifs aux conditions du regroupement familial à l'égard de membres de la famille d'un ressortissant d'un Etat tiers (B.6 à B.28), à l'égard de membres de la famille d'un ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne (B.29 à B.39), à l'égard de membres de la famille d'un ressortissant belge (B.40 à B.67) et enfin le regroupement familial fondé sur les accords bilatéraux conclus entre l'Etat belge et certains pays (B.68 à B.69).

Quant à la recevabilité des recours dans les affaires n^{os} 5245, 5248, 5249, 5250, 5312, 5345 et 5359

B.5.1. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt à agir des parties requérantes dans l'affaire n^o 5245, de la troisième partie requérante dans l'affaire n^o 5248, de la première partie requérante dans l'affaire n^o 5249, de la première partie requérante dans l'affaire n^o 5250 et des parties requérantes dans les affaires n^{os} 5312, 5345 et 5359.

B.5.2. Les dispositions attaquées par ces parties requérantes sont également contestées dans l'affaire n^o 5354. La première partie requérante dans cette affaire est l'ASBL « Association pour le Droit des Etrangers » qui, conformément à l'article 2 de ses statuts, a notamment pour objet de fournir une aide et une assistance juridique aux étrangers et plus particulièrement aux étudiants, réfugiés et travailleurs immigrés.

B.5.3. Lorsqu'une association sans but lucratif qui n'invoque pas son intérêt personnel agit devant la Cour, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son objet social; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.5.4. Il peut être admis que des mesures qui fixent les conditions requises pour qu'un étranger puisse bénéficier d'une autorisation de séjour sur le territoire belge dans le cadre du regroupement familial sont d'une nature telle qu'elles peuvent affecter l'objet social de l'association requérante.

B.5.5. Dès lors que la première partie requérante dans l'affaire n^o 5354 justifie d'un intérêt à agir et que son recours est recevable, la Cour ne doit pas examiner s'il l'est aussi pour les autres parties requérantes dans cette affaire.

B.5.6. Les exceptions sont rejetées.

Quant au fond

I. En ce qui concerne les conditions du regroupement familial à l'égard de membres de la famille d'un ressortissant d'un Etat tiers

B.6.1. Les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 qui règlent les conditions du regroupement familial de membres de la famille d'un ressortissant d'un Etat tiers sont attaquées par les parties requérantes dans l'affaire n^o 5312 et par les parties requérantes dans l'affaire n^o 5354. Le moyen unique dans l'affaire n^o 5312 et les premiers à 21^{ème} moyens dans l'affaire n^o 5354 invoquent notamment à chaque fois la violation de l'article 191 de la Constitution, combiné ou non avec des dispositions de droit international.

B.6.2. L'article 191 de la Constitution n'est susceptible d'être violé qu'en ce que les dispositions attaquées établissent une différence de traitement entre certains étrangers et les Belges. Etant donné qu'il ressort de l'exposé des deux requêtes que les différences de traitement qui sont critiquées dans ces moyens portent exclusivement sur la comparaison de différentes catégories d'étrangers entre elles, les moyens précités ne sont pas recevables en ce qu'ils sont pris d'une violation de l'article 191 de la Constitution.

B.6.3. Plusieurs moyens reprochent aux dispositions attaquées de violer l'article 22 de la Constitution, combiné ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.6.4. L'article 22 de la Constitution dispose :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

B.6.5. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

B.6.6. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ne reconnaît pas le droit d'un étranger à séjourner dans un pays déterminé. La Cour européenne des droits de l'homme a jugé à maintes reprises que « d'après un principe de droit international bien établi les Etats ont le droit, sans préjudice des engagements découlant pour eux de traités, de contrôler l'entrée des non-nationaux sur leur sol » (CEDH, *Abdulaziz, Cabales et Balkandali* c. Royaume-Uni, 28 mai 1985, § 67; *Boujlifa* c. France, 21 octobre 1997, § 42; *Uner* c. Pays-Bas, 18 octobre 2006, § 54; *Darren Omoregie* e.a. c. Royaume-Uni, 31 octobre 2008, § 54). Plus particulièrement, cet article n'implique pas l'obligation pour un Etat d'autoriser le regroupement familial sur son territoire. En effet, la Cour européenne a précisé que « l'article 8 ne saurait s'interpréter comme comportant pour un Etat contractant l'obligation générale de respecter le choix, par des couples mariés, de leur domicile commun et d'accepter l'installation de conjoints non nationaux dans le pays » (CEDH, *Abdulaziz, Cabales et Balkandali*, précité, § 68; *Darren Omoregie* e.a., précité, § 57; 29 juillet 2010, *Mengesha Kimfe* c. Suisse, § 61; 6 novembre 2012, *Hode et Abdi* c. Royaume-Uni, § 43). La Cour a souligné également que « la situation au regard du droit des étrangers, lorsqu'il ne s'agit pas par exemple du statut de réfugié, implique une part de choix en ce qu'elle est souvent celle d'une personne qui a choisi de vivre dans un pays dont elle n'a pas la nationalité » (CEDH, 27 septembre 2011, *Bah* c. Royaume-Uni, § 45).

B.6.7. L'impossibilité de pouvoir vivre avec les membres de sa famille peut néanmoins constituer une ingérence dans le droit à la protection de la vie familiale, garanti par l'article 22 de la Constitution et par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Pour se conformer à ces dispositions, une telle ingérence doit être prévue par une disposition législative suffisamment précise, répondre à un besoin social impérieux et être proportionnée au but légitime qui est poursuivi.

B.6.8. La Cour de justice de l'Union européenne a également jugé :

« 52. [...] le droit au respect de la vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH fait partie des droits fondamentaux qui, selon la jurisprudence constante de la Cour, sont protégés dans l'ordre juridique communautaire (arrêts précités [du 11 juillet 2002,] *Carpenter*, [C-60/00,] point 41, et [du 23 septembre 2003,] *Akrich*, [C-109/01,] points 58 et 59). Ce droit de vivre avec ses parents proches entraîne pour les Etats membres des obligations qui peuvent être négatives, lorsque l'un d'eux est tenu de ne pas expulser une personne, ou positives, lorsqu'il est tenu de laisser une personne entrer et résider sur son territoire.

53. Ainsi, la Cour a jugé que, même si la CEDH ne garantit pas comme un droit fondamental celui, pour un étranger, d'entrer ou de résider sur le territoire d'un pays déterminé, exclure une personne d'un pays où vivent ses parents proches peut constituer une ingérence dans le droit au respect de la vie familiale tel que protégé par l'article 8, paragraphe 1, de cette convention (arrêts précités *Carpenter*, point 42, et *Akrich*, point 59) » (CJUE, 27 juin 2006, C-540/03, *Parlement/Conseil*).

B.6.9. Plusieurs moyens invoquent la violation par les dispositions attaquées des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec la directive 2003/86/CE du Conseil, du 22 septembre 2003, relative au droit au regroupement familial (ci-après la directive 2003/86/CE).

B.6.10. L'article premier de la directive 2003/86/CE dispose :

« Le but de la présente directive est de fixer les conditions dans lesquelles est exercé le droit au regroupement familial dont disposent les ressortissants de pays tiers résidant légalement sur le territoire des Etats membres ».

B.6.11. Selon la Cour de justice :

« 59. Ces différents textes [l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, la Convention relative aux droits de l'enfant et l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne] soulignent l'importance, pour l'enfant, de la vie familiale et recommandent aux Etats de prendre en considération l'intérêt de celui-ci mais ne créent pas de droit subjectif pour les membres d'une famille à être admis sur le territoire d'un Etat et ne sauraient être interprétés en ce sens qu'ils priveraient les Etats d'une certaine marge d'appréciation lorsqu'ils examinent des demandes de regroupement familial.

60. Allant au-delà de ces dispositions, l'article 4, paragraphe 1, de la directive [2003/86/CE] impose aux Etats membres des obligations positives précises, auxquelles correspondent des droits subjectifs clairement définis, puisqu'il leur impose, dans les hypothèses déterminées par la directive, d'autoriser le regroupement familial de certains membres de la famille du regroupant sans pouvoir exercer leur marge d'appréciation » (CJUE, 27 juin 2006, C-540/03, *Parlement/Conseil*; voy. aussi 4 mars 2010, C-578/08, *Chakroun*, point 41; 6 décembre 2012, C-356/11, *O., S. contre Maahanmuuttovirasto*, et C-357/11, *Maahanmuuttovirasto contre L.*, point 70).

« Ladite disposition [de la directive] réserve cependant le respect des conditions énoncées notamment au chapitre IV de la directive 2003/86 » (CJUE, *Chakroun*, précité, point 42; *O., S. et alii*, précité, point 71). A cet égard, la Cour de justice souligne que « la marge de manœuvre reconnue aux Etats membres ne doit pas être utilisée par ceux-ci d'une manière qui porterait atteinte à l'objectif de la directive, qui est de favoriser le regroupement familial, et à l'effet utile de celle-ci » (arrêts *Chakroun*, précité, point 43; *O., S. et alii*, précité, point 69).

Enfin, « il incombe aux Etats membres non seulement d'interpréter leur droit national d'une manière conforme au droit de l'Union, mais également de veiller à ne pas se fonder sur une interprétation d'un texte du droit dérivé qui entrerait en conflit avec les droits fondamentaux protégés par l'ordre juridique de l'Union » (CJUE, 27 juin 2006, C-540/03, *Parlement/Conseil*, point 105; 23 décembre 2009, C-403/09, *Detiček*, point 34; *O., S., et alii*, précité, point 78). « Les dispositions de la directive [...] doivent être interprétées à la lumière des droits fondamentaux et, plus particulièrement, du droit au respect de la vie familiale consacré tant par la CEDH que par la charte » (CJUE, *Chakroun*, précité, point 44).

B.6.12. La Cour doit examiner si les dispositions attaquées, dans la mesure où elles fixent les conditions du regroupement familial, satisfont à ces exigences.

1) *Le délai d'attente en cas de regroupement familial avec un étranger autorisé à séjourner pour une durée illimitée*

B.7.1. Le premier moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, de la loi du 15 décembre 1980, remplacé par l'article 2 de la loi du 8 juillet 2011. Selon les parties requérantes, les dispositions attaquées sont contraires aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE, en ce qu'elles exigent, au titre d'une des conditions régissant la demande de séjour de membres de la famille d'un étranger autorisé à séjourner pour une durée illimitée, que ce dernier dispose de ce titre de séjour depuis douze mois au minimum.

B.7.2.1. Les dispositions attaquées sont rédigées en ces termes :

« Sous réserve des dispositions des articles 9 et 12, sont de plein droit admis à séjourner plus de trois mois dans le Royaume :

[...]

4^o les membres de la famille suivants d'un étranger admis ou autorisé, depuis au moins douze mois, à séjourner dans le Royaume pour une durée illimitée, ou autorisé, depuis au moins douze mois, à s'y établir. Ce délai de douze mois est supprimé si le lien conjugal ou le partenariat enregistré préexistait à l'arrivée de l'étranger rejoint dans le Royaume ou s'ils ont un enfant mineur commun, ou s'il s'agit de membres de la famille d'un étranger reconnu réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire :

- son conjoint étranger ou l'étranger avec lequel il est lié par un partenariat enregistré considéré comme équivalent à un mariage en Belgique, qui vient vivre avec lui, à la condition que les deux personnes concernées soient âgées de plus de vingt et un ans. Cet âge minimum est toutefois ramené à dix-huit ans lorsque le lien conjugal ou ce partenariat enregistré, selon le cas, est préexistant à l'arrivée de l'étranger rejoint dans le Royaume;

- leurs enfants, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires;

- les enfants de l'étranger rejoint, de son conjoint ou du partenaire enregistré visé au premier tiret, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires, pour autant que l'étranger rejoint, son conjoint ou ce partenaire enregistré en ait le droit de garde et la charge et, en cas de garde partagée, à la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord;

5^o l'étranger lié par un partenariat enregistré conformément à une loi à un étranger admis ou autorisé, depuis au moins douze mois, à séjourner dans le Royaume pour une durée illimitée ou autorisé à s'y établir depuis au moins douze mois, ainsi que les enfants de ce partenaire, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires, pour autant qu'il en ait le droit de garde et la charge et, en cas de garde partagée, à la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord. Ce délai de douze mois se prescrit si le lien conjugal ou le partenariat enregistré préexistait à l'arrivée de l'étranger rejoint dans le Royaume ou s'ils ont un enfant mineur commun.

[...] ».

B.7.2.2. Il ressort des travaux préparatoires que, lors de l'introduction du délai d'attente visé par la disposition attaquée, le législateur a voulu tenir compte de l'article 8, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE précitée, qui dispose :

« Les Etats membres peuvent exiger que le regroupant ait séjourné légalement sur leur territoire pendant une période qui ne peut pas dépasser deux ans, avant de se faire rejoindre par les membres de sa famille ».

Sur la base de cette disposition, les Etats membres peuvent exiger que le regroupant ait « séjourné dans l'Etat d'accueil pendant une période suffisamment longue pour présumer une installation stable et un certain niveau d'intégration », avant de pouvoir être rejoint par les membres de sa famille (CJCE, 27 juin 2006, C-540/03, *Parlement/Conseil*, point 98).

B.7.3. Selon les dispositions attaquées, la demande de regroupement familial peut être introduite après l'écoulement du délai d'un an - délai qui, dans une interprétation littérale de ces dispositions, commencerait à courir le jour où le droit de séjour à durée illimitée est octroyé. Sur la base de l'article 12bis, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, la décision portant sur la demande d'admission au séjour du membre de la famille de l'étranger rejoint doit être prise dans les plus brefs délais et au plus tard dans les six mois suivant la date de la demande. Dans des dossiers exceptionnellement complexes, ce délai peut être prolongé à deux reprises d'une période de trois mois, de sorte qu'en tout état de cause, une décision doit être prise dans le délai d'un an, à calculer à partir de la date de la demande.

B.7.4. Il convient toutefois d'observer que la loi du 15 décembre 1980 n'octroie dans de nombreux cas un titre de séjour à durée illimitée qu'après que l'étranger concerné a déjà séjourné légalement dans le pays en vertu d'un titre de séjour à durée limitée pendant plusieurs années. Le fait d'imposer une durée de séjour minimale de douze mois au regroupant avant que les membres de sa famille puissent introduire une demande de séjour, mettrait dans ces cas les dispositions attaquées en contradiction avec l'article 8, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE précitée, selon lequel les Etats membres peuvent exiger que le regroupant ait séjourné légalement sur leur territoire pendant une période qui ne peut pas dépasser deux ans, avant de se faire rejoindre par les membres de sa famille.

B.7.5. Il ressort toutefois des travaux préparatoires que le législateur entendait se conformer à la limite de deux ans de séjour légal imposée par la directive 2003/86/CE et qu'il n'excluait pas de prendre en compte les périodes d'autorisation en séjour limité qui précèdent l'octroi d'une autorisation en séjour illimité ou d'une autorisation d'établissement (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/018, pp. 43-56 et 149).

Interprétées de cette manière, les dispositions attaquées sont compatibles avec l'article 8, premier alinéa, de la directive précitée.

B.7.6. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.7.5, le moyen n'est pas fondé dans la mesure où il est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 8, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE.

B.7.7.1. Selon les parties requérantes, les dispositions attaquées emporteraient également la violation des articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elles imposent un délai d'attente seulement lorsque l'étranger rejoint possède un titre de séjour à durée illimitée et non lorsqu'il dispose d'un titre de séjour à durée limitée.

B.7.7.2. Il ressort des dispositions attaquées et des travaux préparatoires que le législateur n'a pas eu pour objectif de reporter la réunion de personnes partageant un lien familial préexistant, mais a seulement voulu instaurer un délai d'attente dans le cas de la formation d'une nouvelle famille peu après l'octroi d'un titre de séjour à durée illimitée au regroupant (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/018, pp. 8 et 43-56).

B.7.7.3. La différence de traitement critiquée repose sur un critère objectif, à savoir le statut de séjour de l'étranger rejoint. Elle n'emporte pas non plus de conséquence déraisonnable dans la mesure où l'étranger en séjour illimité, si les membres de sa famille n'ont pas introduit de demande de regroupement familial lorsqu'il était en séjour limité, pourra faire valoir cette période, conformément à l'interprétation mentionnée en B.7.5.

B.7.7.4. Dans cette mesure, en ce qu'il allègue une discrimination dans la différence de traitement entre étrangers selon que le membre de la famille qui est rejoint dispose d'un titre de séjour à durée limitée ou à durée illimitée, le moyen n'est pas fondé.

B.7.8.1. En ordre subsidiaire, les parties requérantes considèrent que l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 15 décembre 1980 viole les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'il ne prévoit pas d'exception au délai d'attente d'un an, en cas de demande de regroupement familial émanant du partenaire et des enfants de ce dernier, avec l'étranger qui est reconnu réfugié ou qui bénéficie de la protection subsidiaire, alors qu'une telle exception est prévue à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, de ladite loi.

B.7.8.2. La différence de traitement repose sur un critère objectif : alors que l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, vise la situation des conjoints et des personnes ayant conclu un partenariat légal enregistré considéré comme équivalent au mariage en Belgique et de leurs enfants, l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, envisage une communauté de vie fondée sur un partenariat légal enregistré qui n'est pas assimilé au mariage et ne vise pas les enfants de l'étranger rejoint mais uniquement ceux du partenaire.

La disposition attaquée est compatible avec les articles 9 et suivants de la directive 2003/86/CE qui interdisent d'imposer un délai d'attente lors de l'octroi d'un droit de séjour seulement à l'époux et aux enfants d'un réfugié reconnu, mais non lors du regroupement familial avec un partenaire qui n'est pas l'époux ou avec les enfants de ce partenaire.

B.7.8.3. Pour les raisons exposées en B.7.4 et B.7.5, le délai d'attente d'un an n'est pas déraisonnable et répond aux exigences imposées par l'article 8, premier alinéa, de la directive précitée.

B.7.9. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.7.5, le moyen n'est pas fondé.

2) *L'impossibilité de procéder à un regroupement familial après le refus de célébrer le mariage*

B.8.1. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, alinéa 2, f), de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 2 de la loi attaquée. Cette disposition, qui interdit le regroupement familial de deux partenaires dont l'un ou l'autre a fait l'objet d'une décision de refus de célébrer le mariage sur la base de l'article 167 du Code civil, violerait, selon les parties requérantes, les articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.8.2.1. L'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, alinéa 2, dispose :

« Les partenaires mentionnés à l'alinéa 1^{er} doivent répondre aux conditions suivantes :

[...]

f) n'avoir fait ni l'un ni l'autre l'objet d'une décision sur la base de l'article 167 du Code civil, et ce, pour autant que la décision ait été coulée en force de chose jugée ».

B.8.2.2. L'article 167 du Code civil dispose :

« L'officier de l'état civil refuse de célébrer le mariage lorsqu'il apparaît qu'il n'est pas satisfait aux qualités et conditions prescrites pour contracter mariage, ou s'il est d'avis que la célébration est contraire aux principes de l'ordre public.

S'il existe une présomption sérieuse qu'il n'est pas satisfait aux conditions visées à l'alinéa précédent, l'officier de l'état civil peut surseoir à la célébration du mariage, le cas échéant après avoir recueilli l'avis du procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire dans lequel les requérants ont l'intention de contracter mariage, pendant un délai de deux mois au plus à partir de la date de mariage choisie par les parties intéressées, afin de procéder à une enquête complémentaire.

S'il n'a pas pris de décision définitive dans le délai prévu à l'alinéa précédent, l'officier de l'état civil doit célébrer le mariage, même dans les cas où le délai de six mois visé à l'article 165, § 3, est expiré.

Dans le cas d'un refus visé à l'alinéa premier, l'officier de l'état civil notifie sans délai sa décision motivée aux parties intéressées. Une copie, accompagnée d'une copie de tous documents utiles en est, en même temps, transmise au procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire dans lequel le refus a été exprimé.

Si l'un des futurs époux ou les deux ne sont pas inscrits, au jour du refus, dans les registres de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente de la commune, ou n'y ont pas leur résidence actuelle, la décision de refus est également immédiatement notifiée à l'officier de l'état civil de la commune où ce futur époux ou ces futurs époux sont inscrits dans l'un de ces registres ou ont leur résidence actuelle.

Le refus de l'officier de l'état civil de célébrer le mariage est susceptible de recours par les parties intéressées pendant un délai d'un mois suivant la notification de sa décision, devant le tribunal de première instance ».

B.8.3.1. L'objectif de la disposition attaquée, rappelé à plusieurs reprises dans les travaux préparatoires (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/018, pp. 10, 12 et 13), est de lutter contre les fraudes liées à la conclusion de mariages dans le seul but de faire bénéficier une personne étrangère du séjour en Belgique alors que les deux conjoints ou l'un des deux n'ont pas la volonté réelle de s'engager dans les liens du mariage conformément aux dispositions du droit civil belge.

B.8.3.2. Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée d'établir une différence de traitement entre les partenaires, dont l'un, après avoir fait l'objet d'une décision de refus de célébrer un mariage, a introduit un recours judiciaire et en a été débouté, qui sont privés du regroupement familial, et les partenaires qui n'ont pas introduit de recours contre la décision de refus de célébration d'un mariage, qui peuvent bénéficier du regroupement familial. Elles reprochent également à la disposition attaquée de traiter de manière identique deux catégories différentes, à savoir, d'une part, les partenaires enregistrés dont l'un a fait l'objet d'une décision favorable passée en force de chose jugée sur la base de l'article 167 du Code civil et, d'autre part, les partenaires enregistrés dont l'un a fait l'objet d'une décision défavorable passée en force de chose jugée sur la base de la même disposition.

S'agissant de ces différences de traitement, la disposition attaquée ne saurait, pour respecter la volonté du législateur, viser que le cas où l'officier de l'état civil a refusé de célébrer un mariage conformément à l'article 167 du Code civil. Même si une décision passée en force de chose jugée au sens de l'article 28 du Code judiciaire ne peut être assimilée à une décision administrative qui n'a pas fait l'objet d'un recours, il convient en l'espèce, et comme le préconise aussi le Conseil des ministres, de considérer que l'intention du législateur était que la décision par laquelle un officier de l'état civil a refusé de célébrer un mariage sur la base de l'article 167, alinéa 1^{er}, du Code civil sans qu'un recours n'ait été intenté contre cette décision, conformément à l'article 167, alinéa 6, du même Code, sortisse le même effet qu'une décision de refus prise par le même officier de l'état civil contre laquelle un recours aurait été introduit et qui aurait fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée. Ainsi interprétée, la disposition attaquée n'entraîne pas les deux premières différences de traitement relevées par les parties requérantes.

B.8.3.3. Les parties requérantes reprochent encore à la disposition attaquée de traiter de la même manière les personnes qui auraient fait l'objet d'un refus de célébrer un mariage sur la base des articles 143 à 148 du Code civil (absence de consentement, bigamie, mariage avant l'âge de dix-huit ans) et celles qui se le seraient vu refuser sur la base de l'article 146*bis*, qui concerne le mariage qui « vise uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut d'époux ».

Les parties requérantes reprochent en substance à la disposition attaquée d'être disproportionnée, ne réservant, selon elles, aucune marge d'appréciation à l'administration afin de passer outre le refus de célébration d'un mariage pris sur la base de l'article 167 du Code civil, même si elle est convaincue que la cohabitation légale justifiant la demande de regroupement familial qui lui est soumise n'a rien de frauduleux.

Il n'est pas sans justification raisonnable que le législateur ait traité de la même façon toutes les causes de refus de célébration de mariage opposées par l'officier de l'état civil, indépendamment de l'hypothèse particulière visée par l'article 146*bis* du Code civil. En revanche, l'existence même d'un recours juridictionnel permet aux personnes qui se sont vu opposer un refus, de démontrer qu'elles n'étaient pas dans une situation strictement identique à celles visées par les articles 143 à 148 du Code civil et, le cas échéant, d'invoquer l'application des règles du droit international privé.

La lecture combinée des articles 10 et 11 de la Constitution avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ne conduit pas à une autre conclusion.

B.8.4. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.8.3.2, le moyen n'est pas fondé.

3) *Le regroupement familial des parents et du tuteur avec un enfant mineur reconnu réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire*

B.9.1. Le troisième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 2 de la loi attaquée.

Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée de ne transposer que partiellement l'article 10, paragraphe 3, de la directive 2003/86/CE et en particulier de ne pas prévoir, comme cette disposition le permet aux États membres, que le réfugié mineur non accompagné n'ayant plus d'ascendants directs ou dont les ascendants directs ne peuvent pas être trouvés, puisse être rejoint en Belgique par son tuteur légal, alors que les réfugiés mineurs non émancipés dont les ascendants sont en vie peuvent bénéficier du regroupement avec ces derniers. Elles soutiennent encore que la disposition attaquée entraînerait une seconde discrimination si du moins elle est interprétée comme ne s'appliquant qu'au regroupement familial des parents avec leur enfant réfugié autorisé au séjour illimité et comme ne s'appliquant pas au regroupement familial des parents avec leur l'enfant qui bénéficie de la protection subsidiaire et ne dispose que d'un titre de séjour temporaire.

Cette disposition violerait ainsi les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.9.2.1. L'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, précité, dispose que sont admis de plein droit au séjour en Belgique :

« [...] »

7^o le père et la mère d'un étranger reconnu réfugié au sens de l'article 48/3 ou bénéficiant de la protection subsidiaire, qui viennent vivre avec lui, pour autant que celui-ci soit âgé de moins de dix-huit ans et soit entré dans le Royaume sans être accompagné d'un étranger majeur responsable de lui par la loi et n'ait pas été effectivement pris en charge par une telle personne par la suite, ou ait été laissé seul après être entré dans le Royaume ».

B.9.2.2. L'article 10, paragraphe 3, de la directive 2003/86/CE dispose :

« Si le réfugié est un mineur non accompagné, les Etats membres :

a) autorisent l'entrée et le séjour aux fins du regroupement familial de ses ascendants directs au premier degré sans que soient appliquées les conditions fixées à l'article 4, paragraphe 2, point a);

b) peuvent autoriser l'entrée et le séjour aux fins du regroupement familial de son tuteur légal ou de tout autre membre de la famille, lorsque le réfugié n'a pas d'ascendants directs ou que ceux-ci ne peuvent être retrouvés ».

B.9.2.3. L'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant dispose :

« 1. Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

2. Les Etats parties s'engagent à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être, compte tenu des droits et des devoirs de ses parents, de ses tuteurs ou des autres personnes légalement responsables de lui, et ils prennent à cette fin toutes les mesures législatives et administratives appropriées.

[...] ».

B.9.3.1. S'agissant du reproche qui est fait à la disposition attaquée de ne transposer que partiellement l'article 10, paragraphe 3, de la directive 2003/86/CE, cette disposition, comme le font d'ailleurs remarquer les parties requérantes, n'oblige pas les Etats membres à admettre le regroupement familial des tuteurs légaux avec un enfant mineur réfugié alors que ce dernier n'a plus d'ascendant direct ou que ceux-ci ne peuvent être retrouvés mais leur permet seulement de le faire.

B.9.3.2. La disposition attaquée règle la situation d'étrangers qui, en tant que membres de la famille, peuvent rejoindre un réfugié mineur mais qui n'ont pas été eux-mêmes reconnus réfugiés.

Le regroupement familial d'un enfant mineur avec ses parents est lié à l'établissement de leur lien de filiation. Ce lien n'existant pas avec l'étranger qui n'est que le tuteur légal de l'enfant, le législateur pouvait raisonnablement estimer que cet étranger ne peut pas puiser un droit de séjour dans le territoire.

La mesure attaquée n'a pas d'effets disproportionnés. En effet, la loi-programme du 24 décembre 2002 (titre XIII, chapitre 6) prévoit une tutelle spécifique pour les mineurs non accompagnés, dans le cadre de laquelle il est tenu compte en particulier de la situation du mineur qui a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié (article 5) et où l'on vise à garantir ses intérêts (article 2).

En outre, la loi du 12 septembre 2011 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en vue de l'octroi d'une autorisation de séjour temporaire au mineur étranger non accompagné », en son article 2, insère, dans le titre II de la loi du 15 décembre 1980, un chapitre VII intitulé « Mineurs étrangers non accompagnés » comprenant les articles 61/14 à 61/25. Cette loi, qui a pour objectif de clarifier et de consacrer dans la loi le statut des mineurs étrangers non accompagnés, prescrit la recherche d'une solution durable adaptée à la situation de chaque mineur et préserve ce dernier d'une mesure d'éloignement tant que cette solution durable n'a pas été trouvée.

B.9.4. Dans la mesure où il allègue une différence de traitement entre les parents de l'enfant reconnu réfugié et les parents de l'enfant bénéficiant de la protection subsidiaire, le moyen procède d'une lecture erronée de la disposition attaquée.

Contrairement à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o à 6^o, de la loi du 15 décembre 1980, l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o, n'exige en effet pas que l'étranger qui est rejoint dispose d'un titre de séjour illimité.

B.9.5. Le moyen n'est pas fondé.

4) *Le conjoint d'un étranger polygame*

B.10.1. Le quatrième moyen dans l'affaire n^o 5354 tend à l'annulation de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 2 de la loi attaquée. Les parties requérantes contestent la restriction apportée par la disposition attaquée au regroupement familial d'un étranger polygame avec un conjoint vivant à l'étranger lorsqu'un autre conjoint séjourne déjà en Belgique.

Les parties requérantes font valoir que cette disposition ne constitue pas la transposition conforme de l'article 4, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE et qu'elle violerait les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elle traite de la même manière tous les conjoints étrangers d'un polygame sans faire de distinction selon que le conjoint résidant en Belgique cohabite effectivement ou non avec l'étranger polygame.

B.10.2.1. L'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« L'alinéa 1^{er}, 4^o, n'est pas applicable au conjoint d'un étranger polygame lorsqu'un autre conjoint de celui-ci séjourne déjà dans le Royaume ».

B.10.2.2. L'article 4, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE dispose :

« En cas de mariage polygame, si le regroupant a déjà un conjoint vivant avec lui sur le territoire d'un Etat membre, l'Etat membre concerné n'autorise pas le regroupement familial d'un autre conjoint ».

B.10.2.3. En visant expressément le conjoint résidant en Belgique, la disposition attaquée ne saurait s'appliquer à un étranger qui était polygame mais dont le lien conjugal précédent a été dissous par divorce.

B.10.3. Par son arrêt n^o 95/2008 du 26 juin 2008, la Cour a jugé :

« B.20.3. Le législateur belge a, par la disposition en cause, choisi de transposer l'article 4, paragraphe 4, de la directive 2003/86/CE en excluant de façon semblable les conjoints polygames et leurs enfants du droit au regroupement familial avec leur époux et avec leur parent. Le législateur peut limiter le regroupement familial des conjoints unis par une forme d'union conjugale qui est contraire non seulement à l'ordre public international belge, mais également à l'ordre public international des autres Etats membres de l'Union européenne, ce qui ressort de la genèse de la restriction contenue à l'article 4, paragraphe 4, de la directive précitée. Une telle restriction constitue une ingérence, admise par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, d'une autorité publique dans l'exercice du droit au respect à la vie familiale, qui est nécessaire, dans une société démocratique, à l'objectif de défense de l'ordre mentionné dans cette disposition.

[...]

B.21. Le regroupement familial entre conjoints est lié à la preuve d'un lien de type matrimonial entre eux, de sorte que l'exclusion des époux polygames repose sur un critère pertinent par rapport à l'objet de la législation en cause et à l'objectif de préserver l'ordre public international belge et européen.

[...] ».

B.10.4. Pour les mêmes motifs que ceux rappelés ci-dessus, le législateur pouvait, sans violer les dispositions invoquées au moyen, refuser un droit de séjour à tout autre conjoint d'un étranger polygame lorsqu'un conjoint séjourne déjà dans le Royaume, sans faire de différence selon que ce dernier cohabite ou non de manière effective avec l'étranger polygame.

B.10.5. Le moyen n'est pas fondé.

5) *Les moyens de subsistance requis lors de la demande de séjour d'un enfant mineur du partenaire du regroupant qui n'est pas lié par un partenariat enregistré équivalent au mariage*

B.11.1 Le cinquième moyen dans l'affaire n° 5354 et le moyen unique dans l'affaire n° 5312 tendent à l'annulation de l'article 10, § 2, alinéa 3, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 2 de la loi attaquée, qui dispose :

« L'étranger visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, doit en outre apporter la preuve que l'étranger rejoint dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants tels que prévus au § 5 pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics. Cette condition n'est pas applicable si l'étranger ne se fait rejoindre que par les membres de sa famille visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, tirets 2 et 3 ».

B.11.2. La partie requérante dans l'affaire n° 5354 reproche à la disposition attaquée de prévoir, en ce qui concerne les moyens de subsistance requis, une exception au profit des enfants mineurs visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, deuxième et troisième tirets, de la loi du 15 décembre 1980, mais pas au profit des enfants du partenaire du regroupant visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, lorsqu'il s'agit d'un partenariat enregistré qui n'est pas considéré comme équivalent à un mariage en Belgique. La disposition attaquée serait ainsi contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

B.11.3. La partie requérante dans l'affaire n° 5312 possède un titre de séjour à durée limitée, de sorte que les membres de sa famille peuvent obtenir une autorisation de séjour aux conditions précisées à l'article 10bis, § 2, de la loi du 15 décembre 1980. L'objection de la partie requérante, selon laquelle l'article 10, § 2, serait dorénavant également applicable aux personnes visées à l'article 10bis, § 2, ne saurait être admise dès lors que cette dernière disposition renvoie seulement à l'article 10, § 5, et non à l'article 10, § 2, en ce qui concerne les moyens de subsistance requis.

B.11.4. En imposant une condition de revenus au regroupant, le législateur souhaite éviter que l'étranger qui veut obtenir un droit de séjour dans le cadre du regroupement familial ne tombe à charge des autorités publiques et il a pour objectif que ces personnes puissent être accueillies dans des conditions conformes à la dignité humaine (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/018, p. 73). De telles conditions de revenus sont expressément autorisées par l'article 7, paragraphe 1, c), de la directive 2003/86/CE et sont considérées comme admissibles par la Cour de justice (CJUE, 4 mars 2010, C-578/08, *Chakroun*, point 42; 6 décembre 2012, C-356/11 et 357/11, *Maahanmuuttovirasto*, point 71). Dans la mesure où elles doivent éviter que les étrangers concernés ne deviennent une charge pour les autorités, ces conditions sont également nécessaires au « bien-être économique du pays », visé à l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.11.5. L'exception en faveur des enfants visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, est liée à la nature de la relation entre le regroupant et l'enfant qui veut obtenir un droit de séjour, dès lors qu'il s'agit d'enfants mineurs qui ont, soit un lien de filiation avec le regroupant, soit un lien de filiation avec son conjoint ou partenaire avec lequel un partenariat enregistré équivalent au mariage existe. Il est en outre exigé que le regroupant ou son conjoint ou partenaire dispose du droit de garde sur l'enfant et que celui-ci soit à la charge de l'un d'entre eux. Le législateur pouvait raisonnablement considérer que le droit de séjour de l'enfant ne peut être subordonné dans un tel cas aux moyens de subsistance du regroupant.

B.11.6. Il n'existe pas de lien comparable entre les enfants visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, et le regroupant, dès lors qu'il s'agit des enfants du partenaire avec lequel il est lié par un partenariat légal enregistré qui n'est pas équivalent au mariage. Dans un tel cas, il est raisonnablement justifié que le législateur ne prévoit pas le même assouplissement du droit de séjour de l'enfant et que le regroupant doit prouver qu'il dispose des moyens de subsistance requis pour pouvoir subvenir aux besoins des enfants de ce partenaire.

En outre, la disposition attaquée n'est pas disproportionnée par rapport à l'objectif du législateur de ne pas mettre à charge des pouvoirs publics des personnes qui n'ont, comme en l'espèce, aucun titre juridique à rejoindre le regroupant, les enfants du partenaire du regroupant pouvant le rejoindre si ce dernier prouve qu'il dispose de moyens suffisants, stables et réguliers pour les entretenir.

B.11.7. L'examen de la disposition attaquée au regard des articles 22 et 22bis de la Constitution, combinés ou non avec les articles 3, 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, ne conduit pas à une autre conclusion en l'espèce.

B.12. Les moyens ne sont pas fondés.

6) *Les moyens de subsistance requis lors de la demande de séjour d'un enfant handicapé ou d'un enfant en état de minorité prolongée*

B.13.1. Le sixième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 10, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 2 de la loi attaquée. Selon les parties requérantes, cette disposition ferait une discrimination entre les enfants handicapés de plus de dix-huit ans et les enfants mineurs handicapés, seuls les premiers devant prouver que le parent qu'ils souhaitent rejoindre dispose de revenus stables, réguliers et suffisants pour les accueillir. Elles allèguent encore une discrimination en ce que les enfants majeurs déclarés en état de minorité prolongée en vertu de l'article 487bis du Code civil ne bénéficieraient pas du même traitement que les enfants mineurs.

La disposition attaquée violerait ainsi les articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 22 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, lequel vise lui aussi la protection de la vie familiale.

B.13.2.1. L'article 10, § 2, alinéa 4, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« L'étranger visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, doit apporter la preuve que l'étranger rejoint dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants tels que prévus au § 5 pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics ».

L'article 487bis du Code civil dispose :

« Le mineur dont il est établi qu'en raison de son arriération mentale grave, il est et paraît devoir rester incapable de gouverner sa personne et d'administrer ses biens, peut être placé sous statut de minorité prolongée.

Par arriération mentale grave, il faut entendre un état de déficience mentale congénitale ou ayant débuté au cours de la petite enfance, caractérisé par un manque de développement de l'ensemble des facultés intellectuelles, affectives et volitives.

La même mesure peut être prise à l'égard d'un majeur dont il est établi qu'il se trouvait durant sa minorité dans les conditions prévues aux alinéas précédents.

Celui qui se trouve sous statut de minorité prolongée est, quant à sa personne et à ses biens, assimilé à un mineur de moins de quinze ans ».

B.13.2.2. L'article 22 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées dispose :

« *Respect de la vie privée*

1. Aucune personne handicapée, quel que soit son lieu de résidence ou son milieu de vie, ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance ou autres types de communication ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation. Les personnes handicapées ont droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

2. Les Etats Parties protègent la confidentialité des informations personnelles et des informations relatives à la santé et à la réadaptation des personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres ».

B.13.3.1. Quant à la différence de traitement qui existerait entre les mineurs et les majeurs se trouvant en état de minorité prolongée, il convient, conformément à ce que suggère le Conseil des ministres, d'interpréter la disposition attaquée comme ne s'appliquant pas aux enfants majeurs mis sous statut de minorité prolongée conformément à l'article 487bis du Code civil. Ces enfants, en effet, sont assimilés, en raison du statut particulier qui est défini par la loi, à des enfants mineurs, lesquels n'entrent pas dans le champ d'application de la disposition attaquée.

B.13.3.2. La différence de traitement entre les enfants majeurs handicapés et les enfants mineurs repose sur un critère objectif, à savoir l'âge de l'enfant qui veut obtenir un droit de séjour. Les articles 10 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 prévoient la possibilité d'être admis au séjour dans le cadre du regroupement familial en principe pour les enfants n'ayant pas atteint l'âge de dix-huit ans. Il est ainsi tenu compte de la situation particulière dans laquelle se trouvent des enfants mineurs et le législateur respecte les obligations imposées par la directive 2003/86/CE.

L'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, prévoit une exception en admettant au séjour, à certaines conditions, dans le cadre du regroupement familial, l'enfant handicapé célibataire du regroupant ou de son conjoint ou partenaire, qui est âgé de plus de dix-huit ans mais qui, en raison de son handicap, ne peut pourvoir à ses propres besoins.

Comme il a été dit en B.11.4, en imposant une condition de revenus au regroupant, le législateur cherche à éviter que l'étranger qui veut obtenir un droit de séjour dans le cadre du regroupement familial ne devienne une charge pour les pouvoirs publics et il tend à ce que ces personnes puissent être accueillies dans des conditions conformes à la dignité humaine. Eu égard à cet objectif, il est raisonnablement justifié que le membre de la famille du regroupant, contrairement à l'exception visée à l'article 10, § 2, alinéa 3, doive démontrer que ce dernier dispose des moyens de subsistance requis si un enfant handicapé majeur souhaite le rejoindre. Une telle exigence ne porte pas davantage atteinte au droit à la protection de la vie familiale garantie par l'article 22 de la Constitution, combiné ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 22 de la Convention du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées.

B.14. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.13.3.1, le moyen n'est pas fondé.

7) *Les moyens de subsistance et de logement requis lors de la demande de séjour de membres de la famille du regroupant bénéficiaire de la protection subsidiaire*

B.15.1. Le septième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 10, § 2, alinéa 5, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 2 de la loi attaquée. En vertu de cette disposition, certaines catégories d'étrangers sont dispensées de satisfaire aux conditions en matière de logement et aux conditions de revenus prévues à l'article 10, § 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 15 décembre 1980.

Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée de faciliter le regroupement familial des membres de la famille d'un étranger ayant bénéficié de la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, sans faciliter celui des étrangers ayant bénéficié de la protection subsidiaire au sens de l'article 9ter de la loi. Elles dénoncent également une différence de traitement entre les membres de la famille de réfugiés et de bénéficiaires de la protection subsidiaire admis au séjour illimité, d'une part, et les membres de la famille de bénéficiaires de la protection subsidiaire admis au séjour limité, d'autre part, en ce que seuls les premiers seraient visés par la disposition attaquée.

La disposition attaquée serait ainsi contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

B.15.2. L'article 10, § 2, alinéa 5, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Les alinéas 2 et 3 ne sont pas applicables aux membres de la famille d'un étranger reconnu réfugié et d'un étranger bénéficiant de la protection subsidiaire visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, 5^o et 7^o, lorsque les liens de parenté ou d'alliance ou le partenariat enregistré sont antérieurs à l'entrée de cet étranger dans le Royaume et pour autant que la demande de séjour sur la base de cet article ait été introduite dans l'année suivant la décision reconnaissant la qualité de réfugié ou octroyant la protection subsidiaire à l'étranger rejoint ».

En ce qui concerne la différence de traitement entre les bénéficiaires de la protection subsidiaire au sens de l'article 9ter et au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

B.15.3. Selon l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, une autorisation de séjour peut être accordée à un étranger qui souffre d'une maladie telle que cette maladie entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ou un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays dans lequel il séjourne. Par cette disposition, le législateur estime que, lorsque les conditions strictes imposées par la disposition mentionnée sont remplies, les étrangers concernés peuvent bénéficier de la protection subsidiaire visée à l'article 15, b, de la directive 2004/83/CE « concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts ».

La procédure spécifique contenue dans l'article 9ter précité se distingue de la procédure s'appliquant aux personnes qui demandent la protection subsidiaire en vertu de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Il ressort néanmoins du texte de la disposition attaquée qu'elle s'applique aux personnes qui bénéficient de la protection subsidiaire sans qu'une distinction ne soit faite selon la disposition législative octroyant aux personnes visées leur statut de protection particulière. Cette interprétation est confirmée par les travaux préparatoires de la loi attaquée, dont il ressort que le législateur a voulu traiter de manière égale les deux catégories d'étrangers en matière de regroupement familial (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/018, pp. 91 et 92).

Le moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne la différence de traitement fondée sur le caractère limité ou illimité du séjour autorisé

B.15.4. Dans la mesure où la seconde branche du moyen allègue une discrimination entre des membres de la famille d'un étranger ayant la qualité de réfugié et les membres de la famille d'un étranger bénéficiant de la protection subsidiaire, il convient de faire une distinction selon que la disposition attaquée fait référence à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o, de la loi du 15 décembre 1980, d'une part, et à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, de cette loi, d'autre part.

B.15.5. En ce qui concerne le renvoi à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o, le moyen n'est pas fondé, pour les mêmes motifs que ceux qui ont été exposés en B.9.4. Contrairement à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o à 6^o, de la loi du 15 décembre 1980, l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o, n'exige pas que l'étranger rejoint ait été autorisé à séjourner pour une durée illimitée.

B.15.6. Dans la mesure où elle renvoie à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, la disposition attaquée ne pourrait être interprétée comme visant les seuls membres de la famille d'un étranger bénéficiant de la protection subsidiaire et disposant d'une autorisation de séjour illimité. Dès lors que la disposition attaquée requiert que la demande de séjour ait été introduite dans l'année suivant la décision octroyant la protection subsidiaire à l'étranger rejoint, la disposition attaquée, ainsi interprétée, écarterait de son bénéfice les bénéficiaires de la protection subsidiaire. La dispense en faveur de ces personnes serait ainsi dépourvue de sens, ce qui n'a pu être le but du législateur.

L'article 10, § 2, alinéa 5, de la loi du 15 décembre 1980, modifié par la loi du 8 juillet 2011, doit être interprété comme s'appliquant aux membres de la famille d'un étranger bénéficiant de la protection subsidiaire, indépendamment du fait que son titre de séjour soit à durée limitée ou illimitée. Le renvoi à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, doit s'entendre comme visant à déterminer les membres de la famille auxquels s'applique l'exception temporaire relative aux moyens de subsistance requis.

B.15.7. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.15.6, le moyen, en sa seconde branche, n'est pas fondé.

8) *Le délai d'attente pour les regroupements familiaux en cascade*

B.16.1. Le huitième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 10, § 3, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 2 de la loi attaquée. Selon les parties requérantes, le terme « invoqué » contenu dans la disposition attaquée pourrait être interprété de manière telle que l'étranger qui est autorisé au séjour en Belgique en vertu d'un précédent regroupement familial et qui n'est pas en état, au moment de la demande, de démontrer deux ans de séjour légal en Belgique ne pourrait se faire rejoindre par des membres de sa famille.

Cette disposition serait ainsi contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 8, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE.

B.16.2.1. L'article 10, § 3, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Sous réserve de l'application de l'article 11, § 2, lorsqu'un étranger a lui-même été admis à séjourner en application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o ou 5^o, en qualité de conjoint ou de partenaire non marié, après l'entrée en vigueur de la présente disposition, le droit de venir le rejoindre sur la base d'un mariage ou d'un partenariat enregistré, ne peut être invoqué que lorsqu'il peut faire la preuve de deux ans de séjour régulier dans le Royaume ».

B.16.2.2. L'article 8, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE dispose :

« Les Etats membres peuvent exiger que le regroupant ait séjourné légalement sur leur territoire pendant une période qui ne peut pas dépasser deux ans, avant de se faire rejoindre par les membres de sa famille ».

B.16.3. La disposition attaquée vise la situation des « regroupements familiaux en cascade » en ce que l'étranger ayant obtenu un droit de séjour sur la base du regroupement familial en sa qualité d'époux ou de partenaire veut, à son tour, être rejoint par un nouveau conjoint ou partenaire. La mesure s'inscrit dans l'objectif que poursuit le législateur de lutter contre les abus en matière de regroupement familial, en particulier en décourageant les mariages de complaisance et autres relations qui ne correspondent pas à la réalité.

B.16.4. Pour se conformer à l'article 8, premier alinéa, de la directive précitée, l'article 10, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 doit être interprété en ce sens qu'il n'empêche pas les étrangers souhaitant obtenir un permis de séjour d'introduire une demande avant que la période de deux ans ne soit écoulée, mais que ce permis ne peut leur être accordé qu'au moment où le regroupant séjourne légalement sur le territoire depuis deux ans.

B.16.5. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.16.4, le moyen n'est pas fondé.

9) *L'importance des moyens de subsistance du regroupant*

B.17.1.1. Le neuvième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 10, § 5, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 2 de la loi attaquée, de l'article 10^{ter}, § 2, alinéa 2, de la même loi, tel qu'il a été remplacé par l'article 4 de la loi attaquée, et de l'article 12^{bis}, § 2, alinéa 4, de la même loi, tel qu'il a été remplacé par l'article 6 de la loi attaquée. La partie requérante dans l'affaire n° 5312 poursuit l'annulation de l'article 10, § 5, de la loi du 15 décembre 1980.

B.17.1.2. Sur la base des articles 10 et suivants de la loi du 15 décembre 1980, l'étranger qui veut obtenir un droit de séjour dans le cadre du regroupement familial doit démontrer, sous réserve des exceptions prévues par la loi, que le regroupant dispose de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers pour subvenir à ses besoins personnels et à ceux de sa famille, afin d'éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics. Les dispositions attaquées donnent une description plus précise de ce qu'il convient d'entendre par les moyens de subsistance visés.

B.17.1.3. A titre principal, les parties requérantes dans l'affaire n° 5354 reprochent aux dispositions attaquées de fixer à 120 p.c. du revenu d'intégration sociale le montant considéré par la loi comme étant des « moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants ». A titre subsidiaire, elles reprochent aux dispositions attaquées d'exclure les allocations de chômage de ces moyens de subsistance et d'exiger que le regroupant bénéficiant d'allocations de chômage soit tenu de démontrer qu'il cherche activement un emploi, de ne pas prévoir de dispense pour les personnes vulnérables, telles que les personnes âgées et les handicapés, de violer les règles répartitrices de compétence entre l'Etat fédéral et les régions et, enfin, de laisser aux autorités chargées d'examiner la demande de regroupement familial un trop large pouvoir d'appréciation.

La partie requérante dans l'affaire n° 5312 reproche à l'article 10, § 5, de la loi du 15 décembre 1980 le fait que, lors de l'appréciation des moyens de subsistance requis, les moyens financiers perçus au titre de l'aide sociale ne soient pas pris en considération.

B.17.1.4. Les dispositions attaquées violeraient ainsi les articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à cette Convention, avec l'article 7, paragraphe 1, c), de la directive 2003/86/CE, avec l'article 22 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et avec l'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les dispositions attaquées violeraient également l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B.17.2. L'article 10, § 5, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Les moyens de subsistance stables et suffisants visés au § 2, alinéa 3, doivent être au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1^{er}, 3^o de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

L'évaluation de ces moyens de subsistance :

1^o tient compte de leur nature et de leur régularité;

2^o ne tient pas compte des moyens provenant de régimes d'assistance complémentaires, à savoir le revenu d'intégration et le supplément d'allocations familiales, ni de l'aide sociale financière et des allocations familiales;

3° ne tient pas compte des allocations d'attente ni de l'allocation de transition et tient uniquement compte de l'allocation de chômage pour autant que le conjoint ou le partenaire concerné puisse prouver qu'il cherche activement du travail ».

L'article 10ter, § 2, alinéa 2, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Si la condition relative aux moyens de subsistance stables et réguliers visée à l'article 10, § 5, n'est pas remplie, le ministre ou son délégué doit déterminer, sur la base des besoins propres de l'étranger rejoint et des membres de sa famille, quels moyens de subsistance leur sont nécessaires pour subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics. Le ministre ou son délégué peut, à cet effet, se faire communiquer par l'étranger tous les documents et renseignements utiles pour déterminer ce montant ».

L'article 12bis, § 2, alinéa 4, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Si la condition relative aux moyens de subsistance stables et réguliers visés à l'article 10, § 5, n'est pas remplie, le ministre ou son délégué doit déterminer, en fonction des besoins propres de l'étranger rejoint et des membres de sa famille, les moyens d'existence nécessaires pour subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics. Le ministre ou son délégué peut, à cette fin, se faire communiquer par l'étranger tous les documents et renseignements utiles pour déterminer ce montant ».

B.17.3. Les parties requérantes reprochent aux dispositions attaquées de violer les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 7, paragraphe 1, c), de la directive 2003/86/CE, qui dispose :

« Lors du dépôt de la demande de regroupement familial, l'Etat membre concerné peut exiger de la personne qui a introduit la demande de fournir la preuve que le regroupant dispose :

[...]

c) de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille sans recourir au système d'aide sociale de l'Etat membre concerné. Les Etats membres évaluent ces ressources par rapport à leur nature et leur régularité et peuvent tenir compte du niveau des rémunérations et des pensions minimales nationales ainsi que du nombre de membres que compte la famille ».

B.17.4. Par son arrêt du 4 mars 2010 (C-578/08, *Chakroun*), la Cour de justice a jugé :

« 43. L'autorisation du regroupement familial étant la règle générale, la faculté prévue à l'article 7, paragraphe 1, *initio* et sous c), de la directive doit être interprétée de manière stricte. Par ailleurs, la marge de manœuvre reconnue aux Etats membres ne doit pas être utilisée par ceux-ci d'une manière qui porterait atteinte à l'objectif de la directive, qui est de favoriser le regroupement familial, et à l'effet utile de celle-ci.

44. A cet égard, il résulte du deuxième considérant de la directive que les mesures concernant le regroupement familial devraient être adoptées en conformité avec l'obligation de protection de la famille et de respect de la vie familiale qui est consacrée dans de nombreux instruments du droit international. En effet, la directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes qui sont reconnus notamment par l'article 8 de la CEDH et par la charte. Il s'ensuit que les dispositions de la directive, et notamment l'article 7, paragraphe 1, *initio* et sous c), de celle-ci, doivent être interprétées à la lumière des droits fondamentaux et, plus particulièrement, du droit au respect de la vie familiale consacré tant par la CEDH que par la charte. Il convient d'ajouter que, selon l'article 6, paragraphe 1, premier alinéa, TUE, l'Union européenne reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés dans la charte, telle qu'adaptée à Strasbourg le 12 décembre 2007 (JO C 303, p. 1), laquelle a la même valeur juridique que les traités.

45. Ainsi que l'a souligné la requérante au principal lors de l'audience, la notion de 'système d'aide sociale de l'Etat membre' est une notion autonome du droit de l'Union qui ne saurait être définie par référence à des notions de droit national. Au regard, notamment, des différences existant entre les Etats membres en ce qui concerne la gestion de l'aide sociale, cette notion doit être comprise comme faisant référence à une aide sociale octroyée par les autorités publiques, que ce soit au niveau national, régional ou local.

46. La première phrase de l'article 7, paragraphe 1, *initio* et sous c), de la directive oppose, d'un côté, la notion de 'ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses besoins' et, de l'autre, celle d' 'aide sociale'. Il ressort de cette opposition que la notion d' 'aide sociale' figurant dans la directive vise une aide, octroyée par les autorités publiques, que ce soit au niveau national, régional ou local, à laquelle a recours un individu, en l'occurrence le regroupant, qui ne dispose pas de ressources stables, régulières et suffisantes pour faire face à ses besoins ainsi qu'à ceux de sa famille et qui, de ce fait, risque de devenir, pendant son séjour, une charge pour l'aide sociale de l'Etat membre d'accueil (voir, par analogie, arrêt du 11 décembre 2007, *Eind*, C-291/05, Rec. p. I-10719, point 29).

47. L'article 7, paragraphe 1, *initio* et sous c), deuxième phrase, de la directive permet aux Etats membres de tenir compte, lors de l'évaluation des ressources du regroupant, du niveau des rémunérations et des pensions minimales nationales. Ainsi qu'il a été exposé au point 43 du présent arrêt, cette faculté doit être exercée en évitant de porter atteinte à l'objectif de la directive, qui est de favoriser le regroupement familial, et à l'effet utile de celle-ci.

48. Dès lors que l'ampleur des besoins peut être très variable selon les individus, cette autorisation doit par ailleurs être interprétée en ce sens que les Etats membres peuvent indiquer une certaine somme comme montant de référence, mais non en ce sens qu'ils pourraient imposer un montant de revenu minimal au-dessous duquel tout regroupement familial serait refusé, et ce indépendamment d'un examen concret de la situation de chaque demandeur. Cette interprétation est confortée par l'article 17 de la directive qui impose une individualisation de l'examen des demandes de regroupement.

49. Utiliser comme montant de référence un niveau de revenu équivalent à 120 % du revenu minimum d'un travailleur âgé de 23 ans, montant au-delà duquel tout recours à une aide spéciale serait en principe exclu, n'apparaît pas répondre à l'objectif consistant à déterminer si un individu dispose de ressources régulières pour faire face à ses besoins. En effet, la notion d' 'aide sociale' figurant à l'article 7, paragraphe 1, sous c), de la directive doit être interprétée comme visant l'aide qui supplée à un manque de ressources stables, régulières et suffisantes et non comme l'aide qui permettrait de faire face à des besoins extraordinaires ou imprévus.

50. En outre, le chiffre de 120 %, utilisé pour fixer le montant imposé par le Vb 2000, n'est qu'un chiffre moyen, déterminé lorsque sont établies des statistiques relatives à l'aide spéciale octroyée par les communes des Pays-Bas et aux critères de revenus pris en considération par ces communes. Ainsi qu'il a été exposé lors de l'audience, certaines communes utilisent comme montant de référence un revenu d'un montant inférieur à celui correspondant à 120 % du revenu minimum, ce qui contredit la thèse selon laquelle un revenu correspondant à 120 % du revenu minimum serait indispensable.

51. Enfin, il n'appartient pas à la Cour de juger si le revenu minimum prévu par la loi néerlandaise est suffisant pour permettre aux travailleurs de cet Etat de couvrir leurs besoins ordinaires. Il suffit cependant de constater, ainsi que l'a fait valoir à juste titre la Commission, que si, dans l'affaire au principal, les liens familiaux entre les époux Chakroun avaient préexisté à l'entrée de M. Chakroun sur le territoire de la Communauté, le montant de revenus pris en considération lors de l'examen de la demande de Mme Chakroun aurait été le revenu minimum et non 120 % de celui-ci. Il y a lieu d'en conclure que le revenu minimum est considéré par les autorités néerlandaises elles-mêmes comme correspondant à des ressources suffisantes au sens de l'article 7, paragraphe 1, *initio* et sous c), de la directive.

52. Eu égard à ces éléments, il y a lieu de répondre à la première question posée que la phrase 'recourir au système d'aide sociale' figurant à l'article 7, paragraphe 1, *initio* et sous *c*), de la directive doit être interprétée en ce sens qu'elle ne permet pas à un Etat membre d'adopter une réglementation relative au regroupement familial refusant celui-ci à un regroupant qui a prouvé qu'il dispose de ressources stables, régulières et suffisantes lui permettant de subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille, mais qui, eu égard au niveau de ses revenus, pourra néanmoins faire appel à une assistance spéciale en cas de dépenses particulières et individuellement déterminées nécessaires à sa subsistance, à des remises d'impôt accordées par des collectivités locales en fonction des revenus ou à des mesures de soutien aux revenus dans le cadre de la politique minimale ('*minimabeleid*') communale ».

B.17.5.1. En prévoyant que les moyens de subsistance stables et suffisants du regroupant doivent être au moins équivalents à 120 p.c. du montant visé à l'article 14, § 1^{er}, 3^o, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, le législateur a voulu fixer un montant de référence, tel qu'il est visé par la Cour de justice dans l'arrêt précité.

L'article 10, § 5, de la loi du 15 décembre 1980 a donc pour effet que l'autorité qui examine la demande de regroupement familial ne doit pas procéder à un examen supplémentaire des moyens de subsistance si le regroupant dispose de moyens de subsistance égaux ou supérieurs au montant de référence visé.

B.17.5.2. Les dispositions attaquées n'ont pas pour conséquence d'empêcher le regroupement familial si les moyens de subsistance du regroupant sont inférieurs au montant de référence mentionné. Dans ce cas, l'autorité compétente doit, en vertu des articles 10^{ter}, § 2, alinéa 2, et 12^{bis}, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, déterminer dans le cas concret et sur la base des besoins propres de l'étranger rejoint et des membres de sa famille les moyens de subsistance nécessaires pour subvenir à leurs besoins sans que les membres de la famille ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics. Ces dispositions garantissent ainsi l'appréciation individuelle, visée par la Cour de justice dans l'arrêt précité du 4 mars 2010. Il ne saurait dès lors être reproché aux dispositions attaquées de laisser un pouvoir d'appréciation à l'autorité compétente, dès lors que ce pouvoir d'appréciation garantit l'approche individuelle requise.

B.17.5.3. Les griefs pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 7, paragraphe 1, *c*), de la directive 2003/86/CE, ne sont pas fondés.

B.17.6.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5354 font encore valoir que les dispositions attaquées entraîneraient une discrimination en ce que, pour la détermination des moyens de subsistance du regroupant, elles ne prennent en considération les allocations de chômage que si le conjoint ou partenaire concerné peut démontrer qu'il cherche activement du travail. Ainsi, elles ne tiendraient pas compte des allocations de chômage des étrangers qui sont dispensés de l'obligation d'être disponibles sur le marché du travail.

B.17.6.2. L'article 10, § 5, alinéa 2, 3^o, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« L'évaluation de ces moyens de subsistance :

3^o ne tient pas compte des allocations d'attente ni de l'allocation de transition et tient uniquement compte de l'allocation de chômage pour autant que le conjoint ou le partenaire concerné puisse prouver qu'il cherche activement du travail ».

B.17.6.3. Afin d'avoir droit à des allocations de chômage, le chômeur concerné doit, selon les règles prévues aux articles 56 et suivants de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, démontrer, en règle, qu'il « recherche activement un emploi ».

Toutefois, les articles 89 à 98^{bis} du même arrêté royal prévoient certains cas dans lesquels le chômeur continue à bénéficier d'allocations de chômage tout en étant dispensé de l'obligation de disponibilité sur le marché de l'emploi et de la preuve qu'il cherche activement un emploi.

B.17.6.4. Le législateur, par la disposition attaquée, ne s'est pas s'écarté de la réglementation générale du chômage contenue dans l'arrêté royal du 25 novembre 1991, plus particulièrement de ses articles 89 à 98^{bis}. Comme l'indique le Conseil des ministres, l'article 10, § 5, alinéa 2, 3^o, doit être interprété en ce sens qu'il n'impose pas à l'étranger regroupant bénéficiant d'allocations de chômage et dispensé de l'obligation de disponibilité sur le marché de l'emploi et de recherche d'emploi, de prouver qu'il cherche activement un emploi.

B.17.7.1. Les parties requérantes font encore valoir que les dispositions attaquées entraîneraient la violation de l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui attribue la compétence en matière de politique de l'emploi aux régions.

B.17.7.2. C'est au législateur fédéral qu'il appartient de mener une politique concernant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et de prévoir à cet égard, dans le respect du principe d'égalité et de non-discrimination, les mesures nécessaires qui portent notamment sur la fixation des conditions auxquelles le séjour d'un étranger est légal ou non.

Ainsi, le législateur fédéral a exercé sa propre compétence et n'a pas porté atteinte à la compétence en matière de politique de l'emploi qui a été attribuée aux régions.

B.17.7.3. Dans la mesure où le neuvième moyen dans l'affaire n° 5354 porte sur la prise en considération des allocations de chômage, il n'est pas fondé.

B.17.8.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5354 allèguent en outre que les dispositions attaquées impliqueraient une discrimination en ce que deux catégories d'étrangers handicapés sont traitées différemment : alors que les allocations attribuées aux personnes handicapées en vertu de la loi du 27 février 1987 sont prises en considération comme moyens de subsistance de l'étranger rejoint, ce n'est pas le cas lorsque la personne handicapée n'a pas droit à une telle allocation mais qu'elle perçoit l'aide sociale.

La partie requérante dans l'affaire n° 5312 critique elle aussi le fait que, lors de l'appréciation des moyens de subsistance requis en vertu de l'article 10, § 5, de la loi du 15 décembre 1980, les moyens financiers obtenus au titre de l'aide sociale ne soient pas pris en considération.

B.17.8.2. Selon l'article 7, paragraphe 1, *c*), de la directive 2003/86/CE, les Etats membres peuvent, lors du dépôt de la demande de regroupement familial, exiger de la personne qui a introduit la demande de fournir la preuve que le regroupant dispose de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille sans recourir au système d'aide sociale de l'Etat membre concerné. Cette disposition permet donc de ne pas tenir compte des revenus perçus au titre de l'aide sociale. Par conséquent, la différence de traitement critiquée repose sur une justification objective et raisonnable.

B.17.9. L'examen des dispositions attaquées au regard de l'article 22 de la Constitution, combiné avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, ne conduit pas à une autre conclusion.

B.17.10. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.17.6.4, les moyens ne sont pas fondés.

10) *Le séjour des membres de la famille d'un ressortissant d'un Etat tiers admis à un séjour à durée limitée*

B.18.1. Le dixième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 10^{bis}, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 3 de la loi du 8 juillet 2011. La disposition attaquée règle le séjour des membres de la famille d'un ressortissant d'un Etat tiers admis à séjourner en Belgique pour une durée limitée. Les parties requérantes reprochent à cette disposition de ne pas prévoir, à l'égard du regroupant souhaitant être rejoint par

ses enfants mineurs, les mêmes exceptions en matière de conditions régissant les moyens de subsistance et de logement décent que celles qui s'appliquent, sur la base de l'article 10, § 2, alinéas 2, 3 et 5, lorsque le regroupant est admis à un séjour à durée illimitée. Elles reprochent aussi à la disposition attaquée de ne pas prévoir d'exception en ce qui concerne les moyens de subsistance requis lorsque le membre de la famille qui veut obtenir un titre de séjour est un enfant handicapé majeur.

La disposition attaquée serait ainsi contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.18.2. L'article 10bis, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Lorsque les membres de la famille visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o à 6^o, d'un étranger autorisé à séjourner en Belgique pour une durée limitée, fixée par la présente loi ou en raison de circonstances particulières propres à l'intéressé ou en rapport avec la nature ou la durée de ses activités en Belgique, introduisent une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, cette autorisation doit être accordée s'ils apportent la preuve :

- que l'étranger rejoint dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants, conformément à l'article 10, § 5, pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics;

- que l'étranger rejoint dispose d'un logement jugé convenable pour recevoir le ou les membres de sa famille qui demandent à le rejoindre et qui satisfasse aux conditions applicables à un bien immobilier donné en location à titre de résidence principale, visées à l'article 2 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 2, du Code civil. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, de quelle manière l'étranger apporte la preuve que le bien immobilier satisfait aux conditions prévues et qu'il dispose d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour lui-même et les membres de sa famille;

[...] ».

B.18.3. Sur la base des articles 10, § 2, alinéa 3, et 10bis, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, l'étranger qui souhaite obtenir une admission au séjour dans le cadre du regroupement familial doit démontrer que l'étranger rejoint dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille et pour éviter qu'ils ne tombent à la charge des pouvoirs publics. Comme il a été exposé en B.11, le législateur poursuit ainsi un but légitime. Sur la base de l'article 10, § 2, alinéa 2, et de l'article 10bis, § 2, de la loi attaquée, il convient aussi de démontrer que l'étranger rejoint dispose d'un logement décent qui est à même de l'héberger avec les membres de sa famille. Ainsi, le législateur veut garantir que le regroupement familial puisse se dérouler dans des conditions conformes à la dignité humaine.

B.18.4. Selon l'article 10, § 2, alinéa 3, de la loi précitée, la condition relative aux moyens de subsistance requis ne doit pas être remplie lorsqu'un parent disposant d'un titre de séjour à durée illimitée est seulement rejoint par son enfant mineur ou par l'enfant mineur de son conjoint ou partenaire, visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, deuxième et troisième tirets.

B.18.5. L'exception prévue en faveur des enfants en question est liée au statut de séjour du regroupant. Du fait que ce dernier s'est vu accorder une admission au séjour à durée illimitée et qu'il peut dès lors séjourner longtemps ou de manière définitive sur le territoire, le législateur a pu estimer que le fait de ne pas remplir les conditions relatives aux moyens de subsistance requis ne pouvait constituer une entrave à l'octroi d'une admission au séjour aux enfants mineurs, afin d'éviter que ces derniers ne restent longtemps ou, le cas échéant, définitivement séparés de leur parent.

Il existe ainsi une justification objective et raisonnable au fait que les étrangers concernés soient traités différemment par rapport à la situation du regroupant ne disposant que d'un titre de séjour à durée limitée. Dans la situation visée à l'article 10bis, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, le législateur a pu considérer, conformément à l'une des conditions principales régissant l'immigration par le biais du regroupement familial, que le regroupant qui veut être rejoint par les membres de la famille doit pouvoir assumer la charge financière qu'ils représentent, de sorte qu'ils ne deviennent pas une charge pour les pouvoirs publics. Ainsi, le législateur n'a pas porté une atteinte disproportionnée aux droits des enfants mineurs concernés. En effet, ceux-ci n'ont pas été séparés du regroupant contre le gré de celui-ci. En outre, le caractère temporaire du séjour de ce dernier en Belgique ne permet pas de présumer qu'il puisse toujours les accueillir dans des conditions conformes à la dignité humaine sans qu'il soit établi qu'il est effectivement en mesure d'en assumer la charge. Dès lors, la disposition attaquée ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.18.6. En ce qui concerne les enfants du regroupant qui bénéficient de la protection subsidiaire, il ressort des motifs exposés en B.15.6 que les exceptions de l'article 10, § 2, alinéa 5, de la loi du 15 décembre 1980 leur sont également applicables, que le titre de séjour du regroupant soit délivré à durée limitée ou illimitée.

B.18.7. Pour ce qui est, enfin, de la situation de l'enfant majeur handicapé qui veut obtenir une admission au séjour dans le cadre du regroupement familial, il ressort de l'article 10, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 que le législateur n'a pas prévu d'exception en ce qui concerne les moyens de subsistance requis et la condition du logement décent, de sorte que ce régime ne diffère pas de celui qui est contenu dans l'article 10bis, lequel s'applique lorsque le regroupant dispose d'un titre de séjour à durée limitée.

B.18.8. Le moyen n'est pas fondé.

11) Le délai de traitement de la demande de séjour lors d'une enquête concernant le mariage

B.19.1. Le onzième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 10ter, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 4 de la loi attaquée. Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée de permettre la prolongation à deux reprises du délai pour statuer sur les demandes d'autorisation de séjour. Cette disposition violerait ainsi les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 5, paragraphe 4, de la directive 2003/86/CE.

B.19.2.1. L'article 10ter, § 2, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« La décision relative à la demande d'autorisation de séjour est prise et notifiée dans les plus brefs délais et au plus tard dans les six mois suivant la date du dépôt de la demande définie au § 1^{er}. La décision est prise en tenant compte de l'ensemble des éléments du dossier.

Si la condition relative aux moyens de subsistance stables et réguliers visée à l'article 10, § 5, n'est pas remplie, le ministre ou son délégué doit déterminer, sur la base des besoins propres de l'étranger rejoint et des membres de sa famille, quels moyens de subsistance leur sont nécessaires pour subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics. Le ministre ou son délégué peut, à cet effet, se faire communiquer par l'étranger tous les documents et renseignements utiles pour déterminer ce montant.

Dans des cas exceptionnels liés à la complexité de l'examen de la demande ainsi que dans le cadre d'une enquête concernant un mariage visé à l'article 146bis du Code civil ou les conditions de la relation durable et stable visée à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, le ministre ou son délégué peut, à deux reprises, prolonger ce délai par période de trois mois, par une décision motivée, portée à la connaissance du demandeur.

A l'expiration du délai de six mois suivant la date du dépôt de la demande, éventuellement prolongé conformément à l'alinéa 2, si aucune décision n'a été prise, l'autorisation de séjour doit être délivrée.

Dans le cadre de l'examen de la demande, il est dûment tenu compte de l'intérêt supérieur de l'enfant ».

B.19.2.2. L'article 5, paragraphe 4, de la directive 2003/86/CE précitée, dont l'article 10^{ter} précité de la loi du 15 décembre 1980 constitue la transposition, dispose :

« Dès que possible, et en tout état de cause au plus tard neuf mois après la date du dépôt de la demande, les autorités compétentes de l'Etat membre notifient par écrit à la personne qui a déposé la demande la décision la concernant.

Dans des cas exceptionnels liés à la complexité de l'examen de la demande, le délai visé au premier alinéa peut être prorogé.

La décision de rejet de la demande est dûment motivée. Toute conséquence de l'absence de décision à l'expiration du délai visé au premier alinéa doit être réglée par la législation nationale de l'Etat membre concerné ».

B.19.3. Aux termes de la directive précitée, une prolongation du délai de neuf mois ne peut être permise que « dans des cas exceptionnels liés à la complexité de l'examen de la demande ».

Telle qu'elle est rédigée, la transposition de la directive précitée par la disposition attaquée paraît ajouter une exception à celle autorisée par la directive : celle « d'une enquête concernant un mariage visé à l'article 146^{bis} du Code civil ou les conditions de la relation durable et stable visée à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o ». En réalité, comme le soutient le Conseil des ministres, il faut considérer que l'enquête concernant un mariage visé à l'article 146^{bis} du Code civil ou celle relative aux conditions de la relation durable et stable ne constituent pas une exception supplémentaire.

Il en résulte qu'une deuxième prolongation du délai ne peut être permise, sur la base de la disposition attaquée, que si le traitement de la demande de regroupement familial a nécessité, effectivement, des délais à ce point longs qu'ils doivent être tenus pour des cas exceptionnels au sens de l'article 5, paragraphe 4, de la directive 2003/86/CE.

Il appartient aux autorités de l'Etat chargées de contrôler le déroulement de ces enquêtes et, le cas échéant, à celles qui sont chargées de connaître des recours en cas de contestation, de vérifier que l'enquête concernant un mariage visé à l'article 146^{bis} du Code civil ou celle relative aux conditions de la relation durable et stable puissent *in concreto* être considérées comme un cas exceptionnel justifiant le dépassement du délai de neuf mois autorisé.

B.19.4. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.19.3, la disposition attaquée ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 5, paragraphe 4, de la directive 2003/86/CE.

B.19.5. Le moyen n'est pas fondé.

12) La récupération des frais de rapatriement

B.20.1. Le douzième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 4, et § 2, alinéa 6, de la loi du 15 décembre 1980, tels que ces alinéas ont été insérés par l'article 5 de la loi attaquée. Les parties requérantes reprochent aux dispositions attaquées, qui ont pour objet la récupération des frais de rapatriement, de n'être applicables que lorsqu'il s'agit d'un regroupement familial avec un étranger admis en séjour illimité et non lorsque le regroupant est admis en séjour limité, de ne pas faire de distinction entre l'auteur de la fraude et la victime et de permettre à une administration de passer outre à une décision de justice lorsque le rapatriement concerne un mineur adopté.

Les dispositions attaquées seraient ainsi contraires aux articles 10 et 11 de la Constitution.

B.20.2. L'article 11, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« § 1^{er}. Le ministre ou son délégué peut décider que l'étranger qui déclare se trouver dans un des cas prévus à l'article 10 n'a pas le droit d'entrer ou de séjourner dans le Royaume, dans un des cas suivants :

1° l'étranger ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions de l'article 10;

2° l'étranger et l'étranger rejoint n'entretiennent pas ou plus de vie conjugale ou familiale effective;

3° sauf dérogations prévues par un traité international, l'étranger se trouve dans un des cas prévus à l'article 3, 5° à 8°, ou est atteint d'une des maladies pouvant mettre en danger la santé publique, énumérées à l'annexe à la présente loi;

4° l'étranger ou la personne qu'il rejoint a utilisé des informations fausses ou trompeuses ou des documents faux ou falsifiés, ou a recouru à la fraude ou à d'autres moyens illégaux de caractère déterminant, afin d'être admis au séjour, ou il est établi que le mariage, le partenariat ou l'adoption ont été conclus uniquement pour lui permettre d'entrer ou de séjourner dans le Royaume.

Dans le cas des membres de la famille d'un réfugié reconnu ou d'un étranger bénéficiant de la protection subsidiaire dont les liens de parenté ou d'alliance sont antérieurs à l'entrée de celui-ci dans le Royaume, la décision ne peut pas être fondée uniquement sur le défaut de documents officiels prouvant le lien de parenté ou d'alliance conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière.

La décision indique, le cas échéant, la disposition de l'article 3 qui est appliquée.

Dans le cas où la décision a été prise sur la base du 2° et du 4°, les frais de rapatriement peuvent être récupérés auprès de l'étranger ou de la personne rejointe.

§ 2. Le ministre ou son délégué peut décider que l'étranger qui a été admis à séjourner dans le Royaume sur la base de l'article 10 n'a plus le droit de séjourner dans le Royaume, dans un des cas suivants :

1° l'étranger ne remplit plus une des conditions de l'article 10;

2° l'étranger et l'étranger rejoint n'entretiennent pas ou plus une vie conjugale ou familiale effective;

3° l'étranger, admis à séjourner dans le Royaume en tant que partenaire enregistré sur la base de l'article 10, § 1^{er}, 4° ou 5°, ou l'étranger qu'il a rejoint, s'est marié avec une autre personne ou est lié à une autre personne par un partenariat enregistré conformément à une loi;

4° l'étranger ou la personne qu'il rejoint a utilisé des informations fausses ou trompeuses ou des documents faux ou falsifiés, ou a recouru à la fraude ou à d'autres moyens illégaux, qui ont été déterminants pour la reconnaissance du droit de séjour, ou il est établi que le mariage, le partenariat ou l'adoption ont été conclus uniquement pour lui permettre d'entrer ou de séjourner dans le Royaume.

La décision fondée sur le point 1^o, 2^o ou 3^o ne peut être prise qu'au cours des trois premières années suivant la délivrance du titre de séjour ou, dans les cas visés à l'article 12*bis*, § 3 ou 4, suivant la délivrance du document attestant que la demande a été introduite.

Le ministre ou son délégué peut procéder ou faire procéder à des contrôles en vue de la prorogation ou du renouvellement du titre de séjour, afin de vérifier si l'étranger remplit les conditions de l'article 10. Il peut à tout moment procéder ou faire procéder à des contrôles spécifiques lorsqu'il existe des présomptions fondées de fraude ou lorsque le mariage, le partenariat ou l'adoption a été conclu pour permettre à la personne concernée d'entrer ou de séjourner dans le Royaume.

Le ministre ou son délégué ne peut mettre fin au séjour sur la base de l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 3^o, si l'étranger prouve avoir été victime au cours du mariage ou du partenariat d'un fait visé aux articles 375, 398 à 400, 402, 403 ou 405 du Code pénal. Dans les autres cas, le ministre ou son délégué prend particulièrement en considération la situation des personnes victimes de violences dans leur famille, qui ne forment plus une cellule familiale avec la personne qu'elles ont rejointe et nécessitent une protection. Dans ces cas, il informera la personne ou à d'autres moyens illégaux, qui ont été déterminants pour la reconnaissance du droit de séjour, ou il est établi que le mariage, le partenariat ou l'adoption ont été conclus uniquement pour lui permettre d'entrer ou de séjourner dans le Royaume.

Lors de sa décision de mettre fin au séjour sur la base de l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 3^o, le ministre ou son délégué prend en considération la nature et la solidité des liens familiaux de la personne concernée et la durée de son séjour dans le Royaume, ainsi que l'existence d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son pays d'origine.

Si la décision est prise sur la base du 2^o et du 4^o, les frais de rapatriement peuvent être récupérés auprès de l'étranger ou de la personne qu'il a rejointe ».

B.20.3. En vertu de l'article 11 de la loi du 15 décembre 1980, l'accès au territoire ou le séjour sur celui-ci peuvent être refusés à certains étrangers parce qu'ils ne remplissent pas les conditions imposées par l'article 10 de cette loi ou parce qu'ils ont eu recours à la fraude pour obtenir une telle admission au séjour. Sur la base des dispositions attaquées, les frais de rapatriement peuvent être récupérés auprès de l'étranger concerné ou de l'étranger rejoint.

B.20.4. Le fait que les sanctions visées ne soient possibles que lorsque le regroupement familial est envisagé avec un étranger qui dispose d'un droit de séjour illimité et non lorsque le regroupant n'est admis qu'à un séjour à durée limitée en vertu de l'article 10*bis* de la loi du 15 décembre 1980 se justifie par le statut de séjour des étrangers concernés. Comme les membres de la famille du regroupant peuvent, dans le premier cas, obtenir eux aussi un droit de séjour illimité en vertu de l'article 13 de la loi précitée, alors que la durée de leur séjour est limitée dans le second cas, le législateur a pu considérer qu'il devait pouvoir réprimer plus sévèrement les abus commis dans le premier cas.

B.20.5. Les parties requérantes allèguent aussi que les dispositions attaquées ne tiennent pas compte, lors de l'imputation des frais de rapatriement, de la personne coupable de la fraude (deuxième branche) et permettent l'expulsion d'un mineur adopté, au mépris d'une décision de justice en matière d'adoption (troisième branche).

En ce qui concerne la deuxième branche du moyen, la loi prévoit expressément que les frais de rapatriement sont susceptibles d'être récupérés tant chez le regroupant que chez le membre de la famille qui veut le rejoindre. La circonstance de savoir lequel des deux a commis la fraude peut donc être prise en considération.

En ce qui concerne la troisième branche du moyen, il ne peut être reproché au législateur de prévoir la possibilité de retirer un droit de séjour lorsque celui-ci a été acquis par le biais d'informations fausses ou trompeuses ou de documents faux ou falsifiés.

Le fait que, dans ces deux cas, l'administration dispose d'un certain pouvoir d'appréciation n'a pas pour conséquence qu'elle puisse se comporter de manière arbitraire. Le cas échéant, des recours appropriés pourront être exercés.

B.20.6. Le moyen n'est pas fondé.

13) Les moyens de subsistance requis lors du renouvellement du titre de séjour

B.21.1. Le treizième moyen dans l'affaire n^o 5354 tend à l'annulation de l'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été modifié par l'article 5 de la loi attaquée, et qui dispose :

« Le ministre ou son délégué peut décider que l'étranger qui a été admis à séjourner dans le Royaume sur la base de l'article 10 n'a plus le droit de séjourner dans le Royaume, dans un des cas suivants :

1^o l'étranger ne remplit plus une des conditions de l'article 10;

[...] ».

Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée, combinée avec l'article 10 précité, d'avoir pour effet de ne tenir compte dans le calcul des revenus du ménage, lors du renouvellement du titre de séjour, que des revenus du regroupant et pas des contributions de tous les membres de la famille regroupés. Cette disposition violerait ainsi les articles 10, 11 et 191 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec l'article 16, paragraphe 1, a), de la directive 2003/86/CE.

B.21.2.1. L'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, attaqué constitue une transposition en droit interne de l'article 16 de la directive 2003/86/CE.

B.21.2.2. L'article 16, paragraphe 1, a), de la directive précitée dispose :

« Les Etats membres peuvent rejeter une demande d'entrée et de séjour aux fins du regroupement familial ou, le cas échéant, retirer le titre de séjour d'un membre de la famille ou refuser de le renouveler dans un des cas suivants :

a) lorsque les conditions fixées par la présente directive ne sont pas ou plus remplies.

Lors du renouvellement du titre de séjour, si le regroupant ne dispose pas de ressources suffisantes sans recourir au système d'aide sociale de l'Etat membre, tel que visé à l'article 7, paragraphe 1, point c), l'Etat membre tient compte des contributions des membres de la famille au revenu du ménage ».

B.21.3. La directive établit ainsi une distinction entre, d'une part, la situation visée à l'article 7, paragraphe 1, c, qui dispose que lors du dépôt de la demande de regroupement familial, il doit être tenu compte des revenus du regroupant et, d'autre part, la situation visée à l'article 16 dans laquelle il est tenu compte, en cas d'éventuel renouvellement ou d'éventuel retrait du titre de séjour de l'étranger concerné, non seulement des revenus du regroupant mais également de ceux des membres de sa famille.

B.21.4. Dans le respect de l'objectif visé par le législateur, à savoir que les personnes regroupées ne tombent pas à charge du système d'aide sociale de la Belgique et compte tenu de l'article 16 de la directive 2003/86/CE, la disposition attaquée doit être interprétée comme n'interdisant pas que, lors du renouvellement du titre de séjour de l'étranger concerné, l'autorité compétente tienne compte non seulement des revenus du regroupant mais aussi de ceux des membres de sa famille, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une aide sociale.

B.21.5. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.21.4, le moyen n'est pas fondé.

14) *Le terme mis au séjour de victimes de violences conjugales*

B.22.1. Le quatorzième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 11, § 2, alinéa 4, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980, remplacé par l'article 5 de la loi attaquée, qui dispose :

« Le ministre ou son délégué ne peut mettre fin au séjour sur la base de l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 3^o, si l'étranger prouve avoir été victime au cours du mariage ou du partenariat d'un fait visé aux articles 375, 398 à 400, 402, 403 ou 405 du Code pénal. Dans les autres cas, le ministre ou son délégué prend particulièrement en considération la situation des personnes victimes de violences dans leur famille, qui ne forment plus une cellule familiale avec la personne qu'elles ont rejointe et nécessitent une protection. Dans ces cas, il informera la personne concernée de sa décision de ne pas mettre fin à son séjour sur la base de l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 3^o ».

B.22.2. La critique des parties requérantes est dirigée contre le fait que la disposition attaquée exigerait de démontrer l'existence de violences conjugales, alors qu'en vertu de l'article 223 du Code civil, l'existence d'indices de violences conjugales peut suffire pour prendre certaines mesures de protection. En ce qu'elle ne protégerait ainsi que l'étranger qui est en mesure d'apporter effectivement la preuve qu'il est victime de violences conjugales mais non l'étranger qui démontre l'existence d'indices sérieux selon lesquels il est victime de violences conjugales, la disposition attaquée violerait les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.22.3. La protection particulière accordée aux victimes de violences conjugales sur la base de la disposition précitée constitue une transposition de l'article 15, paragraphe 3, de la directive 2003/86/CE, qui dispose :

« En cas de veuvage, de divorce, de séparation ou de décès d'ascendants ou de descendants directs au premier degré, un titre de séjour autonome peut être délivré, au besoin sur demande, aux personnes entrées au titre du regroupement familial. Les Etats membres arrêtent des dispositions garantissant l'octroi d'un titre de séjour autonome en cas de situation particulièrement difficile ».

B.22.4. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, la disposition attaquée n'exige pas, dans le chef du conjoint ou du partenaire victime de violences conjugales, de prouver l'existence de celles-ci pour pouvoir bénéficier du maintien de son titre de séjour. Elle précise seulement que si pareille preuve est apportée, le ministre ou son délégué ne peut en aucun cas mettre fin à ce séjour. La disposition nouvelle ajoute ainsi une compétence liée dans le chef du ministre ou de son délégué qui n'existait pas auparavant. Dans tous les autres cas en revanche, le ministre ou son délégué doit, comme le prévoyait déjà l'article 11, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 avant sa modification par la loi attaquée, prendre en considération la situation des personnes victimes de violences conjugales qui ne forment plus une cellule familiale et qui ne perdent pas le bénéfice du séjour légal si elles nécessitent une protection particulière au sens de la directive précitée.

B.22.5. Le moyen n'est pas fondé.

15) *Le lieu d'introduction de la demande de séjour en vue d'un mariage ou d'un partenariat*

B.23.1. Le quinzième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 12bis, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 6 de la loi attaquée. Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée d'établir une différence de traitement entre l'étranger autorisé au court séjour en vue de se marier, qui dispose de tous les documents requis et peut, si son mariage est célébré dans les trois mois, introduire une demande de séjour depuis la Belgique, et l'étranger dont le mariage n'a pu être célébré dans les trois mois alors qu'il était dans les mêmes conditions et qui ne peut introduire sa demande que depuis le poste diplomatique compétent à l'étranger. Cette disposition violerait ainsi les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.23.2. L'article 12bis, § 1^{er}, précité dispose :

« L'étranger qui déclare se trouver dans un des cas visés à l'article 10 doit introduire sa demande auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger.

Il peut toutefois introduire sa demande auprès de l'administration communale de la localité où il séjourne dans les cas suivants :

[...]

2^o s'il est autorisé au séjour pour trois mois au maximum et, si la loi le requiert, qu'il dispose d'un visa valable en vue de conclure un mariage ou un partenariat en Belgique, si ce mariage ou partenariat a effectivement été conclu avant la fin de cette autorisation et s'il présente toutes les preuves visées au § 2 avant la fin de cette autorisation;

[...] ».

Concernant le dépôt de la demande de regroupement familial, l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2003/86/CE dispose :

« La demande est introduite et examinée alors que les membres de la famille résident à l'extérieur du territoire de l'Etat membre dans lequel le regroupant réside. Par dérogation, un Etat membre peut accepter, dans des cas appropriés, qu'une demande soit introduite alors que les membres de la famille se trouvent déjà sur son territoire ».

B.23.3. L'alinéa 2, 2^o, de la disposition attaquée constitue donc une exception au principe énoncé à l'alinéa 1^{er} de l'article 12bis, § 1^{er}, selon lequel une demande d'autorisation de séjour doit être introduite depuis le poste diplomatique ou consulaire compétent à l'étranger.

En effet, l'étranger autorisé à séjourner pour trois mois en vue de se marier, qui dispose de tous les documents requis à cette fin et qui respecte les conditions prévues à l'article 12bis, § 2, peut introduire sa demande auprès de l'administration communale de la localité où il séjourne. Cette exception, introduite par un amendement, a été justifiée comme suit :

« La loi autorise actuellement les personnes présentes sur le territoire en raison d'un court séjour à introduire également une demande de regroupement familial. Les amendements limitent cette possibilité aux seuls courts séjours en vue du mariage. La logique est de refuser que des personnes puissent venir sur le territoire sur la base d'un court séjour et en profitent pour se marier sans avoir informé les autorités de l'objet réel de leur séjour » (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/018, pp. 186-187).

« Poursuivant son exposé, [un membre] estime qu'en matière de demandes de visa, il faut éviter que des étrangers exploitent le séjour touristique en Belgique pour recourir au regroupement familial par l'institution du mariage contracté sur le territoire » (*ibid.*, p. 189).

B.23.4.1. Les parties requérantes, qui ne remettent pas en cause les règles relatives à l'examen du fond de la demande de regroupement familial, critiquent seulement une des conditions de recevabilité de la demande d'autorisation de séjour, à savoir celle du délai de trois mois dans lequel le mariage doit avoir été célébré en Belgique,

à défaut de quoi l'étranger perd le bénéfice de l'exception précitée. En réalité, les parties requérantes visent la circonstance particulière de l'étranger qui est dans toutes les conditions prévues par la disposition attaquée mais dont le mariage n'a pu être célébré avant l'expiration du délai de trois mois en raison du refus de l'officier de l'état civil, refus qui a été annulé ultérieurement ou à l'issue du recours judiciaire.

B.23.4.2. Le législateur a pu limiter l'exception inscrite à l'article 12bis, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, aux étrangers qui réunissent les conditions non seulement pour célébrer un mariage véritable mais, en outre, les autres conditions requises pour s'établir en Belgique afin d'éviter que des visas touristiques ne soient détournés pour obtenir un regroupement familial en contractant un mariage sur le territoire.

B.23.4.3. En vertu de l'article 167 du Code civil, l'officier de l'état civil peut surseoir à la célébration du mariage s'il existe une présomption sérieuse qu'il n'est pas satisfait aux conditions de celui-ci. Toutefois, si le parquet chargé de faire une enquête n'a pas pris de décision dans un délai de deux mois, l'officier de l'état civil doit célébrer le mariage. En conséquence, l'étranger qui se serait vu opposer un refus de célébration du mariage, notamment pour des motifs abusifs ou en raison d'une erreur commise par l'officier de l'état civil, a encore un délai suffisant pour introduire un recours en référé.

B.23.4.4. Enfin, dans l'hypothèse où un recours aurait été introduit dans le délai précité, l'autorisation de séjour de l'étranger doit être maintenue jusqu'à ce que la décision judiciaire soit rendue, sous peine de le priver du droit d'accès à un tribunal prévu en l'espèce par l'article 167 du Code civil.

B.23.5. Le moyen n'est pas fondé.

16) Le lieu d'introduction de la demande de séjour d'un enfant mineur

B.24.1. Le seizième moyen dans l'affaire n^o 5354 tend à l'annulation de l'article 12bis, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 6 de la loi attaquée. La disposition attaquée permet à un enfant mineur, dans certaines conditions, d'introduire une demande de regroupement familial depuis la Belgique. Les parties requérantes reprochent à cette disposition de faire une différence entre les enfants selon le type de partenariat de leurs parents, ce qui serait contraire à l'intérêt des enfants. Elles lui reprochent aussi de faire une différence selon que les enfants mineurs sont ou non en séjour légal et d'empêcher les enfants d'exercer leur droit à l'enseignement. Ainsi, la disposition attaquée violerait les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 14, paragraphe 1, a), de la directive 2003/86/CE et avec l'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.24.2.1. L'article 12bis, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« L'étranger qui déclare se trouver dans un des cas visés à l'article 10 doit introduire sa demande auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger.

Il peut toutefois introduire sa demande auprès de l'administration communale de la localité où il séjourne dans les cas suivants :

[...]

4^o s'il est autorisé au séjour pour trois mois au maximum et est un enfant mineur visé à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, tirets 2 et 3, ou s'il est l'auteur d'un mineur reconnu réfugié ou d'un mineur bénéficiant de la protection subsidiaire visé à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o ».

B.24.2.2. L'article 14, paragraphe 1, a), de la directive 2003/86/CE dispose :

« Les membres de la famille du regroupant ont droit, au même titre que celui-ci, à :

a) l'accès à l'éducation; ».

B.24.3. Pour pouvoir introduire une demande de regroupement familial depuis la Belgique, l'enfant doit, aux termes de la disposition attaquée, être un enfant mineur visé à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, deuxième et troisième tirets, de la loi du 15 décembre 1980. Cette exception s'applique par conséquent aux enfants mineurs de l'étranger rejoint, ainsi qu'aux enfants de son conjoint ou du partenaire avec qui a été conclu à l'étranger un partenariat enregistré assimilé au mariage en Belgique. L'exception n'est toutefois pas applicable à l'enfant qui n'est pas l'enfant du regroupant mais seulement le partenaire lorsque le partenariat enregistré n'est pas équivalent au mariage.

B.24.4. La disposition attaquée concerne seulement les enfants qui ont été admis à un court séjour sur le territoire de maximum trois mois et constitue une exception à la règle selon laquelle une demande de séjour dans le cadre d'un regroupement familial doit être introduite depuis un poste diplomatique ou consulaire à l'étranger.

Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 8 juillet 2011, modifiant la disposition attaquée, que le législateur était soucieux d'éviter que l'admission d'étrangers sur le territoire en vue d'un court séjour soit utilisée de manière impropre pour obtenir un droit de séjour de longue durée dans le cadre du regroupement familial (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/018, pp. 126-128).

B.24.5.1. La différence de traitement critiquée repose sur un critère objectif : alors que l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, vise la situation des enfants mineurs de l'étranger rejoint, du conjoint ou partenaire de ce dernier avec qui a été conclu à l'étranger un partenariat légal enregistré considéré comme équivalent au mariage en Belgique, l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, envisage une communauté de vie fondée sur un partenariat légal enregistré qui n'est pas assimilé au mariage et ce ne sont pas les enfants du regroupant qui sont visés mais seulement ceux du partenaire.

B.24.5.2. Par son arrêt n^o 95/2008 du 26 juin 2008, la Cour a jugé :

« B.21. Le regroupement familial entre conjoints est lié à la preuve d'un lien de type matrimonial entre eux, de sorte que l'exclusion des époux polygames repose sur un critère pertinent par rapport à l'objet de la législation en cause et à l'objectif de préserver l'ordre public international belge et européen.

En revanche, le regroupement familial d'un enfant avec ses auteurs est lié à l'établissement de leur lien de filiation. Le critère des circonstances de la naissance de l'enfant et de la situation conjugale de ses parents ne présente aucune pertinence ni avec l'objet de la disposition, ni avec l'objectif de défense de l'ordre public international belge ou européen, dès lors que les enfants concernés ne sont en aucune manière responsables de la situation conjugale de leurs parents et que le regroupement familial, en ce qui les concerne, n'est pas un effet du mariage de ceux-ci, mais bien un effet du lien de filiation qui les lie à leur auteur établi ou autorisé à séjourner en Belgique ».

Un tel raisonnement n'est pas applicable en l'espèce étant donné qu'il n'existe pas de lien de filiation entre le regroupant et l'enfant de son partenaire. Il est vrai que lorsque le partenariat est équivalent au mariage, il n'existe pas non plus de lien de filiation entre le regroupant et l'enfant de son partenaire. Toutefois, ainsi qu'il est dit en B.11.6, il n'existe pas, entre le regroupant et l'enfant de son partenaire, lorsqu'il s'agit d'un partenariat qui n'est pas assimilé au mariage, un lien comparable à celui qui existe entre le regroupant et l'enfant de son conjoint ou de son partenaire, lorsqu'il s'agit d'un partenariat qui est assimilé au mariage. Dès lors, le législateur a pu raisonnablement faire une distinction liée à la nature de la relation entre le regroupant et l'enfant de son partenaire, en fonction des effets juridiques différents qui découlent d'un partenariat selon qu'il est ou non assimilé au mariage.

B.24.6. La disposition attaquée ne porte pas une atteinte disproportionnée aux droits de l'enfant. En effet, lorsqu'un enfant se trouve dans des circonstances exceptionnelles qui l'empêchent de retourner dans son pays pour demander le visa requis, il peut introduire une demande auprès de l'administration communale de la localité où il séjourne (article 12bis, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o). En outre, l'article 12bis, § 7, de la loi du 15 décembre 1980 dispose explicitement qu'il est dûment tenu compte de l'intérêt supérieur de l'enfant lors de l'examen de la demande de séjour, ce qui doit aussi empêcher de contraindre un enfant à rentrer dans son pays dans des circonstances déraisonnables pour introduire la demande de regroupement familial.

B.24.7. Quant à l'objection des parties requérantes selon laquelle l'enfant qui ne peut recourir à l'exception mentionnée dans la disposition attaquée serait empêché d'exercer son droit à l'enseignement au cours de la période pendant laquelle il doit retourner à l'étranger pour faire sa demande de séjour, il convient de souligner que la situation visée concerne les enfants qui sont admis à un séjour de maximum trois mois et qui ne disposent donc que d'un visa touristique, de sorte que l'on ne peut pas considérer qu'ils souhaitent suivre un enseignement et que, si tel était néanmoins le cas, ils savaient au préalable qu'ils n'avaient été admis qu'à un séjour de courte durée.

B.24.8. Pour ce qui est de la différence entre des enfants qui séjournent légalement sur le territoire et des enfants qui séjournent illégalement sur le territoire, il ne peut être reproché au législateur de ne pas traiter les deux situations de manière égale s'agissant du lieu où leur demande d'autorisation de séjour doit être déposée.

En imposant aux étrangers dont le séjour est devenu illégal de retourner dans leur pays d'origine pour demander l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur a voulu éviter qu'ils puissent retirer un avantage de l'infraction qu'ils commettent à la réglementation en matière de séjour et que la clandestinité soit récompensée.

B.24.9. Compte tenu des garanties mentionnées en B.24.6, la différence de traitement est raisonnablement justifiée.

B.24.10. Le moyen n'est pas fondé.

17) *Le lieu d'introduction de la demande de séjour émanant de parents d'un mineur reconnu réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire*

B.25.1. Les dix-septième et dix-huitième moyens dans l'affaire n° 5354 tendent à l'annulation de l'article 12bis, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 6 de la loi attaquée.

Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée, qui s'applique aussi aux auteurs d'un mineur reconnu réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire, de ne s'appliquer qu'aux auteurs autorisés au séjour pour trois mois maximum. Dans le dix-septième moyen, elles en déduisent un traitement différent dans le chef de l'enfant mineur selon la nature du séjour de ses auteurs, élément dont l'enfant n'est en rien responsable. Dans le dix-huitième moyen, elles ajoutent que l'enfant ayant obtenu la protection subsidiaire sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 serait discriminé dans la mesure où son auteur ne peut pas introduire la demande depuis la Belgique, l'enfant n'entrant pas dans le champ d'application de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o, de la même loi.

La disposition violerait ainsi les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.25.2. S'agissant des parents de l'enfant bénéficiant de la protection subsidiaire, il faut considérer, comme le fait le Conseil des ministres, que, pour les mêmes motifs que ceux mentionnés en B.15.3, l'article 12bis, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 vise les enfants mineurs bénéficiaires de la protection subsidiaire, tant sur la base de l'article 9ter que sur celle de l'article 48/4 de la loi.

B.25.3. Quant à la différence de traitement dénoncée selon que l'auteur de l'enfant séjourne ou non légalement sur le territoire, le législateur pouvait raisonnablement prévoir, au regard de l'objectif recherché d'éviter les cas de fraude, que l'exception ne puisse s'appliquer qu'au parent séjournant légalement sur le territoire.

La mesure n'est pas disproportionnée eu égard au fait, d'une part, que le parent en question a pu solliciter la qualité de réfugié ou la protection subsidiaire prévue par les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 et, d'autre part, qu'à défaut, il peut invoquer l'existence de circonstances exceptionnelles qui l'empêchent de retourner dans son pays, conformément à l'article 12bis, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, lesquelles, si elles sont reconnues, lui permettent d'introduire la demande de regroupement familial auprès de l'administration communale de la localité dans laquelle il séjourne en Belgique.

B.25.4. Les moyens ne sont pas fondés.

18) *Le délai de traitement de la demande de séjour lors d'une enquête concernant le mariage*

B.26.1. Le dix-neuvième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 12bis, § 2, alinéa 5, et § 3, alinéa 4, nouveaux, de la loi du 15 décembre 1980, remplacés par l'article 6 de la loi attaquée. Les parties requérantes reprochent aux dispositions attaquées de permettre la prolongation à deux reprises du délai pour statuer sur les demandes d'admission au séjour dans le cadre particulier d'une enquête concernant un mariage visé à l'article 146bis du Code civil. Elles renvoient à l'argumentation qu'elles ont développée dans le onzième moyen.

B.26.2.1. L'article 12bis, § 2, alinéa 5, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Dans des cas exceptionnels liés à la complexité de l'examen de la demande ainsi que dans le cadre d'une enquête concernant un mariage visé à l'article 146bis du Code civil ou les conditions du partenariat visé à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, le ministre ou son délégué peut, à deux reprises, prolonger ce délai par période de trois mois, par une décision motivée, portée à la connaissance du demandeur ».

B.26.2.2. L'article 12bis, § 3, alinéa 4, nouveau, de la même loi dispose :

« Dans des cas exceptionnels liés à la complexité de l'examen de la demande, ainsi que dans le cadre d'une enquête concernant un mariage visé à l'article 146bis du Code civil ou les conditions du partenariat visé à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, et par une décision motivée, portée à la connaissance du demandeur avant l'expiration du délai prévu à l'alinéa 3, le ministre ou son délégué peut, à deux reprises au maximum, prolonger ce délai d'une période de trois mois ».

B.26.3. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.19.3, les dispositions attaquées ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 5, paragraphe 4, de la directive 2003/86/CE.

B.26.4. Le moyen n'est pas fondé.

19) *L'examen des moyens de subsistance lors de l'introduction d'une demande de séjour auprès de l'administration communale*

B.27.1. Le vingtième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 12bis de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 6 de la loi attaquée.

Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée d'instaurer une différence de traitement, en ce qui concerne l'exigence de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants, selon que la demande de regroupement familial est introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire à l'étranger ou auprès de l'administration communale compétente en Belgique. Alors qu'en vertu de l'article 12bis, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980,

le ministre ou son délégué doit tenir compte de la situation individuelle des regroupants qui introduisent leur demande depuis l'étranger pour, le cas échéant, déterminer un montant inférieur au montant fixé à l'article 10, § 5, de la même loi, ce n'est pas prévu dans l'article 12bis, §§ 3 et 4, lorsque les modalités de dépôt d'une demande de regroupement familial sont réglées par l'administration communale. La disposition attaquée violerait ainsi les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.27.2. L'article 12bis, § 2, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Lorsque l'étranger visé au § 1^{er} introduit sa demande auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger, celle-ci doit être accompagnée des documents qui prouvent qu'il remplit les conditions visées à l'article 10, §§ 1^{er} à 3, dont notamment un certificat médical d'où il résulte qu'il n'est pas atteint d'une des maladies énumérées à l'annexe à la présente loi ainsi qu'un extrait de casier judiciaire ou un document équivalent, s'il est âgé de plus de dix-huit ans.

[...]

Si la condition relative aux moyens de subsistance stables et réguliers visés à l'article 10, § 5, n'est pas remplie, le ministre ou son délégué doit déterminer, en fonction des besoins propres de l'étranger rejoint et des membres de sa famille, les moyens d'existence nécessaires pour subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics. Le ministre ou son délégué peut, à cette fin, se faire communiquer par l'étranger tous les documents et renseignements utiles pour déterminer ce montant.

[...] ».

B.27.3. Bien que le renvoi à l'examen des moyens de subsistance soit inscrit dans le paragraphe 2 de l'article 12bis, qui règle les conditions dans lesquelles une demande de regroupement familial doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge compétent, il faut considérer, comme le fait le Conseil des ministres, que lorsqu'une demande de regroupement familial est introduite auprès de l'administration communale belge, la même exigence de prise en considération individuelle de la condition relative aux moyens de subsistance doit être appliquée et ce, conformément à l'article 10ter, § 2, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980.

B.27.4. Le moyen n'est pas fondé.

20) *Les moyens de subsistance requis en cas de prolongation du titre de séjour des parents d'un mineur reconnu réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire*

B.28.1. Le vingt et unième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 13, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 7 de la loi attaquée. Les parties requérantes soutiennent que si cette disposition doit se lire comme imposant une condition de ressources lors de la demande de prolongation du titre de séjour des parents d'un mineur réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire, cette disposition viole le principe d'égalité et de non-discrimination combiné ou non avec l'article 12, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE.

B.28.2.1. L'article 13, § 1^{er}, alinéa 4, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Le père et la mère visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o, d'un étranger reconnu réfugié au sens de l'article 48/3 ou d'un étranger bénéficiaire de la protection subsidiaire doivent également prouver qu'ils disposent de moyens de subsistances stables, suffisants et réguliers tels que prévus à l'article 10, § 5 ».

B.28.2.2. L'article 12, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE dispose :

« Par dérogation à l'article 7, les Etats membres ne peuvent pas imposer au réfugié et/ou aux membres de la famille de fournir, en ce qui concerne les demandes relatives aux membres de la famille visés à l'article 4, paragraphe 1, des éléments de preuve attestant qu'il répond aux conditions visées à l'article 7 ».

B.28.3. Il ressort des travaux préparatoires de la disposition attaquée (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/018, p. 205) que l'article 13, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 doit être lu en combinaison avec l'article 13, § 1^{er}, alinéa 3, de la même loi, lequel dispose :

« L'admission au séjour en vertu de l'article 10 est reconnue pour une durée limitée pendant la période de trois ans suivant la délivrance du titre de séjour ou, dans les cas visés à l'article 12bis, § 3 ou 4, suivant la délivrance du document attestant que la demande a été introduite, à l'expiration de laquelle elle devient illimitée, pour autant que l'étranger remplisse encore les conditions de l'article 10 ».

B.28.4. Selon le Conseil des ministres, la disposition attaquée ne vise pas l'hypothèse de la prolongation du titre de séjour du père ou de la mère d'un enfant mineur reconnu réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire, mais vise uniquement le cas où ce père ou cette mère souhaite obtenir un séjour illimité.

B.28.5. Dès lors que la disposition attaquée n'impose de condition en matière de moyens de subsistance que lorsque les parents demandent de transformer leur titre de séjour à durée limitée en un titre de séjour à durée illimitée, sans que cette disposition n'exclue la possibilité pour ceux-ci de demander à pouvoir renouveler leur titre de séjour à durée limitée en Belgique jusqu'à la majorité de leur enfant, cette condition n'est pas sans justification raisonnable.

B.28.6. Etant donné que la disposition attaquée n'a ni pour objet ni pour effet de subordonner la prolongation du titre de séjour à durée limitée des parents d'un réfugié mineur à une condition de moyens de subsistance, mais vise uniquement à imposer une telle condition lorsqu'ils entendent obtenir un titre de séjour à durée illimitée, cette disposition n'est pas contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la directive 2003/86/CE.

B.28.7. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.28.6, le moyen n'est pas fondé.

II. En ce qui concerne les conditions du regroupement familial de membres de la famille d'un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique

B.29.1. L'article 40bis et les articles 41 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 déterminent les conditions du regroupement familial à l'égard des membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui séjourne en Belgique. L'article 40 de la loi du 15 décembre 1980 définit un « citoyen de l'Union » comme « un étranger qui possède la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne et qui séjourne ou se rend dans le Royaume ».

L'article 40bis et les articles 41 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 constituent la transposition en droit belge de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres.

B.29.2. Les vingt-deuxième à vingt-quatrième moyens et les trente-septième à quarante-troisième moyens dans l'affaire n° 5354 reprochent, entre autres, aux dispositions attaquées de violer l'article 191 de la Constitution.

L'article 191 de la Constitution n'est susceptible d'être violé qu'en ce que les dispositions attaquées établissent une différence de traitement entre certains étrangers et les Belges. Etant donné qu'il ressort de l'exposé de ces moyens que les différences de traitement qui sont critiquées portent exclusivement sur la comparaison de différentes catégories d'étrangers entre elles, ces moyens ne sont pas recevables en ce qu'ils sont pris d'une violation de l'article 191 de la Constitution.

1) *La condition d'âge des partenaires et la preuve d'un partenariat durable et stable*

B.30.1. Le vingt-deuxième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 8 de la loi attaquée.

L'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Sont considérés comme membres de famille du citoyen de l'Union :

[...]

2^o le partenaire auquel le citoyen de l'Union est lié par un partenariat enregistré conformément à une loi, et qui l'accompagne ou le rejoint.

Les partenaires doivent répondre aux conditions suivantes :

a) prouver qu'ils entretiennent une relation de partenariat durable et stable dûment établie.

Le caractère durable et stable de cette relation est démontré :

- si les partenaires prouvent qu'ils ont cohabité en Belgique ou dans un autre pays de manière ininterrompue pendant au moins un an avant la demande;

- ou bien si les partenaires prouvent qu'ils se connaissent depuis au moins deux ans précédant la demande et qu'ils fournissent la preuve qu'ils ont entretenu des contacts réguliers par téléphone, par courrier ordinaire ou électronique, et qu'ils se sont rencontrés trois fois durant les deux années précédant la demande et que ces rencontres mentionnent au total 45 jours ou davantage;

- ou bien si les partenaires ont un enfant commun;

b) venir vivre ensemble;

c) être tous les deux âgés de plus de vingt et un ans;

d) être célibataires et ne pas avoir une relation de partenariat durable et stable avec une autre personne;

e) ne pas être une des personnes visées aux articles 161 à 163 du Code civil;

f) n'avoir fait ni l'un ni l'autre l'objet d'une décision sur la base de l'article 167 du Code civil, et ce, pour autant que la décision ou la nullité ait été coulée en force de chose jugée ».

B.30.2. La disposition attaquée définit qui est considéré, aux termes de la loi du 15 décembre 1980, comme « membre de la famille du citoyen de l'Union » et concerne les conditions du regroupement familial entre des partenaires ayant conclu un partenariat légal enregistré qui n'est pas considéré comme équivalent à un mariage en Belgique.

Selon les parties requérantes, la disposition attaquée serait contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 3, paragraphe 2, b), de la directive 2004/38/CE, en ce qu'il est exigé que les partenaires soient tous deux âgés de plus de vingt et un ans et en ce qu'aucune exception n'est admise à cette condition d'âge, alors qu'à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 15 décembre 1980, qui règle le séjour des membres de la famille d'un étranger qui est ressortissant d'un Etat tiers et qui est admis à séjourner pour une durée illimitée, l'âge minimal des partenaires est ramené à dix-huit ans lorsqu'ils démontrent qu'avant l'arrivée de l'étranger en Belgique, ils ont déjà cohabité pendant au moins un an. L'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, violerait également les dispositions mentionnées plus haut en ce qu'il exige que le partenariat soit légalement enregistré et en ce que les critères utilisés par le législateur pour démontrer le caractère durable et stable de la relation seraient moins étendus que ce qui est visé par la directive précitée.

B.30.3. L'article 3, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE dispose :

« Sans préjudice d'un droit personnel à la libre circulation et au séjour de l'intéressé, l'Etat membre d'accueil favorise, conformément à sa législation nationale, l'entrée et le séjour des personnes suivantes :

a) tout autre membre de la famille, quelle que soit sa nationalité, qui n'est pas couvert par la définition figurant à l'article 2, point 2), si, dans le pays de provenance, il est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union bénéficiaire du droit de séjour à titre principal, ou lorsque, pour des raisons de santé graves, le citoyen de l'Union doit impérativement et personnellement s'occuper du membre de la famille concerné;

b) le partenaire avec lequel le citoyen de l'Union a une relation durable, dûment attestée.

L'Etat membre d'accueil entreprend un examen approfondi de la situation personnelle et motive tout refus d'entrée ou de séjour visant ces personnes ».

B.30.4. Par son arrêt du 5 septembre 2012 (C-83/11, *Rahman e.a.*), la Cour de justice de l'Union européenne a jugé, à propos de l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE :

« 18. S'agissant des première et deuxième questions, qu'il convient de traiter ensemble, il y a lieu de relever d'emblée que la directive 2004/38 n'oblige pas les Etats membres à accueillir toute demande d'entrée ou de séjour introduite par des personnes qui démontrent qu'elles sont des membres de la famille 'à charge' d'un citoyen de l'Union au sens de l'article 3, paragraphe 2, premier alinéa, sous a), de cette directive.

19. En effet, ainsi que les gouvernements ayant soumis des observations à la Cour, de même que la Commission européenne, l'ont fait valoir, il découle tant du libellé de l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2004/38 que du système général de celle-ci que le législateur de l'Union a établi une distinction entre les membres de la famille du citoyen de l'Union définis à l'article 2, point 2, de la directive 2004/38, qui bénéficient, dans les conditions énoncées dans cette directive, d'un droit d'entrée et de séjour dans l'Etat membre d'accueil dudit citoyen, et les autres membres de la famille visés à l'article 3, paragraphe 2, premier alinéa, sous a), de la même directive, dont l'entrée et le séjour doivent uniquement être favorisés par cet Etat membre.

20. Cette interprétation est corroborée par le considérant 6 de la directive 2004/38, selon lequel, ' [e]n vue de maintenir l'unité de la famille au sens large du terme [...], la situation des personnes qui ne sont pas englobées dans la définition des membres de la famille au titre de la présente directive et qui ne bénéficient donc pas d'un droit automatique d'entrée et de séjour dans l'Etat membre d'accueil devrait être examinée par ce dernier sur la base de sa législation nationale, afin de décider si le droit d'entrée ou de séjour ne pourrait pas être accordé à ces personnes, compte tenu de leur lien avec le citoyen de l'Union et d'autres circonstances telles que leur dépendance pécuniaire ou physique envers ce citoyen '.

21. S'il s'avère, ainsi, que l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2004/38 n'oblige pas les Etats membres à reconnaître un droit d'entrée et de séjour en faveur de personnes qui sont des membres de la famille, au sens large du terme, à la charge d'un citoyen de l'Union, il n'en demeure pas moins, ainsi qu'il ressort de l'emploi de l'indicatif présent 'favorise' audit article 3, paragraphe 2, que cette disposition fait peser sur les Etats membres une obligation d'octroyer un certain avantage, par rapport aux demandes d'entrée et de séjour d'autres ressortissants d'Etats tiers, aux demandes introduites par des personnes qui présentent un lien de dépendance particulière vis-à-vis d'un citoyen de l'Union.

22. Afin de remplir cette obligation, les Etats membres doivent, conformément à l'article 3, paragraphe 2, second alinéa, de la directive 2004/38, prévoir la possibilité pour les personnes visées au paragraphe 2, premier alinéa, du même article d'obtenir une décision sur leur demande qui soit fondée sur un examen approfondi de leur situation personnelle et qui, en cas de refus, soit motivée.

23. Dans le cadre dudit examen de la situation personnelle du demandeur, ainsi qu'il ressort du considérant 6 de la directive 2004/38, il incombe à l'autorité compétente de tenir compte des différents facteurs qui peuvent être pertinents selon le cas, tels que le degré de dépendance économique ou physique et le degré de parenté entre le membre de la famille et le citoyen de l'Union qu'il souhaite accompagner ou rejoindre.

24. Au regard tant de l'absence de règles plus précises dans la directive 2004/38 que de l'emploi des termes 'conformément à sa législation nationale' à l'article 3, paragraphe 2, de celle-ci, force est de constater que chaque Etat membre dispose d'une large marge d'appréciation quant au choix des facteurs à prendre en compte. Cela étant, l'Etat membre d'accueil doit veiller à ce que sa législation comporte des critères qui soient conformes au sens habituel du terme 'favorise' ainsi que des termes relatifs à la dépendance employés audit article 3, paragraphe 2, et qui ne privent pas cette disposition de son effet utile.

25. Il importe de relever, enfin, que, même si, comme l'ont à juste titre observé les gouvernements ayant soumis des observations, les termes employés à l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2004/38 ne sont pas suffisamment précis pour permettre à un demandeur d'entrée ou de séjour de se prévaloir directement de cette disposition pour invoquer des critères d'appréciation qui devraient selon lui être appliqués à sa demande, il n'en demeure pas moins qu'un tel demandeur a le droit de faire vérifier par une juridiction si la législation nationale et l'application de celle-ci sont restées dans les limites de la marge d'appréciation tracée par ladite directive (voir, par analogie, arrêts du 24 octobre 1996, Kraaijeveld e.a., C-72/95, Rec. p. I-5403, point 56; du 7 septembre 2004, Waddenvereniging et Vogelbeschermingsvereniging, C-127/02, Rec. p. I-7405, point 66, ainsi que du 26 mai 2011, Stichting Natuur en Milieu e.a., C-165/09 à C-167/09, non encore publié au Recueil, points 100 à 103) ».

B.30.5. Par le même arrêt, la Cour de justice a jugé :

« [Les] Etats membres peuvent, dans l'exercice de cette marge d'appréciation, prévoir dans leurs législations des exigences particulières concernant la nature et la durée de la dépendance, et cela afin notamment de s'assurer que cette situation de dépendance est réelle et stable et n'a pas été provoquée dans le seul but d'obtenir l'entrée et le séjour dans l'Etat membre d'accueil » (point 38).

B.30.6. Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 8 juillet 2011 que le législateur souhaitait intervenir contre les abus engendrés en cas de cohabitation de complaisance (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/004, p. 9, et DOC 53-0443/018, pp. 8, 13 et 22). Eu égard à cet objectif, il est pertinent et il n'est pas déraisonnable d'exiger que le partenariat soit légalement enregistré. L'article 3, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE parle d'ailleurs non seulement d'une relation durable mais également d'une relation dûment attestée, ce qui fait tout autant référence à un élément formel.

B.30.7. Néanmoins, le législateur a estimé que l'existence d'un partenariat légalement enregistré n'est pas suffisante en soi pour obtenir le séjour dans le cadre du regroupement familial et que le caractère durable et stable de la relation entre les partenaires doit aussi être démontré.

B.30.8. Aux termes de la disposition attaquée, le caractère durable et stable de cette relation est démontré dans trois cas : (1) si les partenaires prouvent qu'ils ont cohabité pendant au moins un an avant la demande; (2) si les partenaires prouvent qu'ils se connaissent depuis au moins deux ans précédant la demande et qu'ils fournissent la preuve qu'ils ont entretenu des contacts réguliers par téléphone, par courrier ordinaire ou électronique, qu'ils se sont rencontrés trois fois durant les deux années précédant la demande et que ces rencontres comportent au total 45 jours ou davantage; (3) si les partenaires ont un enfant commun.

Ces trois cas offrent à la personne étrangère qui souhaite obtenir un droit de séjour dans le cadre du regroupement familial et à son partenaire qu'elle souhaite rejoindre suffisamment de possibilités pour démontrer que leur relation est durable et stable. Le législateur est ainsi demeuré dans les limites du pouvoir d'appréciation dont il dispose sur ce point en vertu de la directive 2004/38/CE.

B.30.9. Eu égard à l'objectif poursuivi par le législateur de décourager la cohabitation de complaisance, le législateur a adopté une mesure pertinente en prévoyant que les deux partenaires doivent être âgés de plus de vingt et un ans.

Néanmoins, les parties requérantes voient une discrimination dans le fait que la disposition attaquée n'autorise aucune dérogation à la condition d'âge précitée alors qu'une telle dérogation est possible, en vertu de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 15 décembre 1980, pour les partenaires dans le cadre du regroupement familial avec un ressortissant d'un Etat tiers.

B.30.10. Lors de l'adoption de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980, le législateur devait tenir compte de la directive 2003/86/CE. En ce qui concerne le droit de séjour du partenaire d'un ressortissant d'un Etat tiers avec lequel aucun partenariat enregistré considéré comme équivalent au mariage n'a été conclu, l'article 4, paragraphe 3, de cette directive dispose seulement que les Etats membres peuvent accorder un droit de séjour aux membres de la famille concernés; aucune obligation ne leur est imposée à cet égard.

La directive 2004/38/CE n'implique pas davantage l'obligation d'accorder un droit de séjour au partenaire concerné d'un citoyen européen, mais l'article 3, paragraphe 2, de cette directive implique néanmoins l'obligation pour les Etats membres de favoriser l'entrée et le séjour de ces personnes et de soumettre leur demande à tout le moins à un examen individuel. Le législateur européen a ainsi voulu traiter les partenaires qui sont les membres de la famille d'un citoyen de l'Union plus favorablement que les partenaires qui sont les membres de la famille d'un ressortissant d'un Etat tiers.

B.30.11. Par conséquent, même si la condition d'âge de vingt et un ans contenue dans l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, c), de la loi du 15 décembre 1980 n'est pas en soi dénuée de justification raisonnable, il n'existe pas de justification raisonnable au fait qu'une dérogation à la condition d'âge puisse être accordée, en vertu de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, à certaines conditions en cas de regroupement familial avec un ressortissant d'un Etat tiers alors que, depuis l'adoption de la disposition attaquée, cette dérogation n'est plus possible en cas de regroupement familial avec un citoyen de l'Union.

Le moyen est fondé dans cette mesure.

B.30.12. Il convient d'annuler l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, c), de la loi du 15 décembre 1980, en ce qu'il ne prévoit pas que la même exception relative à la condition d'âge que celle qui est prévue à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 15 décembre 1980 s'applique au regroupement familial d'un citoyen de l'Union et de son partenaire.

2) *L'impossibilité de procéder à un regroupement familial après le refus de célébrer le mariage*

B.31.1. Le vingt-troisième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, alinéa 2, f), de la loi du 15 décembre 1980 qui exige qu'aucune décision de refus de célébrer le mariage n'ait été prise en vertu de l'article 167 du Code civil à l'égard de l'un ou l'autre des partenaires qui souhaitent obtenir le regroupement familial. Les parties requérantes formulent, à l'égard de cette disposition, les mêmes reproches que ceux qui sont formulés dans le deuxième moyen relativement à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980. La disposition attaquée serait contraire aux articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.31.2. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.8.3.2 et pour les mêmes motifs que ceux repris en B.8.2.1 à B.8.3.3, le moyen n'est pas fondé.

3) *Le droit de séjour de membres de la famille qui sont à charge du regroupant ou qui nécessitent son aide pour des raisons de santé*

B.32.1. Le vingt-quatrième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980. Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée de violer les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 3, paragraphe 2, a), de la directive 2004/38/CE, en ce que cette dernière disposition n'aurait pas été transposée en droit interne.

B.32.2. L'article 3, paragraphe 2, a), de la directive 2004/38/CE dispose :

« Sans préjudice d'un droit personnel à la libre circulation et au séjour de l'intéressé, l'Etat membre d'accueil favorise, conformément à sa législation nationale, l'entrée et le séjour des personnes suivantes :

a) tout autre membre de la famille, quelle que soit sa nationalité, qui n'est pas couvert par la définition figurant à l'article 2, point 2), si, dans le pays de provenance, il est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union bénéficiaire du droit de séjour à titre principal, ou lorsque, pour des raisons de santé graves, le citoyen de l'Union doit impérativement et personnellement s'occuper du membre de la famille concerné ».

B.32.3. Il ressort de l'arrêt *Rahman* de la Cour de justice du 5 septembre 2012, mentionné en B.30.4 et en B.30.5, que les membres de la famille d'un citoyen de l'Union européenne séjournant en Belgique ne peuvent se prévaloir directement de l'article 3, paragraphe 2, a), de la directive 2004/38/CE ni pour obtenir un droit de séjour, ni pour invoquer des critères d'appréciation qui devraient, selon eux, s'appliquer à leur demande (points 18-25). En revanche, cette disposition, telle qu'elle est interprétée par l'arrêt précité de la Cour de justice, impose aux Etats membres de favoriser le séjour de ces personnes et de veiller à ce que la législation interne des Etats membres fixe des critères qui permettent à ces personnes d'obtenir une décision sur leur demande d'entrée et de séjour qui soit fondée sur un examen approfondi de leur situation personnelle et qui, en cas de refus, soit motivée. Pour ce faire, une « large marge d'appréciation » est laissée aux Etats membres.

B.32.4. La disposition attaquée ne prévoyant pas de procédure qui permette aux membres de la famille visés à l'article 3, paragraphe 2, a), de la directive 2004/38/CE d'obtenir une décision sur leur demande d'entrée et de séjour qui soit fondée sur un examen approfondi de leur situation personnelle et qui, en cas de refus, soit motivée, l'article 40bis n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 3, paragraphe 2, de ladite directive.

B.32.5. Le moyen est fondé. Seule une intervention législative peut remédier à l'inconstitutionnalité constatée, étant donné que le législateur doit organiser la procédure permettant aux étrangers concernés d'introduire une demande de séjour.

L'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980 doit être annulé en ce qu'il ne prévoit aucune procédure permettant que les membres de la famille d'un citoyen européen non couverts par la définition figurant à l'article 2, point 2), de la directive 2004/38/CE et qui sont visés à l'article 3, paragraphe 2, a), de la même directive, puissent obtenir une décision sur leur demande de regroupement familial avec un citoyen de l'Union qui soit fondée sur un examen de leur situation personnelle et qui, en cas de refus, soit motivée.

4) *Le droit de séjour de membres de la famille d'un Belge qui a fait usage de son droit à la libre circulation*

B.33.1. Le vingt-cinquième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 8 de la loi attaquée. Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée de violer les articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 2 et 3 de la directive 2004/38/CE précitée, en ce qu'elle ne s'applique pas aux membres de la famille d'un Belge qui, ayant fait usage de son droit à la libre circulation, revient en Belgique. La disposition attaquée entraînerait ainsi une discrimination en ce qu'elle traite tant le ressortissant belge ayant fait usage de son droit à la libre circulation que les membres de sa famille différemment par rapport aux autres citoyens de l'Union ayant fait usage de leur droit à la libre circulation et aux membres de leur famille.

B.33.2. Par rapport au séjour des membres de la famille d'un Belge ayant fait usage de son droit à la libre circulation, dans plusieurs autres requêtes, il est allégué que l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 entraînerait lui aussi une discrimination en ce qu'il traite de manière égale tous les membres de la famille de Belges et ne fait aucune distinction selon que le regroupant belge a fait usage ou non de son droit à la libre circulation. Ainsi, tant les membres de sa famille que le regroupant belge ayant fait usage de son droit à la libre circulation seraient discriminés.

B.33.3. L'examen du grief invoqué par les parties requérantes dans l'affaire n° 5354 est joint à l'examen des moyens dirigés contre l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 (B.40.1 et suivants).

5) *Le délai de prise de décision quant à la demande de séjour*

B.34.1. Le trente-septième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 42, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 10 de la loi attaquée.

Les parties requérantes considèrent que cette disposition, qui règle les délais dans lesquels doit être traitée une demande visant à obtenir un droit de séjour, ne répare pas la lacune constatée par la Cour dans ses arrêts nos 128/2010 du 4 novembre 2010 et 12/2011 du 27 janvier 2011. La disposition attaquée serait ainsi contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 5, paragraphe 2, et avec l'article 10, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE.

B.34.2.1. L'article 42, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Le droit de séjour de plus de trois mois dans le Royaume est reconnu le plus rapidement possible et au plus tard six mois après la date de la demande telle que prévue au § 4, alinéa 2, au citoyen de l'Union et aux membres de sa famille qui sont dans les conditions et pour la durée déterminées par le Roi, conformément aux règlements et directives européens. La reconnaissance tient compte de l'ensemble des éléments du dossier.

En cas de non-respect de la condition relative aux moyens de subsistance stables et réguliers visée à l'article 40bis, § 4, alinéa 2 et à l'article 40ter, alinéa 2, le ministre ou son délégué doit déterminer, en fonction des besoins propres du citoyen de l'Union rejoint et des membres de sa famille, les moyens de subsistance nécessaires pour permettre de subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics. Le ministre ou son délégué peut, à cette fin, se faire communiquer par l'étranger et par toute autorité belge tous les documents et renseignements utiles pour la détermination de ce montant ».

B.34.2.2. L'article 5, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE dispose :

« Les membres de la famille qui n'ont pas la nationalité d'un Etat membre ne sont soumis qu'à l'obligation de visa d'entrée, conformément au règlement (CE) n° 539/2001 ou, le cas échéant, à la législation nationale. Aux fins de la présente directive, la possession de la carte de séjour en cours de validité visée à l'article 10, dispense les membres de la famille concernés de l'obligation d'obtenir un visa.

Les Etats membres accordent à ces personnes toutes facilités pour obtenir les visas nécessaires. Ces visas sont délivrés sans frais dans les meilleurs délais et dans le cadre d'une procédure accélérée ».

L'article 10, paragraphe 1, de la même directive dispose :

« Le droit de séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui n'ont pas la nationalité d'un Etat membre est constaté par la délivrance d'un document dénommé 'Carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union' au plus tard dans les six mois suivant le dépôt de la demande. Une attestation du dépôt de la demande de carte de séjour est délivrée immédiatement ».

B.34.3. Par ses arrêts n°s 128/2010 et 12/2011 précités, la Cour a jugé :

« Les articles 40 à 47 de la loi relative aux étrangers ne sont pas compatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que le législateur n'a pas établi de délai dans lequel les autorités doivent prendre une décision relative à une demande de regroupement familial qui est faite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge à l'étranger et en ce qu'il n'a pas établi la conséquence qui doit être attachée à l'absence d'une décision dans le délai prévu. Cette discrimination trouve son origine dans une lacune dans la législation, à laquelle seul le législateur peut remédier ».

B.34.4. Il ressort des travaux préparatoires de la loi attaquée qu'en insérant l'article 42, § 1^{er}, dans la loi du 15 décembre 1980, le législateur a voulu combler la lacune constatée par la Cour :

« La présente modification répond à l'arrêt n° 128/2010 de la Cour constitutionnelle du 4 novembre 2010. Conformément à l'arrêt de la Cour constitutionnelle, la loi prévoit désormais un délai de traitement de six mois » (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/014, p. 32).

B.34.5. Nonobstant le fait que l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, renvoie à son paragraphe 4, alinéa 2, qui concerne la demande de regroupement familial introduite devant l'administration communale, il ressort des travaux préparatoires de la disposition attaquée comme de l'économie générale des articles 40 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 que le législateur a voulu que le délai de six mois dans lequel il faut prendre une décision quant à la demande de reconnaissance du droit de séjour soit en tout cas respecté. Il en résulte que, comme le soutient aussi le Conseil des ministres, l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, doit être interprété comme visant l'ensemble des demandes de regroupement familial concernant un citoyen de l'Union et les membres de sa famille, que ces demandes soient introduites auprès d'une administration communale ou auprès d'un poste diplomatique ou consulaire à l'étranger.

B.34.6. En exécution de l'article 42, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, l'article 52, § 4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 21 septembre 2011, prévoit en outre que le droit de séjour est accordé si l'autorité compétente n'a pas pris de décision dans le délai prévu de six mois. Il a ainsi été remédié à la discrimination constatée par la Cour dans les arrêts précités.

Enfin, même s'il est possible, comme le soutiennent les parties requérantes, que la délivrance matérielle du titre de séjour - qui, lorsque la demande est faite depuis l'étranger, est susceptible de n'intervenir qu'après l'arrivée sur le territoire - n'ait éventuellement lieu qu'après l'expiration du délai de six mois visé dans la disposition attaquée, cette situation n'emporterait aucune méconnaissance de l'article 10, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE à condition que la décision d'octroi du titre de séjour ait été prise dans ce délai.

B.34.7. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.34.5, le moyen n'est pas fondé.

6) *Le terme mis au droit de séjour d'un membre de la famille qui est lui-même aussi citoyen de l'Union, avant l'obtention d'un droit de séjour permanent*

B.35.1. Le trente-huitième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 42ter de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 11 de la loi attaquée. Cette disposition, qui règle les conditions dans lesquelles il peut être mis fin au droit de séjour d'un citoyen de l'Union ayant rejoint, en Belgique, un autre citoyen de l'Union sur la base du droit au regroupement familial, serait contraire, selon les parties requérantes, aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 16 et 17 de la directive 2004/38/CE.

B.35.2. L'article 42ter de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« § 1^{er}. A moins que les membres de famille d'un citoyen de l'Union qui sont eux-mêmes citoyens de l'Union, bénéficient eux-mêmes d'un droit de séjour tel que visé à l'article 40, § 4, ou satisfassent à nouveau aux conditions visées à l'article 40bis, § 2, le ministre ou son délégué peut mettre fin à leur droit de séjour durant les trois premières années suivant la reconnaissance de leur droit de séjour en tant que membre de la famille du citoyen de l'Union, dans les cas suivants :

- 1° il est mis fin au droit de séjour du citoyen de l'Union qu'ils ont accompagné ou rejoint;
- 2° le citoyen de l'Union qu'ils ont accompagné ou rejoint quitte le Royaume;
- 3° le citoyen de l'Union qu'ils ont accompagné ou rejoint décède;
- 4° le mariage avec le citoyen de l'Union qu'ils ont accompagné ou rejoint est dissous ou annulé, il est mis fin au partenariat enregistré visé à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, ou il n'y a plus d'installation commune;
- 5° les membres de la famille d'un citoyen de l'Union visé à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 2° ou 3°, constituent une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du Royaume.

Au cours de la troisième jusqu'à la cinquième année de leur séjour en tant que membre de la famille du citoyen de l'Union visé à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, une motivation basée sur un élément visé à l'alinéa 1^{er} ne sera suffisante que si cet élément est complété par des éléments indiquant une situation de complaisance.

Lors de la décision de mettre fin au séjour, le ministre ou son délégué tient compte de la durée du séjour de l'intéressé dans le Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine.

§ 2. Les cas visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, ne sont pas applicables aux enfants du citoyen de l'Union qui séjournent dans le Royaume et sont inscrits dans un établissement d'enseignement ni au parent qui a la tutelle effective des enfants jusqu'à la fin de leurs études.

§ 3. Le ministre ou son délégué peut si nécessaire vérifier si les conditions de l'exercice du droit de séjour sont respectées ».

B.35.3. Les parties requérantes exposent que tant les membres de la famille que le citoyen de l'Union rejoint seraient discriminés dans la mesure où il peut être mis fin au droit de séjour des premiers comme à celui de ce dernier en vertu de la disposition attaquée. Cependant, la possibilité de mettre un terme au séjour du citoyen de l'Union rejoint est régie non par la disposition attaquée, mais par l'article 42*bis* de la loi du 15 décembre 1980, qui n'a du reste pas été modifié par la loi attaquée. Par conséquent, la Cour doit seulement examiner la situation du membre de la famille qui a obtenu un droit de séjour.

B.35.4. Les parties requérantes font valoir qu'en prévoyant la possibilité de mettre un terme au droit au séjour « durant les trois premières années suivant la reconnaissance [du] droit de séjour », l'article 42*ter*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 violerait l'article 16, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE. Les parties requérantes renvoient à cet égard à la jurisprudence de la Cour de justice selon laquelle les décisions prises en matière de droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille ont un caractère déclaratif.

Les parties requérantes estiment qu'il ne saurait être exclu que, lorsqu'un droit de séjour est initialement refusé et que toutes les possibilités de recours offertes contre cette décision de refus ont été utilisées, la durée cumulée des procédures précédant la reconnaissance du droit de séjour puisse être supérieure à deux ans, avec pour conséquence que l'autorité pourrait mettre fin au droit de séjour plus de cinq ans après l'introduction de la demande, ce qui violerait l'article 16, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE. Ce même article de la directive serait encore violé par la disposition attaquée en ce qu'elle permet de mettre un terme au séjour des étrangers visés dans les articles 42*quinquies* et 42*sexies* de la loi du 15 décembre 1980 qui prévoient l'acquisition d'un droit de séjour permanent après non pas cinq ans mais après trois ou deux ans de séjour ininterrompu en Belgique.

Les parties requérantes allèguent, en outre, que la disposition attaquée emporterait une discrimination en ce qu'elle traite autrement les membres de la famille d'un citoyen de l'Union que les membres de la famille d'un ressortissant d'un Etat tiers, visés à l'article 11, § 2, de la loi du 15 décembre 1980.

Enfin, les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée d'établir une différence au sein de la catégorie des membres de la famille d'un citoyen de l'Union, en ce qu'elle traiterait plus favorablement les membres de la famille d'un étudiant que les membres de la famille d'un autre citoyen de l'Union.

B.35.5. L'article 16, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE dispose :

« Les citoyens de l'Union ayant séjourné légalement pendant une période ininterrompue de cinq ans sur le territoire de l'Etat membre d'accueil acquièrent le droit de séjour permanent sur son territoire. Ce droit n'est pas soumis aux conditions prévues au chapitre III ».

En vertu de l'article 16, paragraphe 4, de cette directive, le droit de séjour permanent, une fois obtenu, ne peut être perdu qu'en raison d'une absence de plus de deux années consécutives de l'Etat membre d'accueil.

L'article 17 de la directive prévoit un certain nombre d'exceptions pour des personnes ayant cessé leurs activités professionnelles dans l'Etat membre d'accueil et pour les membres de leur famille.

B.35.6. Etant donné que l'article 16, paragraphe 1, de la directive précitée dispose qu'un citoyen de l'Union peut obtenir un droit de séjour permanent dans un autre Etat membre après un séjour légal d'une période ininterrompue de cinq ans, il convient d'admettre que cette période de cinq ans prend cours au moment où la légalité du séjour est établie.

Etant donné que, selon l'article 42*ter* de la loi du 15 décembre 1980, il peut être mis un terme au droit de séjour d'un membre de la famille qui est lui-même citoyen de l'Union « durant les trois premières années suivant la reconnaissance de [son] droit de séjour », cette disposition fixe également le point de départ du délai précité de trois ans au moment où est établie la légalité du séjour.

B.35.7. Ainsi, le point de départ du délai est le même dans les deux cas et le droit de séjour ne peut dès lors pas être retiré en vertu de l'article 42*ter* de la loi du 15 décembre 1980 après l'expiration du délai de cinq ans visé à l'article 16, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE.

Selon la jurisprudence de la Cour de justice, le droit des ressortissants d'un Etat membre d'entrer sur le territoire d'un autre Etat membre et d'y séjourner, aux fins voulues par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), a un caractère déclaratif lorsqu'il est directement conféré par celui-ci ou, selon le cas, par les dispositions prises pour sa mise en œuvre.

La délivrance d'un titre de séjour à un ressortissant d'un Etat membre doit alors être considérée non comme un acte constitutif de droits, mais comme un acte destiné à constater, de la part d'un Etat membre, la situation individuelle d'un ressortissant d'un autre Etat membre au regard des dispositions du droit de l'Union (CJUE, 17 février 2005, C-215/03, *Salah Oulane* c. Minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie, points 17 et 18; 23 mars 2006, C-408/03, *Commission* c. Belgique, points 62 et 63; 21 juillet 2011, C-325/09, *Dias*, point 48).

Le droit de séjour accordé aux citoyens de l'Union n'est toutefois pas inconditionnel, de sorte qu'ils doivent apporter la preuve qu'ils remplissent les conditions prévues à cet égard par les dispositions pertinentes du droit de l'Union ou par celles prises en exécution de ces dispositions (CJUE, 23 mars 2006, C-408/03, *Commission* c. Belgique, point 64).

Il résulte de ce qui précède que, dans les cas où le droit de séjour du citoyen de l'Union a un caractère déclaratif, ce dernier est présumé jouir de ce droit de séjour dès le moment de la demande en reconnaissance de ce droit, à condition que ce droit de séjour soit accordé par l'autorité compétente après examen des conditions que doit remplir le citoyen de l'Union.

Le moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.35.8. S'agissant de la comparaison que font les parties requérantes avec l'article 11, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, qui concerne le terme mis au droit de séjour de membres de la famille d'un ressortissant d'un Etat tiers, il y a lieu de constater, comme le soutient également le Conseil des ministres, que les situations spécifiques visées par cette disposition ne peuvent être comparées avec les situations visées dans l'article 42*ter* attaqué de la loi précitée.

B.35.9. Enfin, les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée de faire une distinction au sein de la catégorie des membres de la famille d'un citoyen de l'Union en ce qu'elle traiterait plus favorablement les membres de la famille d'un étudiant que les membres de la famille d'autres citoyens européens.

Contrairement aux autres citoyens de l'Union et aux membres de leur famille, qui peuvent obtenir un droit permanent de séjour pour autant qu'ils aient séjourné dans le Royaume pendant une période ininterrompue de trois ans (article 42*quinquies*, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980), les étudiants et les membres de leur famille ne peuvent obtenir un droit permanent de séjour qu'après cinq ans (article 42*quinquies*, § 2).

En corollaire, il peut encore être mis fin au droit de séjour des membres de la famille d'un étudiant au cours de la troisième jusqu'à la cinquième année de leur séjour en vertu de l'article 42*ter* de la loi du 15 décembre 1980, alors que ce n'est possible pour les membres de la famille de citoyens de l'Union qui ne sont pas des étudiants qu'au cours des trois premières années suivant la reconnaissance de leur droit de séjour.

Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, les membres de la famille d'étudiants ne sont dès lors pas traités de manière plus favorable que les membres de la famille de citoyens de l'Union qui ne sont pas des étudiants.

B.35.10. Le moyen n'est pas fondé.

7) *Le terme mis au droit de séjour d'un membre de la famille lorsqu'il n'y a plus d'installation commune avec le regroupant*

B.36.1. Le trente-neuvième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 42ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 11 de la loi attaquée. Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée de permettre qu'il soit mis fin au séjour d'un citoyen de l'Union qui a rejoint en Belgique un autre citoyen de l'Union avec qui il était lié par un mariage ou par un partenariat enregistré équivalent au mariage et avec qui, alors qu'ils ne sont pas encore divorcés ou qu'il n'a pas encore été mis officiellement fin au partenariat, il n'y a plus d'installation commune. La disposition attaquée serait ainsi contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 2, paragraphe 2, a) et b), avec l'article 3, paragraphe 2, b), et avec l'article 13 de la directive 2004/38/CE.

B.36.2. L'article 42ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« A moins que les membres de famille d'un citoyen de l'Union qui sont eux-mêmes citoyens de l'Union, bénéficient eux-mêmes d'un droit de séjour tel que visé à l'article 40, § 4, ou satisfassent à nouveau aux conditions visées à l'article 40bis, § 2, le ministre ou son délégué peut mettre fin à leur droit de séjour durant les trois premières années suivant la reconnaissance de leur droit de séjour en tant que membre de la famille du citoyen de l'Union, dans les cas suivants :

[...]

4^o le mariage avec le citoyen de l'Union qu'ils ont accompagné ou rejoint est dissous ou annulé, il est mis fin au partenariat enregistré visé à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o ou 2^o, ou il n'y a plus d'installation commune ».

L'article 13 de la directive 2004/38/CE dispose :

« 1. Sans préjudice du deuxième alinéa, le divorce, l'annulation du mariage d'un citoyen de l'Union ou la rupture d'un partenariat enregistré tel que visé à l'article 2, point 2) b), n'affecte pas le droit de séjour des membres de sa famille qui ont la nationalité d'un Etat membre.

Avant l'acquisition du droit de séjour permanent, les intéressés doivent remplir les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 1, points a), b), c) ou d).

2. Sans préjudice du deuxième alinéa, le divorce, l'annulation du mariage ou la rupture d'un partenariat enregistré tel que visé à l'article 2, point 2 b), n'entraîne pas la perte du droit de séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui n'ont pas la nationalité d'un Etat membre :

a) lorsque le mariage ou le partenariat enregistré a duré au moins trois ans avant le début de la procédure judiciaire de divorce ou d'annulation ou la rupture, dont un an au moins dans l'Etat membre d'accueil; ou

b) lorsque la garde des enfants du citoyen de l'Union a été confiée au conjoint ou au partenaire qui n'a pas la nationalité d'un Etat membre, par accord entre les conjoints ou entre les partenaires, tels que visés à l'article 2, point 2 b), ou par décision de justice; ou

c) lorsque des situations particulièrement difficiles l'exigent, par exemple le fait d'avoir été victime de violence domestique lorsque le mariage ou le partenariat enregistré subsistait encore; ou

d) lorsque le conjoint ou le partenaire qui n'a pas la nationalité d'un Etat membre bénéficie, par accord entre les époux ou entre les partenaires, tels que visés à l'article 2, point 2 b), ou par décision de justice, d'un droit de visite à l'enfant mineur, à condition que le juge ait estimé que les visites devaient avoir lieu dans l'Etat membre et aussi longtemps qu'elles sont jugées nécessaires.

Avant l'acquisition du droit de séjour permanent, le droit de séjour des intéressés reste soumis à l'obligation de pouvoir démontrer qu'ils sont travailleurs salariés ou non ou qu'ils disposent, pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille, de ressources suffisantes pour ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale de l'Etat membre d'accueil pendant la durée de leur séjour, et qu'ils sont entièrement couverts par une assurance maladie dans l'Etat membre d'accueil, ou qu'ils sont membres de la famille, déjà constituée dans l'Etat membre d'accueil, d'une personne répondant à ces exigences. Les ressources suffisantes sont celles prévues à l'article 8, paragraphe 4.

Les membres de la famille susvisés conservent leur droit de séjour exclusivement à titre personnel ».

B.36.3. L'article 42ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 règle les conditions dans lesquelles il peut être mis fin au séjour d'un membre de la famille d'un citoyen de l'Union qui est lui-même citoyen de l'Union, dans les trois premières années de la reconnaissance de son droit de séjour comme membre de la famille et donc avant qu'il n'ait pu disposer d'un titre de séjour permanent en vertu de l'article 42quinquies. Il concerne ainsi une situation qui entre dans le seul champ d'application de l'article 13, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE précitée.

B.36.4. Les parties requérantes soutiennent que la disposition attaquée constituerait une transposition erronée du droit de l'Union, tel qu'il est interprété par la Cour de justice.

B.36.5. Selon l'article 13, paragraphe 1, deuxième alinéa, de la directive 2004/38/CE, les membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui y sont visés doivent, jusqu'à ce qu'ils acquièrent le droit de séjour permanent, remplir les conditions de l'article 7, paragraphe 1, d), de cette directive qui exige que le membre de la famille accompagne ou rejoigne le citoyen, ce qui implique en principe qu'ils aient une installation commune.

B.36.6. La Cour de justice a jugé :

« Or, la Cour a déjà eu l'occasion de constater, dans le cadre des instruments du droit de l'Union antérieurs à la directive 2004/38, que le lien conjugal ne peut être considéré comme dissous tant qu'il n'y a pas été mis un terme par l'autorité compétente et que tel n'est pas le cas des époux qui vivent simplement de façon séparée, même lorsqu'ils ont l'intention de divorcer ultérieurement, de sorte que le conjoint ne doit pas nécessairement habiter en permanence avec le citoyen de l'Union pour être titulaire d'un droit dérivé de séjour (voir arrêt du 13 février 1985, *Diatta*, 267/83, Rec. p. 567, points 20 et 22) » (CJUE, 8 novembre 2012, C-40/11, *Iida*, point 58).

B.36.7. En ce qui concerne l'éventuel terme mis au droit de séjour d'un citoyen de l'Union, l'article 13 de la directive 2004/38/CE traite de la même manière le conjoint et le partenaire « avec lequel le citoyen de l'Union a contracté un partenariat enregistré, sur la base de la législation d'un Etat membre, si, conformément à la législation de l'Etat membre d'accueil, les partenariats enregistrés sont équivalents au mariage, et dans le respect des conditions prévues par la législation pertinente de l'Etat membre d'accueil ».

B.36.8. Pour être conforme à l'article 13, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE, tel qu'il a été interprété par la Cour de justice, l'article 42ter de la loi du 15 décembre 1980 doit par conséquent être interprété en ce sens que le membre de phrase « ou il n'y a plus d'installation commune » ne s'applique pas au conjoint ou partenaire visé par cette disposition, ce qui ressort par ailleurs de l'utilisation du mot « ou », mais uniquement aux autres membres de la famille qui ont obtenu un droit de séjour dans le cadre du regroupement familial.

B.36.9. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.36.8, le moyen n'est pas fondé.

8) *Le contrôle du respect des conditions de séjour*

B.37.1. Les quarantième et quarante-troisième moyens dans l'affaire n° 5354 tendent à l'annulation de l'article 42ter, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 11 de la loi attaquée, ainsi que de l'article 42quater, § 5, de la même loi, tel qu'il a été remplacé par l'article 12 de la loi attaquée. Selon les parties requérantes, les dispositions attaquées violeraient les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 14, paragraphe 2,

deuxième alinéa, de la directive 2004/38/CE, en ce que cette dernière disposition, contrairement aux dispositions attaquées, ne permettrait de vérifier les conditions de séjour d'un citoyen de l'Union ou des membres de sa famille ayant bénéficié du regroupement familial que dans certains cas spécifiques, si un doute existe quant au respect de ces conditions et pour autant que ce contrôle ne soit pas systématique.

B.37.2.1 L'article 42ter, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Le ministre ou son délégué peut si nécessaire vérifier si les conditions de l'exercice du droit de séjour sont respectées ».

L'article 42quater, § 5, de la même loi dispose :

« Le ministre ou son délégué peut si nécessaire vérifier si les conditions du droit de séjour sont respectées ».

B.37.2.2. L'article 14, paragraphe 2, deuxième alinéa, de la directive 2004/38/CE dispose :

« Dans certains cas spécifiques lorsqu'il est permis de douter qu'un citoyen de l'Union ou les membres de sa famille remplissent les conditions énoncées aux articles 7, 12 et 13, les Etats membres peuvent vérifier si c'est effectivement le cas. Cette vérification n'est pas systématique ».

B.37.3. Les deux dispositions attaquées sont identiques aux deux dispositions qui figuraient dans la loi du 25 avril 2007 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », qui a transposé en droit belge l'article précité de la directive 2004/38/CE.

L'objectif général de cette loi étant de lutter contre les nombreux abus intervenus dans le cadre du regroupement familial, on peut lire dans l'exposé des motifs de ses articles 28 et 39 en projet :

« Comme défini dans le § 3, les conditions du droit de séjour des membres de la famille peuvent également être vérifiées si nécessaire. L'article 14.2 de la directive prévoit cette possibilité. Ce contrôle ne sera pas systématique » (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2845/001, pp. 53 et 55).

B.37.4. Ainsi, il apparaît que, comme le prévoit l'article 14, paragraphe 2, précité, de la directive 2004/38/CE, non seulement les contrôles effectués par la police ne peuvent pas être systématiques mais qu'en outre, ils ne peuvent être effectués que si le ministre ou son délégué l'estime nécessaire et, partant, les autorise.

En donnant au ministre ou à son délégué un pouvoir d'appréciation, le législateur ne lui permet pas de l'exercer de manière arbitraire ou en contravention avec les règles constitutionnelles ou avec l'article 14, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE visés au moyen, et en toute hypothèse ce pouvoir est soumis au contrôle des juridictions administratives compétentes.

B.37.5. Quant aux charges que l'application de ces dispositions pourrait occasionner aux administrations communales, la Cour n'est pas compétente pour examiner cette critique formulée par les parties requérantes, celle-ci ne portant pas sur la disposition législative attaquée mais sur la manière dont l'autorité en ferait application.

B.37.6. Les moyens ne sont pas fondés.

9) *Le terme mis au droit de séjour d'un membre de la famille qui est ressortissant d'un Etat tiers, avant l'obtention d'un droit de séjour permanent*

B.38.1. Le quarante et unième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 42quater, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 12 de la loi attaquée. Les parties requérantes adressent à cette disposition les mêmes griefs que ceux qu'elles ont formulés dans les trente-huitième et trente-neuvième moyens relativement à l'article 42ter de la même loi.

B.38.2. L'article 42quater, § 1^{er}, de la loi dispose :

« Dans les cas suivants, le ministre ou son délégué peut mettre fin, durant les trois premières années suivant la reconnaissance de leur droit de séjour, au droit de séjour des membres de famille d'un citoyen de l'Union qui ne sont pas eux-mêmes citoyens de l'Union et qui séjournent en tant que membres de la famille du citoyen de l'Union :

1° il est mis fin au droit de séjour du citoyen de l'Union qu'ils ont accompagné ou rejoint;

2° le citoyen de l'Union qu'ils ont accompagné ou rejoint quitte le Royaume;

3° le citoyen de l'Union qu'ils ont accompagné ou rejoint décède;

4° le mariage avec le citoyen de l'Union qu'ils ont accompagné ou rejoint est dissous ou annulé, il est mis fin au partenariat enregistré visé à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, ou il n'y a plus d'installation commune;

5° les membres de la famille d'un citoyen de l'Union visé à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 2° ou 3°, constituent une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale du Royaume.

De la troisième à la cinquième année de leur séjour en tant que membre de la famille du citoyen de l'Union visé à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, une motivation basée sur un élément visé à l'alinéa 1^{er} ne sera suffisante que si cet élément est complété par des éléments indiquant une situation de complaisance.

Lors de sa décision de mettre fin au séjour, le ministre ou son délégué tient compte de la durée du séjour de l'intéressé dans le Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine ».

B.38.3. L'article 42quater règle les conditions dans lesquelles il peut être mis fin au séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui ne sont pas eux-mêmes citoyens de l'Union.

B.38.4. Pour les mêmes motifs que ceux exposés en B.35.6 et B.35.7, le moyen n'est pas fondé.

10) *Le terme mis au séjour de victimes de violences conjugales*

B.39.1. Le quarante-deuxième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 42quater, § 4, 4°, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 12 de la loi attaquée. Les parties requérantes, qui observent que cette disposition reproduit quasi littéralement l'article 11, § 2, alinéa 4, de la loi, attaqué dans le quatorzième moyen de leur requête, ajoutent que la disposition attaquée viole l'article 13, paragraphe 2, c), de la directive 2004/38/CE en ce qu'elle exige que le membre de la famille démontre avoir été victime de violence domestique, ce qu'ils considèrent comme un renforcement des exigences au-delà de ce que permet le texte de la directive.

B.39.2. L'article 42quater, § 4, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Sans préjudice du § 5, le cas visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, n'est pas applicable :

1° lorsque le mariage, le partenariat enregistré ou l'installation commune a duré, au début de la procédure judiciaire de dissolution ou d'annulation du mariage ou lors de la cessation du partenariat enregistré ou de l'installation commune, trois ans au moins, dont au moins un an dans le Royaume. En cas d'annulation du mariage l'époux doit en outre avoir été de bonne foi;

2° ou lorsque le droit de garde des enfants du citoyen de l'Union qui séjournent dans le Royaume a été accordé au conjoint ou au partenaire qui n'est pas citoyen de l'Union par accord entre les conjoints ou les partenaires visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, ou par décision judiciaire;

3° ou lorsque le droit de visite d'un enfant mineur a été accordé au conjoint ou au partenaire visé à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, qui n'est pas citoyen de l'Union, par accord entre les conjoints ou les partenaires visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, ou par décision judiciaire, et que le juge a déterminé que ce droit de garde doit être exercé dans le Royaume et cela aussi longtemps que nécessaire;

4° ou lorsque des situations particulièrement difficiles l'exigent, par exemple, lorsque le membre de famille démontre avoir été victime de violences dans la famille ainsi que de faits de violences visés aux articles 375, 398 à 400, 402, 403 ou 405 du Code pénal, dans le cadre du mariage ou du partenariat enregistré visé à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°;

et pour autant que les personnes concernées démontrent qu'elles sont travailleurs salariés ou non salariés en Belgique, ou qu'elles disposent de ressources suffisantes visés à l'article 40, § 4, alinéa 2, afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale du Royaume au cours de leur séjour, et qu'elles disposent d'une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques en Belgique, ou qu'elles soient membres d'une famille déjà constituée dans le Royaume d'une personne répondant à ces conditions ».

B.39.3. La disposition attaquée constitue la transposition en droit interne de l'article 13, paragraphe 2, c), de la directive 2004/38/CE, selon lequel il ne peut être mis fin au droit de séjour de membres de la famille qui ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre lorsque des situations particulièrement difficiles l'exigent, par exemple le fait d'avoir été victime de violence domestique lorsque le mariage ou le partenariat enregistré subsistait encore.

B.39.4. Il ne s'avère pas que la protection que vise à offrir la disposition attaquée soit moins étendue que celle à laquelle oblige la directive.

B.39.5. Le moyen n'est pas fondé.

III. En ce qui concerne les conditions du regroupement familial de membres de la famille d'un ressortissant belge

B.40.1. L'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, remplacé par l'article 9 attaqué de la loi du 8 juillet 2011, règle le séjour sur le territoire belge des étrangers qui sont membres de la famille d'un ressortissant belge. A l'exception de la requête dans l'affaire n° 5312, toutes les parties requérantes poursuivent l'annulation totale ou partielle de la disposition attaquée.

B.40.2. L'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux membres de la famille d'un Belge, pour autant qu'il s'agisse :

- de membres de la famille mentionnés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, qui accompagnent ou rejoignent le Belge;

- de membres de la famille mentionnés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 4°, qui sont les père et mère d'un Belge mineur, qui établissent leur identité au moyen d'un document d'identité et qui accompagnent ou rejoignent le Belge.

En ce qui concerne les membres de la famille visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, le ressortissant belge doit démontrer :

- qu'il dispose de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers. Cette condition est réputée remplie lorsque les moyens de subsistance sont au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1^{er}, 3°, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale. L'évaluation de ces moyens de subsistance :

1° tient compte de leur nature et de leur régularité;

2° ne tient pas compte des moyens provenant de régimes d'assistance complémentaires, à savoir le revenu d'intégration et le supplément d'allocations familiales, ni de l'aide sociale financière et des allocations familiales;

3° ne tient pas compte des allocations d'attente ni de l'allocation de transition et tient uniquement compte de l'allocation de chômage pour autant que le conjoint ou le partenaire concerné puisse prouver qu'il cherche activement du travail.

- qu'il dispose d'un logement décent qui lui permet de recevoir le ou les membres de sa famille qui demandent à le rejoindre et qui remplit les conditions posées à un bien immeuble donné en location à titre de résidence principale comme prévu à l'article 2 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 2 du Code civil, et qu'il dispose d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour lui-même et les membres de sa famille. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la manière dont l'étranger apporte la preuve que le bien immeuble remplit les conditions requises.

En ce qui concerne les personnes visées à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, les conjoints ou partenaires doivent tous deux être âgés de plus de vingt et un ans.

Aux conditions mentionnées à l'article 42ter et à l'article 42quater, il peut également être mis fin au séjour du membre de la famille d'un Belge lorsque les conditions prévues à l'alinéa 2 ne sont plus remplies ».

B.41.1. Les parties requérantes font valoir que la disposition attaquée serait contraire aux articles 10, 11, 22 et 191 de la Constitution, combinés ou non avec plusieurs dispositions du droit de l'Union européenne et avec plusieurs autres dispositions de droit international.

B.41.2. S'agissant du contrôle au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, garanti par les articles 10, 11 et 191 de la Constitution, il est reproché à la disposition attaquée non seulement de traiter les membres de la famille d'un Belge de manière moins favorable que les membres de la famille d'un autre citoyen de l'Union ou d'un ressortissant d'un Etat tiers mais, corrélativement, de traiter également le regroupant belge de manière moins favorable que le regroupant étranger dans certains cas.

Il en résulterait aussi une différence de traitement entre les Belges, selon qu'ils entrent ou non dans le champ d'application du droit de l'Union.

B.41.3. L'article 191 de la Constitution dispose :

« Tout étranger qui se trouve sur le territoire de la Belgique jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi ».

L'article 191 de la Constitution, lu isolément, n'est susceptible d'être violé qu'en ce que les dispositions attaquées établissent une différence de traitement entre certains étrangers et les Belges.

B.41.4. Dans la mesure où il est allégué que le regroupant belge serait traité moins favorablement que le regroupant qui est un ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat tiers, cette différence de traitement ne relève pas de l'application de l'article 191 de la Constitution, dès lors que la protection que cette disposition instaure bénéficie aux seuls étrangers et non aux Belges.

B.41.5. Dans la mesure où la situation des membres de la famille d'un Belge est comparée à la situation de membres de la famille d'autres citoyens de l'Union et de ressortissants d'Etats tiers, cette situation ne relève pas davantage de la protection de l'article 191 de la Constitution, dès lors que les catégories de personnes qui sont comparées concernent des étrangers dans chacun des cas visés.

B.41.6. Il ressort de ce qui précède que les moyens ne sont pas recevables dans la mesure où ils sont pris de la violation de l'article 191 de la Constitution. La Cour doit donc examiner les moyens dans la mesure où ils allèguent une violation des articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec les dispositions de droit international invoquées.

B.42. Lors de l'examen des recours, la Cour groupe les moyens selon qu'ils portent sur :

- la différence de traitement entre un Belge et les membres de sa famille et un ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne et les membres de sa famille;
- le Belge ayant fait usage de son droit à la libre circulation;
- les droits attachés à la citoyenneté de l'Union;
- la différence de traitement entre les Belges entre eux et les membres de leur famille;
- la différence de traitement entre un Belge et les membres de sa famille et un ressortissant d'un Etat tiers et les membres de sa famille;
- l'application dans le temps de la disposition attaquée.

1) *La différence de traitement entre un Belge et les membres de sa famille et un ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne et les membres de sa famille*

B.43. Les parties requérantes font valoir que l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 entraînerait une violation des articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec diverses dispositions de la directive 2004/38/CE, en ce qu'il n'accorde pas aux membres de la famille d'un ressortissant belge les mêmes droits que ceux qui sont conférés, en vertu de l'article 40bis de ladite loi, aux membres de la famille de ressortissants d'autres Etats membres de l'Union européenne (ci-après dénommés, conformément à l'article 40 de la loi du 15 décembre 1980 : « citoyens de l'Union »). Ainsi, tant le ressortissant belge que les membres de sa famille seraient discriminés par rapport à des citoyens de l'Union et aux membres de leur famille.

La critique des parties requérantes est dirigée plus précisément contre le fait qu'en vertu de l'article 40ter, alinéa 1^{er}, seule une admission au séjour peut être conférée aux parents d'un Belge mineur tandis que les parents d'un citoyen majeur de l'Union peuvent, eux aussi, obtenir un droit de séjour à certaines conditions sur la base de l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, de cette loi, contre la différence de traitement envers les autres membres de la famille en ce qui concerne les moyens de subsistance requis de la part du regroupant, et contre les conditions d'âge imposées aux conjoints et partenaires.

B.44.1. L'article 40bis et les articles 41 à 47 de la loi du 15 décembre 1980 constituent la transposition en droit interne de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres. Il ressort de l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980, combiné avec l'article 40 de cette loi, que la première disposition règle le droit de séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui est ressortissant d'un autre Etat membre.

Lors de l'élaboration de l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980, le législateur devait respecter les obligations en matière de libre circulation des personnes qu'avait contractées l'Etat belge en tant qu'Etat membre de l'Union. Cette disposition constitue ainsi, en ce qui concerne le droit de séjour des ascendants d'un citoyen de l'Union, en ce qui concerne les moyens de subsistance requis de la part du regroupant et en ce qui concerne les conditions d'âge imposées aux conjoints et partenaires, la transposition en droit interne des obligations incombant au législateur en vertu des articles 3 et 7 de la directive 2004/38/CE.

B.44.2. Selon la Cour de justice, les droits conférés par la directive 2004/38/CE aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union pour rejoindre ce dernier dans un autre Etat membre sont non pas des droits propres auxdits membres de la famille, mais des droits dérivés qu'ils ont obtenus en leur qualité de membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui a fait usage de son droit à la libre circulation (CJUE, 5 mai 2011, C-434/09, *McCarthy*, point 42; 15 novembre 2011, C-256/11, *Dereci*, point 55; 8 novembre 2012, C-40/11, *Iida*, point 67; 8 mai 2013, C-87/12, *Ymeraga*, point 35). Toujours selon la Cour de justice, « la finalité et la justification desdits droits dérivés se fondent sur la constatation que le refus de leur reconnaissance est de nature à porter atteinte à la liberté de circulation du citoyen de l'Union, en le dissuadant d'exercer [son droit à la libre circulation] » (CJUE, 8 novembre 2012, C-40/11, *Iida*, point 68; 8 mai 2013, C-87/12, *Ymeraga*, point 35).

B.44.3. La possibilité pour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union de se prévaloir de l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980, afin de rejoindre ce citoyen, vise à permettre que l'un des objectifs fondamentaux de l'Union, à savoir la réalisation de la libre circulation sur le territoire des Etats membres, soit réalisé dans des conditions objectives de liberté et de dignité (considérants 2 et 5 de la directive 2004/38/CE).

Toutefois, l'article 21 du TFUE soumet la libre circulation du citoyen européen - et par voie de conséquence celle des membres de sa famille - aux « limitations et conditions prévues » notamment par la directive 2004/38/CE, laquelle subordonne le droit de séjour du citoyen de l'Union à diverses conditions qui ont notamment pour objectif de limiter le regroupement familial aux membres les plus proches de la famille du citoyen de l'Union, de lutter contre les pratiques abusives et de veiller à ce que ce citoyen ou les membres de sa famille ne deviennent pas une charge déraisonnable pour l'Etat d'accueil. Enfin, le 31^{ème} considérant de la directive 2004/38/CE souligne que cette dernière « respecte les droits et libertés fondamentaux et observe les principes qui sont reconnus notamment par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », en ce compris le droit à la dignité humaine et le droit à la vie familiale (articles 1^{er} et 7 de la Charte).

B.45.1. L'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 règle le séjour sur le territoire des membres de la famille d'un ressortissant belge. Comme il a été exposé en B.3.2, la loi attaquée du 8 juillet 2011 vise à adapter la politique d'immigration en matière de regroupement familial afin de maîtriser la pression migratoire et de décourager certains abus, dans le respect du droit à la vie familiale.

En outre, la nécessité a été soulignée d'assurer que le séjour des membres de la famille se déroule dans des conditions conformes à la dignité humaine. A la lumière de ces objectifs, des mesures ont aussi été jugées nécessaires par rapport aux membres de la famille d'un Belge.

La disposition attaquée s'inscrit dès lors dans la volonté du législateur de mener une politique équitable de l'immigration et poursuit un objectif qui est différent de celui sur lequel est fondé le droit de l'Union en matière de libre circulation.

B.45.2. Conformément aux articles 4 et 5 du Traité sur l'Union européenne (TUE), les compétences que les traités n'ont pas attribuées à l'Union appartiennent aux Etats membres. Ainsi, les Etats membres sont compétents pour déterminer à quelles conditions les membres de la famille d'un ressortissant national, dont la situation ne présente pas de facteur de rattachement avec le droit de l'Union, peuvent obtenir un titre de séjour. En effet, selon la jurisprudence de la Cour de justice, le droit de l'Union ne s'applique pas à une situation purement interne (CJUE, 5 mai 2011, C-434/09, *McCarthy*, point 45; 15 novembre 2011, C-256/11, *Dereci*, point 60).

B.46. Les droits conférés aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union par la directive 2004/38/CE et par les articles 40bis et autres de la loi du 15 décembre 1980 sont indissociablement liés à l'exercice, par ce citoyen de l'Union, de son droit à la libre circulation. Selon le paragraphe 1 de son article 3, la directive 2004/38/CE s'applique à tout

citoyen de l'Union qui se rend ou séjourne dans un Etat membre autre que celui dont il a la nationalité, ainsi qu'aux membres de sa famille, tels qu'ils sont définis à l'article 2, point 2), de ladite directive, qui l'accompagnent ou le rejoignent (CJUE, 8 mars 2011, *Ruiz Zambrano*, point 39; 15 novembre 2011, C-256/11, *Dereci*, point 53). La directive n'est pas applicable aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union n'ayant jamais fait usage de son droit à la libre circulation et ayant toujours séjourné dans l'Etat membre dont il possède la nationalité (CJUE, 15 novembre 2011, C-256/11, *Dereci*, point 58; 8 mai 2013, C-87/12, *Ymeraga e.a.*, point 30).

B.47. Selon le Conseil des ministres, les Belges n'ayant jamais exercé leur droit à la libre circulation ne pourraient être utilement comparés aux « citoyens de l'Union », dans la mesure où ces derniers bénéficient d'une réglementation spécifique qui est la transposition d'obligations découlant de la directive 2004/38/CE.

B.48. Si, compte tenu de la jurisprudence de la Cour de justice en la matière, une différence de traitement entre les catégories de personnes visées en B.47 défavorable aux citoyens européens n'ayant jamais exercé leur droit à la libre circulation n'est pas susceptible de violer le principe général du droit de l'Union européenne d'égalité et de non-discrimination, en raison des spécificités de cet ordre juridique et de son champ d'application limité, il ne saurait en aller de même au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

En effet, ces articles visent à assurer que les normes applicables dans l'ordre juridique belge respectent le principe d'égalité et de non-discrimination. Les articles 10 et 11 de la Constitution ont une portée générale. Ils interdisent toute discrimination, quelle qu'en soit l'origine. Parmi les droits et libertés qui doivent être garantis sans discrimination figurent les droits et libertés résultant de dispositions conventionnelles internationales qui lient la Belgique.

L'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme interdit notamment toute discrimination dans la jouissance d'un des droits garantis par cette Convention, en ce compris le droit à la vie familiale.

B.49. Considérer, comme le propose le Conseil des ministres, que les deux catégories de personnes visées au B.47 seraient, par nature, insuffisamment comparables au motif que le législateur a entendu, pour l'une d'entre elles, respecter les obligations qui découlaient de l'entrée en vigueur de la directive 2004/38/CEE, viderait de sa substance le contrôle d'égalité et de non-discrimination prescrit dans l'ordre juridique interne, même dans ce cas, par les articles 10 et 11 de la Constitution, lus, le cas échéant, en combinaison avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme.

En effet, lorsqu'une disposition législative impose une différence de traitement entre des personnes en situation comparable, la seule circonstance que cette disposition permet à l'Etat de respecter ses engagements internationaux ne peut suffire à justifier la différence de traitement critiquée (voy. en ce sens, CEDH, 6 novembre 2012, *Hode et Abdi c. Royaume-Uni*, § 55).

B.50.1. Il appartient dès lors à la Cour de veiller à ce que les règles que le législateur adopte, lorsqu'il transpose le droit de l'Union européenne, n'aboutissent pas à créer, à l'égard des ressortissants nationaux, des différences de traitement qui ne seraient pas raisonnablement justifiées.

B.50.2. Toutefois, lorsque le législateur règle les conditions d'exercice du regroupement familial, applicables à des personnes dans des situations comparables, mais dont une catégorie relève du droit de l'Union, à la différence de l'autre, il peut ne pas avoir à établir une stricte identité de règles, compte tenu de l'objectif poursuivi par la directive 2004/38/CE et mentionné en B.44.3.

Le respect du principe d'égalité et de non-discrimination entre les « citoyens de l'Union » et les Belges peut autoriser, en raison de la situation particulière de chacune de ces deux catégories de personnes, certaines différences de traitement. Ainsi, le fait que le législateur transpose, à l'égard d'une catégorie de personnes, la réglementation européenne ne saurait violer le principe d'égalité et de non-discrimination au seul motif que le législateur n'étend pas simultanément son application à une catégorie de personnes non soumise à cette réglementation européenne, en l'espèce les membres de la famille d'un Belge n'ayant pas fait usage de son droit à la libre circulation et dont la situation ne présente ainsi pas l'élément de rattachement au droit de l'Union qui est indispensable pour que les membres de la famille visés à l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980 puissent obtenir un droit de séjour en vertu de cette disposition.

Cette différence de traitement doit toutefois pouvoir être raisonnablement justifiée pour être compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.51. Dans la mesure où la disposition attaquée traite les membres de la famille d'un Belge n'ayant pas usé de son droit à la libre circulation différemment des membres de la famille des citoyens de l'Union visés à l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980, cette différence de traitement repose sur un critère objectif.

La Cour doit toutefois encore examiner si cette différence de traitement est fondée sur un critère pertinent et si elle n'emporte pas des effets disproportionnés.

Il convient à cet égard de tenir particulièrement compte du droit au respect de la vie familiale, garanti par l'article 22 de la Constitution et par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.52.1. Le souci de contingenter le regroupement familial des Belges part du constat que « la plupart des regroupements familiaux concerne des Belges, nés en Belgique, issus de l'immigration, ou devenus Belges grâce à la loi instaurant une procédure accélérée de naturalisation » (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/018, p. 166).

Le législateur a pu raisonnablement tenir compte de ce qu'en raison de plusieurs modifications législatives, l'accès à la nationalité belge a été facilité au cours de ces dernières années, si bien que le nombre de Belges susceptibles d'introduire une demande de regroupement familial au profit des membres de leur famille a sensiblement augmenté.

B.52.2. Bien qu'elle soit la conséquence d'un choix du législateur, cette circonstance permet de justifier la pertinence de la différence de traitement afin de maîtriser les flux migratoires créés par le regroupement familial. A supposer même que certains Etats membres de l'Union européenne aient facilité de la même manière que la Belgique l'accès à leur nationalité, le législateur a pu raisonnablement se fonder sur le fait que le nombre de leurs nationaux résidant en Belgique demeurerait limité et que le séjour de ces derniers est soumis à des conditions plus strictes que le droit de séjour, en principe absolu, du Belge sur le territoire national.

Imposer des conditions de regroupement familial plus strictes à l'égard d'un Belge qu'à l'égard d'un citoyen européen non belge apparaît donc comme une mesure pertinente au regard de cet objectif. Pour autant qu'elles y soient proportionnées, les trois différences de traitement critiquées par les parties requérantes peuvent dès lors être justifiées par l'objectif de maîtriser les flux migratoires.

La circonstance que le Belge qui a exercé son droit à la libre circulation échapperait à l'application de ces conditions plus strictes ne remet pas en cause cette conclusion. En effet, dans le cadre d'une politique d'immigration, qui comporte des enjeux complexes et intriqués et qui doit tenir compte des exigences découlant du droit de l'Union européenne, le législateur dispose d'un large pouvoir d'appréciation.

B.52.3. Par ailleurs, les conditions de revenus plus strictes imposées au regroupant belge constituent une mesure pertinente pour assurer la pérennité du système d'aide sociale et le séjour des membres de la famille du regroupant dans des conditions conformes à la dignité humaine.

Dans la mesure où, à la différence du « citoyen de l'Union » qui devient une charge déraisonnable pour le budget de l'Etat, et dont le droit de séjour peut être retiré pour ce motif, le Belge dispose du droit à l'aide sociale sans encourir à aucun moment le risque que son droit de séjour lui soit retiré, imposer au Belge n'ayant pas exercé sa liberté de circulation et qui désire faire usage de son droit au regroupement familial de démontrer qu'il dispose de davantage de ressources financières et matérielles que le « citoyen de l'Union » permet d'assurer la pérennisation du système de sécurité sociale.

En effet, il ne peut être exclu, d'une part, que la prise en charge des membres de sa famille aggrave la situation financière du ressortissant belge à un point tel qu'il devienne, à l'issue d'une certaine période, dépendant de l'aide sociale pour assurer ses propres besoins essentiels et, d'autre part, que le droit au respect de la vie familiale, consacré aux articles 22 de la Constitution et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, impose aux autorités de ne pas mettre un terme, même dans une telle situation, au séjour des membres de sa famille qui résident légalement sur le territoire belge, le cas échéant, depuis un certain nombre d'années.

B.53. La Cour doit encore examiner la proportionnalité des mesures attaquées en tant qu'elles portent sur le regroupement familial avec des ascendants, sur les conditions de moyens de subsistance et sur les conditions d'âge entre les époux et partenaires.

Le regroupement avec les ascendants

B.54.1. L'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 prévoit la possibilité d'obtenir un séjour dans le cadre du regroupement familial pour le conjoint ou le partenaire d'un ressortissant belge, pour les enfants du ressortissant belge et ceux du conjoint ou partenaire ainsi que pour les deux parents d'un Belge mineur. Cette disposition garantit ainsi le droit à la vie familiale de la famille nucléaire.

B.54.2. En autorisant le regroupement familial de Belges mineurs avec leurs deux parents sans établir de conditions supplémentaires à l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, le législateur tient compte du lien particulier de dépendance existant entre de jeunes enfants et leurs parents. En revanche, le fait que le Belge majeur vit séparé de ses parents est, en règle, le résultat d'un choix personnel. En outre, le Belge majeur a pu se constituer un réseau affectif sur le territoire national. Même si ces liens ne sont pas assimilables aux liens de parenté qui l'unissent avec ses ascendants directs, il n'en demeure pas moins que l'intégration du Belge majeur, dont les parents ne sont pas citoyens européens, rend moins nécessaire pour lui la présence permanente de ses parents sur le territoire national. En outre, ces derniers peuvent demander, tant en vue d'un court séjour que dans la perspective d'un long séjour, une admission au séjour sur la base des dispositions contenues dans le titre I de la loi du 15 décembre 1980, qui s'appliquent en principe de manière générale à tous les étrangers. Il n'y a dès lors pas d'atteinte disproportionnée au principe d'égalité et de non-discrimination, ni au droit à la protection de la vie familiale en ce que les parents d'un Belge majeur ne peuvent se voir conférer un titre de séjour dans le cadre du regroupement familial.

Les moyens de subsistance

B.55.1. La critique des parties requérantes concerne également les conditions qu'impose l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 en matière de moyens d'existence requis.

B.55.2. En prévoyant que les moyens de subsistance stables et suffisants du regroupant doivent être au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1^{er}, 3^o, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, le législateur a voulu fixer un montant de référence. Ainsi, cette disposition a pour effet que l'autorité publique qui doit examiner la demande de regroupement familial ne doit pas faire d'examen plus poussé des moyens de subsistance si le regroupant dispose d'un revenu équivalent ou supérieur au montant de référence visé.

La disposition attaquée n'a pas pour conséquence d'empêcher le regroupement familial si les revenus du regroupant sont inférieurs au montant de référence précité. Dans ce cas, l'autorité compétente doit, selon l'article 42, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, déterminer dans le cas concret et en fonction des besoins propres du Belge et des membres de sa famille les moyens de subsistance nécessaires pour subvenir à leurs besoins sans que les membres de la famille ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics.

B.55.3. Dans la mesure où il est exigé, lors de la détermination des revenus du regroupant, de ne prendre l'allocation de chômage en considération qu'à la condition que le regroupant démontre qu'il cherche activement du travail, l'article 40ter, alinéa 2, doit, pour les motifs exposés en B.17.6.4, être interprété en ce sens qu'il n'impose pas au regroupant belge bénéficiaire d'allocations de chômage, dispensé de l'obligation de disponibilité sur le marché de l'emploi et de recherche d'emploi, de prouver qu'il cherche activement un emploi.

B.55.4. En outre, il ne saurait être reproché au législateur d'avoir exigé, dans le cadre d'un regroupement familial avec un Belge n'ayant pas exercé sa liberté de circulation, que celui-ci démontre la régularité et la stabilité de ses ressources puisqu'il ne peut être mis fin à son séjour sur le territoire national lorsque celui-ci ou les membres de sa famille deviennent, au fil du temps, une charge déraisonnable pour l'aide sociale. Il convient par ailleurs de constater que, si le regroupant belge doit démontrer des « moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers », tandis que le regroupant qui est « citoyen de l'Union » doit démontrer des « ressources suffisantes », cette dernière condition est appréciée en tenant compte de « la nature et la régularité de ses revenus » (article 40bis, § 4, alinéa 2).

B.55.5. Le législateur a veillé à ce que le risque que les membres de la famille du regroupant belge ait besoin de solliciter, dès le départ ou au cours de leur séjour, une aide sociale pour assurer des conditions de vie conformes à la dignité humaine soit réduit significativement sans pour autant rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice du droit à la vie familiale du ressortissant belge. Il a de la sorte assuré un juste équilibre entre l'objectif légitime d'assurer la pérennité du système d'aide sociale, compte tenu de la situation particulière du Belge à cet égard, et le souci de permettre au ressortissant belge n'ayant pas usé de sa liberté de circulation d'exercer son droit à la vie familiale dans des conditions compatibles avec la dignité humaine.

Compte tenu de ce qui précède, la différence de traitement, en matière de moyens d'existence, entre le ressortissant belge n'ayant pas fait usage de son droit à la libre circulation ainsi que les membres de sa famille et les autres citoyens de l'Union et les membres de leur famille n'a pas d'effets disproportionnés.

La condition d'âge

B.56.1. La critique des parties requérantes porte, enfin, sur les conditions d'âge qui sont imposées aux conjoints et partenaires. Alors qu'aucune condition d'âge n'est imposée au « citoyen de l'Union » et à son conjoint à l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980, le conjoint d'un ressortissant belge n'ayant pas exercé sa liberté de circulation ne peut obtenir un titre de séjour, en vertu de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, que si lui et le regroupant belge sont âgés au moins de vingt et un ans.

B.56.2. En ce qu'elle n'est pas de nature à empêcher, mais uniquement à différer, l'obtention d'un titre de séjour au profit du conjoint du ressortissant belge n'ayant pas exercé sa liberté de circulation, cette condition n'affecte pas de manière disproportionnée le droit à la vie familiale, d'autant moins qu'elle permet aussi de protéger les jeunes adultes contre les risques de mariages forcés ou de complaisance dans le seul but d'obtenir un titre de séjour pour un des deux conjoints.

B.57. Il résulte de ce qui précède que l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 ne viole pas les articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'il ne traite pas un Belge n'ayant pas usé de sa liberté de circulation et les membres de sa famille de la même manière qu'un citoyen de l'Union et les membres de sa famille, visés à l'article 40bis de ladite loi.

2) *Le Belge ayant fait usage de son droit à la libre circulation*

B.58.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5354 allèguent que l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980 précitée viole les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 2 et 3 de la directive 2004/38/CE précitée, en ce que les conditions du regroupement familial s'appliquant aux membres de la famille d'un ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne ne s'appliquent pas aux membres de la famille d'un Belge qui a fait usage de son droit à la libre circulation.

Lorsqu'une violation du principe d'égalité et de non-discrimination est alléguée en combinaison avec un autre droit fondamental, comme le droit à la libre circulation garanti, non seulement par la directive 2004/38/CE, mais aussi par les articles 20 et 21 du TFUE et 45 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, il suffit de préciser en quoi ce droit fondamental est violé. La catégorie de personnes pour lesquelles ce droit fondamental est violé doit être comparée avec la catégorie de personnes envers lesquelles ce droit fondamental est garanti.

B.58.2. Selon le paragraphe 1 de son article 3, la directive 2004/38/CE s'applique « à tout citoyen de l'Union qui se rend ou séjourne dans un Etat membre autre que celui dont il a la nationalité, ainsi qu'aux membres de sa famille ».

L'article 6, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE reconnaît au citoyen de l'Union le droit de se faire accompagner ou rejoindre par les membres de sa famille, au sens de l'article 2, point 2), de la directive, dès qu'il séjourne dans un Etat membre autre que celui dont il a la nationalité (ci-après : Etat membre d'accueil) pour autant que les membres de sa famille qui n'ont pas la nationalité d'un Etat membre soient munis d'un passeport en cours de validité. Lorsque le citoyen de l'Union séjourne dans l'Etat membre d'accueil pour une durée supérieure à trois mois, des conditions supplémentaires sont imposées au regroupement familial par les articles 7 et suivants de ladite directive.

Comme il est dit en B.44.2, les droits conférés aux membres de la famille d'un bénéficiaire de la directive 2004/38/CE ne sont pas des droits propres auxdits membres de la famille, mais des droits dérivés qu'ils ont obtenus en leur qualité de membre de la famille du bénéficiaire.

B.58.3. Par son arrêt *Singh*, la Cour de justice a jugé :

« 19. Un ressortissant d'un Etat membre pourrait être dissuadé de quitter son pays d'origine pour exercer une activité salariée ou non salariée, au sens du traité, sur le territoire d'un autre Etat membre s'il ne pouvait pas bénéficier, lorsqu'il revient dans l'Etat membre dont il a la nationalité pour exercer une activité salariée ou non salariée, de facilités d'entrée et de séjour au moins équivalentes à celles dont il peut disposer, en vertu du traité ou du droit dérivé, sur le territoire d'un autre Etat membre.

20. Il serait, en particulier, dissuadé de le faire si son conjoint et ses enfants n'étaient pas autorisés, eux aussi, à entrer et à séjourner sur le territoire de cet Etat dans des conditions au moins équivalentes à celles qui leur sont reconnues par le droit communautaire sur le territoire d'un autre Etat membre.

21. Il suit de là qu'un ressortissant d'un Etat membre, qui s'est rendu sur le territoire d'un autre Etat membre afin d'y exercer une activité salariée, en vertu de l'article 48 du traité, et qui revient s'établir, pour exercer une activité non salariée, sur le territoire de l'Etat membre dont il a la nationalité, tire des dispositions de l'article 52 du traité le droit d'être accompagné sur le territoire de ce dernier Etat par son conjoint, ressortissant d'un pays tiers, dans les mêmes conditions que celles prévues par le règlement n° 1612/68, la directive 68/360 ou la directive 73/148.

22. Il est vrai que, comme le soutient le gouvernement du Royaume-Uni, le ressortissant d'un Etat membre entre et séjourne sur le territoire de cet Etat en vertu des droits qui sont attachés à sa nationalité et non en vertu de ceux que lui confère le droit communautaire. En particulier, ainsi que le prévoit, d'ailleurs, l'article 3 du quatrième protocole additionnel à la convention européenne des droits de l'homme, un Etat ne peut pas refouler ou expulser de son territoire l'un de ses ressortissants.

23. Cependant, sont ici en cause non pas un droit national mais les droits de circulation et d'établissement reconnus au ressortissant communautaire par les articles 48 et 52 du traité. Ces droits ne peuvent pas produire leurs pleins effets si ce ressortissant peut être détourné de les exercer par les obstacles mis, dans son pays d'origine, à l'entrée et au séjour de son conjoint. C'est pourquoi le conjoint d'un ressortissant communautaire ayant fait usage de ces droits doit, lorsque ce dernier revient dans son pays d'origine, disposer au moins des mêmes droits d'entrée et de séjour que ceux que lui reconnaîtrait le droit communautaire si son époux ou son épouse choisissait d'entrer et de séjourner dans un autre Etat membre. Les articles 48 et 52 du traité ne font pas pour autant obstacle à ce que les Etats membres appliquent aux conjoints étrangers de leurs ressortissants des règles d'entrée et de séjour plus favorables que celles prévues par le droit communautaire » (CJCE, 7 juillet 1992, C-370/90, *Singh*).

B.58.4. Par son arrêt *Eind*, la Cour de justice a également jugé :

« 27. Par ces questions, qu'il convient d'examiner conjointement, la juridiction de renvoi demande en substance si, lors du retour d'un travailleur dans l'Etat membre dont il possède la nationalité, après avoir exercé une activité salariée dans un autre Etat membre, un ressortissant d'un Etat tiers, membre de la famille de ce travailleur, dispose, au titre du droit communautaire, d'un droit de séjour dans l'Etat membre dont le travailleur a la nationalité, sans que ce dernier y exerce une activité économique réelle et effective. La juridiction de renvoi demande également si le fait que le ressortissant de l'Etat tiers, avant de séjourner dans l'Etat membre d'accueil où le travailleur a exercé une activité salariée, ne disposait pas d'un droit de séjour fondé sur le droit national dans l'Etat membre dont ce dernier a la nationalité, peut avoir une incidence sur le droit de séjour dudit ressortissant.

28. A titre liminaire, il y a lieu de rappeler que le droit des ressortissants d'un Etat membre de séjourner sur le territoire d'un autre Etat membre, sans y exercer aucune activité salariée ou non salariée, n'est pas inconditionnel. En vertu de l'article 18, paragraphe 1, CE, le droit de séjourner sur le territoire des Etats membres n'est reconnu à tout citoyen de l'Union que sous réserve des limitations et des conditions prévues par le traité et par les dispositions prises pour son application (voir, en ce sens, arrêts du 7 septembre 2004, *Trojani*, C-456/02, Rec. p. I-7573, points 31 et 32, ainsi que du 19 octobre 2004, *Zhu et Chen*, C-200/02, Rec. p. I-9925, point 26).

29. Parmi ces limitations et conditions, il ressort de l'article 1^{er}, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive 90/364 que les Etats membres peuvent exiger des citoyens de l'Union économiquement non actifs qui veulent bénéficier du droit de séjour sur leur territoire qu'ils disposent, pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille, d'une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques dans l'Etat membre d'accueil et de ressources suffisantes pour éviter qu'ils ne deviennent, pendant leur séjour, une charge pour l'assistance sociale de cet Etat.

30. Le droit de séjour dont bénéficient les membres de la famille d'un citoyen de l'Union économiquement non actif, au titre de l'article 1^{er}, paragraphe 2, de la directive 90/364, est lié à celui que le citoyen de l'Union détient en vertu du droit communautaire.

[...]

45. Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent, il convient de répondre à la deuxième question et à la troisième question, sous *b*), que, lors du retour d'un travailleur dans l'Etat membre dont il possède la nationalité, après avoir exercé une activité salariée dans un autre Etat membre, un ressortissant d'un Etat tiers, membre de la famille de ce travailleur, dispose, au titre de l'article 10, paragraphe 1, sous *a*), du règlement n° 1612/68, cette disposition étant appliquée par analogie, d'un droit de séjour dans l'Etat membre dont le travailleur a la nationalité, même si ce dernier n'y exerce pas une activité économique réelle et effective. Le fait qu'un ressortissant d'un Etat tiers membre de la famille d'un travailleur communautaire, avant de séjourner dans l'Etat membre où ce dernier a exercé une activité salariée, ne disposait pas d'un droit de séjour fondé sur le droit national dans l'Etat membre dont ledit travailleur a la nationalité est sans incidence aux fins de l'appréciation du droit de ce ressortissant de séjourner dans ce dernier Etat » (CJCE, 11 décembre 2007, C-291/05, *Eind*).

B.58.5. Par son arrêt *Baubast*, la Cour de justice a souligné en outre :

« 82. En vertu de l'article 17, paragraphe 1, CE, est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre. Le statut de citoyen de l'Union a vocation à être le statut fondamental des ressortissants des Etats membres (voir, en ce sens, arrêt du 20 septembre 2001, Grzelczyk, C-184/99, Rec. p. I-6193, point 31).

83. Par ailleurs, le traité sur l'Union européenne n'exige pas que les citoyens de l'Union exercent une activité professionnelle, salariée ou indépendante, pour jouir des droits prévus dans la deuxième partie du traité CE, relative à la citoyenneté de l'Union. En outre, rien dans le texte dudit traité ne permet de considérer que des citoyens de l'Union qui se sont établis dans un autre Etat membre pour y effectuer une activité salariée sont privés des droits qui leur sont conférés par le traité CE en raison de cette citoyenneté lorsque cette activité prend fin » (CJCE, 17 septembre 2002, C-413/99, *Baubast*).

La Cour de justice a par ailleurs relevé que « la directive 2004/38 [ayant] notamment pour objet ' de renforcer le droit à la liberté de circulation et de séjour de tous les citoyens de l'Union ', [ces derniers] ne sauraient tirer moins de droits de cette directive que des actes de droit dérivé qu'elle modifie ou abroge » (CJCE, 28 juillet 2007, C-127/08, *Metock*, point 59).

B.58.6. Il ressort de cette jurisprudence que l'effectivité du droit à la libre circulation, garanti au citoyen de l'Union par les articles 20 et 21 du TFUE, par l'article 45 de la Charte des droits fondamentaux et par la directive 2004/38/CE, impose que celui-ci puisse obtenir, dans l'Etat membre dont il est ressortissant, un droit de séjour au profit des membres de sa famille avec lesquels il séjournait dans un autre Etat membre, aux mêmes conditions que celles auxquelles le droit de séjour des membres de sa famille était soumis, en vertu du droit de l'Union européenne, dans cet Etat membre d'accueil.

Toutefois, « les facilités créées par le Traité ne sauraient avoir pour effet de permettre aux personnes qui en bénéficient de se soustraire abusivement à l'emprise des législations nationales et d'interdire aux Etats membres de prendre les mesures nécessaires pour empêcher de tels abus » (CJCE, 7 juillet 1992 précité, point 24; voy. aussi l'article 35 de la directive 2004/38/CE).

Constitue un abus de la liberté de circulation, le fait d'utiliser les facilités créées par le droit de l'Union « afin de contourner les dispositions relatives à l'entrée et au séjour des ressortissants de pays tiers », que ce soit par la conclusion de mariages de complaisance ou par un séjour au sein de l'Etat d'accueil qui n'est pas réel et effectif mais qui vise uniquement à contourner les règles nationales en matière d'immigration (CJCE, 23 septembre 2003, C-109/01, *Akrich*, points 55-57).

Par son arrêt *Levin*, la Cour de justice a jugé :

« 21. Ces formules n'expriment toutefois que l'exigence, inhérente au principe même de la libre circulation des travailleurs, que les avantages que le droit communautaire confère au titre de cette liberté ne puissent être invoqués que par des personnes exerçant véritablement ou souhaitant sérieusement exercer une activité salariée. Elles n'impliquent cependant pas que la jouissance de cette liberté puisse être subordonnée aux buts poursuivis par un ressortissant d'un Etat membre en sollicitant l'entrée ou le séjour sur le territoire d'un autre Etat membre pourvu qu'il y exerce ou souhaite y exercer une activité satisfaisant aux critères spécifiés ci-dessus, c'est-à-dire une activité salariée réelle et effective.

22. Une fois cette condition réalisée, les intentions qui ont pu inciter le travailleur à chercher du travail dans l'Etat membre concerné sont indifférentes et ne doivent pas être prises en considération » (23 mars 1982, C-53/81).

Par son arrêt *Akrich*, la Cour de justice a jugé :

« 55. S'agissant de la question de l'abus, évoquée au point 24 de l'arrêt *Singh*, précité, il y a lieu de rappeler que les intentions qui ont pu inciter un travailleur d'un Etat membre à chercher du travail dans un autre Etat membre sont indifférentes en ce qui concerne son droit d'entrée et de séjour sur le territoire de ce dernier Etat, du moment où il exerce ou souhaite exercer une activité réelle et effective (arrêt du 23 mars 1982, *Levin*, 53/81, Rec. p. 1035, point 23).

56. De telles intentions ne sont pas davantage pertinentes pour apprécier la situation juridique du couple au moment du retour dans l'Etat membre dont le travailleur est ressortissant. Un tel comportement ne saurait être constitutif d'un abus au sens du point 24 de l'arrêt *Singh*, précité, même si le conjoint ne disposait pas d'un droit de séjour dans l'Etat membre dont le travailleur est ressortissant au moment où le couple s'est établi dans un autre Etat membre » (23 septembre 2003, C-109/01).

B.58.7. Lorsqu'un citoyen de l'Union, après avoir fait un usage réel et effectif de sa liberté de circulation, revient dans l'Etat membre dont il est ressortissant, les membres de sa famille au sens de l'article 2, point 2), de la directive 2004/38/CE doivent dès lors pouvoir l'accompagner, même si le lien familial s'est créé par mariage, sauf hypothèse du mariage de complaisance, ou par regroupement familial dans l'Etat membre d'accueil.

En outre, les conditions qui régissent le regroupement familial de ce citoyen de l'Union en Belgique ne peuvent être plus strictes que celles qui étaient imposées, en vertu du droit de l'Union, dans l'Etat membre d'accueil.

B.58.8. En ce qu'il prévoit que le droit au regroupement familial du Belge ayant exercé réellement et effectivement son droit à la libre circulation peut être soumis à des conditions plus strictes que celles qui étaient imposées, en vertu du droit de l'Union européenne, dans son Etat membre d'accueil, le législateur a porté atteinte à la jouissance effective du droit à la libre circulation des Belges ayant séjourné dans un Etat membre d'accueil, garanti par les articles 20 et 21 du TFUE et par l'article 45 de la Charte des droits fondamentaux. Cette différence de traitement quant à la jouissance effective des droits découlant du statut de citoyen de l'Union viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

Cette discrimination ne trouve toutefois pas sa source dans l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980, mais dans l'absence d'une disposition législative permettant au Belge, ayant exercé réellement et effectivement son droit à la libre circulation, de séjourner en Belgique avec les membres de sa famille, au sens de l'article 2, point 2), de la directive 2004/38/CE, qui ont auparavant résidé avec lui dans un autre Etat membre de l'Union européenne, moyennant des conditions qui ne sont pas plus sévères que celles qui étaient imposées, en vertu du droit de l'Union européenne, par cet Etat membre d'accueil.

Il appartient au législateur de combler cette lacune.

B.58.9. Plusieurs parties requérantes estiment que l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 viole les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés, le cas échéant, avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec plusieurs dispositions de la directive 2004/38/CE précitée, en ce qu'il s'applique aux membres de la famille d'un Belge ayant fait usage de son droit à la libre circulation sur le territoire de l'Union européenne.

B.58.10. Ce moyen repose toutefois sur une prémisse erronée. En effet, il a été établi, en B.58.8, que le Belge ayant exercé réellement et effectivement son droit à la libre circulation devait pouvoir séjourner en Belgique avec les membres de sa famille, au sens de l'article 2, point 2), de la directive 2004/38/CE, qui ont auparavant résidé avec lui dans un autre Etat membre, moyennant des conditions qui ne sont pas plus sévères que celles qui étaient imposées, en vertu du droit de l'Union européenne, par l'Etat membre d'accueil.

B.58.11. Sous réserve de l'inconstitutionnalité constatée en B.58.8, les moyens ne sont pas fondés.

3) Les droits attachés à la citoyenneté de l'Union

B.59.1. Les parties requérantes allèguent que l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 violerait les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 18, 20 et 21 du TFUE, qui traitent de la citoyenneté de l'Union, et avec plusieurs dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Elles se prévalent à cet égard de la jurisprudence récente de la Cour de justice, notamment des arrêts du 8 mars 2011 en cause de *Ruiz Zambrano* (C-34/09), du 5 mai 2011 en cause de *McCarthy* (C-434/09) et du 15 novembre 2011 en cause de *Dereci* (C-256/11). L'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 serait contraire aux dispositions mentionnées plus haut, en ce qu'il ne tiendrait pas compte des droits puisés dans la citoyenneté de l'Union en matière de regroupement familial.

B.59.2. En ce qui concerne les citoyens de l'Union qui n'ont pas fait usage de leur droit à la libre circulation, le droit de l'Union, et notamment ses dispositions concernant la citoyenneté de l'Union, doit, selon la Cour de justice, être interprété en ce sens qu'il ne s'oppose pas à ce qu'un Etat membre refuse à un ressortissant d'un Etat tiers le séjour sur son territoire, alors que ce ressortissant vise à résider avec un membre de sa famille qui est citoyen de l'Union demeurant dans cet Etat membre dont il possède la nationalité et qui n'a jamais fait usage de son droit de libre circulation, pour autant qu'un tel refus ne comporte pas, pour le citoyen de l'Union concerné, la privation de la jouissance effective de l'essentiel des droits conférés par le statut du citoyen de l'Union (CJUE, 8 mars 2011, C-34/09, *Ruiz Zambrano*, point 42; 5 mai 2011, C-434/09, *McCarthy*, point 47; 15 novembre 2011, C-256/11, *Dereci*, point 74).

B.59.3. En matière de regroupement familial, la Cour de justice a jugé que seules des circonstances exceptionnelles permettent de recourir à la citoyenneté de l'Union :

« 66. Il en découle que le critère relatif à la privation de l'essentiel des droits conférés par le statut de citoyen de l'Union se réfère à des situations caractérisées par la circonstance que le citoyen de l'Union se voit obligé, en fait, de quitter le territoire non seulement de l'Etat membre dont il est ressortissant, mais également de l'Union pris dans son ensemble.

67. Ce critère revêt donc un caractère très particulier en ce qu'il vise des situations dans lesquelles, en dépit du fait que le droit secondaire relatif au droit de séjour des ressortissants d'Etats tiers n'est pas applicable, un droit de séjour ne saurait, exceptionnellement, être refusé à un ressortissant d'un Etat tiers, membre de la famille d'un ressortissant d'un Etat membre, sous peine de méconnaître l'effet utile de la citoyenneté de l'Union dont jouit ce dernier ressortissant.

68. En conséquence, le seul fait qu'il pourrait paraître souhaitable à un ressortissant d'un Etat membre, pour des raisons d'ordre économique ou afin de maintenir l'unité familiale sur le territoire de l'Union, que des membres de sa famille, qui ne disposent pas de la nationalité d'un Etat membre, puissent séjourner avec lui sur le territoire de l'Union, ne suffit pas en soi pour considérer que le citoyen de l'Union serait contraint de quitter le territoire de l'Union si un tel droit n'est pas accordé » (CJUE, 15 novembre 2011, C-256/11, *Dereci*).

B.59.4. Il s'ensuit que ce n'est qu'exceptionnellement, dans la situation très particulière où, à la suite de mesures nationales qui privent les membres de sa famille du droit au regroupement familial, un citoyen de l'Union serait contraint non seulement de quitter le territoire de l'Etat membre dont il est citoyen mais également celui de l'Union dans son ensemble, qu'il serait porté atteinte à l'essentiel des droits qu'il puise dans le droit de l'Union et que les membres de sa famille pourraient se prévaloir de ces droits pour rejoindre le citoyen de l'Union sur le territoire d'un Etat membre.

B.59.5. La réponse à la question de savoir si cette situation se présente exige, selon la jurisprudence de la Cour de justice, une appréciation des circonstances de fait de chaque cas concret, étant entendu que toutes les circonstances de la cause doivent être examinées (CJUE, 6 décembre 2012, C-356/11 et C-357/11, *O. et S.*, points 47-56). Il n'est pas possible au législateur de prévoir celles-ci de manière générale lors de l'élaboration de normes abstraites.

B.59.6. En autorisant, à l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, le regroupement familial de Belges mineurs avec leurs deux parents sans le soumettre à des conditions supplémentaires, le législateur tient compte, conformément à la jurisprudence récente de la Cour de justice, du lien particulier de dépendance existant entre de jeunes enfants et leurs parents (CJUE, 8 mars 2011, C-34/09, *Ruiz Zambrano*, points 43 et 45; 15 novembre 2011, C-256/11, *Dereci*, points 65 et 67; 6 décembre 2012, C-356/11 et C-357/11, *O. et S.*, point 56).

B.59.7. S'il devait résulter des circonstances de fait d'un cas concret que le refus d'octroyer à un membre de sa famille un droit de séjour dans le cadre du regroupement familial aboutissait à priver un Belge de la jouissance de l'essentiel des droits conférés par son statut de citoyen de l'Union, en ce qu'il serait obligé *de facto* de quitter le territoire de l'Union européenne, il conviendrait d'écarter l'application de la disposition en vertu de laquelle un tel droit au regroupement familial serait refusé.

B.59.8. Compte tenu de ce qui est dit en B.59.7, les moyens ne sont pas fondés dans la mesure où ils allèguent une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions du droit de l'Union européenne mentionnées en B.59.1.

4) La différence de traitement entre les Belges entre eux et les membres de leur famille

B.60.1. Les parties requérantes soutiennent que l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 instaurerait une distinction injustifiée au sein de la catégorie des Belges et des membres de leur famille selon que le regroupant belge est d'origine étrangère ou non. Ainsi, cette disposition ferait une distinction sur la base de l'origine nationale et emporterait la violation des articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 3 du Quatrième

Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 1^{er} du Douzième Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 1^{er}, paragraphe 1, et l'article 2, paragraphe 1, a), de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et avec les articles 5, 12, paragraphe 4, et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

B.60.2. Selon les termes de l'article 40^{ter} de la loi du 15 décembre 1980, cette disposition s'applique de la même manière à tous les membres de la famille d'un ressortissant belge qui veulent obtenir un titre de séjour dans le cadre du regroupement familial, indépendamment du mode selon lequel le regroupant a acquis la nationalité belge. La différence de traitement critiquée par les parties requérantes ne dépend pas de l'origine nationale du regroupant mais de la nationalité des membres de la famille qui souhaitent obtenir un titre de séjour. Si les membres de la famille d'un ressortissant belge sont des étrangers, leur situation dans le cadre de la législation sur l'immigration ne peut pas être comparée à la situation d'un membre de la famille qui est Belge et dont le droit d'accès au territoire et de séjour sur celui-ci ne peut être subordonné à des conditions.

B.60.3. La disposition attaquée n'est contraire ni à l'article 3 du Quatrième Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, ni à l'article 12, paragraphe 4, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ces dispositions conventionnelles garantissent l'interdiction d'être expulsé et le droit à l'accès au territoire pour les ressortissants nationaux et ne s'opposent pas à ce qu'un Etat refuse à des étrangers l'accès à son territoire ou le subordonne à des conditions.

B.61.1. Les parties requérantes font valoir en dernier lieu que l'article 40^{ter} de la loi du 15 décembre 1980, dans la mesure où il s'applique aux membres de la famille d'un travailleur turc qui, outre la nationalité turque, possède également la nationalité belge, serait contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 13 de la décision n° 1/80 du Conseil d'association du 19 septembre 1980 « relative au développement de l'association, créée par l'accord établissant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, signé, le 12 septembre 1963, à Ankara par la République de Turquie, d'une part, ainsi que par les Etats membres de la CEE et la Communauté, d'autre part, et conclu, approuvé et confirmé au nom de cette dernière par la décision 64/732/CEE du Conseil, du 23 décembre 1963 » (ci-après dénommés respectivement la « décision n° 1/80 » et l'« Accord d'association »), et avec l'article 41, paragraphe 1, du protocole additionnel, signé le 23 novembre 1970 à Bruxelles et conclu, approuvé et confirmé au nom de la Communauté par le règlement (CEE) n° 2760/72 du Conseil, du 19 décembre 1972 (ci-après : le « Protocole additionnel »).

B.61.2. L'Accord d'association, la décision n° 1/80 et le Protocole additionnel ont pour but d'améliorer les relations économiques entre les parties contractantes en établissant progressivement la libre circulation des travailleurs et en abrogeant les restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services.

B.61.3. L'article 13 de la décision n° 1/80 dispose :

« Les Etats membres de la Communauté et la Turquie ne peuvent introduire de nouvelles restrictions concernant les conditions d'accès à l'emploi des travailleurs et des membres de leur famille qui se trouvent sur leur territoire respectif en situation régulière en ce qui concerne le séjour et l'emploi ».

B.61.4. L'article 41, paragraphe 1, du Protocole additionnel dispose :

« Les parties contractantes s'abstiennent d'introduire entre elles de nouvelles restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services ».

B.61.5. Les dispositions mentionnées sont des clauses de *standstill* qui prohibent l'introduction de toute nouvelle mesure qui aurait pour objet ou pour effet de soumettre l'exercice par un ressortissant turc des libertés économiques sur le territoire national à des conditions plus restrictives que celles qui lui étaient applicables à la date d'entrée en vigueur de la décision n° 1/80 (CJUE, 19 février 2009, C-228/06, *Soysal et Savatli*, point 47; 15 novembre 2011, C-256/11, *Dereci*, point 88) ou du Protocole additionnel à l'égard de l'Etat membre concerné (CJUE, 17 septembre 2009, C-242/06, *Minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie*, point 63).

Selon les parties requérantes, l'article 40^{ter} attaqué de la loi du 15 décembre 1980 porterait atteinte aux dispositions de *standstill* précitées, dans la mesure où il s'appliquerait aussi aux membres de la famille d'un ressortissant belge qui possède également la nationalité turque. Elles n'exposent toutefois pas la partie de la disposition attaquée sur laquelle porte leur critique, ni en quelle manière celle-ci emporterait une régression dans l'exercice, par les ressortissants turcs concernés, des libertés économiques en question par rapport aux conditions qui s'appliquaient à cet égard lors de l'entrée en vigueur en Belgique de la décision n° 1/80 précitée ou du Protocole additionnel.

B.62. Les moyens ne sont pas fondés.

5) *La différence de traitement entre un Belge et les membres de sa famille et un ressortissant d'un Etat tiers et les membres de sa famille*

B.63.1. Les parties requérantes font valoir que l'article 40^{ter}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 entraînerait une violation des articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce qu'il pose comme condition que, lorsque l'époux d'un Belge ou le partenaire avec lequel un partenariat enregistré a été conclu et qui est équivalent au mariage en Belgique veut obtenir une admission au séjour, les deux époux doivent être âgés de plus de vingt et un ans. Elles reprochent à la disposition attaquée de ne pas prévoir d'exception à la condition d'âge comme dans les cas prévus à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, de la loi du 15 décembre 1980, en cas de regroupement familial avec des ressortissants d'un Etat tiers.

Dans la mesure où la disposition attaquée vise la situation des époux ou celle d'un partenariat équivalent au mariage, cette situation peut uniquement être comparée avec celle qui est visée à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o. Cette dernière disposition prévoit une condition d'âge de vingt et un ans lorsque le regroupant est un ressortissant d'un Etat tiers, mais cet âge peut être ramené à dix-huit ans lorsque le mariage ou le partenariat préexistait à l'arrivée du regroupant en Belgique. Entre la situation visée dans la disposition attaquée et celle visée à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, il existe une distinction objective et pertinente dès lors que, dans le premier cas, il s'agit en règle générale de la formation d'une nouvelle famille tandis que, dans le dernier cas, on vise la réunion de personnes partageant un lien familial qui préexistait à l'arrivée en Belgique du regroupant. Le législateur pouvait considérer que le risque de mariages blancs et de relations de complaisance dans le seul but d'obtenir un droit de séjour était plus élevé dans le premier cas. La condition d'âge de vingt et un ans imposée aux époux et partenaires ne peut pas être considérée comme disproportionnée dans le cadre du regroupement familial.

B.63.2. Le moyen n'est pas fondé.

B.64.1. Les parties requérantes font valoir en outre que l'article 40^{ter} de la loi du 15 décembre 1980 emporterait la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que les enfants mineurs d'un Belge seraient traités moins favorablement, sur le plan des moyens de subsistance requis, que les enfants d'un ressortissant d'un Etat tiers, comme visés par l'article 10, § 2, alinéa 3, de la loi précitée, et en ce que les membres de la famille d'un Belge seraient traités moins favorablement que les membres de la famille d'une personne reconnue réfugiée, visée à l'article 10, § 2, alinéa 5, de la même loi.

B.64.2. En vertu de l'article 10, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, l'étranger qui souhaite obtenir un titre de séjour dans le cadre du regroupement familial doit apporter la preuve que l'étranger rejoint dispose de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics. Cette condition ne vaut toutefois pas, en vertu de l'article 10, § 2, alinéa 3, lorsque le regroupant qui dispose d'un titre de séjour à durée illimitée est seulement rejoint par les enfants mineurs visés dans ladite disposition.

B.64.3. Il incombe au législateur d'estimer si, dans des cas dignes d'intérêt, une exception doit être prévue à la condition exigeant que le regroupant dispose des moyens de subsistance requis si les membres de sa famille veulent obtenir un titre de séjour dans le cadre du regroupement familial. Pour les motifs exposés en B.18.5, le législateur pouvait établir une distinction à cet égard selon que le regroupant dispose d'un titre de séjour à durée limitée ou à durée illimitée.

B.64.4. Toutefois, il n'y a pas de justification raisonnable au fait que l'article 10, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit une exception à la condition des moyens de subsistance lorsque le regroupant est un ressortissant d'un Etat tiers qui souhaite seulement être rejoint par ses enfants mineurs ou par ceux de son conjoint ou partenaire, mentionné à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, alors que l'article 40^{ter} de cette loi ne prévoit pas une telle exception lorsque le regroupant est un Belge et qu'il dispose d'un droit de séjour inconditionnel.

B.64.5. Ainsi, cette dernière disposition viole les articles 10 et 11 de la Constitution. L'inconstitutionnalité constatée trouve son fondement dans une lacune de la disposition attaquée à laquelle il ne peut être remédié que par une intervention législative. Dans l'attente de cette intervention législative, il revient aux autorités chargées d'autoriser le regroupement familial ou de contrôler les conditions dans lesquelles il a été autorisé de permettre ce regroupement quand le regroupant est un Belge, dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 10, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980.

B.64.6. L'objection des parties requérantes n'est en revanche pas fondée dans la mesure où la disposition attaquée ne prévoit pas une exception telle que celle qui est visée à l'article 10, § 2, alinéa 5, de la loi du 15 décembre 1980, dès lors que la situation particulière des réfugiés visés dans cette disposition ne saurait être comparée à la situation dans laquelle se trouve le regroupant qui est un Belge. Leur objection n'est pas davantage fondée en ce qu'elle allègue qu'une distinction existerait dans le mode de prise en considération de l'origine des moyens de subsistance du regroupant, selon que ce dernier est un ressortissant d'un Etat tiers ou bien un Belge, dès lors que les articles 10, § 2, et 40^{ter}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sont rédigés dans des termes identiques sur ce point.

B.64.7. Les parties requérantes allèguent enfin que l'instauration d'une condition de revenus imposée au regroupant qui souhaite être rejoint par son conjoint porterait atteinte au droit à la protection de la vie familiale et au droit de se marier. L'article 40^{ter}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 serait ainsi contraire aux articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 8, 12 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 23 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

B.64.8. Selon un principe constant de droit international, les Etats sont compétents pour régir l'accès des étrangers à leur territoire. Comme il a été exposé en B.6.6, l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ne reconnaît pas le droit d'un étranger à séjourner dans un pays déterminé et il n'emporte pas l'obligation pour les Etats parties de tenir compte du choix d'un couple de vivre dans un pays bien précis. La condition de revenus contestée vise à éviter que des étrangers qui souhaitent obtenir un droit de séjour dans le cadre du regroupement familial ne tombent à la charge des pouvoirs publics et cette condition poursuit un objectif légitime. Pour les motifs exposés en B.5, la mesure attaquée ne peut être considérée de ce fait comme étant disproportionnée.

B.65. Sous réserve de ce qui est dit en B.64.4 et B.64.5, les moyens ne sont pas fondés en ce qu'ils sont dirigés contre la condition de revenus imposée au regroupant par l'article 40^{ter}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980.

6) L'application dans le temps de la disposition attaquée

B.66.1. Les parties requérantes soutiennent que l'article 40^{ter} de la loi du 15 décembre 1980, modifié par l'article 9 de la loi du 8 juillet 2011, entraînerait la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les principes généraux de la non-rétroactivité des lois, de la confiance légitime et de la sécurité juridique, en ce que la disposition attaquée est immédiatement applicable et qu'un régime transitoire n'a pas été prévu dans le cas où la demande de séjour a été introduite avant l'entrée en vigueur de la loi. Du fait que le régime est moins favorable, sous certains aspects, à l'égard du regroupement familial avec des Belges que la législation précédemment en vigueur, il affecterait également l'obligation de *standstill* qui serait contenue dans l'article 22 de la Constitution, combiné ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.66.2. La modification d'une loi implique nécessairement que la situation de ceux qui étaient soumis à la loi ancienne soit différente de la situation de ceux qui sont soumis à la loi nouvelle. Une telle différence de traitement n'est pas contraire en soi aux articles 10 et 11 de la Constitution. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, l'article 22 de la Constitution ne contient pas d'obligation de *standstill* qui empêcherait le législateur d'adapter sa politique lorsqu'il l'estime nécessaire.

B.66.3. Si le législateur estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat et, en principe, il n'est pas tenu de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si l'absence d'une mesure transitoire entraîne une différence de traitement qui n'est pas susceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Il ressort de la genèse de la loi du 8 juillet 2011 que le législateur a voulu restreindre l'immigration résultant du regroupement familial afin de maîtriser la pression migratoire et de décourager les abus. Les étrangers qui veulent obtenir une admission au séjour doivent tenir compte du fait que la législation sur l'immigration d'un Etat peut être modifiée pour des raisons d'intérêt général. Dans ce contexte, l'entrée en vigueur immédiate de la loi n'est pas sans justification raisonnable.

B.67. En ce qu'ils portent sur l'application dans le temps de la disposition attaquée, les moyens ne sont pas fondés.

IV. En ce qui concerne les conditions du regroupement familial fondé sur les accords bilatéraux conclus entre l'Etat belge et certains pays

B.68.1. Les parties requérantes poursuivent l'annulation de l'article 15 de la loi du 8 juillet 2011, qui dispose :

« Le présent article s'applique aux conventions relatives à l'emploi conclues avec le Maroc, la Turquie, l'Algérie, la Tunisie, la Serbie, le Monténégro, la Croatie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine, approuvées par la loi du 13 décembre 1976 portant approbation des accords bilatéraux relatifs à l'emploi en Belgique de travailleurs étrangers.

Le ressortissant d'un des pays visés à l'alinéa 1^{er}, ne peut puiser de droits dans la convention relative à l'emploi correspondante que si :

1^o la personne rejointe a acquis son droit de séjour dans le Royaume avant de se rendre dans le Royaume en raison d'une occupation dans le cadre et sous les conditions de cette convention relative à l'emploi, et que;

2^o le lien de filiation, le lien conjugal ou le partenariat enregistré est préexistant à l'arrivée de la personne rejointe dans le Royaume ».

B.68.2. Selon les parties requérantes, cette disposition serait contraire aux articles 10, 11 et 191 de la Constitution en ce que la disposition attaquée modifierait de manière unilatérale des accords bilatéraux conclus entre l'Etat belge et les pays mentionnés.

B.68.3. Il apparaît de l'élaboration de la disposition attaquée que le législateur ne visait pas à apporter de restrictions aux droits de l'élaboration des travailleurs étrangers et les membres de leur famille dans les accords internationaux précités, ce pourquoi il ne serait du reste pas unilatéralement compétent.

B.68.4. Le législateur a voulu préciser le champ d'application, d'une part, du régime général relatif au regroupement familial avec un ressortissant d'un Etat tiers, tel qu'il est contenu dans les articles 10 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 et, d'autre part, du régime dérogatoire qui s'applique en vertu d'accords bilatéraux avec certains pays. Parce qu'il se serait avéré que les accords visés ont parfois été appliqués de manière plus souple dans la pratique que ce qui est prévu, le législateur a confirmé l'interprétation des accords précités, telle qu'elle ressort des discussions parlementaires précédant leur adoption et de la jurisprudence (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-0443/017, pp. 6-9, et DOC 53-0443/018, pp. 210-212). Interprétée de cette manière, la disposition attaquée ne vise pas à modifier le contenu des accords précités.

B.69. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.68.4, le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule :

. l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, c), de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 8 juillet 2011, en ce qu'il ne prévoit pas que la même exception relative à la condition d'âge que celle qui est prévue à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 15 décembre 1980 s'applique au regroupement familial d'un citoyen de l'Union européenne et de son partenaire;

. l'article 40bis, § 2, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, en ce qu'il ne prévoit aucune procédure permettant que les membres de la famille d'un citoyen de l'Union non couverts par la définition figurant à l'article 2, point 2), de la directive 2004/38/CE et qui sont visés à l'article 3, paragraphe 2, a), de la même directive, puissent obtenir une décision sur leur demande de regroupement familial avec un citoyen de l'Union qui soit fondée sur un examen de leur situation personnelle et qui, en cas de refus, soit motivée;

. l'article 40ter, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, en ce qu'il ne prévoit pas une exception à la condition des moyens de subsistance lorsque le regroupant est un Belge qui ne se fait rejoindre que par ses enfants mineurs ou ceux de son conjoint ou ceux de son partenaire lorsque le partenariat est considéré comme équivalent au mariage en Belgique;

- rejette les recours pour le surplus,

. sous réserve de l'inconstitutionnalité constatée en B.58.8;

. sous réserve des interprétations mentionnées en B.7.5, B.8.3.2, B.13.3.1, B.15.6, B.16.4, B.17.6.4, B.19.3, B.21.4, B.28.6, B.31.2, B.34.5, B.36.8, B.55.3 et B.68.4;

. compte tenu de ce qui est dit en B.59.7.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 26 septembre 2013.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

R. Henneuse

GRONDWETTELIJK HOF

[2013/205461]

Uittreksel uit arrest nr. 121/2013 van 26 september 2013

Rolnummers : 5227, 5245, 5248, 5249, 5250, 5277, 5312, 5317, 5320, 5325, 5326, 5327, 5334 tot 5344, 5345, 5348 tot 5353, 5354, 5355 tot 5358, 5359, 5360 en 5361

In zake : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 8 juli 2011 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de voorwaarden tot gezinshereniging, ingesteld door Abderrahman Achfri en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en M. Bossuyt, de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snaeppe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter R. Henneuse, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van emeritus voorzitter R. Henneuse,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

a. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 25 oktober 2011 en 16 november 2011 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 26 oktober 2011 en 17 november 2011, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van artikel 9 van de wet van 8 juli 2011 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de voorwaarden tot gezinshereniging (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 september 2011, derde editie) respectievelijk door Abderrahman Achfri, wonende te 6031 Monceau-sur-Sambre, rue de la Sidérurgie 14, en door Zeynep Delidogan, Ami Delidogan en Fatma Yessin, wonende te 1210 Brussel, Leuvensesteenweg 88.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5227 en 5248 van de rol van het Hof, werden bij beschikking van 23 november 2011 samengevoegd.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 14 november 2011 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 15 november 2011, hebben Muharrem Topallaj en Dyka Topallaj, wonende te 8200 Brugge, Koning Albert I-laan 78, beroep tot vernietiging ingesteld van dezelfde wetsbepaling.

De vordering tot schorsing van dezelfde norm, ingesteld door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 14/2012 van 2 februari 2012, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 2012.

c. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 november 2011 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 17 november 2011, hebben Ahmed Boustta en Maoulouda Boustta, wonende te 4020 Luik, rue du Moulin 335, beroep tot vernietiging ingesteld van dezelfde wetsbepaling.

De vordering tot schorsing van dezelfde norm, ingesteld door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 15/2012 van 2 februari 2012, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 2012.

d. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 november 2011 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 17 november 2011, hebben Maryam Khaliliaraghi en Sarvnaz Shalchian Tehran, wonende te 4000 Luik, boulevard d'Avroy 51/61, beroep tot vernietiging ingesteld van dezelfde wetsbepaling.

De vordering tot schorsing van dezelfde norm, ingesteld door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 16/2012 van 2 februari 2012, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 2012.

e. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 23 december 2011 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 26 december 2011, hebben Lydie Mwambuyi Kalala, Michel Kanda Muya, Joseph Tambwe Kalala Selemba en Véronique Kapinga Tshitaya, wonende te 1020 Brussel, Bonekruidlaan 72/5, beroep tot vernietiging ingesteld van dezelfde wetsbepaling.

Bij beschikking van 9 februari 2012 werden die zaken, ingeschreven onder de nummers 5245, 5249, 5250 en 5277 van de rol van het Hof, samengevoegd met de reeds samengevoegde zaken nrs. 5227 en 5248.

f. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 13 februari 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 15 februari 2012, hebben Asia Bibi en Ali Basharat, die keuze van woonplaats doen te 1210 Brussel, Wijnheuvelestraat 41, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 10, § 2, derde lid, en § 5, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals dat artikel werd vervangen bij artikel 2 van voornoemde wet van 8 juli 2011.

g. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 20 februari 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 22 februari 2012, hebben Virginie Djampa en Bertin Netkouet Fotso, beiden wonende te 1083 Brussel, Maria van Hongarijelaan 59, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 9 van voornoemde wet van 8 juli 2011.

h. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 22 februari 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 23 februari 2012, hebben Isabelle Simon, wonende te 4520 Wanze, rue Arthur Galand 6/10, en Essaïd Ennajemi, die keuze van woonplaats doet te 4500 Hoei, rue de la Résistance 15, beroep tot vernietiging ingesteld van dezelfde wetsbepaling.

i. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 28 februari 2012 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 29 februari 2012, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van dezelfde wetsbepaling door Ouissale Khlii, wonende te 1480 Klabbek, avenue des Chardonnerets 5, en Taoufik Benachir, die keuze van woonplaats doet te 1400 Nijvel, rue des Brasseurs 30, door Younes Arifi, wonende te 6000 Charleroi, rue Cayauderie 21, en Asma Djghroui, die keuze van woonplaats doet te 1400 Nijvel, rue des Brasseurs 30, en door Asiz Nedjar, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue Emile Vandervelde 39, en Addidi Touati, die keuze van woonplaats doet te 1400 Nijvel, rue des Brasseurs 30.

j. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 6 maart 2012 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 7 maart 2012, zijn beroepen tot gehele of gedeeltelijke (in ondergeschikte orde : eerste lid, en, in uiterst ondergeschikte orde : het woord « minderjarige » in het eerste lid, tweede streepje) vernietiging ingesteld van artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals vervangen bij artikel 9 van voormelde wet van 8 juli 2011, respectievelijk door Fatna El Taki, wonende te 1090 Brussel, Bonaventurestraat 258/001, door D.C., die keuze van woonplaats doet te 1000 Brussel, Florencestraat 13, door M.R., die keuze van woonplaats doet te 1000 Brussel, Florencestraat 13, door Chunguang Pan, wonende te 4100 Seraing, Route du Condroz 81, door Jamila Bentahar, wonende te 7500 Doornik, rue du Château 14/21, door Amina Maazouz, wonende te 1030 Brussel, Eugène Plaskysquare 84, door Mohamed El Adama, wonende te 1090 Brussel, Bonaventurestraat 258/001, door Zhihe Zhang, wonende te 4100 Seraing, Route du Condroz 81, door Selvi Sezer, wonende te 1030 Brussel, Wijnheuvelestraat 216, door Yahya Beyamina, wonende te 7500 Doornik, rue du Château 14/21, en door Süleyman Sezer, wonende te 1030 Brussel, Wijnheuvelestraat 216.

k. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 7 maart 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 8 maart 2012, hebben Cemil Bayram, wonende te 4000 Luik, rue Saint Séverin 167/21, en Emine Bayram, die keuze van woonplaats doet te 4020 Luik, Quai Godefroid Kurth 12, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 9 van voormelde wet van 8 juli 2011.

l. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 12 maart 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 13 maart 2012, is beroep tot gehele of gedeeltelijke (in ondergeschikte orde : tweede lid, eerste streepje, 3^o) vernietiging ingesteld van artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals vervangen bij artikel 9 van voormelde wet van 8 juli 2011, door Ridouan Ben Hammou, die keuze van woonplaats doet te 1000 Brussel, Florencestraat 13, en Anissa Zinebioui, wonende te 1070 Brussel, Victor Rauterstraat 286.

m. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 12 maart 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 13 maart 2012, is beroep tot gehele of gedeeltelijke (in ondergeschikte orde : tweede lid, eerste streepje) vernietiging ingesteld van artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals vervangen bij artikel 9 van voormelde wet van 8 juli 2011 door Azimane Noamane, die keuze van woonplaats doet te 1000 Brussel, Florencestraat 13, en Latifa Chamli Memissi, wonende te 1190 Brussel, Glasblazerijlaan 26.

n. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 9 maart 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 13 maart 2012, is beroep tot gehele of gedeeltelijke (in ondergeschikte orde : het woord « echtgenoten ») vernietiging ingesteld van artikel 40ter, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals vervangen bij artikel 9 van voormelde wet van 8 juli 2011, door Olskandr Honcharov en Thi Ngoc Anh, beiden wonende te 1090 Brussel, 't Hof ten Berg 11/3d/r.

o. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 12 maart 2012 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 13 maart 2012, zijn beroepen tot gehele of gedeeltelijke (in ondergeschikte orde : tweede lid, eerste streepje) vernietiging ingesteld van artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals vervangen bij artikel 9 van voormelde wet van 8 juli 2011, respectievelijk door Zoulikha Salhi, die keuze van woonplaats doet te 1000 Brussel, Florencestraat 13, en Mimoune Atmani, wonende te 1080 Brussel, Begijnenstraat 22/2, door Gaby Hanna, wonende te 1080 Brussel, Edmond Machtenslaan 29, en door Oussama Ben Bahida, wonende te 1070 Brussel, Democratiestraat 88/1.

p. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 10 maart 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 13 maart 2012, is beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de artikelen 2 tot 12 en 15 van voormelde wet van 8 juli 2011, door de vzw « Association pour le droit des Etrangers », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Kogelstraat 22, de vzw « Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et les Etrangers », met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Visvijverstraat 80/82, de vzw « Service International de Recherche d'Education et d'Action Sociale », met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Marsveldstraat 5, de vzw « Ligue des Droits de l'Homme », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Kogelstraat 22, de vzw « Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie », met maatschappelijke zetel te 1210 Brussel, Poststraat 37, en de vzw « Liga voor Mensenrechten », met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Gebroeders Desmetstraat 75.

q. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 9 maart 2012 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 13 maart 2012, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van artikel 9 van voormelde wet van 8 juli 2011 respectievelijk door Zylfikar Muja en Seadin Muja, beiden wonende te 1080 Brussel, Leopold II-laan 77/5,

door Fatima Abbou, wonende te 1060 Brussel, Joseph Claesstraat 28, door El Mamoun Gharrafi en Mohammed Gharrafi, beiden wonende te 1070 Brussel, Veeartsenstraat 14/4, en door Pastora Acosta Cardenas, wonende te 1000 Brussel, Inquisitiestraat 27.

r. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 12 maart 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 13 maart 2012, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals vervangen bij artikel 9 van voormelde wet van 8 juli 2011, door Olonga-Omalokolo en Okoko Lokoto Omekoko, beiden wonende te 4040 Herstal, En Hayeneux 213.

s. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 9 maart 2012 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 13 maart 2012, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van artikel 9 van voormelde wet van 8 juli 2011 door Rahma Sadak en Mohamed El Kassimi, beiden wonende te 7110 La Louvière, rue des Haiwys 36, en door Victorine Noubououssie en Samuel Nikiledji, beiden wonende te 1480 Tubeke, rue des Frères Lefort 109.

Bij beschikkingen van 15 en 28 maart 2012, werden die zaken, ingeschreven onder de nummers 5312, 5317, 5320, 5325, 5326, 5327, 5334 tot 5344, 5345, 5348 tot 5353, 5354, 5355 tot 5358, 5359, 5360 en 5361 van de rol van het Hof, samengevoegd met de reeds samengevoegde zaken nrs. 5227 en anderen.

(...)

II. *In rechte*

(...)

- B -

Ten aanzien van de bestreden wet en de context van de aanneming ervan

B.1. De wet van 8 juli 2011 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de voorwaarden tot gezinshereniging » is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 september 2011. Zoals het opschrift ervan aangeeft, wijzigt de bestreden wet de voorwaarden tot gezinshereniging, zoals zij waren opgenomen in de artikelen 10 en volgende en in de artikelen 40 en volgende van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

B.2.1. De artikelen 2 tot 7 van de bestreden wet vervangen de artikelen 10, 10bis, 10ter, § 2, 11, 12bis en 13 van de voormelde wet van 15 december 1980, en regelen de voorwaarden tot gezinshereniging van familieleden van een vreemdeling die onderdaan is van een derde Staat.

B.2.2. De artikelen 8, 10, 11 en 12 van de bestreden wet vervangen de artikelen 40bis, 42, § 1, 42ter en 42quater van de wet van 15 december 1980, en regelen de voorwaarden tot gezinshereniging van familieleden van een vreemdeling die onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie.

B.2.3. Artikel 9 van de bestreden wet vervangt artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 en regelt de voorwaarden tot gezinshereniging van familieleden van een Belg.

B.3.1. Aan de oorsprong van de bestreden wet van 8 juli 2011 liggen verschillende wetsvoorstellen ten grondslag (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, verslag, pp. 1 en volgende). Zij namen vervolgens de vorm van een « globaal amendement » aan (*ibid.*, DOC 53-0443/015), dat de basistekst van de bestreden wet is geworden.

B.3.2. Tijdens de parlementaire voorbereiding werd erop gewezen dat in België meer dan 50 pct. van de afgegeven visa betrekking hebben op gezinshereniging, die de voornaamste bron van legale immigratie vormt.

De verschillende wetsvoorstellen bevestigen dat het recht op de bescherming van het gezinsleven een belangrijke maatschappelijke waarde is en dat migratie via gezinshereniging mogelijk moet zijn. Zij beogen evenwel het verlenen van een verblijfsrecht in het kader van gezinshereniging beter te reguleren teneinde de migratiestroom en de migratiedruk te beheersen. Voornamelijk willen ze bepaalde misbruiken of gevallen van fraude voorkomen of ontmoedigen, bijvoorbeeld op het vlak van schijnhuwelijken, schijnpartnerschappen en schijnadopties. Tevens werd de noodzaak aangevoerd om de voorwaarden voor gezinshereniging bij te sturen teneinde te voorkomen dat de gezinsleden die zich in België komen vestigen, ten laste vallen van de overheid of dat de gezinshereniging in menonwaardige omstandigheden zou plaatsvinden, bijvoorbeeld door het ontbreken van behoorlijke huisvesting. Ten slotte werd in de parlementaire voorbereiding er ook bij herhaling op gewezen dat de wetgever bij het regelen van de voorwaarden voor gezinshereniging, rekening dient te houden met de verplichtingen die volgen uit het recht van de Europese Unie.

B.4. Na de ontvankelijkheidsvragen (B.5), onderzoekt het Hof achtereenvolgens de middelen met betrekking tot de voorwaarden tot gezinshereniging ten aanzien van familieleden van een onderdaan van een derde Staat (B.6 tot B.28), ten aanzien van de familieleden van een vreemdeling die onderdaan is van een andere lidstaat van de Europese Unie (B.29 tot B.39) en ten aanzien van familieleden van een Belgische onderdaan (B.40 tot B.67) en ten slotte de gezinshereniging op grond van de bilaterale akkoorden tussen de Belgische Staat en bepaalde landen (B.68 tot B.69).

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen in de zaken nrs. 5245, 5248, 5249, 5250, 5312, 5345 en 5359

B.5.1. De Ministerraad betwist het belang om in rechte te treden van de verzoekende partijen in de zaak nr. 5245, van de derde verzoekende partij in de zaak nr. 5248, van de eerste verzoekende partij in de zaak nr. 5249, van de eerste verzoekende partij in de zaak nr. 5250 en van de verzoekende partijen in de zaken nrs. 5312, 5345 en 5359.

B.5.2. De door die verzoekende partijen bestreden bepalingen worden eveneens betwist in de zaak nr. 5354. De eerste verzoekende partij in die zaak is de vzw « Association pour le droit des Etrangers » die overeenkomstig artikel 2 van haar statuten onder meer tot doel heeft hulp en rechtsbijstand te verlenen aan vreemdelingen en meer in het bijzonder aan studenten, vluchtelingen en gastarbeiders.

B.5.3. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, voor het Hof optreedt, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.5.4. Er kan worden aangenomen dat maatregelen die de voorwaarden bepalen opdat een vreemdeling een machtiging tot verblijf op het Belgische grondgebied in het kader van gezinshereniging kan genieten, van die aard zijn dat zij het maatschappelijk doel van de verzoekende vereniging kunnen raken.

B.5.5. Aangezien de eerste verzoekende partij in de zaak nr. 5354 doet blijken van een belang om in rechte te treden en aangezien haar beroep ontvankelijk is, dient het Hof niet te onderzoeken of het beroep dat ook is ten aanzien van de andere verzoekende partijen in die zaak.

B.5.6. De excepties worden verworpen.

Ten gronde

I. Wat de voorwaarden tot gezinshereniging betreft ten aanzien van familieleden van een onderdaan van een derde Staat

B.6.1. De bepalingen van de wet van 15 december 1980, die de voorwaarden tot gezinshereniging van familieleden van een onderdaan van een derde Staat regelen, worden bestreden door de verzoekende partijen in de zaak nr. 5312 en door de verzoekende partijen in de zaak nr. 5354. In het enige middel in de zaak nr. 5312 en in het eerste tot en met het eenentwintigste middel in de zaak nr. 5354, wordt telkens onder meer de schending aangevoerd van artikel 191 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met bepalingen van internationaal recht.

B.6.2. Artikel 191 van de Grondwet kan enkel zijn geschonden in zoverre de bestreden bepalingen een verschil in behandeling instellen tussen bepaalde vreemdelingen en de Belgen. Aangezien uit de uiteenzetting in beide verzoekschriften blijkt dat de verschillen in behandeling die in die middelen worden bekritiseerd, uitsluitend betrekking hebben op de vergelijking van verschillende categorieën van vreemdelingen onderling, zijn de voormelde middelen niet ontvankelijk, in zoverre zij uit de schending van artikel 191 van de Grondwet zijn afgeleid.

B.6.3. In meerdere middelen wordt de bestreden bepalingen verweten artikel 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, te schenden.

B.6.4. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

B.6.5. Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen ».

B.6.6. Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens erkent niet het recht van een vreemdeling om in een bepaald land te verblijven. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft herhaaldelijk geoordeeld dat « volgens een vaststaand beginsel van internationaal recht, de Staten het recht hebben om, onverminderd de verbintenissen die voor hen voortvloeien uit verdragen, de toegang op hun grondgebied van niet-onderdanen te regelen » (EHRM, *Abdulaziz, Cabales en Balkandali* t. Verenigd Koninkrijk, 28 mei 1985, § 67; *Boujlifa* t. Frankrijk, 21 oktober 1997, § 42; *Üner* t. Nederland, 18 oktober 2006, § 54; *Darren Omoregie e.a.* t. Verenigd Koninkrijk, 31 oktober 2008, § 54). Meer in het bijzonder impliceert dit artikel niet dat een Staat de verplichting zou hebben om gezinshereniging op zijn grondgebied toe te laten. Het Europees Hof heeft immers ook gepreciseerd dat « artikel 8 niet kan worden geïnterpreteerd alsof het voor een verdragsluitende Staat de algemene verplichting zou inhouden de keuze, door gehuwde koppels, van hun gemeenschappelijke woonplaats te eerbiedigen en te aanvaarden dat vreemde echtgenoten zich in het land vestigen » (EHRM, *Abdulaziz, Cabales en Balkandali*, voormeld, § 68; *Darren Omoregie e.a.*, voormeld, § 57; 29 juli 2010, *Mengeshu Kimfe* t. Zwitserland, § 61; 6 november 2012, *Hode en Abdi* t. Verenigd Koninkrijk, § 43). Het Hof heeft eveneens onderstreept dat « de toestand vanuit het oogpunt van het recht van vreemdelingen, wanneer het bijvoorbeeld niet om de status van vluchteling gaat, ten dele een keuze impliceert doordat zij vaak deze is van een persoon die heeft gekozen om te leven in een land waarvan hij de nationaliteit niet heeft » (EHRM, 27 september 2011, *Bah* t. Verenigd Koninkrijk, § 45).

B.6.7. De onmogelijkheid om met zijn gezinsleden samen te leven kan evenwel een inmenging vormen in het recht op de bescherming van het gezinsleven, zoals gewaarborgd door artikel 22 van de Grondwet en door artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Om in overeenstemming te zijn met die bepalingen moet een dergelijke inmenging bij een voldoende nauwkeurige wetsbepaling zijn voorzien, beantwoorden aan een dwingende maatschappelijke behoefte en evenredig zijn met de nagestreefde wettelijke doelstelling.

B.6.8. Het Hof van Justitie van de Europese Unie heeft eveneens geoordeeld :

« 52. [...] het recht op eerbiediging van het gezinsleven in de zin van artikel 8 EVRM [maakt] deel [uit] van de grondrechten die volgens vaste rechtspraak van het Hof in de communautaire rechtsorde worden beschermd (reeds aangehaalde arresten [van 11 juli 2002,] *Carpenter*, [C-60/00,] punt 41, en [van 23 september 2003,] *Akrich*, [C-109/01,] punten 58 en 59). Dit recht om samen te leven met zijn naaste verwanten brengt voor de lidstaten verplichtingen mee die negatief kunnen zijn, wanneer één van de lidstaten een persoon niet mag uitzetten, of positief, wanneer hij verplicht is een persoon toe te laten op zijn grondgebied en er te laten verblijven.

53. Zo heeft het Hof geoordeeld dat ook al waarborgt het EVRM het recht van een buitenlander om een bepaald land binnen te komen of er te verblijven niet als een grondrecht, het uitsluiten van een persoon uit een land waar zijn naaste verwanten wonen, een inmenging kan zijn in het recht op eerbiediging van het gezinsleven zoals dit wordt beschermd door artikel 8, lid 1, EVRM (reeds aangehaalde arresten *Carpenter*, punt 42, en *Akrich*, punt 59) » (HvJ, 27 juni 2006, C-540/03, *Parlement/Raad*).

B.6.9. In verscheidene middelen wordt de schending aangevoerd, door de bestreden bepalingen, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de richtlijn 2003/86/EG van de Raad, van 22 september 2003, inzake het recht op gezinshereniging (hierna : de richtlijn 2003/86/EG).

B.6.10. Artikel 1 van de richtlijn 2003/86/EG bepaalt :

« Het doel van deze richtlijn is de voorwaarden te bepalen voor de uitoefening van het recht op gezinshereniging door onderdanen van derde landen die wettig op het grondgebied van de lidstaten verblijven ».

B.6.11. Volgens het Hof van Justitie :

« 59. [leggen] deze verschillende teksten [artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, het Verdrag inzake de rechten van het kind en artikel 7 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie] [...] »

de nadruk op het belang van het gezinsleven voor het kind en bevelen [ze] de staten aan om rekening te houden met de belangen van het kind, maar scheppen [ze] geen subjectief recht voor de leden van een gezin om tot het grondgebied van een staat te worden toegelaten en mogen [ze] niet aldus worden uitgelegd dat zij de staten een zekere beoordelingsmarge zouden ontzeggen bij het onderzoek van verzoeken om gezinshereniging.

60. Bovenop deze bepalingen legt artikel 4, lid 1, van de richtlijn [2003/86/EG] de lidstaten precieze positieve verplichtingen op, waaraan duidelijk omschreven subjectieve rechten beantwoorden, aangezien het de lidstaten verplicht om in de door de richtlijn vastgestelde gevallen de gezinshereniging van bepaalde leden van het gezin van de gezinshereniger toe te staan zonder hun beoordelingsmarge te kunnen uitoefenen » (HvJ, 27 juni 2006, C-540/03, *Parlement/Raad*; zie ook 4 maart 2010, C-578/08, *Chakroun*, punt 41; 6 december 2012, C-356/11, *O. en S. tegen Maahanmuuttovirasto*, en C-357/11, *Maahanmuuttovirasto tegen L.*, punt 70).

« Deze bepaling [van de richtlijn] verlangt wel dat de onder meer in hoofdstuk IV van richtlijn 2003/86 vermelde voorwaarden in acht worden genomen » (HvJ, *Chakroun*, voormeld, punt 42; *O., S. et alii*, voormeld, punt 71). In dat verband onderstreept het Hof van Justitie dat « de lidstaten hun handelingsvrijheid niet zo [mogen] gebruiken dat afbreuk wordt gedaan aan het doel van de richtlijn, namelijk de bevordering van gezinshereniging, en aan het nuttig effect daarvan » (arresten *Chakroun*, voormeld, punt 43; *O., S. et alii*, voormeld, punt 69).

Ten slotte « [moeten] de lidstaten [...] niet alleen hun nationale recht conform het Unierecht uitleggen, maar er ook op toezien dat zij zich niet baseren op een uitlegging van een tekst van afgeleid recht die in conflict zou komen met de door de rechtsorde van de Unie beschermde grondrechten » (HvJ, 27 juni 2006, *Parlement/Raad*, C-540/03, punt 105; 23 december 2009, *Detiček*, C-403/09, punt 34; *O., S. et alii*, voormeld, punt 78). « De bepalingen van de richtlijn [moeten] worden uitgelegd in het licht van de grondrechten, meer in het bijzonder van het in zowel het EVRM als het Handvest neergelegde recht op eerbiediging van het gezinsleven » (HvJ, *Chakroun*, voormeld, punt 44).

B.6.12. Het Hof dient te onderzoeken of de bestreden bepalingen, in zoverre zij de voorwaarden met betrekking tot gezinshereniging vastleggen, aan die vereisten voldoen.

1) *De wachtermijn in geval van gezinshereniging met een vreemdeling gemachtigd tot een verblijf van onbeperkte duur*

B.7.1. Het eerste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 10, § 1, eerste lid, 4° en 5°, van de wet van 15 december 1980, zoals vervangen door artikel 2 van de wet van 8 juli 2011. Volgens de verzoekende partijen zijn de bestreden bepalingen strijdig met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8, eerste alinea, van de richtlijn 2003/86/EG doordat zij, als een van de voorwaarden voor de aanvraag tot verblijf van familieleden van een vreemdeling die werd gemachtigd tot een verblijf van onbeperkte duur, vereisen dat die laatste sedert minimaal twaalf maanden over die verblijfstitel beschikt.

B.7.2.1. De bestreden bepalingen luiden als volgt :

« Onder voorbehoud van de bepalingen van artikelen 9 en 12, zijn van rechtswege toegelaten om meer dan drie maanden in het Rijk te verblijven :

[...]

4° de volgende familieleden van een vreemdeling die sedert minimaal twaalf maanden toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van onbeperkte duur in het Rijk of sedert minimaal twaalf maanden gemachtigd is om er zich te vestigen. Die termijn van twaalf maanden vervalt indien de echtelijke band of het geregistreerde partnerschap reeds bestond voor de vreemdeling die vervoegd wordt, in het Rijk aankwam of indien zij een gemeenschappelijk minderjarig kind hebben, of indien het familieleden betreft van een vreemdeling die erkend is als vluchteling of die de subsidiaire bescherming geniet :

- de buitenlandse echtgenoot of de vreemdeling waarmee een geregistreerd partnerschap gesloten werd dat als gelijkwaardig beschouwd wordt met het huwelijk in België, die met hem komt samenleven, op voorwaarde dat beiden ouder zijn dan eenentwintig jaar. Deze minimumleeftijd wordt echter teruggebracht tot achttien jaar wanneer, naargelang het geval, de echtelijke band of dit geregistreerd partnerschap, reeds bestond vóór de vreemdeling die vervoegd wordt, in het Rijk aankwam;

- hun kinderen, die met hen komen samenleven alvorens zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt en alleenstaand zijn;

- de kinderen van de vreemdeling die vervoegd wordt, van diens echtgenoot of van de geregistreerde partner bedoeld in het eerste streepje, die met hen komen samenleven alvorens zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt en alleenstaand zijn, voor zover de vreemdeling die vervoegd wordt, zijn echtgenoot of de bedoelde geregistreerde partner over het recht van bewaring beschikt en de kinderen ten laste zijn van hem of diens echtgenoot of deze geregistreerde partner en, indien het recht van bewaring wordt gedeeld, op voorwaarde dat de andere houder van het recht van bewaring zijn toestemming heeft gegeven;

5° de vreemdeling die door middel van een wettelijk geregistreerd partnerschap verbonden is met een vreemdeling die sedert minimaal twaalf maanden toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van onbeperkte duur in het Rijk of sedert minimaal twaalf maanden gemachtigd is om er zich te vestigen, evenals de kinderen van deze partner, die met hen komen samenleven alvorens zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt en alleenstaand zijn, voor zover hij over het recht van bewaring beschikt en de kinderen te zijnen laste zijn en, indien het recht van bewaring wordt gedeeld, op voorwaarde dat de andere houder van het recht van bewaring zijn toestemming heeft gegeven. Die termijn van twaalf maanden vervalt indien de echtelijke band of het geregistreerde partnerschap reeds bestond voor de vreemdeling die vervoegd wordt, in het Rijk aankwam of indien zij een gemeenschappelijk minderjarig kind hebben.

[...] ».

B.7.2.2. Uit de parlementaire bespreking blijkt dat de wetgever bij de invoering van de in de bestreden bepaling bedoelde wachtermijn rekening heeft willen houden met artikel 8, eerste alinea, van de richtlijn 2003/86/EG, dat bepaalt :

« De lidstaten mogen van de gezinshereniger een periode van ten hoogste twee jaar legaal verblijf op hun grondgebied eisen, voordat zijn gezinsleden zich bij hem voegen ».

Op grond van die bepaling kunnen de lidstaten vereisen dat de gezinshereniger « gedurende een voldoende lange periode in de Staat van ontvangst heeft verbleven om aan te nemen dat er sprake is van een duurzame vestiging en een bepaalde graad van integratie », alvorens zijn familieleden zich bij hem kunnen voegen (HvJ, 27 juni 2006, C-540/03, *Parlement/Raad*, punt 98).

B.7.3. Volgens de bestreden bepalingen kan de aanvraag tot gezinshereniging worden ingediend nadat de termijn van één jaar - termijn die, in een letterlijke interpretatie van die bepalingen, zou beginnen te lopen de dag waarop het verblijfsrecht van onbeperkte duur wordt verleend - is verstreken. Op grond van artikel 12*bis*, § 2, van de wet van 15 december 1980 moet de beslissing over de aanvraag van de toelating tot verblijf van het familielid van de vreemdeling die wordt vervoegd zo snel mogelijk en uiterlijk binnen de zes maanden na de datum van de aanvraag

worden genomen. In uitzonderlijk complexe dossiers kan die termijn tweemaal met een periode van drie maanden worden verlengd, zodat in elk geval een beslissing moet worden genomen binnen de termijn van één jaar, te rekenen vanaf de datum van de aanvraag.

B.7.4. Er dient evenwel te worden opgemerkt dat in de wet van 15 december 1980 een verblijfstitel van onbepaalde duur in vele gevallen slechts wordt verleend nadat de betrokken vreemdeling krachtens een verblijfstitel van beperkte duur reeds wettig in het land heeft verbleven gedurende meerdere jaren. Het opleggen van een minimale verblijfsduur van twaalf maanden aan de gezinshereniger, voordat zijn familieleden een aanvraag tot verblijf kunnen indienen, zou de bestreden bepalingen in die gevallen strijdig maken met artikel 8, eerste alinea, van de voormelde richtlijn 2003/86/EG, volgens hetwelk de lidstaten van de gezinshereniger een periode van ten hoogste twee jaar legaal verblijf op hun grondgebied mogen eisen, voordat zijn gezinsleden zich bij hem voegen.

B.7.5. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt evenwel dat de wetgever zich wou voegen naar de limiet van twee jaar wettig verblijf die is opgelegd bij de richtlijn 2003/86/EG en dat hij niet uitsloot rekening te houden met de periodes van machtiging tot beperkt verblijf die voorafgaan aan het verlenen van een machtiging tot onbepaald verblijf of van een machtiging tot vestiging (*Parl. St., Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, pp. 43-56 en 149*).

Op die wijze geïnterpreteerd, zijn de bestreden bepalingen bestaanbaar met artikel 8, eerste alinea, van de voormelde richtlijn.

B.7.6. Onder voorbehoud van de in B.7.5 vermelde interpretatie is het middel niet gegrond in zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8, eerste alinea, van de richtlijn 2003/86/EG.

B.7.7.1. Volgens de verzoekende partijen zouden de bestreden bepalingen eveneens de schending inhouden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat ze enkel een wachttijd opleggen wanneer de vreemdeling die wordt vervoegd beschikt over een verblijfstitel van onbepaalde duur en niet wanneer hij beschikt over een verblijfstitel van beperkte duur.

B.7.7.2. Het blijkt uit de bestreden bepalingen en uit de parlementaire voorbereiding dat de wetgever niet heeft beoogd de hereniging van personen met een voorheen bestaande familiale band uit te stellen, doch enkel een wachttijd heeft willen invoeren bij nieuwe gezinsvorming kort nadat aan de gezinshereniger een verblijfstitel van onbepaalde duur is toegekend (*Parl. St., Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/015, pp. 43-56*).

B.7.7.3. Het bekritiseerde verschil in behandeling berust op een objectief criterium, namelijk de verblijfsstatus van de vreemdeling die wordt vervoegd. Het brengt evenmin een onredelijk gevolg met zich mee in zoverre de vreemdeling met onbepaald verblijf, indien zijn familieleden geen aanvraag tot gezinshereniging hebben ingediend tijdens zijn verblijf van beperkte duur, die periode zou kunnen laten gelden overeenkomstig de in B.7.5 vermelde interpretatie.

B.7.7.4. In zoverre het een discriminatie aanvoert in de ongelijke behandeling van vreemdelingen naargelang het familielid dat wordt vervoegd over een verblijfstitel van beperkte dan wel onbepaalde duur beschikt, is het middel niet gegrond.

B.7.8.1. In subsidiaire orde zijn de verzoekende partijen van oordeel dat artikel 10, § 1, eerste lid, 5^o, van de wet van 15 december 1980 een schending inhoudt van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat het niet in een uitzondering op de wachttijd van één jaar voorziet, bij de aanvraag tot gezinshereniging door de partner en diens kinderen met de vreemdeling die als vluchteling is erkend of die subsidiaire bescherming geniet, terwijl in een dergelijke uitzondering wel is voorzien in artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o, van die wet.

B.7.8.2. Het verschil in behandeling berust op een objectief criterium : terwijl artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o, de situatie beoogt van echtgenoten en van personen die een wettelijk geregistreerd partnerschap hebben afgesloten dat als gelijkwaardig met het huwelijk in België wordt beschouwd en van hun kinderen, beoogt artikel 10, § 1, eerste lid, 5^o, een levensgemeenschap op grond van een wettelijk geregistreerd partnerschap dat niet is gelijkgesteld met het huwelijk en worden niet de kinderen van de vreemdeling die wordt vervoegd maar enkel die van de partner beoogd.

De bestreden bepaling is in overeenstemming met de artikelen 9 en volgende van de richtlijn 2003/86/EG die het opleggen van een wachttijd alleen verbieden bij het toekennen van een verblijfsrecht aan de echtgenoot en de kinderen van een erkende vluchteling, doch niet bij de gezinshereniging met een partner die niet de echtgenoot is of met de kinderen van die partner.

B.7.8.3. Om de in B.7.4 en B.7.5 uiteengezette redenen is de wachttijd van één jaar niet onredelijk en beantwoordt hij aan de eisen die worden gesteld in artikel 8, eerste alinea, van de voormelde richtlijn.

B.7.9. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.7.5, is het middel niet gegrond.

2) *De onmogelijkheid van gezinshereniging na de weigering om een huwelijk te voltrekken*

B.8.1. Het tweede middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 10, § 1, eerste lid, 5^o, tweede lid, f), van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij artikel 2 van de bestreden wet. Die bepaling, die de gezinshereniging verbiedt van twee partners van wie de ene of de andere het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing om te weigeren het huwelijk te voltrekken op grond van artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek, zou volgens de verzoekende partijen de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, schenden.

B.8.2.1. Artikel 10, § 1, eerste lid, 5^o, tweede lid, bepaalt :

« De in het eerste lid vermelde partners moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

[...]

f) ten aanzien van geen van beiden een beslissing werd genomen op grond van [artikel] 167 van het Burgerlijk Wetboek en dit voor zover de beslissing kracht van gewijsde heeft verkregen ».

B.8.2.2. Artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt :

« De ambtenaar van de burgerlijke stand weigert het huwelijk te voltrekken wanneer blijkt dat niet is voldaan aan de hoedanigheden en voorwaarden vereist om een huwelijk te mogen aangaan, of indien hij van oordeel is dat de voltrekking in strijd is met de beginselen van de openbare orde.

Indien er een ernstig vermoeden bestaat dat niet is voldaan aan de in het vorige lid gestelde voorwaarden kan de ambtenaar van de burgerlijke stand de voltrekking van het huwelijk uitstellen, na eventueel het advies van de procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement waarin de verzoekers voornemens zijn te huwen te hebben ingewonnen, gedurende ten hoogste twee maanden vanaf de door belanghebbende partijen vooropgestelde huwelijksdatum, teneinde bijkomend onderzoek te verrichten.

Indien hij binnen de in vorig lid gestelde termijn nog geen definitieve beslissing heeft genomen, dient de

ambtenaar van de burgerlijke stand het huwelijk te voltrekken, zelfs in die gevallen waar de in artikel 165, § 3 bedoelde termijn van zes maanden reeds is verstreken.

In geval van een weigering zoals bedoeld in het eerste lid, brengt de ambtenaar van de burgerlijke stand zijn met redenen omklede beslissing zonder verwijl ter kennis van de belanghebbende partijen. Tezelfdertijd wordt een afschrift hiervan, samen met een kopie van alle nuttige documenten, overgezonden aan de procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement waarin de weigering plaatsvond.

Indien één van de aanstaande echtgenoten of beiden op de dag van de weigering hun inschrijving in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachtregister of hun actuele verblijfplaats niet hebben binnen de gemeente, wordt de weigeringsbeslissing tevens onmiddellijk ter kennis gebracht van de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van inschrijving in een van deze registers of van de actuele verblijfplaats in België van deze aanstaande echtgenoot of echtgenoten.

Tegen de weigering door de ambtenaar van de burgerlijke stand om het huwelijk te voltrekken, kan door belanghebbende partijen binnen de maand na de kennisgeving van zijn beslissing beroep worden aangetekend bij de rechtbank van eerste aanleg ».

B.8.3.1. De in de parlementaire voorbereiding (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, pp. 10, 12 en 13), meermaals in herinnering gebrachte bedoeling van de bestreden bepaling bestaat erin de fraude te bestrijden die verband houdt met het sluiten van huwelijken met als enig doel een buitenlandse persoon het voordeel van het verblijf in België te laten genieten, terwijl de beide echtgenoten of één van beiden niet de werkelijke wil hebben zich in een huwelijk te engageren overeenkomstig de bepalingen van het Belgisch burgerlijk recht.

B.8.3.2. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling een verschil in behandeling in te stellen tussen de partners van wie de ene, na het voorwerp te hebben uitgemaakt van een beslissing om te weigeren een huwelijk te voltrekken, een gerechtelijk beroep heeft ingesteld en dat is afgewezen, aan wie de gezinshereniging wordt ontzegd, en de partners die geen beroep hebben ingesteld tegen de beslissing om te weigeren een huwelijk te voltrekken, die de gezinshereniging kunnen genieten. Zij verwijten de bestreden bepaling eveneens twee verschillende categorieën identiek te behandelen, te weten, enerzijds, de geregistreerde partners van wie de ene het voorwerp heeft uitgemaakt van een in kracht van gewijsde gegane gunstige beslissing op grond van artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek en, anderzijds, de geregistreerde partners van wie de ene het voorwerp heeft uitgemaakt van een in kracht van gewijsde gegane ongunstige beslissing op grond van dezelfde bepaling.

Wat die verschillen in behandeling betreft, zou, om de wil van de wetgever in acht te nemen, de bestreden bepaling slechts het geval kunnen beogen waarin de ambtenaar van de burgerlijke stand overeenkomstig artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek heeft geweigerd een huwelijk te voltrekken. Zelfs indien een in kracht van gewijsde gegane beslissing in de zin van artikel 28 van het Gerechtelijk Wetboek niet kan worden gelijkgesteld met een administratieve beslissing die niet het voorwerp van een beroep heeft uitgemaakt, dient te dezen, en zoals ook de Ministerraad bepleit, ervan te worden uitgegaan dat het de bedoeling was van de wetgever dat de beslissing waarbij een ambtenaar van de burgerlijke stand op grond van artikel 167, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek heeft geweigerd een huwelijk te voltrekken zonder dat, overeenkomstig artikel 167, zesde lid, van hetzelfde Wetboek, tegen die beslissing een beroep werd ingesteld, hetzelfde gevolg heeft als een door dezelfde ambtenaar van de burgerlijke stand genomen weigeringsbeslissing waartegen wel een beroep zou zijn ingesteld en die het voorwerp zou hebben uitgemaakt van een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Aldus geïnterpreteerd, brengt de bestreden bepaling niet de eerste twee door de verzoekende partijen opgemerkte verschillen in behandeling met zich mee.

B.8.3.3. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling voorts de personen die het voorwerp zouden hebben uitgemaakt van een weigering om een huwelijk te voltrekken op grond van de artikelen 143 tot 148 van het Burgerlijk Wetboek (ontstentenis van toestemming, bigamie, huwelijk vóór de leeftijd van achttien jaar) en diegenen aan wie het zou zijn geweigerd op grond van artikel 146*bis*, dat het huwelijk betreft dat « enkel [is gericht] op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat is verbonden aan de staat van gehuwde », op dezelfde wijze te behandelen.

De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling in essentie dat zij onevenredig is, omdat zij, volgens hen, aan de administratie geen enkele beoordelingsmarge laat om voorbij te gaan aan de op grond van artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek genomen beslissing om te weigeren een huwelijk te voltrekken, zelfs indien zij ervan overtuigd is dat de wettelijke samenwoning die de aanvraag tot gezinshereniging verantwoordt die aan haar is voorgelegd, geenszins frauduleus is.

Het is niet zonder redelijke verantwoording dat de wetgever alle redenen om de voltrekking van een huwelijk te weigeren die door de ambtenaar van de burgerlijke stand worden tegengeworpen op dezelfde wijze heeft behandeld, los van de bijzondere hypothese beoogd in artikel 146*bis* van het Burgerlijk Wetboek. Daarentegen laat het bestaan van een jurisdictioneel beroep de personen aan wie een weigering werd tegengeworpen toe aan te tonen dat zij niet in een situatie waren die strikt identiek is aan de situaties beoogd in de artikelen 143 tot 148 van het Burgerlijk Wetboek en, in voorkomend geval, de toepassing van de regels van het internationaal privaatrecht aan te voeren.

De combinatie van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens leidt niet tot een andere conclusie.

B.8.4. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.8.3.2, is het middel niet gegrond.

3) De gezinshereniging van de ouders en de voogd met een minderjarig kind dat werd erkend als vluchteling of dat subsidiaire bescherming geniet

B.9.1. Het derde middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van het nieuwe artikel 10, § 1, eerste lid, 7^o, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij artikel 2 van de bestreden wet.

De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling artikel 10, lid 3, van de richtlijn 2003/86/EG slechts gedeeltelijk om te zetten en in het bijzonder niet erin te voorzien, zoals die bepaling dat aan de lidstaten toelaat, dat de wettelijke voogd van de niet-begeleide minderjarige vluchteling die geen bloedverwanten in de rechtstreekse opgaande lijn meer heeft of wiens bloedverwanten in de rechtstreekse opgaande lijn niet kunnen worden gevonden, zich in België bij hem voegt, terwijl de niet-ontvoogde minderjarige vluchtelingen wier bloedverwanten in de opgaande lijn in leven zijn, het voordeel van de hereniging met die laatsten kunnen genieten. Zij betogen voorts dat de bestreden bepaling een tweede discriminatie in het leven zou roepen, tenminste indien zij in die zin wordt geïnterpreteerd dat zij slechts van toepassing is op de gezinshereniging van de ouders met hun kind dat als vluchteling tot een onbeperkt verblijf is gemachtigd en niet van toepassing zou zijn op de gezinshereniging van de ouders met hun kind dat subsidiaire bescherming geniet en slechts over een tijdelijke verblijfstitel beschikt.

Aldus zou die bepaling een schending inhouden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen

met artikel 3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

B.9.2.1. Het voormelde artikel 10, § 1, eerste lid, bepaalt dat van rechtswege tot een verblijf in België zijn toegelaten :

« [...] »

7° de ouders van een vreemdeling die erkend werd als vluchteling in de zin van artikel 48/3 of die de subsidiaire bescherming geniet, voor zover zij met hem komen samenleven en op voorwaarde dat hij jonger is dan achttien jaar en het Rijk binnengekomen is zonder begeleiding van een krachtens de wet verantwoordelijke meerderjarige vreemdeling en vervolgens niet daadwerkelijk onder de hoede van een dergelijke persoon gestaan heeft, of zonder begeleiding werd achtergelaten nadat hij het Rijk is binnengekomen ».

B.9.2.2. Artikel 10, lid 3, van de richtlijn 2003/86/EG bepaalt :

« Indien de vluchteling een alleenstaande minderjarige is,

a) staan de lidstaten de toegang en het verblijf uit hoofde van gezinshereniging toe aan zijn bloedverwanten in rechtstreekse opgaande lijn zonder de in artikel 4, lid 2, onder a), genoemde voorwaarden toe te passen;

b) kunnen de lidstaten de toegang en het verblijf uit hoofde van gezinshereniging toestaan aan zijn wettelijke voogd of andere gezinsleden indien de vluchteling geen bloedverwanten in rechtstreekse opgaande lijn heeft of indien het onmogelijk is deze te vinden ».

B.9.2.3. Artikel 3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt :

« 1. Bij alle maatregelen betreffende kinderen, ongeacht of deze worden genomen door openbare of particuliere instellingen voor maatschappelijk welzijn of door rechterlijke instanties, bestuurlijke autoriteiten of wetgevende lichamen, vormen de belangen van het kind de eerste overweging.

2. De Staten die partij zijn, verbinden zich ertoe het kind te verzekeren van de bescherming en de zorg die nodig zijn voor zijn welzijn, rekening houdende met de rechten en plichten van zijn ouders, wettige voogden of anderen die wettelijk verantwoordelijk zijn voor het kind, en nemen hiertoe alle passende wettelijke en bestuurlijke maatregelen.

[...] ».

B.9.3.1. Wat het aan de bestreden bepaling gemaakte verwijt betreft dat zij artikel 10, lid 3, van de richtlijn 2003/86/EG slechts gedeeltelijk omzet, dient, zoals de verzoekende partijen overigens opmerken, te worden vastgesteld dat die bepaling de lidstaten niet ertoe verplicht de gezinshereniging toe te staan van de wettelijke voogden met een minderjarig kind dat vluchteling is, terwijl dat laatste geen bloedverwanten in de rechtstreekse opgaande lijn meer heeft of die niet kunnen worden gevonden, maar hun alleen toelaat dat te doen.

B.9.3.2. De bestreden bepaling regelt de situatie van vreemdelingen die zich als gezinslid bij een minderjarige vluchteling kunnen voegen, doch die zelf niet als vluchteling zijn erkend.

De gezinshereniging van een minderjarig kind met zijn ouders is verbonden aan de vaststelling van hun afstammingsband. Doordat een dergelijke band niet bestaat met de vreemdeling die slechts de wettelijke voogd is van het kind, vermocht de wetgever redelijkerwijs te oordelen dat deze vreemdeling geen verblijfsrecht kan ontlenen aan het verblijf van dat kind op het grondgebied.

De bestreden maatregel heeft geen onevenredige gevolgen. De programmawet van 24 december 2002 (titel XIII, hoofdstuk 6) voorziet immers in een specifieke voogdij over niet-begeleide minderjarigen, waarbij inzonderheid rekening wordt gehouden met de situatie van de minderjarige die de erkenning als vluchteling heeft gevraagd (artikel 5) en waarbij wordt beoogd zijn belangen te vrijwaren (artikel 2).

Bovendien voegt de wet van 12 september 2011 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen met het oog op de toekenning van een tijdelijke machtiging tot verblijf aan de niet-begeleide minderjarige vreemdeling », in artikel 2 ervan, in titel II van de wet van 15 december 1980 een hoofdstuk VII in, met als opschrift « Niet-begeleide minderjarige vreemdelingen », dat de artikelen 61/14 tot 61/25 bevat. Die wet, die ten doel heeft het statuut van de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen te verduidelijken en in de wet te verankeren, schrijft het zoeken naar een duurzame oplossing die aan de situatie van elke minderjarige is aangepast voor en behoedt die laatste voor een verwijderingsmaatregel zolang die duurzame oplossing niet is gevonden.

B.9.4. In zoverre het middel een verschil in behandeling aanvoert van de ouders van het kind dat als vluchteling werd erkend en de ouders van het kind dat subsidiaire bescherming geniet, berust het op een verkeerde lezing van de bestreden bepaling.

In tegenstelling tot artikel 10, § 1, eerste lid, 4° tot 6°, van de wet van 15 december 1980 vereist artikel 10, § 1, eerste lid, 7°, immers niet dat de vreemdeling die wordt vervoegd over een verblijfstitel van onbeperkte duur beschikt.

B.9.5. Het middel is niet gegrond.

4) *De echtgenote van een polygame vreemdeling*

B.10.1. Het vierde middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 10, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij artikel 2 van de bestreden wet. De verzoekende partijen betwisten de beperking die door de bestreden bepaling wordt aangebracht in de gezinshereniging van een polygame vreemdeling met een echtgenoot die in het buitenland leeft wanneer een andere echtgenoot reeds in België verblijft.

De verzoekende partijen voeren aan dat die bepaling geen conforme omzetting vormt van artikel 4, lid 4, eerste alinea, van de richtlijn 2003/86/EG en dat ze de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zou schenden doordat ze alle echtgenoten van een polygame vreemdeling op dezelfde wijze behandelt zonder een onderscheid te maken naargelang de in België verblijvende echtgenoot al dan niet daadwerkelijk met de polygame vreemdeling samenwoont.

B.10.2.1. Het nieuwe artikel 10, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Het eerste lid, 4°, is niet van toepassing op de echtgenoot van een polygame vreemdeling, indien een andere echtgenoot van die persoon reeds in het Rijk verblijft ».

B.10.2.2. Artikel 4, lid 4, eerste alinea, van de richtlijn 2003/86/EG bepaalt :

« In het geval van een polygaam huwelijk geeft de betrokken lidstaat, indien de gezinshereniger reeds met een echtgenoot samenwoont op het grondgebied van die lidstaat, geen toestemming tot gezinshereniging voor een andere echtgenoot ».

B.10.2.3. Omdat zij uitdrukkelijk de in België verblijvende echtgenoot beoogt, kan de bestreden bepaling niet worden toegepast op een vreemdeling die polygaam was, maar wiens vorige huwelijksband door echtscheiding is ontbonden.

B.10.3. In zijn arrest nr. 95/2008 van 26 juni 2008 heeft het Hof geoordeeld :

« B.20.3. De Belgische wetgever heeft met de in het geding zijnde bepaling bij de omzetting van artikel 4, lid 4, van de Gezinsherenigingsrichtlijn ervoor gekozen op soortgelijke wijze de polygame echtgenoten en hun kinderen uit te sluiten van het recht op gezinshereniging met hun echtgenoot en met hun ouder. De wetgever vermag de gezinshereniging te beperken van de echtgenoten die met elkaar zijn verbonden door een vorm van echtverbintenis die niet alleen strijdig is met de Belgische internationale openbare orde, maar tevens met de internationale openbare orde van de andere lidstaten van de Europese Unie, wat blijkt uit de totstandkoming van de in artikel 4, lid 4, van de richtlijn besloten beperking. Een dergelijke beperking vormt een op grond van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens toelaatbare inmenging van een openbaar gezag in de uitoefening van het recht op eerbiediging van het gezinsleven, die nodig is in een democratische samenleving in het belang van het daarin vermelde doeleinde van bescherming van de openbare orde.

[...]

B.21. De gezinshereniging van echtgenoten is verbonden aan het bewijs dat er tussen hen een huwelijksband bestaat, zodat de uitsluiting van de polygame echtgenoten op een relevant criterium berust ten aanzien van het doel van de in het geding zijnde wetgeving en de doelstelling om de Belgische en Europese internationale orde te vrijwaren.

[...] ».

B.10.4. Om dezelfde redenen als die welke hiervoor in herinnering zijn gebracht, vermocht de wetgever, zonder de in het middel aangevoerde bepalingen te schenden, een verblijfsrecht te weigeren aan elke andere echtgenoot van een polygame vreemdeling wanneer reeds een echtgenoot in het Rijk verblijft, zonder een onderscheid te maken naargelang die laatste al dan niet daadwerkelijk met de polygame vreemdeling samenwoont.

B.10.5. Het middel is niet gegrond.

5) *De vereiste bestaansmiddelen bij de aanvraag tot verblijf van een minderjarig kind van de partner van de gezinshereniger die niet gebonden is door een geregistreerd partnerschap dat gelijkwaardig is met een huwelijk*

B.11.1. Het vijfde middel in de zaak nr. 5354 en het enige middel in de zaak nr. 5312 strekken tot de vernietiging van het nieuwe artikel 10, § 2, derde lid, van de wet van 15 december 1980, zoals ingevoegd bij artikel 2 van de bestreden wet, dat bepaalt :

« De vreemdeling bedoeld in § 1, eerste lid, 4^o en 5^o, moet het bewijs aanbrengen dat de vreemdeling die vervoegd wordt beschikt over toereikende, stabiele en regelmatige bestaansmiddelen zoals bepaald in § 5 om zichzelf en zijn gezinsleden te onderhouden en om te voorkomen dat zij ten laste van de openbare overheden vallen. Deze voorwaarde is niet van toepassing indien de vreemdeling zich enkel laat vervoegen door de leden van zijn familie bedoeld in § 1, eerste lid, 4^o, tweede en derde streepje ».

B.11.2. De verzoekende partij in de zaak nr. 5354 verwijt de bestreden bepaling dat zij, wat de vereiste bestaansmiddelen betreft, in een uitzondering voorziet ten voordele van de minderjarige kinderen bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o, tweede en derde streepje, van de wet van 15 december 1980, doch niet ten voordele van de kinderen van de partner van de gezinshereniger bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 5^o, waar het gaat om een geregistreerd partnerschap dat niet als gelijkwaardig wordt beschouwd met een huwelijk in België. Aldus zou de bestreden bepaling strijdig zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.11.3. De verzoekende partij in de zaak nr. 5312 beschikt over een verblijfstitel voor beperkte duur, zodat haar familieleden een machtiging tot verblijf kunnen verkrijgen onder de voorwaarden bepaald in artikel 10bis, § 2, van de wet van 15 december 1980. Het bezwaar van de verzoekende partij, dat artikel 10, § 2, voortaan ook op de in artikel 10bis, § 2, bedoelde personen van toepassing zou zijn, kan niet worden aangenomen, nu de laatst vermelde bepaling inzake de vereiste bestaansmiddelen enkel naar artikel 10, § 5, en niet naar artikel 10, § 2, verwijst.

B.11.4. Door het opleggen van een inkomensvoorwaarde aan de gezinshereniger wil de wetgever vermijden dat de vreemdeling die in het kader van gezinshereniging een verblijfsrecht wil verkrijgen ten laste valt van de openbare overheden en streeft hij ernaar dat die personen in menswaardige omstandigheden kunnen worden opgevangen (*Parl. St., Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, p. 73*). Dergelijke inkomensvereisten worden uitdrukkelijk toegelaten door artikel 7, lid 1, onder c), van de richtlijn 2003/86/EG en worden door het Hof van Justitie als toelaatbaar beschouwd (HvJ, 4 maart 2010, C-578/08, *Chakroun*, punt 42; 6 december 2012, C-356/11 en 357/11, *Maahanmuuttovirasto*, punt 71). In zoverre dat ze moeten voorkomen dat de betrokken vreemdelingen ten laste vallen van de overheid, zijn die vereisten eveneens noodzakelijk voor « het economisch welzijn van het land », zoals bedoeld in artikel 8.2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.11.5. De uitzondering ten voordele van de kinderen bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o, houdt verband met de aard van de relatie tussen de gezinshereniger en het kind dat een verblijfsrecht wil verkrijgen, nu het gaat om minderjarige kinderen die, hetzij een afstammingsband hebben met de gezinshereniger, hetzij een afstammingsband hebben met zijn echtgenoot of partner met wie een geregistreerd partnerschap bestaat dat gelijkwaardig is met het huwelijk. Bovendien is vereist dat de gezinshereniger of zijn echtgenoot of partner het recht van bewaring hebben over het kind en dat het ten laste van één van hen is. De wetgever vermocht redelijkerwijs te oordelen dat het verblijfsrecht van het kind in dergelijk geval niet afhankelijk kan worden gesteld van de bestaansmiddelen van de gezinshereniger.

B.11.6. Tussen de kinderen bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 5^o, en de gezinshereniger bestaat er geen vergelijkbare band, nu het gaat om kinderen van de partner met wie hij is verbonden door een wettelijk geregistreerd partnerschap dat niet gelijkwaardig is met het huwelijk. In dergelijk geval is het redelijk verantwoord dat de wetgever niet in dezelfde versoepeling van het verblijfsrecht van het kind voorziet en dat de gezinshereniger dient te bewijzen dat hij over de vereiste bestaansmiddelen beschikt om in het onderhoud van de kinderen van die partner te kunnen voorzien.

De bestreden bepaling is bovendien niet onevenredig met de doelstelling van de wetgever die erin bestaat geen personen die, zoals te dezen, geen enkele juridische titel hebben om zich bij de gezinshereniger te voegen, ten laste te doen komen van de openbare overheden, waarbij de kinderen van de partner van de gezinshereniger zich bij hem kunnen voegen indien die laatste bewijst dat hij over toereikende, stabiele en regelmatige bestaansmiddelen beschikt om hen te onderhouden.

B.11.7. De toetsing van de bestreden bepaling aan de artikelen 22 en 22bis van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 3, 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, leidt te dezen niet tot een andere conclusie.

B.12. De middelen zijn niet gegrond.

6) *De vereiste bestaansmiddelen bij de aanvraag tot verblijf van een gehandicapt kind of een kind in staat van verlengde minderjarigheid*

B.13.1. Het zesde middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 10, § 2, vierde lid, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij artikel 2 van de bestreden wet. Volgens de verzoekende partijen zou die

bepaling een discriminerend onderscheid maken tussen de gehandicapte kinderen ouder dan achttien jaar en de minderjarige gehandicapte kinderen, aangezien alleen de eersten dienen te bewijzen dat de ouder bij wie ze zich wensen te voegen over stabiele, regelmatige en toereikende inkomsten beschikt om hen op te vangen. Zij voeren voorts een discriminatie aan doordat de meerderjarige kinderen die zich krachtens artikel 487bis van het Burgerlijk Wetboek in een staat van verlengde minderjarigheid zouden bevinden niet dezelfde behandeling zouden genieten als de minderjarige kinderen.

Aldus zou de bestreden bepaling een schending inhouden van de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 22 van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap, dat eveneens de bescherming van het gezinsleven beoogt.

B.13.2.1. Het nieuwe artikel 10, § 2, vierde lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« De vreemdeling bedoeld in § 1, eerste lid, 6°, moet het bewijs aanbrengen dat de vreemdeling die vervoegd wordt beschikt over toereikende, stabiele en regelmatige bestaansmiddelen zoals bepaald in § 5 ten behoeve van zichzelf en van zijn familieleden en om te voorkomen dat zij ten laste van de openbare overheden vallen ».

Artikel 487bis van het Burgerlijk Wetboek bepaalt :

« Een minderjarige van wie gebleken is dat hij wegens ernstige geestelijke achterlijkheid ongeschikt is en schijnt te zullen blijven om zichzelf te leiden en zijn goederen te beheren, kan in staat van verlengde minderjarigheid worden verklaard.

Onder ernstige geestelijke achterlijkheid moet worden verstaan een staat van geestelijke onvolwaardigheid, aangeboren of begonnen tijdens de vroege kinderjaren, en gekenmerkt door een uitgebleven ontwikkeling van de gezamenlijke vermogens van verstand, gevoel en wil.

Een zelfde maatregel kan worden genomen ten aanzien van een meerderjarige van wie is gebleken dat hij tijdens zijn minderjarigheid verkeerde in omstandigheden als omschreven in voorgaande leden.

Hij die in staat van verlengde minderjarigheid is verklaard, wordt ten aanzien van zijn persoon en zijn goederen gelijkgesteld met een minderjarige beneden de vijftien jaar ».

B.13.2.2. Artikel 22 van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap bepaalt :

« *Eerbiediging van het privé-leven*

1. Geen enkele persoon met een handicap zal, ongeacht zijn of haar woonplaats of woonsituatie, worden blootgesteld aan willekeurige of onrechtmatige inmenging in zijn of haar privé-leven, gezinsleven, woning of correspondentie, of andere vormen van communicatie, of aan onrechtmatige aantasting van zijn of haar eer en reputatie. Personen met een handicap hebben recht op wettelijke bescherming tegen dergelijke vormen van inmenging of aantasting.

2. De Staten die Partij zijn beschermen het privé-leven van personen met een handicap met betrekking tot persoonsgegevens en informatie omtrent hun gezondheid en revalidatie op voet van gelijkheid met anderen ».

B.13.3.1. Ten aanzien van het verschil in behandeling dat zou bestaan tussen minderjarigen en meerderjarigen die zich in een toestand van verlengde minderjarigheid bevinden, dient de bestreden bepaling, overeenkomstig wat de Ministerraad suggereert, in die zin te worden geïnterpreteerd dat zij niet van toepassing is op de meerderjarige kinderen die overeenkomstig artikel 487bis van het Burgerlijk Wetboek in staat van verlengde minderjarigheid zijn verklaard. Die kinderen worden immers, wegens de bijzondere status die bij de wet is bepaald, gelijkgesteld met minderjarige kinderen, die niet onder het toepassingsgebied van de bestreden bepaling vallen.

B.13.3.2. Het verschil in behandeling tussen de gehandicapte meerderjarige kinderen en de minderjarige kinderen, berust op een objectief criterium, namelijk de leeftijd van het kind dat een verblijfsrecht wil verkrijgen. De artikelen 10 en volgende van de wet van 15 december 1980 voorzien in de mogelijkheid om tot een verblijf te worden toegelaten in het kader van gezinshereniging, in de regel voor kinderen beneden de leeftijd van achttien jaar. Aldus wordt rekening gehouden met de bijzondere situatie waarin minderjarige kinderen zich bevinden en komt de wetgever tegemoet aan de verplichtingen opgelegd door de richtlijn 2003/86/EG.

Artikel 10, § 1, eerste lid, 6°, voorziet in een uitzondering, door onder bepaalde voorwaarden een verblijf toe te laten in het kader van gezinshereniging, aan een alleenstaand gehandicapt kind van de gezinshereniger of zijn echtgenoot of partner dat ouder is dan achttien jaar maar dat wegens zijn handicap niet in zijn eigen behoeften kan voorzien.

Zoals vermeld in B.11.4, wil de wetgever, door het opleggen van een inkomensvoorwaarde aan de gezinshereniger, vermijden dat de vreemdeling die in het kader van gezinshereniging een verblijfsrecht wil verkrijgen ten laste valt van de openbare overheden en streeft hij ernaar dat die personen in menswaardige omstandigheden kunnen worden opgevangen. In het licht van die doelstelling is het redelijk verantwoord dat het familielid van de gezinshereniger, in tegenstelling tot de uitzondering die wordt beoogd in artikel 10, § 2, derde lid, dient aan te tonen dat deze laatste over de vereiste bestaansmiddelen beschikt indien een meerderjarig gehandicapt kind zich bij hem wil voegen. Een dergelijke vereiste doet evenmin afbreuk aan het recht op de bescherming van het gezinsleven zoals gewaarborgd door artikel 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 22 van het Verdrag van 13 december 2006 inzake de rechten van personen met een handicap.

B.14. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.13.3.1, is het middel niet gegrond.

7) *De bestaansmiddelen en huisvesting vereist bij de aanvraag tot verblijf van familieleden van de gezinshereniger die subsidiaire bescherming geniet*

B.15.1. Het zevende middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van het nieuwe artikel 10, § 2, vijfde lid, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij artikel 2 van de bestreden wet. Krachtens die bepaling moeten sommige categorieën van vreemdelingen niet voldoen aan de vereisten inzake huisvesting en aan de inkomensvoorwaarden die worden bepaald in artikel 10, § 2, tweede en derde lid, van de wet van 15 december 1980.

De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling de gezinshereniging te vergemakkelijken van de familieleden van een vreemdeling die de subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 van de wet van 15 december 1980 heeft genoten, zonder de gezinshereniging te vergemakkelijken van de familieleden van de vreemdelingen die de subsidiaire bescherming in de zin van artikel 9ter hebben genoten. Zij klagen eveneens een verschil in behandeling aan tussen de familieleden van vluchtelingen en van begunstigden van de subsidiaire bescherming die tot een onbeperkt verblijf zijn toegelaten, enerzijds, en de familieleden van begunstigden van de subsidiaire bescherming die tot een beperkt verblijf zijn toegelaten, anderzijds, in zoverre alleen de eersten door de bestreden bepaling zouden zijn beoogd.

De bestreden bepaling zou bijgevolg strijdig zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.15.2. Het nieuwe artikel 10, § 2, vijfde lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Het tweede, en het derde lid zijn niet van toepassing op de in § 1, eerste lid, 4^o, 5^o en 7^o bedoelde familieleden van een als vluchteling erkende vreemdeling en van een vreemdeling die de subsidiaire bescherming geniet indien de bloed- of aanverwantschapsbanden of het geregistreerd partnerschap al bestonden vooraleer de vreemdeling het Rijk binnenkwam en voor zover de aanvraag tot verblijf op basis van dit artikel werd ingediend in de loop van het jaar na de beslissing tot erkenning van de hoedanigheid van vluchteling of de toekenning van de subsidiaire bescherming van de vreemdeling die vervoegd wordt ».

Wat betreft het verschil in behandeling tussen de begunstigden van de subsidiaire bescherming in de zin van artikel 9ter en in de zin van artikel 48/4 van de wet van 15 december 1980

B.15.3. Volgens artikel 9ter van de wet van 15 december 1980 kan een machtiging tot verblijf worden verleend aan een vreemdeling die op zodanige wijze lijdt aan een ziekte dat deze ziekte een reëel risico inhoudt voor zijn leven of fysieke integriteit of een reëel risico inhoudt op een onmenselijke of vernederende behandeling wanneer er geen adequate behandeling is in zijn land van herkomst of in het land waar hij verblijft. Met die bepaling is de wetgever van oordeel dat, wanneer aan de strikte eisen gesteld in de vermelde bepaling is voldaan, de betrokken vreemdelingen in aanmerking kunnen komen voor de subsidiaire bescherming bedoeld in artikel 15, onder b), van de richtlijn 2004/83/EG « inzake minimumnormen voor de erkenning van onderdanen van derde landen en staatlozen als vluchteling of als persoon die anderszins internationale bescherming behoeft, en de inhoud van de verleende bescherming ».

De specifieke procedure vervat in het voormelde artikel 9ter onderscheidt zich van de procedure die van toepassing is op de personen die de subsidiaire bescherming aanvragen krachtens artikel 48/4 van de wet van 15 december 1980. Uit de tekst van de bestreden bepaling blijkt niettemin dat zij van toepassing is op de personen die subsidiaire bescherming genieten, zonder dat een onderscheid wordt gemaakt naargelang de wetsbepaling die de beoogde personen hun bijzondere beschermingsstatus verleent. Die lezing wordt bevestigd door de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet, waaruit blijkt dat de wetgever beide categorieën van vreemdelingen op het vlak van gezinshereniging gelijk willen behandelen (*Parl. St., Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, pp. 91 en 92*).

Het eerste onderdeel van het middel is niet gegrond.

Wat betreft het verschil in behandeling dat is gegrond op het beperkte of onbeperkte karakter van het toegestane verblijf

B.15.4. In zoverre het tweede onderdeel van het middel een discriminatie wordt aangevoerd tussen de familieleden van een vreemdeling die als vluchteling werd erkend en de familieleden van een vreemdeling die subsidiaire bescherming geniet, moet een onderscheid worden gemaakt naargelang de bestreden bepaling verwijst naar artikel 10, § 1, eerste lid, 7^o, van de wet van 15 december 1980, enerzijds, en naar artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o en 5^o, van die wet anderzijds.

B.15.5. Wat de verwijzing naar artikel 10, § 1, eerste lid, 7^o, betreft, is het middel niet gegrond, om dezelfde redenen die welke zijn uiteengezet in B.9.4. In tegenstelling tot artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o tot 6^o, van de wet van 15 december 1980, vereist artikel 10, § 1, eerste lid, 7^o niet dat de vreemdeling die wordt vervoegd, werd gemachtigd tot een verblijf van onbeperkte duur.

B.15.6. In zoverre zij verwijst naar artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o en 5^o, zou de bestreden bepaling niet in die zin kunnen worden geïnterpreteerd dat zij alleen de familieleden beoogt van een vreemdeling die subsidiaire bescherming geniet en die over een machtiging tot onbeperkt verblijf beschikt. Aangezien de bestreden bepaling vereist dat de aanvraag tot verblijf is ingediend binnen het jaar na de beslissing waarbij de subsidiaire bescherming wordt toegekend aan de vreemdeling die wordt vervoegd, zou de bestreden bepaling, aldus geïnterpreteerd, de begunstigden van de subsidiaire bescherming van het voordeel ervan uitsluiten. Aldus zou de vrijstelling ten voordele van die personen zinledig zijn, wat niet de bedoeling van de wetgever kan zijn geweest.

Artikel 10, § 2, vijfde lid, van de wet van 15 december 1980 gewijzigd bij de wet van 8 juli 2011 dient in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van toepassing is op de familieleden van een vreemdeling die de subsidiaire bescherming geniet, ongeacht of zijn verblijfstitel van beperkte dan wel onbeperkte duur is. De verwijzing naar artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o en 5^o, moet zo worden begrepen dat ze beoogt te bepalen voor welke familieleden de tijdelijke uitzondering inzake de vereiste bestaansmiddelen geldt.

B.15.7. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.15.6, is het tweede onderdeel van het middel niet gegrond.

8) De wachttijd bij opeenvolgende gezinsherenigingen

B.16.1. Het achtste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van het nieuwe artikel 10, § 3, van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij artikel 2 van de bestreden wet. Volgens de verzoekende partijen zouden de woorden « zich beroepen op » die zijn vervat in de bestreden bepaling op zulke wijze kunnen worden geïnterpreteerd dat de vreemdeling die krachtens een voorgaande gezinshereniging tot een verblijf in België is gemachtigd en die, op het ogenblik van de aanvraag, niet in staat is aan te tonen dat hij twee jaar legaal in België verblijft, geen leden van zijn gezin bij zich zou kunnen laten voegen.

Aldus zou die bepaling strijdig zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8, eerste alinea, van de richtlijn 2003/86/EG.

B.16.2.1. Het nieuwe artikel 10, § 3, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 11, § 2, kan een vreemdeling die met toepassing van § 1, eerste lid, 4^o of 5^o, toegelaten werd tot een verblijf in de hoedanigheid van echtgenoot of ongehuwde partner, na de inwerkingtreding van de huidige bepaling, zich slechts beroepen op het recht om zich te laten vervoegen op basis van een huwelijk of een geregistreerd partnerschap indien hij kan bewijzen dat hij gedurende twee jaar regelmatig in het Rijk heeft verbleven ».

B.16.2.2. Artikel 8, eerste alinea, van de richtlijn 2003/86/EG bepaalt :

« De lidstaten mogen van de gezinshereniger een periode van ten hoogste twee jaar legaal verblijf op hun grondgebied eisen, voordat zijn gezinsleden zich bij hem voegen ».

B.16.3. De bestreden bepaling beoogt de situatie van « opeenvolgende gezinsherenigingen » doordat de vreemdeling die op grond van gezinshereniging als echtgenoot of partner een verblijfsrecht heeft verkregen, zich op zijn beurt wil laten vervoegen door een nieuwe echtgenoot of partner. De maatregel past in het kader van de door de wetgever nagestreefde doelstelling om misbruik van gezinshereniging tegen te gaan, inzonderheid door schijnhuwelijken en andere relaties die niet met de werkelijkheid overeenstemmen te ontmoedigen.

B.16.4. Om in overeenstemming te zijn met artikel 8, eerste alinea, van de voormelde richtlijn dient artikel 10, § 3, van de wet van 15 december 1980 zo te worden begrepen dat het de vreemdelingen die een toelating tot verblijf willen verkrijgen niet verhindert om een aanvraag in te dienen voordat de periode van twee jaar is verstreken, doch die toelating kan hen maar worden toegekend op het ogenblik dat de gezinshereniger twee jaar legaal op het grondgebied verblijft.

B.16.5. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.16.4, is het middel niet gegrond.

9) De omvang van de bestaansmiddelen van de gezinshereniger

B.17.1.1. Het negende middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 10, § 5, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij artikel 2 van de bestreden wet, van artikel 10^{ter}, § 2, tweede lid, van dezelfde wet zoals het is vervangen bij artikel 4 van de bestreden wet, en van artikel 12^{bis}, § 2, vierde lid, van dezelfde wet zoals het is vervangen bij artikel 6 van de bestreden wet. De verzoekende partij in de zaak nr. 5312 vordert de vernietiging van artikel 10, § 5, van de wet van 15 december 1980.

B.17.1.2. Op grond van de artikelen 10 en volgende van de wet van 15 december 1980 moet de vreemdeling die een verblijfsrecht wil verkrijgen in het kader van gezinshereniging, behoudens de uitzonderingen die de wet voorziet, aantonen dat de gezinshereniger over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen beschikt om zichzelf en zijn familieleden te onderhouden, teneinde te vermijden dat ze ten laste vallen van de openbare overheden. De bestreden bepalingen geven een nadere omschrijving van wat dient te worden verstaan onder de bedoelde bestaansmiddelen.

B.17.1.3. In hoofdorde verwijten de verzoekende partijen in de zaak nr. 5354 de bestreden bepalingen het bedrag dat door de wet als « stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen » wordt beschouwd, op 120 pct. van het leefloon te bepalen. In ondergeschikte orde verwijten ze de bestreden bepalingen dat ze de werkloosheidsuitkeringen van die bestaansmiddelen zouden uitsluiten en dat ze vereisen dat de gezinshereniger die een werkloosheidsuitkering geniet, verplicht is aan te tonen dat hij actief werk zoekt, dat ze niet voorzien in een vrijstelling voor kwetsbare personen, zoals de bejaarden en de gehandicapten, dat ze de regels schenden die de bevoegdheid verdelen tussen de federale Staat en de gewesten, en, ten slotte, dat ze aan de overheid die de aanvraag tot gezinshereniging moet onderzoeken een te ruime beoordelingsbevoegdheid laat.

De verzoekende partij in de zaak nr. 5312 verwijt artikel 10, § 5, van de wet van 15 december 1980 het feit dat bij de beoordeling van de vereiste bestaansmiddelen, de middelen verkregen als maatschappelijke dienstverlening niet in aanmerking worden genomen.

B.17.1.4. Aldus zouden de bestreden bepalingen een schending inhouden van de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag, met artikel 7, lid 1, onder c), van de richtlijn 2003/86/EG, met artikel 22 van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap en met artikel 3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind. De bestreden bepalingen zouden tevens artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen schenden.

B.17.2. Het nieuwe artikel 10, § 5, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« De stabiele en toereikende bestaansmiddelen bedoeld in § 2, derde lid, moeten ten minste gelijk zijn aan honderdtwintig procent van het bedrag bedoeld in artikel 14, § 1, 3^o van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Bij het beoordelen van deze bestaansmiddelen :

1° wordt rekening gehouden met hun aard en regelmatigheid;

2° worden de middelen verkregen uit de aanvullende bijstandsstelsels, met name het leefloon en de aanvullende gezinsbijslag, alsook de financiële maatschappelijke dienstverlening en de gezinsbijslagen niet in aanmerking genomen;

3° worden de wachttuitkering en de overbruggingsuitkering niet in aanmerking genomen en wordt de werkloosheidsuitkering enkel in aanmerking genomen voor zover de betrokken echtgenoot of partner kan bewijzen dat hij actief werk zoekt ».

Het nieuwe artikel 10ter, § 2, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Indien aan de voorwaarde betreffende de stabiele en regelmatige bestaansmiddelen als bedoeld in artikel 10, § 5, niet voldaan is, dient de minister of zijn gemachtigde, op basis van de eigen behoeften van de vreemdeling die vervoegd wordt en van zijn familieleden te bepalen welke bestaansmiddelen zij nodig hebben om in hun behoeften te voorzien zonder ten laste te vallen van de openbare overheden. De minister of zijn gemachtigde kan hiervoor alle bescheiden en inlichtingen die voor het bepalen van dit bedrag nuttig zijn, doen overleggen door de vreemdeling ».

Het nieuwe artikel 12bis, § 2, vierde lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Indien aan de voorwaarde betreffende de stabiele en regelmatige bestaansmiddelen bedoeld in artikel 10, § 5, niet voldaan is, dient de minister of zijn gemachtigde, op basis van de eigen behoeften van de vreemdeling die vervoegd wordt en van zijn familieleden te bepalen welke bestaansmiddelen zij nodig hebben om in hun behoeften te voorzien zonder ten laste te vallen van de openbare overheden. De minister of zijn gemachtigde kan hiervoor alle bescheiden en inlichtingen die voor het bepalen van dit bedrag nuttig zijn, doen overleggen door de vreemdeling ».

B.17.3. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepalingen dat ze een schending inhouden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 7, lid 1, onder c), van de richtlijn 2003/86/EG, dat bepaalt :

« Bij de indiening van het verzoek tot gezinshereniging kan de betrokken lidstaat de persoon die het verzoek heeft ingediend, verzoeken het bewijs te leveren dat de gezinshereniger beschikt over :

[...]

c) stabiele en regelmatige inkomsten die volstaan om hemzelf en zijn gezinsleden te onderhouden, zonder een beroep te doen op het stelsel voor sociale bijstand van de betrokken lidstaat. De lidstaten beoordelen daartoe de aard en de regelmaat van deze inkomsten en kunnen rekening houden met de nationale minimumlonen en pensioenen, evenals met het aantal gezinsleden ».

B.17.4. In zijn arrest van 4 maart 2010 (C-578/08, *Chakroun*) heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

« 43. Aangezien gezinshereniging de algemene regel is, dient de bevoegdheid in artikel 7, lid 1, aanhef en *sub c*, van de richtlijn strikt te worden uitgelegd. Bovendien mogen de lidstaten hun handelingsvrijheid niet zo gebruiken dat afbreuk wordt gedaan aan het doel van de richtlijn, namelijk de bevordering van gezinshereniging, en aan het nuttig effect daarvan.

44. In dit verband moeten blijkens het tweede punt van de considerans van de richtlijn maatregelen op het gebied van gezinshereniging in overeenstemming zijn met de in talrijke internationale rechtsinstrumenten neergelegde verplichting om het gezin te beschermen en het gezinsleven te respecteren. Deze richtlijn eerbiedigt namelijk de grondrechten en de beginselen die met name zijn erkend in artikel 8 EVRM en in het Handvest. Bijgevolg moeten de bepalingen van de richtlijn en met name, artikel 7, lid 1, aanhef en *sub c*, daarvan, worden uitgelegd in het licht van de grondrechten, meer in het bijzonder van het in zowel het EVRM als het Handvest neergelegde recht op eerbiediging van het gezinsleven. Voorts erkent de Europese Unie volgens artikel 6, lid 1, eerste alinea, VEU, de rechten, vrijheden en beginselen die zijn vastgesteld in het Handvest, zoals op 12 december 2007 aangepast te Straatsburg (PB C 303, blz. 1), dat dezelfde juridische waarde als de Verdragen heeft.

45. Zoals verzoekster in het hoofdgeding ter terechtzitting heeft beklemtoond, is het begrip ' stelsel voor sociale bijstand van de lidstaat ' een autonoom begrip van het recht van de Unie, dat niet kan worden omschreven onder verwijzing naar nationaalrechtelijke begrippen. Met name gelet op de tussen de lidstaten bestaande verschillen met betrekking tot het beheer van de sociale bijstand, moet dit begrip aldus worden begrepen, dat het verwijst naar sociale bijstand van overheidswege, ongeacht of het om het nationale, regionale of lokale niveau gaat.

46. In de eerste zin van artikel 7, lid 1, aanhef en *sub c*, van de richtlijn wordt het begrip ' stabiele en regelmatige inkomsten die volstaan om hemzelf te onderhouden ' geplaatst tegenover het begrip ' sociale bijstand '. Uit deze tegenstelling volgt dat het begrip ' sociale bijstand ' in de richtlijn ziet op bijstand van overheidswege, ongeacht of het om het nationale, regionale of lokale niveau gaat, waarop een beroep wordt gedaan door een persoon, in dit geval de gezinshereniger, die niet beschikt over stabiele en regelmatige inkomsten die volstaan om in zijn eigen onderhoud en dat van zijn gezin te voorzien en die daardoor dreigt tijdens zijn verblijf ten laste van de sociale bijstand van de gastlidstaat te komen (zie naar analogie arrest van 11 december 2007, Eind, C-291/05, Jurispr. blz. I-10719, punt 29).

47. Volgens artikel 7, lid 1, aanhef en *sub c*, tweede zin, van de richtlijn kunnen de lidstaten bij de beoordeling van de inkomsten van de gezinshereniger rekening houden met de nationale minimumlonen en -pensioenen. Zoals in punt 43 van het onderhavige arrest is uiteengezet, moet deze bevoegdheid zo worden uitgeoefend dat geen afbreuk wordt gedaan aan het doel van de richtlijn, gezinshereniging te bevorderen, en aan het nuttig effect daarvan.

48. Aangezien de omvang van de behoeften van persoon tot persoon sterk kan verschillen, moet deze bevoegdheid bovendien aldus worden uitgelegd dat de lidstaten wel een bepaald referentiebedrag kunnen vaststellen, maar niet dat zij een minimuminkomen kunnen bepalen waaronder geen gezinshereniging wordt toegestaan, zonder enige concrete beoordeling van de situatie van iedere aanvrager. Deze uitlegging vindt steun in artikel 17 van de richtlijn, op grond waarvan verzoeken om gezinshereniging individueel moeten worden behandeld.

49. De hantering als referentiebedrag van een inkomensniveau dat gelijk is aan 120 % van het minimuminkomen van een 23-jarige werknemer, waarbij boven dit bedrag een beroep op bijzondere bijstand in beginsel is uitgesloten, beantwoordt kennelijk niet aan het doel, uit te maken of een persoon beschikt over regelmatige inkomsten om in zijn onderhoud te voorzien. Het begrip ' sociale bijstand ' in artikel 7, lid 1, *sub c*, van de richtlijn moet immers worden uitgelegd als bijstand die in de plaats komt van ontbrekende stabiele, regelmatige en voldoende inkomsten en niet als bijstand ter dekking van bijzondere en onvoorziene kosten.

50. Voorts is het cijfer van 120 % dat wordt gebruikt ter vaststelling van het in het Vb 2000 gehanteerde bedrag, slechts een gemiddelde, dat wordt bepaald bij het opstellen van de statistieken met betrekking tot bijzondere bijstand door Nederlandse gemeenten en tot de door deze gemeenten in aanmerking genomen inkomenscriteria. Zoals ter terechtzitting is uiteengezet, hanteren sommige gemeenten als referentiebedrag een inkomen dat lager ligt dan

120 % van het minimuminkomen, hetgeen in tegenspraak is met de stelling dat een inkomen dat overeenkomt met 120 % van het minimuminkomen noodzakelijk is.

51. Ten slotte staat het niet aan het Hof te beoordelen of het minimuminkomen waarin de Nederlandse wettelijke regeling voorziet, voor werknemers in dit land volstaat om in hun algemeen noodzakelijke kosten te voorzien. Het volstaat echter vast te stellen dat, zoals de Commissie terecht betoogd, indien in het hoofdgeding de gezinsband tussen de echtgenoten Chakroun bij de komst van M. Chakroun naar de Gemeenschap reeds had bestaan, het inkomensbedrag waarmee rekening wordt gehouden bij de behandeling van de aanvraag van R. Chakroun het minimuminkomen in plaats van 120 % daarvan zou zijn geweest. Daaruit kan worden afgeleid dat volgens de Nederlandse autoriteiten zelf het minimuminkomen overeenkomt met voldoende inkomsten in de zin van artikel 7, lid 1, aanhef en *sub c*, van de richtlijn.

52. Gelet op een en ander, dient op de eerste vraag te worden geantwoord dat de zinsnede ' beroep op het stelsel voor sociale bijstand ' in artikel 7, lid 1, aanhef en *sub c*, van de richtlijn aldus moet worden uitgelegd, dat deze een lidstaat niet de mogelijkheid biedt een regeling voor gezinshereniging vast te stellen die ertoe leidt dat gezinshereniging niet wordt toegestaan aan een gezinshereniger die het bewijs heeft geleverd over stabiele en regelmatige inkomsten te beschikken om in zijn algemeen noodzakelijke kosten van het bestaan en in die van zijn gezinsleden te kunnen voorzien, maar die, gelet op de hoogte van zijn inkomsten, toch een beroep zal kunnen doen op bijzondere bijstand om te voorzien in bijzondere, individueel bepaalde noodzakelijke kosten van het bestaan, op inkomensafhankelijke kwijtscheldingen van heffingen van lagere overheden of op inkomensondersteunende maatregelen in het kader van het gemeentelijk minimabeleid ».

B.17.5.1. Door te bepalen dat de stabiele en toereikende bestaansmiddelen van de gezinshereniger ten minste gelijk moeten zijn aan 120 pct. van het bedrag bedoeld in artikel 14, § 1, 3^o, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, heeft de wetgever een referentiebedrag willen vaststellen zoals bedoeld door het Hof van Justitie in het voormelde arrest.

Aldus heeft artikel 10, § 5, van de wet van 15 december 1980 tot gevolg dat de overheid die de aanvraag tot gezinshereniging onderzoekt, geen verder onderzoek moet doen naar de bestaansmiddelen indien de gezinshereniger over bestaansmiddelen beschikt die gelijk zijn aan of hoger zijn dan het beoogde referentiebedrag.

B.17.5.2. De bestreden bepalingen hebben niet tot gevolg dat de gezinshereniging wordt verhinderd indien de bestaansmiddelen van de gezinshereniger lager zijn dan het vermelde referentiebedrag. In dat geval moet de bevoegde overheid krachtens de artikelen 10^{ter}, § 2, tweede lid, en 12^{bis}, § 2, vierde lid, van de wet van 15 december 1980 in het concrete geval en op basis van de eigen behoeften van de vreemdeling die wordt vervoegd en van zijn familieleden, bepalen welke bestaansmiddelen zij nodig hebben om in hun behoeften te voorzien zonder dat de familieleden ten laste vallen van de openbare overheden. Aldus waarborgen die bepalingen een individuele beoordeling zoals bedoeld door het Hof van Justitie in het voormelde arrest van 4 maart 2010. Er kan aan de bestreden bepalingen derhalve niet worden verweten dat ze een beoordelingsvrijheid laten aan de bevoegde overheid, nu deze beoordelingsvrijheid de vereiste individuele benadering waarborgt.

B.17.5.3. De grieven afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 7, lid 1, onder *c*), van de richtlijn 2003/86/EG, zijn niet gegrond.

B.17.6.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5354 voeren nog aan dat de bestreden bepalingen een discriminatie zouden inhouden doordat ze, bij het bepalen van de bestaansmiddelen van de gezinshereniger, de werkloosheidsuitkering enkel in aanmerking nemen op voorwaarde dat de betrokken echtgenoot of partner kan bewijzen dat hij actief werk zoekt. Aldus zouden zij geen rekening houden met de werkloosheidsuitkeringen van vreemdelingen die zijn vrijgesteld van de verplichting om beschikbaar te zijn op de arbeidsmarkt.

B.17.6.2. Het nieuwe artikel 10, § 5, tweede lid, 3^o, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Bij het beoordelen van deze bestaansmiddelen :

[...]

3^o worden de wachtuitkering en de overbruggingsuitkering niet in aanmerking genomen en wordt de werkloosheidsuitkering enkel in aanmerking genomen voor zover de betrokken echtgenoot of partner kan bewijzen dat hij actief werk zoekt ».

B.17.6.3. Teneinde recht te hebben op een werkloosheidsuitkering dient de betrokken werkloze, volgens de regels vervat in de artikelen 56 en volgende van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, in de regel aan te tonen dat hij « actief naar werk zoekt ».

De artikelen 89 tot 98^{bis} van hetzelfde koninklijk besluit voorzien echter in bepaalde gevallen waarin de werkloze werkloosheidsuitkeringen blijft genieten en tegelijkertijd vrijgesteld is van de verplichting beschikbaar te zijn op de arbeidsmarkt en van de verplichting te bewijzen dat hij actief werk zoekt.

B.17.6.4. Met de bestreden bepaling is de wetgever niet afgeweken van de algemene werkloosheidsreglementering, die is vervat in het koninklijk besluit van 25 november 1991, meer bepaald in de artikelen 89 tot 98^{bis} ervan. Zoals de Ministerraad aangeeft, dient artikel 10, § 5, tweede lid, 3^o, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het de vreemdeling-gezinshereniger die werkloosheidsuitkeringen geniet en die vrijgesteld is van de verplichting beschikbaar te zijn op de arbeidsmarkt en werk te zoeken, niet de verplichting oplegt te bewijzen dat hij actief werk zoekt.

B.17.7.1. De verzoekende partijen voeren nog aan dat de bestreden bepalingen een schending zouden inhouden van artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat de bevoegdheid inzake het tewerkstellingsbeleid aan de gewesten toekent.

B.17.7.2. Het komt de federale wetgever toe een beleid betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen te voeren en daaromtrent, met inachtneming van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, in de nodige maatregelen te voorzien die betrekking hebben op onder meer het vaststellen van de voorwaarden volgens welke het verblijf van een vreemdeling in België al dan niet wettig is.

Aldus heeft de federale wetgever zijn eigen bevoegdheid uitgeoefend en heeft hij geen inbreuk gemaakt op de aan de gewesten toegekende bevoegdheid inzake het tewerkstellingsbeleid.

B.17.7.3. In zoverre het negende middel in de zaak nr. 5354 betrekking heeft op het in aanmerking nemen van de werkloosheidsuitkeringen, is het niet gegrond.

B.17.8.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5354 voeren voorts aan dat de bestreden bepalingen een discriminatie zouden inhouden doordat twee categorieën van gehandicapte vreemdelingen verschillend worden behandeld : terwijl de tegemoetkomingen aan de personen met een handicap toegekend op grond van de wet van 27 februari 1987 in aanmerking worden genomen als bestaansmiddelen van de vreemdeling die wordt vervoegd, is dat niet het geval wanneer de gehandicapte persoon geen recht heeft op een dergelijke tegemoetkoming, maar wel maatschappelijke dienstverlening krijgt.

De verzoekende partij in de zaak nr. 5312 bekritiseert eveneens het feit dat bij de beoordeling van de vereiste bestaansmiddelen krachtens artikel 10, § 5, van de wet van 15 december 1980, de middelen verkregen als maatschappelijke dienstverlening niet in aanmerking worden genomen.

B.17.8.2. Volgens artikel 7, lid 1, onder *c*), van de richtlijn 2003/86/EG kunnen de lidstaten bij de indiening van het verzoek tot gezinshereniging de persoon die het verzoek heeft ingediend, verzoeken het bewijs te leveren dat de gezinshereniger beschikt over stabiele en regelmatige inkomsten die volstaan om hemzelf en zijn gezinsleden te onderhouden, zonder een beroep te doen op het stelsel voor sociale bijstand van de betrokken lidstaat. Die bepaling laat aldus toe geen rekening te houden met inkomsten verkregen als maatschappelijke dienstverlening. Het bekritiseerde verschil in behandeling berust derhalve op een objectieve en redelijke verantwoording.

B.17.9. De toetsing van de bestreden bepalingen aan artikel 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, leidt niet tot een ander besluit.

B.17.10. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.17.6.4 zijn de middelen niet gegrond.

10) *Het verblijf van familieleden van een onderdaan van een derde Staat, gemachtigd tot een verblijf van beperkte duur*

B.18.1. Het tiende middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 10bis, § 2, van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij artikel 3 van de wet van 8 juli 2011. De bestreden bepaling regelt het verblijf van de familieleden van een onderdaan van een derde Staat die gemachtigd werd in België te verblijven voor een beperkte duur. De verzoekende partijen verwijten die bepaling dat ze ten aanzien van de gezinshereniger die zijn minderjarige kinderen bij zich wil voegen, niet voorziet in dezelfde uitzonderingen met betrekking tot de voorwaarden inzake bestaansmiddelen en behoorlijke huisvesting, als die welke op grond van artikel 10, § 2, tweede, derde en vijfde lid, gelden wanneer de gezinshereniger tot een verblijf van onbeperkte duur is toegelaten. Zij verwijten de bestreden bepaling eveneens dat ze inzake de vereiste bestaansmiddelen niet in een uitzondering voorziet wanneer het familielid dat een verblijfstitel wil bekomen, een meerderjarig gehandicapt kind is.

Aldus zou de bestreden bepaling strijdig zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

B.18.2. Artikel 10bis, § 2, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Wanneer de in artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o tot 6^o, bedoelde familieleden van een vreemdeling die gemachtigd werd in België te verblijven voor een beperkte duur ingevolge deze wet of ingevolge de bijzondere omstandigheden eigen aan de betrokkene of ingevolge de aard of de duur van zijn activiteiten in België, een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden aanvragen, moet die machtiging toegekend worden indien zij het bewijs aanbrengen :

- dat de vreemdeling die vervoegd wordt over stabiele, regelmatige en voldoende bestaansmiddelen beschikt zoals bepaald in artikel 10, § 5 om in zijn eigen behoeften en die van zijn familieleden te voorzien en om te voorkomen dat zij ten laste vallen van de openbare overheden;

- dat de vreemdeling die vervoegd wordt, over behoorlijke huisvesting beschikt die toelaat het familielid of de familieleden die gevraagd heeft of hebben om zich bij hem te komen voegen, te herbergen en die voldoet aan de voorwaarden die gesteld worden aan een onroerend goed dat wordt verhuurd als hoofdverblijfplaats zoals bepaald in artikel 2, van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 2 van het Burgerlijk Wetboek. De Koning bepaalt, in een ministerraad overlegd besluit, de wijze waarop de vreemdeling bewijst dat het onroerend goed voldoet aan de gestelde voorwaarden dat hij over een ziektekostenverzekering beschikt die de risico's in België voor hem en zijn familieleden dekt;

[...] ».

B.18.3. Op grond van de artikelen 10, § 2, derde lid, en 10bis, § 2, van de wet van 15 december 1980 moet de vreemdeling die een toelating tot verblijf wil bekomen in het kader van de gezinshereniging aantonen dat de vreemdeling die wordt vervoegd, over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen beschikt om zichzelf en zijn familieleden te onderhouden en om te vermijden dat ze ten laste vallen van de openbare overheden. Zoals uiteengezet in B.11, streeft de wetgever aldus een legitieme doelstelling na. Op grond van artikel 10, § 2, tweede lid, en van artikel 10bis, § 2, van de vermelde wet, moet eveneens worden aangetoond dat de vreemdeling die wordt vervoegd, over behoorlijke huisvesting beschikt, die toelaat hem en zijn familieleden te herbergen. Aldus wil de wetgever waarborgen dat de gezinshereniging in menswaardige omstandigheden kan plaatsvinden.

B.18.4. Volgens artikel 10, § 2, derde lid, van de voormelde wet moet aan de voorwaarde inzake de vereiste bestaansmiddelen niet worden voldaan wanneer een ouder die over een verblijfstitel van onbeperkte duur beschikt, zich enkel laat vervoegen door zijn minderjarig kind of door het minderjarig kind van zijn echtgenoot of partner, zoals bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o, tweede en derde streepje.

B.18.5. De uitzondering ten voordele van de bedoelde kinderen houdt verband met de verblijfsstatus van de gezinshereniger. Doordat aan deze laatste een toelating tot verblijf voor onbeperkte duur werd verleend en hij bijgevolg voor lange tijd of definitief op het grondgebied kan verblijven, vermocht de wetgever van oordeel te zijn dat het niet voldoen aan de voorwaarden inzake de vereiste bestaansmiddelen, geen hinderpaal mocht vormen om aan de minderjarige kinderen een toelating tot verblijf te verlenen, teneinde te vermijden dat ze voor lange tijd of, in voorkomend geval, definitief van hun ouder gescheiden zouden blijven.

Aldus bestaat een objectieve en redelijke verantwoording voor het feit dat de betrokken vreemdelingen anders worden behandeld dan wanneer de gezinshereniger slechts over een verblijfstitel van beperkte duur beschikt. In de situatie bedoeld in artikel 10bis, § 2, van de wet van 15 december 1980 vermocht de wetgever ervan uit te gaan, overeenkomstig een van de belangrijkste voorwaarden bij immigratie via gezinshereniging, dat de gezinshereniger die zijn familieleden bij zich wil voegen, financieel voor hen moet kunnen instaan, zodat zij niet ten laste komen van de overheid. Aldus heeft de wetgever niet op onevenredige wijze afbreuk gedaan aan de rechten van de betrokken minderjarige kinderen. Die zijn immers niet van de gezinshereniger gescheiden tegen diens wil. Bovendien maakt het tijdelijke karakter van het verblijf van die laatste in België het niet mogelijk te veronderstellen dat hij hen nog steeds in menswaardige omstandigheden kan opvangen, zonder dat is aangetoond dat hij daadwerkelijk in staat is voor hen in te staan. De bestreden bepaling schendt derhalve niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

B.18.6. Ten aanzien van de kinderen van de gezinshereniger die subsidiaire bescherming geniet, volgt uit de in B.15.6 vermelde redenen dat de uitzonderingen van artikel 10, § 2, vijfde lid, van de wet van 15 december 1980 eveneens op hen van toepassing zijn, ongeacht of de verblijfstitel van de gezinshereniger van beperkte of onbeperkte duur is.

B.18.7. Wat tenslotte de situatie betreft van het meerderjarig gehandicapt kind dat een toelating tot verblijf wil verkrijgen in het kader van gezinshereniging, blijkt uit artikel 10, § 2, vierde lid, van de wet van 15 december 1980 dat de wetgever geen uitzondering maakt inzake de vereiste bestaansmiddelen en de behoorlijke huisvesting, zodat die regeling niet verschilt van die welke is vervat in artikel 10bis, die geldt wanneer de gezinshereniger een verblijfstitel van beperkte duur heeft.

B.18.8. Het middel is niet gegrond.

11) *De termijn voor een behandeling van een aanvraag tot verblijf bij een onderzoek naar een huwelijk*

B.19.1. Het elfde middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 10ter, § 2, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij artikel 4 van de bestreden wet. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling dat zij het mogelijk maakt de termijn om uitspraak te doen over de aanvragen tot machtiging tot verblijf tweemaal te verlengen. Aldus zou die bepaling een schending inhouden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 5, lid 4, van de richtlijn 2003/86/EG.

B.19.2.1. Het nieuwe artikel 10ter, § 2, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« De beslissing met betrekking tot de aanvraag tot het bekomen van een machtiging tot verblijf wordt zo snel mogelijk en ten laatste zes maanden na de datum waarop de aanvraag werd ingediend, zoals bepaald in § 1, getroffen en betekend. De beslissing wordt getroffen, rekening houdende met het geheel van de elementen van het dossier.

Indien aan de voorwaarde betreffende de stabiele en regelmatige bestaansmiddelen als bedoeld in artikel 10, § 5, niet voldaan is, dient de minister of zijn gemachtigde, op basis van de eigen behoeften van de vreemdeling die vervoegd wordt en van zijn familieleden te bepalen welke bestaansmiddelen zij nodig hebben om in hun behoeften te voorzien zonder ten laste te vallen van de openbare overheden. De minister of zijn gemachtigde kan hiervoor alle bescheiden en inlichtingen die voor het bepalen van dit bedrag nuttig zijn, doen overleggen door de vreemdeling.

In bijzondere omstandigheden die verband houden met het complexe karakter van de behandeling van de aanvraag, alsook in het kader van een onderzoek naar een huwelijk als bedoeld in artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek of de voorwaarden verbonden aan de duurzame en stabiele relatie als bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 5°, kan de minister of zijn gemachtigde deze termijn tweemaal met een periode van drie maanden verlengen. Dit wordt gedaan door middel van een met redenen omklede beslissing die ter kennis wordt gebracht van de aanvrager.

Indien na het verstrijken van de termijn van zes maanden volgend op de datum waarop de aanvraag werd ingediend, die eventueel verlengd werd overeenkomstig het tweede lid, geen enkele beslissing getroffen werd, moet de machtiging tot verblijf verstrekt worden.

In het kader van het onderzoek van de aanvraag wordt terdege rekening gehouden met het hoger belang van het kind ».

B.19.2.2. Artikel 5, lid 4, van de voormelde richtlijn 2003/86/EG, waarvan het voormelde artikel 10ter van de wet van 15 december 1980 de omzetting vormt, bepaalt :

« Zo spoedig mogelijk, maar uiterlijk negen maanden na de datum van indiening van een verzoek, stellen de bevoegde instanties van de lidstaat de persoon die het verzoek heeft ingediend, schriftelijk in kennis van de ten aanzien van hem genomen beslissing.

In bijzondere omstandigheden die verband houden met het complexe karakter van de behandeling van het verzoek, kan de in de eerste alinea genoemde termijn verlengd worden.

Een eventuele beslissing tot afwijzing van het verzoek wordt gemotiveerd. Gevolgen van het uitblijven van een beslissing bij het verstrijken van de in de eerste alinea genoemde termijn moeten bij de nationale wetgeving van de betrokken lidstaat worden geregeld ».

B.19.3. Luidens de voormelde richtlijn kan een verlenging van de termijn van negen maanden slechts worden toegelaten « in bijzondere omstandigheden die verband houden met het complexe karakter van de behandeling van het verzoek ».

Zoals zij is opgesteld, blijkt de omzetting van de voormelde richtlijn door de bestreden bepaling een uitzondering toe te voegen aan die welke door de richtlijn is toegestaan : de uitzondering « van een onderzoek naar een huwelijk als bedoeld in artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek of de voorwaarden verbonden aan de duurzame en stabiele relatie als bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 5° ». In werkelijkheid, zoals de Ministerraad aangeeft, dient het onderzoek naar een huwelijk als bedoeld in artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek of dat met betrekking tot de voorwaarden verbonden aan de duurzame en stabiele relatie niet te worden beschouwd als een bijkomende uitzondering.

Daaruit volgt dat, op grond van de bestreden bepaling, een tweede verlenging van de termijn slechts kan worden toegelaten indien de behandeling van de aanvraag tot gezinshereniging dermate langdurige onderzoeksdaden heeft gevegd dat zij als bijzondere omstandigheden in de zin van artikel 5, lid 4, van de richtlijn 2003/86/EG kunnen worden beschouwd.

Het komt toe aan de overheden van de Staat die ermee zijn belast het verloop van die onderzoeken te controleren en, in voorkomend geval, aan de overheden die ermee zijn belast kennis te nemen van de beroepen in geval van betwisting, na te gaan of het onderzoek naar een huwelijk als bedoeld in artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek of het onderzoek met betrekking tot de voorwaarden verbonden aan de duurzame en stabiele relatie *in concreto* kan worden beschouwd als een uitzonderlijk geval dat de overschrijding van de toegestane termijn van negen maanden verantwoordt.

B.19.4. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.19.3, schendt de bestreden bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 5, lid 4, van de richtlijn 2003/86/EG, niet.

B.19.5. Het middel is niet gegrond.

12) Het verhalen van de kosten van repatriëring

B.20.1. Het twaalfde middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 11, § 1, vierde lid, en § 2, zesde lid, van de wet van 15 december 1980, zoals die zijn ingevoegd bij artikel 5 van de bestreden wet. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepalingen, die ten doel hebben de kosten van repatriëring te verhalen, slechts toepasselijk te zijn wanneer het gaat om een gezinshereniging met een vreemdeling die tot een onbeperkt verblijf is toegelaten en niet wanneer de gezinshereniger tot een beperkt verblijf is toegelaten, geen onderscheid te maken tussen de pleger van de fraude en het slachtoffer, en een administratie toe te laten een rechterlijke beslissing te negeren wanneer de repatriëring een geadopteerde minderjarige betreft.

Aldus zouden de bestreden bepalingen strijdig zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.20.2. Het nieuwe artikel 11 van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« § 1. De minister of zijn gemachtigde kan beslissen dat de vreemdeling die verklaart dat hij zich in een van de in artikel 10 bepaalde gevallen bevindt, in een van de volgende gevallen niet het recht heeft het Rijk binnen te komen of in het Rijk te verblijven :

1° de vreemdeling voldoet niet of niet meer aan de voorwaarden van artikel 10;

2° de vreemdeling en de vreemdeling die vervoegd wordt, onderhouden niet of niet meer een werkelijk huwelijks- of gezinsleven;

3° met uitzondering van afwijkingen, die worden bepaald bij een internationaal verdrag, bevindt de vreemdeling zich in een van de gevallen bepaald in artikel 3, 5° tot 8°, of hij lijdt aan één van de ziekten die een gevaar voor de volksgezondheid kunnen opleveren en die worden opgesomd in de bijlage bij deze wet;

4° de vreemdeling of de persoon die hij vervoegt heeft valse of misleidende informatie of valse of vervalste documenten gebruikt, of heeft fraude of onwettige middelen gebruikt die van doorslaggevend belang zijn geweest om te worden toegelaten tot een verblijf, of het staat vast dat het huwelijk, het partnerschap of de adoptie uitsluitend afgesloten werden opdat de betrokken vreemdeling het Rijk zou kunnen binnenkomen of er verblijven.

In het geval van de familieleden van een erkende vluchteling of van een vreemdeling die de subsidiaire bescherming geniet, met wie de bloed- of aanverwantschapsbanden al bestonden vóór hij het Rijk betrad, mag de

beslissing niet uitsluitend worden gebaseerd op het ontbreken van de officiële documenten die de bloed- of aanverwantschapsbanden aantonen, overeenkomstig artikel 30 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht of de internationale overeenkomsten betreffende dezelfde materie.

In voorkomend geval vermeldt de beslissing de bepaling van artikel 3 die werd toegepast.

In het geval de beslissing genomen wordt op basis van het 2° en 4° kunnen de kosten van repatriëring verhaald worden op de vreemdeling of de persoon die hij vervoegd heeft.

§ 2. De minister of zijn gemachtigde kan beslissen dat de vreemdeling die op grond van artikel 10 toegelaten werd tot een verblijf in het Rijk in een van de volgende gevallen niet meer het recht heeft om in het Rijk te verblijven :

1° de vreemdeling voldoet niet meer aan een van de in artikel 10 bepaalde voorwaarden;

2° de vreemdeling en de vreemdeling die vervoegd werd, onderhouden niet of niet meer een werkelijk huwelijks- of gezinsleven;

3° de vreemdeling, die toegelaten werd tot een verblijf in het Rijk in de hoedanigheid van geregistreerde partner op grond van artikel 10, § 1, 4° of 5°, of de vreemdeling die vervoegd werd, is in het huwelijk getreden of heeft een wettelijk geregistreerd partnerschap met een andere persoon;

4° de vreemdeling of de persoon die hij vervoegt, heeft valse of misleidende informatie of valse of vervalste documenten gebruikt, of heeft fraude gepleegd of onwettige middelen gebruikt die van doorslaggevend belang zijn geweest voor de erkenning van het recht op verblijf, of het staat vast dat het huwelijk, het partnerschap of de adoptie uitsluitend afgesloten werden opdat de betrokken vreemdeling het Rijk zou kunnen binnenkomen of er verblijven.

De op het punt 1°, 2° of 3° gebaseerde beslissing mag enkel getroffen worden gedurende de eerste drie jaar na de afgifte van de verblijfstitel of, in de gevallen bedoeld in artikel 12bis, § 3 of 4, na de afgifte van het document dat bewijst dat de aanvraag werd ingediend.

De minister of diens gemachtigde kan met het oog op een verlenging of vernieuwing van de verblijfstitel, controles verrichten of laten verrichten om na te gaan of de vreemdeling voldoet aan de voorwaarden van artikel 10. Hij kan op elk moment specifieke controles verrichten of laten verrichten in geval dat er gegronde vermoedens zijn van fraude of dat het huwelijk, het partnerschap of de adoptie tot stand is gekomen om voor de betrokken persoon toegang tot of verblijf in het Rijk te verkrijgen.

De minister of zijn gemachtigde kan, op basis van het eerste lid, 1°, 2°, of 3° geen einde maken aan het verblijf van de vreemdeling die aantoonbaar het slachtoffer te zijn geweest tijdens het huwelijk of het partnerschap van een feit als bedoeld in de artikelen 375, 398 tot 400, 402, 403 of 405 van het Strafwetboek. In de andere gevallen houdt de minister of zijn gemachtigde in het bijzonder rekening met de situatie van personen die het slachtoffer zijn van geweld in de familie, die niet langer een gezinscel vormen met de persoon die zij vervoegden en die bescherming nodig hebben. In deze gevallen brengt hij de betrokken persoon op de hoogte van zijn beslissing om geen einde te stellen aan zijn verblijf, op basis van het eerste lid, 1°, 2° of 3°.

Bij de beslissing om een einde te stellen aan het verblijf op basis van het eerste lid, 1°, 2° of 3°, houdt de minister of zijn gemachtigde rekening met de aard en de hechtheid van de gezinsband van de betrokken persoon en met de duur van zijn verblijf in het Rijk, alsmede met het bestaan van familiebanden of culturele of sociale banden met zijn land van herkomst.

Indien de beslissing genomen wordt op basis van het 2° en 4° kunnen de kosten van repatriëring verhaald worden op de vreemdeling of de persoon die hij vervoegd heeft ».

B.20.3. Krachtens artikel 11 van de wet van 15 december 1980 kan aan sommige vreemdelingen de toegang tot of het verblijf op het grondgebied worden ontzegd, omdat ze niet voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 10 van die wet of omdat ze fraude hebben gepleegd teneinde een dergelijke toelating te verkrijgen. Op grond van de bestreden bepalingen kunnen de kosten van repatriëring worden verhaald op de betrokken vreemdeling of op de vreemdeling die hij heeft vervoegd.

B.20.4. Het feit dat de bedoelde sancties enkel mogelijk zijn wanneer gezinshereniging wordt beoogd met een vreemdeling die over een onbeperkt verblijfsrecht beschikt en niet wanneer de gezinshereniger enkel tot een beperkt verblijf is toegelaten krachtens artikel 10bis van de wet van 15 december 1980, is verantwoord door de verblijfsstatus van de betrokken vreemdelingen. Doordat de familieleden van de gezinshereniger op grond van artikel 13 van de vermelde wet in het eerste geval eveneens een onbeperkt verblijfsrecht kunnen verkrijgen, terwijl de duur van hun verblijf in het tweede geval beperkt is, kon de wetgever van oordeel zijn dat hij in het eerste geval misbruiken strenger moest kunnen bestraffen.

B.20.5. De verzoekende partijen voeren ook aan dat de bestreden bepalingen bij de aanrekening van de repatriëringskosten geen rekening houden met de persoon die schuldig is aan de fraude (tweede onderdeel) en de uitzetting van een geadopteerde minderjarige mogelijk maken, in strijd met een rechterlijke beslissing inzake adoptie (derde onderdeel).

Wat het tweede onderdeel van het middel betreft, bepaalt de wet uitdrukkelijk dat de kosten van repatriëring zowel op de gezinshereniger als op het familielid dat zich bij hem wil voegen kunnen worden verhaald. Aldus kan er mee rekening worden gehouden wie van beiden fraude heeft gepleegd.

Wat het derde onderdeel van het middel betreft, kan aan de wetgever niet worden verweten in de mogelijkheid te voorzien een verblijfsrecht in te trekken wanneer dat via valse of bedrieglijke informatie dan wel valse of vervalste documenten is verkregen.

Het feit dat de administratie in die twee gevallen over een zekere beoordelingsbevoegdheid beschikt, brengt niet met zich mee dat zij met willekeur kan handelen. In voorkomend geval zullen passende beroepen kunnen worden ingesteld.

B.20.6. Het middel is niet gegrond.

13) De vereiste bestaansmiddelen bij verlenging van de verblijfstitel

B.21.1. Het dertiende middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 11, § 2, eerste lid, 1°, van de wet van 15 december 1980, zoals het is gewijzigd bij artikel 5 van de bestreden wet, en dat bepaalt :

« De Minister of zijn gemachtigde kan beslissen dat de vreemdeling die op grond van artikel 10 toegelaten werd tot een verblijf in het Rijk in een van de volgende gevallen niet meer het recht heeft om in het Rijk te verblijven :

1° de vreemdeling voldoet niet meer aan één van de in artikel 10 bepaalde voorwaarden;

[...] ».

De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling dat zij in samenhang gelezen met het voormelde artikel 10 ertoe zou leiden dat bij de verlenging van de verblijfstitel enkel rekening wordt gehouden met de inkomsten

van de gezinshereniger en niet met de bijdragen van alle herenigde gezinsleden voor de berekening van de inkomsten van het huishouden. Aldus zou die bepaling de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 16, lid 1, onder a), van de richtlijn 2003/86/EG, schenden.

B.21.2.1. Het bestreden artikel 11, § 2, eerste lid, 1^o, vormt een omzetting in het interne recht van artikel 16 van de richtlijn 2003/86/EG.

B.21.2.2. Artikel 16, lid 1, onder a), van de voormelde richtlijn bepaalt :

« De lidstaten kunnen in de volgende gevallen het verzoek tot toegang en verblijf met het oog op gezinshereniging afwijzen of, in voorkomend geval, de verblijfstitel van een gezinslid intrekken of weigeren te verlengen :

a) wanneer de in deze richtlijn gestelde voorwaarden niet of niet meer worden vervuld.

Wanneer de gezinshereniger bij verlenging van de verblijfstitel niet over voldoende middelen van bestaan beschikt zonder een beroep te doen op het in artikel 7, lid 1, onder c), bedoelde stelsel voor sociale bijstand van de lidstaat, houdt de lidstaat rekening met de bijdrage van de gezinsleden aan het inkomen van het huishouden ».

B.21.3. Aldus maakt de richtlijn een onderscheid tussen, enerzijds, de situatie beoogd in artikel 7, lid 1, onder c), dat bepaalt dat bij de indiening van het verzoek tot gezinshereniging rekening moet worden gehouden met de inkomsten van de gezinshereniger, en, anderzijds, de situatie beoogd in artikel 16, waar bij de eventuele verlenging of intrekking van de verblijfstitel van de betrokken vreemdeling rekening wordt gehouden, niet alleen met de inkomsten van de gezinshereniger, maar ook met die van zijn gezinsleden.

B.21.4. Met inachtneming van de door de wetgever beoogde doelstelling, namelijk dat de herenigde personen niet ten laste komen van het stelsel voor sociale bijstand van België en rekening houdend met artikel 16 van de richtlijn 2003/86/EG, dient de bestreden bepaling in die zin te worden geïnterpreteerd dat zij niet verbiedt dat de bevoegde overheid bij de verlenging van de verblijfstitel van de betrokken vreemdeling niet alleen rekening houdt met de inkomsten van de gezinshereniger maar ook met die van zijn gezinsleden, voor zover het niet om sociale bijstand gaat.

B.21.5. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.21.4, is het middel niet gegrond.

14) De beëindiging van het verblijf van slachtoffers van echtelijk geweld

B.22.1. Het veertiende middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van het nieuwe artikel 11, § 2, vierde lid, van de wet van 15 december 1980, vervangen bij artikel 5 van de bestreden wet, dat bepaalt :

« De minister of zijn gemachtigde kan, op basis van het eerste lid, 1^o, 2^o, of 3^o geen einde maken aan het verblijf van de vreemdeling die aantoont het slachtoffer te zijn geweest tijdens het huwelijk of het partnerschap van een feit als bedoeld in de artikelen 375, 398 tot 400, 402, 403 of 405 van het Strafwetboek. In de andere gevallen houdt de minister of zijn gemachtigde in het bijzonder rekening met de situatie van personen die het slachtoffer zijn van geweld in de familie, die niet langer een gezinscel vormen met de persoon die zij vervoegden en die bescherming nodig hebben. In deze gevallen brengt hij de betrokken persoon op de hoogte van zijn beslissing om geen einde te stellen aan zijn verblijf, op basis van het eerste lid, 1^o, 2^o of 3^o ».

B.22.2. De kritiek van de verzoekende partijen is gericht tegen het feit dat de bestreden bepaling zou vereisen dat het bestaan van echtelijk geweld wordt aangetoond, terwijl krachtens artikel 223 van het Burgerlijk Wetboek het bestaan van aanwijzingen van echtelijk geweld kan volstaan om bepaalde beschermende maatregelen te nemen. In zoverre zij aldus enkel de vreemdeling zou beschermen die werkelijk het bewijs kan leveren dat hij het slachtoffer is van echtelijk geweld, maar niet de vreemdeling die aantoont dat er ernstige aanwijzingen zijn dat hij het slachtoffer is van echtelijk geweld, zou de bestreden bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden.

B.22.3. De bijzondere bescherming die op grond van de voormelde bepaling wordt verleend aan de slachtoffers van echtelijk geweld vormt een omzetting van artikel 15, lid 3, van de richtlijn 2003/86/EG, dat bepaalt :

« In geval van weduwnaar- of weduwschap, echtscheiding, scheiding, of van overlijden van eerstegraads bloedverwanten in rechtstreekse opgaande of neergaande lijn, kan, indien zulks vereist is op aanvraag, een autonome verblijfstitel worden verleend aan personen die uit hoofde van gezinshereniging zijn toegelaten. De lidstaten stellen bepalingen vast om te waarborgen dat in geval van buitengewoon moeilijke omstandigheden een autonome verblijfstitel wordt verleend ».

B.22.4. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen voorhouden, vereist de bestreden bepaling ten aanzien van de echtgenoot of de partner die het slachtoffer is van echtelijk geweld, niet dat hij het bestaan daarvan bewijst om het behoud van zijn verblijfstitel te kunnen genieten. Zij preciseert alleen dat indien een dergelijk bewijs wordt geleverd, de minister of zijn gemachtigde in geen geval een einde kan maken aan dat verblijf. De nieuwe bepaling voegt aldus ten aanzien van de minister of zijn gemachtigde een gebonden bevoegdheid toe die tevoren niet bestond. In al de andere gevallen, daarentegen, dient de minister of zijn gemachtigde, zoals artikel 11, § 2, vierde lid, van de wet van 15 december 1980 reeds bepaalde vóór de wijziging ervan bij de bestreden wet, rekening te houden met de situatie van de personen die het slachtoffer zijn van echtelijk geweld, die niet langer een gezinscel vormen en die het voordeel van het legaal verblijf niet verliezen indien zij een bijzondere bescherming in de zin van de voormelde richtlijn nodig hebben.

B.22.5. Het middel is niet gegrond.

15) De plaats van de indiening van de aanvraag tot verblijf met het oog op het sluiten van een huwelijk of partnerschap

B.23.1. Het vijftiende middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 12bis, § 1, tweede lid, 2^o, van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij artikel 6 van de bestreden wet. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling een verschil in behandeling in te stellen tussen de vreemdeling die tot een kort verblijf is gemachtigd om te huwen, die over alle vereiste documenten beschikt en, indien zijn huwelijk binnen de drie maanden wordt voltrokken, vanuit België een aanvraag tot verblijf kan indienen, en de vreemdeling wiens huwelijk niet binnen de drie maanden is kunnen worden voltrokken, terwijl hij zich in dezelfde omstandigheden bevond en die zijn aanvraag slechts kan indienen vanuit de bevoegde diplomatieke post in het buitenland. Die bepaling zou bijgevolg de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden.

B.23.2. Het voormelde artikel 12bis, § 1, bepaalt :

« De vreemdeling die verklaart dat hij zich in één der in artikel 10 voorziene gevallen bevindt, moet zijn aanvraag indienen bij de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger die bevoegd is voor zijn woonplaats of zijn verblijfplaats in het buitenland.

In de volgende gevallen kan hij zijn aanvraag echter indienen bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats :

[...]

2^o indien hij tot een verblijf van maximaal drie maanden is gemachtigd, en indien dit wettelijk is vereist, hij beschikt over een geldig visum met het oog op het afsluiten van een huwelijk of partnerschap in België, dit huwelijk

of partnerschap effectief werd gesloten vóór het einde van deze machtiging en hij vóór het einde van deze machtiging alle in § 2 bedoelde bewijzen overlegt;

[...] ».

In verband met de indiening van het verzoek tot gezinshereniging bepaalt artikel 5, lid 3, van de richtlijn 2003/86/EG :

« Het verzoek wordt ingediend en behandeld wanneer de gezinsleden verblijven buiten het grondgebied van de lidstaat van de gezinshereniger.

In afwijking hiervan kan een lidstaat in passende gevallen aanvaarden dat een verzoek wordt ingediend wanneer de gezinsleden zich reeds op zijn grondgebied bevinden ».

B.23.3. Het tweede lid, 2^o, van de bestreden bepaling vormt dus een uitzondering op het beginsel uitgedrukt in het eerste lid van artikel 12bis, § 1, volgens hetwelk een aanvraag tot machtiging tot verblijf moet worden ingediend vanuit de bevoegde diplomatieke of consulaire post in het buitenland.

De vreemdeling die gemachtigd is tot een verblijf van drie maanden om te huwen, die over alle daartoe vereiste documenten beschikt en die de voorwaarden bepaald in artikel 12bis, § 2, in acht neemt, kan immers zijn aanvraag indienen bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats. Die uitzondering, die is ingevoerd bij een amendement, is als volgt verantwoord :

« De wet staat momenteel toe dat ook de personen die tot een kort verblijf op het grondgebied zijn gemachtigd, een aanvraag tot gezinshereniging kunnen indienen. De amendementen beperken die mogelijkheid louter tot het kort verblijf met het oog op een huwelijk. De gedachtegang is de mensen die weigeren die op grond van een kort verblijf naar het grondgebied komen en van de gelegenheid gebruik maken om te huwen zonder de overheid van het werkelijke doel van hun verblijf op de hoogte te brengen » (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, pp. 186-187).

« [Een lid] geeft voorts aan dat men inzake visumaanvragen moet voorkomen dat vreemdelingen gebruik maken van een toeristisch verblijf in België om via een op het grondgebied aangegaan huwelijk tot gezinshereniging over te gaan » (*ibid.*, p. 189).

B.23.4.1. De verzoekende partijen, die de regels met betrekking tot het onderzoek van de grond van de aanvraag tot gezinshereniging niet ter discussie stellen, bekritisieren alleen een van de voorwaarden voor de ontvankelijkheid van de aanvraag tot verblijfsmachtiging, namelijk die van de termijn van drie maanden waarbinnen het huwelijk in België moet zijn voltrokken, bij gebreke waarvan de vreemdeling het voordeel van de voormelde uitzondering verliest. In werkelijkheid beogen de verzoekende partijen de bijzondere omstandigheid van de vreemdeling die voldoet aan alle voorwaarden bepaald in de bestreden bepaling, maar wiens huwelijk niet is kunnen worden voltrokken vóór het verstrijken van de termijn van drie maanden wegens de weigering vanwege de ambtenaar van de burgerlijke stand, die later of na afloop van het gerechtelijk beroep nietig is verklaard.

B.23.4.2. De wetgever vermocht de in artikel 12bis, § 1, tweede lid, 2^o, opgenomen uitzondering te beperken tot de vreemdelingen die niet alleen voldoen aan de voorwaarden om een echt huwelijk te voltrekken, maar bovendien voldoen aan de andere voorwaarden die zijn vereist om zich in België te vestigen, teneinde te vermijden dat oneigenlijk gebruik wordt gemaakt van toeristenvisa om een gezinshereniging te verkrijgen door op het grondgebied een huwelijk aan te gaan.

B.23.4.3. Krachtens artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek kan de ambtenaar van de burgerlijke stand de voltrekking van het huwelijk uitstellen indien er een ernstig vermoeden bestaat dat niet is voldaan aan de voorwaarden ervan. Indien het parket dat er mee belast is een onderzoek te voeren, binnen een termijn van twee maanden geen beslissing heeft genomen, dient de ambtenaar van de burgerlijke stand evenwel het huwelijk te voltrekken. Dientengevolge heeft de vreemdeling die een weigering om het huwelijk te voltrekken, met name om onrechtmatige redenen of wegens een door de ambtenaar van de burgerlijke stand begane vergissing, zou tegengeworpen krijgen, nog een voldoende termijn om een beroep in kort geding in te stellen.

B.23.4.4. Ten slotte, in het geval dat een beroep zou zijn ingesteld binnen de voormelde termijn, dient de verblijfsmachtiging van de vreemdeling te worden gehandhaafd totdat de rechterlijke beslissing wordt gewezen, zo niet wordt hem het recht van toegang tot een rechtbank waarin te dezen is voorzien bij artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek ontzegd.

B.23.5. Het middel is niet gegrond.

16) De plaats van de indiening van de aanvraag tot verblijf van een minderjarig kind

B.24.1. Het zestiende middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 12bis, § 1, tweede lid, 4^o, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij artikel 6 van de bestreden wet. De bestreden bepaling biedt onder bepaalde voorwaarden een minderjarig kind de mogelijkheid een aanvraag tot gezinshereniging in te dienen vanuit België. De verzoekende partijen verwijten die bepaling een onderscheid te maken onder de kinderen naar gelang van het soort van partnerschap van hun ouders, hetgeen strijdig zou zijn met het belang van de kinderen. Zij verwijten die bepaling ook een onderscheid te maken naargelang het verblijf van de minderjarige kinderen al dan niet wettig is en te verhinderen dat kinderen hun recht op onderwijs kunnen uitoefenen. Aldus zou de bestreden bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 14, lid 1, onder a), van de richtlijn 2003/86/EG en met artikel 3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

B.24.2.1. Het nieuwe artikel 12bis, § 1, tweede lid, 4^o, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« De vreemdeling die verklaart dat hij zich in één der in artikel 10 voorziene gevallen bevindt, moet zijn aanvraag indienen bij de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger die bevoegd is voor zijn woonplaats of zijn verblijfplaats in het buitenland.

In de volgende gevallen kan hij zijn aanvraag echter indienen bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats :

[...]

4^o indien hij tot een verblijf van maximaal drie maanden is gemachtigd en hij een minderjarig kind is als bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o, tweede en derde streepje of hij de ouder is van een minderjarige erkende vluchteling of minderjarige die de subsidiaire bescherming geniet als bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 7^o ».

B.24.2.2. Artikel 14, lid 1, onder a), van de richtlijn 2003/86/EG bepaalt :

« De gezinsleden van de gezinshereniger hebben, op dezelfde wijze als de gezinshereniger, recht op :

a) toegang tot onderwijs; ».

B.24.3. Om een aanvraag tot gezinshereniging te kunnen indienen vanuit België, dient het kind, luidens de bestreden bepaling, een minderjarig kind te zijn zoals bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o, tweede en derde streepje, van de wet van 15 december 1980. Die uitzondering geldt derhalve voor de minderjarige kinderen van de vreemdeling die wordt vervoegd, alsook voor de kinderen van zijn echtgenoot of van de partner met wie in het buitenland een

partnerschap werd afgesloten dat als gelijkwaardig wordt beschouwd met het huwelijk in België. De uitzondering geldt evenwel niet voor het kind dat niet het kind is van de gezinshereniger maar enkel van zijn partner wanneer dat geregistreerde partnerschap niet gelijkstaat met een huwelijk.

B.24.4. De bestreden bepaling heeft enkel betrekking op kinderen die tot een kort verblijf van maximaal drie maanden op het grondgebied zijn toegelaten en vormt een uitzondering op de regel dat een aanvraag tot verblijf in het kader van gezinshereniging moet worden ingediend vanuit een diplomatieke of consulaire post in het buitenland.

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 juli 2011, waarbij de bestreden bepaling werd gewijzigd, blijkt dat de wetgever erom was bekommerd te voorkomen dat de toelating van vreemdelingen op het grondgebied voor een kort verblijf, zou worden misbruikt om in het kader van gezinshereniging een verblijfsrecht voor langere duur te bekomen (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, pp. 126-128).

B.24.5.1. Het bekritiseerde verschil in behandeling berust op een objectief criterium : terwijl artikel 10, § 1, eerste lid, 4^o, de situatie beoogt van de minderjarige kinderen van de vreemdeling die wordt vervoegd, van diens echtgenoot of van de partner met wie in het buitenland een wettelijk geregistreerd partnerschap werd afgesloten dat als gelijkwaardig met het huwelijk in België wordt beschouwd, beoogt artikel 10, § 1, eerste lid, 5^o, een levensgemeenschap op grond van een wettelijk geregistreerd partnerschap dat niet gelijkgesteld is met het huwelijk en worden niet de kinderen van de gezinshereniger maar enkel die van de partner beoogd.

B.24.5.2. Bij zijn arrest nr. 95/2008 van 26 juni 2008 heeft het Hof geoordeeld :

« B.21. De gezinshereniging van echtgenoten is verbonden aan het bewijs dat er tussen hen een huwelijksband bestaat, zodat de uitsluiting van de polygame echtgenoten op een relevant criterium berust ten aanzien van het doel van de in het geding zijnde wetgeving en de doelstelling om de Belgische en Europese internationale orde te vrijwaren.

De gezinshereniging van een kind met zijn verwekkers is daarentegen verbonden aan de vaststelling van hun afstammingsband. Het criterium van de omstandigheden van de geboorte van het kind en de huwelijksituatie van zijn ouders is noch relevant ten aanzien van het doel van de bepaling noch ten aanzien van de doelstelling om de Belgische of Europese internationale openbare orde te vrijwaren, aangezien de betrokken kinderen geenszins verantwoordelijk zijn voor de huwelijksituatie van hun ouders en de gezinshereniging, wat hen betreft, geen gevolg is van het huwelijk van laatstgenoemden maar wel degelijk een gevolg van de afstammingsband die hen verbindt met hun verwekker die zich in België heeft gevestigd of gemachtigd is er te verblijven ».

Een dergelijke redenering kan te dezen niet worden toegepast aangezien er geen afstammingsband bestaat tussen de gezinshereniger en het kind van zijn partner. Het is waar dat wanneer het partnerschap gelijkwaardig is met het huwelijk, er evenmin een afstammingsband bestaat tussen de gezinshereniger en het kind van zijn partner. Evenwel, zoals in B.11.6 is vermeld, bestaat, tussen de gezinshereniger en het kind van zijn partner, wanneer het gaat om een partnerschap dat niet gelijkwaardig is met het huwelijk, geen band die vergelijkbaar is met die welke bestaat tussen de gezinshereniger en het kind van zijn echtgenoot of van zijn partner, wanneer het gaat om een partnerschap dat gelijkwaardig is met het huwelijk. Bijgevolg heeft de wetgever redelijkerwijs een onderscheid kunnen maken dat verband houdt met de aard van de relatie tussen de gezinshereniger en het kind van zijn partner, op basis van de verschillende juridische gevolgen die voortvloeien uit een partnerschap naargelang het al dan niet met het huwelijk is gelijkgesteld.

B.24.6. De bestreden bepaling maakt geen onevenredige inbreuk op de rechten van het kind. Immers, wanneer een kind zich in buitengewone omstandigheden bevindt die het verhinderen terug te keren naar zijn land om het vereiste visum te vragen, kan het een aanvraag indienen bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats (artikel 12bis, § 1, tweede lid, 3^o). Bovendien bepaalt artikel 12bis, § 7, van de wet van 15 december 1980 uitdrukkelijk dat bij het onderzoek van de aanvraag tot verblijf terdege wordt rekening gehouden met het hoger belang van het kind, wat eveneens moet verhinderen dat een kind zou worden verplicht om in onverantwoorde omstandigheden terug te keren naar zijn land om een aanvraag tot gezinshereniging in te dienen.

B.24.7. Wat het bezwaar van de verzoekende partijen betreft dat het kind dat geen beroep kan doen op de uitzondering vermeld in de bestreden bepaling, zou worden verhinderd zijn recht op onderwijs uit te oefenen gedurende de tijd dat het moet terugkeren naar het buitenland om zijn aanvraag tot verblijf te doen, dient erop te worden gewezen dat de beoogde situatie betrekking heeft op kinderen die tot een verblijf van maximaal drie maanden zijn toegelaten en dus slechts over een toeristenvisum beschikken, zodat er niet kan van worden uitgegaan dat zij onderwijs wensen te volgen, en dat, indien dat wel het geval is, zij vooraf wisten dat hun slechts een verblijf van korte duur werd toegestaan.

B.24.8. Wat het onderscheid betreft tussen kinderen die legaal op het grondgebied verblijven en kinderen die illegaal op het grondgebied verblijven, kan de wetgever niet worden verweten dat hij beide situaties niet op dezelfde wijze behandelt voor wat betreft de plaats waar hun aanvraag voor een machtiging tot verblijf moet worden aangevend.

Door de vreemdelingen van wie het verblijf onwettig is geworden, te verplichten naar hun land van herkomst terug te keren om de vereiste machtiging aan te vragen teneinde op het Belgische grondgebied te worden toegelaten, heeft de wetgever willen vermijden dat zij uit de inbreuk die ze plegen op de verblijfsreglementering, voordeel zouden halen en dat de clandestiniteit zou worden beloond.

B.24.9. Rekening houdend met de waarborgen vermeld in B.24.6 is het verschil in behandeling redelijk verantwoord.

B.24.10. Het middel is niet gegrond.

17) De plaats van de indiening van de aanvraag tot verblijf door ouders van een minderjarige die als vluchteling werd erkend of die subsidiaire bescherming geniet

B.25.1. Het zeventiende en het achttiende middel in de zaak nr. 5354 strekken tot de vernietiging van artikel 12bis, § 1, tweede lid, 4^o, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij artikel 6 van de bestreden wet.

De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling, die ook van toepassing is op de ouders van een minderjarige die als vluchteling is erkend of die subsidiaire bescherming geniet, slechts van toepassing te zijn op de ouders die tot een verblijf van maximaal drie maanden zijn gemachtigd. In het zeventiende middel leiden zij daaruit ten aanzien van het minderjarige kind een verschil in behandeling af naar gelang van de aard van het verblijf van zijn ouders, element waarvoor het kind geenszins verantwoordelijk is. In het achttiende middel voegen zij daaraan toe dat het kind dat subsidiaire bescherming heeft verkregen op grond van artikel 9ter van de wet van 15 december 1980 zou worden gediscrimineerd in zoverre zijn ouder de aanvraag niet vanuit België kan indienen, aangezien het kind niet binnen de werkingssfeer van artikel 10, § 1, eerste lid, 7^o, van dezelfde wet valt.

De bepaling zou aldus de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden.

B.25.2. Met betrekking tot de ouders van het kind dat subsidiaire bescherming geniet, dient ervan te worden

uitgegaan, zoals de Ministerraad dat doet, dat om dezelfde redenen als die welke zijn vermeld in B.15.3, het nieuwe artikel 12*bis*, § 1, tweede lid, 4^o, van de wet van 15 december 1980 de minderjarige kinderen beoogt die, zowel op grond van artikel 9*ter* als op grond van artikel 48/4, subsidiaire bescherming genieten.

B.25.3. Wat betreft het aangeklaagde verschil in behandeling naargelang de ouder van het kind al dan niet legaal op het grondgebied verblijft, vermocht de wetgever redelijkerwijs, ten aanzien van de nagestreefde doelstelling om fraudegevallen te vermijden, te bepalen dat de uitzondering slechts van toepassing kan zijn op de ouder die legaal op het grondgebied verblijft.

De maatregel is niet onevenredig gelet op het feit, enerzijds, dat de betrokken ouder de hoedanigheid van vluchteling of de subsidiaire bescherming bepaald in de artikelen 48/3 en 48/4 van de wet van 15 december 1980 kan aanvragen en, anderzijds, dat bij ontstentenis daarvan hij het bestaan kan aanvoeren van buitengewone omstandigheden die hem verhinderen terug te keren naar zijn land, overeenkomstig artikel 12*bis*, § 1, tweede lid, 3^o, welke, indien zij worden erkend, hem de mogelijkheid kunnen bieden de aanvraag tot gezinshereniging bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats in België in te dienen.

B.25.4. De middelen zijn niet gegrond.

18) De termijn voor de behandeling van de aanvraag tot verblijf bij onderzoek naar een huwelijk

B.26.1. Het negentiende middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 12*bis*, § 2, vijfde lid, en § 3, vierde lid, nieuw, van de wet van 15 december 1980, vervangen bij artikel 6 van de bestreden wet. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepalingen dat zij het mogelijk maken de termijn om uitspraak te doen over de aanvraag tot toelating tot verblijf in het bijzonder kader van een onderzoek naar een huwelijk als bedoeld in artikel 146*bis* van het Burgerlijk Wetboek tweemaal te verlengen. Zij verwijzen naar de argumentatie die zij hebben uiteengezet in het elfde middel.

B.26.2.1. Het nieuwe artikel 12*bis*, § 2, vijfde lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« In bijzondere omstandigheden die verband houden met het complexe karakter van de behandeling van de aanvraag, alsook in het kader van een onderzoek naar een huwelijk als bedoeld in artikel 146*bis* van het Burgerlijk Wetboek of de voorwaarden verbonden aan het partnerschap bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 5^o, kan de minister of zijn gemachtigde deze termijn tweemaal, met een periode van drie maanden, verlengen. Dit wordt gedaan door middel van een met redenen omklede beslissing die ter kennis wordt gebracht van de aanvrager ».

B.26.2.2. Het nieuwe artikel 12*bis*, § 3, vierde lid, van dezelfde wet bepaalt :

« In bijzondere omstandigheden die verband houden met het complexe karakter van de behandeling van de aanvraag, alsook in het kader van een onderzoek naar een huwelijk als bedoeld in artikel 146*bis* van het Burgerlijk Wetboek of de voorwaarden verbonden aan het partnerschap voorzien in artikel 10, § 1, eerste lid, 5°, kan de minister of zijn gemachtigde deze termijn tweemaal met een periode van drie maanden verlengen. Dit wordt gedaan door middel van een met redenen omklede beslissing die ter kennis wordt gebracht van de aanvrager vóór afloop van de in het derde lid bepaalde termijn ».

B.26.3. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.19.3, schenden de bestreden bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 5, lid 4, van de richtlijn 2003/86/EG, niet.

B.26.4. Het middel is niet gegrond.

19) *Het onderzoek naar de bestaansmiddelen bij indiening van een aanvraag tot verblijf bij het gemeentebestuur*

B.27.1. Het twintigste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 12*bis* van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij artikel 6 van de bestreden wet.

De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling een verschil in behandeling in te stellen, wat de vereiste van stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen betreft, naargelang de aanvraag tot gezinshereniging wordt ingediend bij een diplomatieke of consulaire post in het buitenland, dan wel bij het bevoegde gemeentebestuur in België. Terwijl, krachtens artikel 12*bis*, § 2, vierde lid, van de wet van 15 december 1980, de minister of zijn gemachtigde dient rekening te houden met de individuele situatie van de gezinsherenigers die hun aanvraag indienen vanuit het buitenland om, in voorkomend geval, een bedrag te bepalen dat lager ligt dan het bedrag vastgelegd in artikel 10, § 5, van dezelfde wet, is dit niet voorzien in artikel 12*bis*, § 3 en 4, wanneer de modaliteiten van de indiening van een aanvraag tot gezinshereniging bij het gemeentebestuur worden geregeld. Aldus zou de bestreden bepaling een schending inhouden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.27.2. Het nieuwe artikel 12*bis*, § 2, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Indien de in § 1 bedoelde vreemdeling zijn aanvraag indient bij de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger die bevoegd is voor zijn woonplaats of zijn verblijfplaats in het buitenland, moeten samen met de aanvraag documenten worden overgelegd die aantonen dat hij voldoet aan de voorwaarden die worden bedoeld in artikel 10, § 1 tot 3, onder meer een medisch getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet lijdt aan één van de in de bijlage aan deze wet opgesomde ziekten, evenals, indien hij ouder is dan achttien jaar, een uittreksel uit het strafregister of een gelijkwaardig document.

[...]

Indien aan de voorwaarde betreffende de stabiele en regelmatige bestaansmiddelen bedoeld in artikel 10, § 5, niet voldaan is, dient de minister of zijn gemachtigde, op basis van de eigen behoeften van de vreemdeling die vervoegd wordt en van zijn familieleden te bepalen welke bestaansmiddelen zij nodig hebben om in hun behoeften te voorzien zonder ten laste te vallen van de openbare overheden. De minister of zijn gemachtigde kan hiervoor alle bescheiden en inlichtingen die voor het bepalen van dit bedrag nuttig zijn, doen overleggen door de vreemdeling.

[...] ».

B.27.3. Hoewel de verwijzing naar het onderzoek van de bestaansmiddelen is opgenomen in paragraaf 2 van artikel 12*bis*, die de omstandigheden regelt waarin een aanvraag tot gezinshereniging moet worden ingediend bij een bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire post, dient ervan te worden uitgegaan, zoals de Ministerraad dat doet, dat wanneer een aanvraag tot gezinshereniging bij het Belgische gemeentebestuur wordt ingediend, dezelfde vereiste van individuele inaanmerkingneming van de voorwaarde met betrekking tot de bestaansmiddelen moet worden toegepast en zulks overeenkomstig artikel 10*ter*, § 2, tweede lid, van de wet van 15 december 1980.

B.27.4. Het middel is niet gegrond.

20) *De vereiste bestaansmiddelen bij verlenging van de verblijfstitel van de ouders van een minderjarige die als vluchteling is erkend of die subsidiaire bescherming geniet*

B.28.1. Het eenentwintigste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 13, § 1, vierde lid, van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij artikel 7 van de bestreden wet. De verzoekende partijen gaan ervan uit dat, indien die bepaling in die zin moet worden gelezen dat zij een voorwaarde inzake bestaansmiddelen oplegt bij de aanvraag tot verlenging van de verblijfstitel van de ouders van een minderjarige die vluchteling is of subsidiaire bescherming geniet, die bepaling het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 12, lid 1, eerste alinea, van de richtlijn 2003/86/EG, schendt.

B.28.2.1. Het nieuwe artikel 13, § 1, vierde lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« De in artikel 10, § 1 eerste lid, 7°, bedoelde ouders van een vreemdeling die erkend werd als vluchteling in de zin van artikel 48/3 of van een vreemdeling die de subsidiaire bescherming geniet, dient [lees : dienen] eveneens aan te tonen te beschikken over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen zoals bepaald in artikel 10, § 5 ».

B.28.2.2. Artikel 12, lid 1, eerste alinea, van de richtlijn 2003/86/EG bepaalt :

« In afwijking van artikel 7 mogen de lidstaten ten aanzien van een vluchteling/gezinslid niet eisen dat hij met betrekking tot verzoeken betreffende de in artikel 4, lid 1, bedoelde gezinsleden, het bewijs levert dat de vluchteling voldoet aan de in laatstgenoemde bepaling gestelde eisen ».

B.28.3. Uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, p. 205) blijkt dat artikel 13, § 1, vierde lid, van de wet van 15 december 1980 in samenhang moet worden gelezen met artikel 13, § 1, derde lid, van dezelfde wet, dat bepaalt :

« De toelating tot verblijf krachtens artikel 10 wordt erkend voor een beperkte duur gedurende een periode van drie jaar volgend op de afgifte van de verblijfstitel of in de gevallen bedoeld in artikel 12*bis*, § 3 of 4, na de afgifte van het document dat bewijst dat de aanvraag werd ingediend. Na afloop van deze periode wordt de toelating tot verblijf voor onbeperkte duur voor zover de vreemdeling nog steeds voldoet aan de voorwaarden van artikel 10 ».

B.28.4. De Ministerraad gaat ervan uit dat de bestreden bepaling niet het geval beoogt van de verlenging van de verblijfstitel van de vader of de moeder van een minderjarig kind dat als vluchteling is erkend of de subsidiaire bescherming geniet, maar alleen het geval beoogt waarin die vader of die moeder een onbeperkt verblijf wenst te verkrijgen.

B.28.5. Aangezien de bestreden bepaling aan de ouders slechts een voorwaarde inzake bestaansmiddelen oplegt wanneer zij erom verzoeken dat hun verblijfstitel van beperkte duur wordt omgezet in een verblijfstitel van onbeperkte duur, zonder dat die bepaling voor hen de mogelijkheid uitsluit om, totdat hun kind meerderjarig is, te verzoeken om een hernieuwing van hun verblijfstitel van beperkte duur in België, is die voorwaarde niet zonder redelijke verantwoording.

B.28.6. Aangezien de bestreden bepaling noch tot doel, noch tot gevolg heeft een verlenging van de verblijfstitel van beperkte duur van de ouders van een minderjarige vluchteling afhankelijk te stellen van een voorwaarde inzake bestaansmiddelen, maar alleen beoogt zulk een voorwaarde op te leggen wanneer zij een verblijfstitel van onbeperkte duur willen verkrijgen, is die bepaling niet strijdig met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 12, lid 1, eerste alinea, van de richtlijn 2003/86/EG.

B.28.7. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.28.6, is het middel niet gegrond.

II. Wat de voorwaarden tot gezinshereniging betreft van de familieleden van een onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie dan België

B.29.1. Artikel 40bis en de artikelen 41 en volgende van de wet van 15 december 1980 bepalen de voorwaarden voor gezinshereniging ten aanzien van de familieleden van een burger van de Unie die in België verblijft. Artikel 40 van de wet van 15 december 1980 definieert een « burger van de Unie » als « een vreemdeling die de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Unie bezit en verblijft in of zich begeeft naar het Rijk ».

Artikel 40bis en de artikelen 41 en volgende van de wet van 15 december 1980 vormen de omzetting in het Belgische recht van de richtlijn 2004/38/EG van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden.

B.29.2. In het tweeëntwintigste tot vierentwintigste middel en in het zevenendertigste tot drieënveertigste middel in de zaak nr. 5354 wordt onder andere de bestreden bepalingen verweten artikel 191 van de Grondwet te schenden.

Artikel 191 van de Grondwet kan enkel zijn geschonden in zoverre de bestreden bepalingen een verschil in behandeling instellen tussen bepaalde vreemdelingen en de Belgen. Aangezien uit de uiteenzetting van die middelen blijkt dat de verschillen in behandeling die worden bekritiseerd, uitsluitend betrekking hebben op de vergelijking van verschillende categorieën van vreemdelingen onderling, zijn die middelen niet ontvankelijk, in zoverre zij uit de schending van artikel 191 van de Grondwet zijn afgeleid.

1) De leeftijdsvereiste van de partners en het bewijs van het duurzame en stabiele partnerschap

B.30.1. Het tweeëntwintigste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 40bis, § 2, eerste lid, 2°, van de wet van 15 december 1980 zoals het is vervangen bij artikel 8 van de bestreden wet.

Artikel 40bis, § 2, eerste lid, 2°, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Als familielid van de burger van de Unie worden beschouwd :

[...]

2° de partner, die hem begeleidt of zich bij hem voegt, met wie de burger van de Unie overeenkomstig een wet een geregistreerd partnerschap heeft gesloten.

De partners moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) bewijzen een naar behoren geattesteerde duurzame en stabiele partnerrelatie te onderhouden.

Het duurzaam en stabiel karakter van deze relatie is aangetoond :

- indien de partners bewijzen gedurende minstens één jaar, voorafgaand aan de aanvraag, onafgebroken in België of een ander land te hebben samengewoond;

- ofwel indien de partners bewijzen dat zij elkaar sedert ten minste twee jaar, voorafgaand aan de aanvraag, kennen en het bewijs leveren dat zij regelmatig, telefonisch, via briefwisseling of elektronische berichten met elkaar contact onderhouden en dat zij elkaar in de twee jaar voorafgaand aan de aanvraag drie maal ontmoet hebben en dat deze ontmoetingen in totaal 45 of meer dagen betreffen;

- ofwel indien de partners een gemeenschappelijk kind hebben;

b) met elkaar komen samenleven;

c) beiden ouder zijn dan eenentwintig jaar;

d) ongehuwd zijn en geen duurzame en stabiele partnerrelatie hebben met een andere persoon;

e) geen personen zijn bedoeld in artikelen 161 tot 163 van het Burgerlijk Wetboek.

f) ten aanzien van geen van beiden een beslissing werd genomen op grond van artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek en dit voor zover de beslissing kracht van gewijsde heeft verkregen ».

B.30.2. De bestreden bepaling definieert wie volgens de wet van 15 december 1980 als « familielid van de burger van de Unie » moet worden beschouwd en heeft betrekking op de voorwaarden voor gezinshereniging tussen partners die een wettelijk geregistreerd partnerschap hebben gesloten, dat niet als gelijkwaardig wordt beschouwd met een huwelijk in België.

Volgens de verzoekende partijen zou de bestreden bepaling strijdig zijn met de artikelen 10, 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 3, lid 2, onder b), van de richtlijn 2004/38/EG, doordat wordt vereist dat beide partners ouder zijn dan eenentwintig jaar en doordat met betrekking tot die leeftijdsvoorwaarde geen enkele uitzondering is toegelaten, terwijl in artikel 10, § 1, eerste lid, 5°, van de wet van 15 december 1980, dat het verblijf regelt van de familieleden van een vreemdeling die onderdaan is van een derde Staat en die tot een verblijf van onbeperkte duur is toegelaten, de minimumleeftijd van de partners tot achttien jaar wordt teruggebracht, wanneer zij het bewijs leveren dat zij, vóór de aankomst van de vreemdeling in België, reeds ten minste één jaar hebben samengewoond. Artikel 40bis, § 2, eerste lid, 2°, zou de voormelde bepalingen ook schenden doordat het vereist dat het partnerschap wettelijk is geregistreerd en doordat de criteria die de wetgever hanteert om het duurzaam en stabiel karakter van de relatie aan te tonen, minder ruim zouden zijn dan wat wordt beoogd door de voormelde richtlijn.

B.30.3. Artikel 3, lid 2, van de richtlijn 2004/38/EG bepaalt :

« Onverminderd een persoonlijk recht van vrij verkeer of verblijf van de betrokkenen vergemakkelijkt het gastland overeenkomstig zijn nationaal recht, binnenkomst en verblijf van de volgende personen :

a) andere, niet onder de definitie van artikel 2, punt 2, vallende familieleden, ongeacht hun nationaliteit, die in het land van herkomst ten laste zijn van of inwonen bij de burger van de Unie die het verblijfsrecht in eerste instantie geniet, of die vanwege ernstige gezondheidsredenen een persoonlijke verzorging door de burger van de Unie strikt behoeven;

b) de partner met wie de burger van de Unie een deugdelijk bewezen duurzame relatie heeft.

Het gastland onderzoekt de persoonlijke situatie nauwkeurig en motiveert een eventuele weigering van toegang tot verblijf ».

B.30.4. Bij zijn arrest van 5 september 2012 (C-83/11, *Rahman e.a.*) heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie, met betrekking tot artikel 3, lid 2, van de richtlijn 2004/38/EG, geoordeeld :

« 18. Met betrekking tot de eerste en de tweede vraag, die samen moeten worden behandeld, zij om te beginnen

opgemerkt dat richtlijn 2004/38 de lidstaten niet verplicht om alle aanvragen tot binnenkomst of tot verblijf in te willigen die zijn ingediend door personen die aantonen dat zij familielid ' ten laste ' zijn van een burger van de Unie in de zin van artikel 3, lid 2, eerste alinea, *sub a*, van deze richtlijn.

19. Zoals de regeringen die opmerkingen bij het Hof hebben ingediend en ook de Europese Commissie hebben aangevoerd, volgt namelijk zowel uit de bewoordingen van artikel 3, lid 2, van richtlijn 2004/38 als uit het algemene opzet ervan dat de Uniewetgever een onderscheid heeft gemaakt tussen de in artikel 2, punt 2, van richtlijn 2004/38 omschreven familieleden van de burger van de Unie, die onder de in deze richtlijn gestelde voorwaarden een recht op binnenkomst en op verblijf in het gastland van de bedoelde burger hebben, en de in artikel 3, lid 2, eerste alinea, *sub a*, van deze richtlijn genoemde andere familieleden, wier binnenkomst en verblijf door die lidstaat alleen moeten worden vergemakkelijkt.

20. Deze uitlegging vindt steun in punt 6 van de overweging van richtlijn 2004/38, volgens hetwelk '[t]eneinde de eenheid van het gezin in een verruimde betekenis te handhaven [...], het gastland de positie [dient] te onderzoeken van personen die niet onder de in deze richtlijn gehanteerde definitie van " familieleden " vallen en die derhalve niet automatisch een recht van inreis en verblijf in het gastland genieten op grond van hun nationale wetgeving, om na te gaan of inreis en verblijf desondanks niet aan deze personen kan worden toegekend, rekening houdend met hun relatie met de burger van de Unie of andere omstandigheden, zoals het feit dat zij van deze financieel of lichamelijke afhankelijk zijn'.

21. Hoewel artikel 3, lid 2, van richtlijn 2004/38 de lidstaten niet verplicht om een recht van binnenkomst en verblijf toe te kennen aan personen die ten laste van een burger van de Unie zijnde familieleden in de ruime zin zijn, legt deze bepaling, zoals blijkt uit het gebruik van de tegenwoordige tijd ' vergemakkelijkt ' in artikel 3, lid 2, de lidstaten evenwel een verplichting op om aanvragen die zijn ingediend door personen die een bijzondere relatie van afhankelijkheid met een burger van de Unie hebben, gunstiger te behandelen dan aanvragen tot binnenkomst en verblijf van andere staatsburgers van derde landen.

22. Om deze verplichting na te komen, moeten de lidstaten volgens artikel 3, lid 2, tweede alinea, van richtlijn 2004/38 voor de in lid 2, eerste alinea, genoemde personen voorzien in de mogelijkheid om een beslissing aangaande hun aanvraag te verkrijgen die op een nauwkeurig onderzoek van hun persoonlijke situatie is gebaseerd en, in geval van weigering, is gemotiveerd.

23. In het kader van dit onderzoek van de persoonlijke situatie van de aanvrager, moet de bevoegde autoriteit, zoals uit punt 6 van de considerans van richtlijn 2004/38 volgt, rekening houden met de verschillende omstandigheden die naargelang het geval relevant kunnen zijn, zoals de mate van financiële of lichamelijke afhankelijkheid en de graad van verwantschap tussen het familielid en de burger van de Unie die hij wenst te begeleiden of bij wie hij zich wenst te voegen.

24. Gelet op het ontbreken van nadere bepalingen in richtlijn 2004/38 en op het gebruik van de woorden 'overeenkomstig zijn nationaal recht' in artikel 3, lid 2, van deze richtlijn, moet worden vastgesteld dat iedere lidstaat over een ruime beoordelingsmarge beschikt wat de in aanmerking te nemen omstandigheden betreft. Het gastland moet er evenwel over waken dat zijn wetgeving voorwaarden bevat die verenigbaar zijn met de gebruikelijke betekenis van het woord ' vergemakkelijkt ' en van de bewoordingen die betrekking hebben op afhankelijkheid als bedoeld in artikel 3, lid 2, en die deze bepaling niet van haar nuttig effect beroven.

25. Ten slotte zij erop gewezen dat, zoals terecht is opgemerkt door de regeringen die opmerkingen hebben ingediend, zelfs indien de in artikel 3, lid 2, van richtlijn 2004/38 gebruikte bewoordingen niet voldoende nauwkeurig zijn om de aanvrager die om binnenkomst of om verblijf verzoekt, in staat te stellen zich rechtstreeks op deze bepaling te beroepen om beoordelingscriteria in te roepen die volgens hem op zijn aanvraag moeten worden toegepast, een dergelijke aanvrager niettemin het recht heeft om door een rechterlijke instantie te laten nagaan of de nationale wetgeving en de toepassing ervan binnen de grenzen van de in de richtlijn neergelegde beoordelingsmarge zijn gebleven (zie naar analogie arresten van 24 oktober 1996, Kraaijeveld e.a., C-72/95, Jurispr. blz. I-5403, punt 56; 7 september 2004, Waddenvereniging en Vogelbeschermingsvereniging, C-127/02, Jurispr. blz. I-7405, punt 66, en van 26 mei 2011, Stichting Natuur en Milieu e.a., C-165/09-C-167/09, nog niet gepubliceerd in de Jurisprudentie, punten 100 tot en met 103) ».

B.30.5. In hetzelfde arrest heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

« [De] lidstaten [mogen] in het kader van de uitoefening van deze beoordelingsmarge in hun wetgeving bijzondere voorwaarden stellen inzake de aard en de duur van de afhankelijkheid, met name om te verzekeren dat deze situatie van afhankelijkheid reëel en duurzaam is en niet slechts is voorgewend met het oog op de binnenkomst en het verblijf in het gastland » (punt 38).

B.30.6. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 juli 2011 blijkt dat de wetgever wenste op te treden tegen misbruiken bij schijnsamenwoning (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/004, p. 9, en DOC 53-0443/018, pp. 8, 13 en 22). In het licht van die doelstelling is het pertinent en niet onevenredig om te vereisen dat het partnerschap wettelijk is geregistreerd. Artikel 3, lid 2, van de richtlijn 2004/38/EG spreekt overigens niet enkel over een duurzame, maar tevens over een deugdelijk bewezen relatie, wat eveneens naar een formeel element verwijst.

B.30.7. De wetgever was evenwel van oordeel dat het bestaan van een wettelijk geregistreerd partnerschap alleen niet voldoende is om een verblijf in het kader van gezinshereniging te verkrijgen en dat ook het duurzame en stabiele karakter van de partnerrelatie moet worden aangetoond.

B.30.8. Luidens de bestreden bepaling is het duurzame en stabiele karakter van de partnerrelatie aangetoond in drie gevallen : (1) indien de partners bewijzen dat ze gedurende minstens één jaar, voorafgaand aan de aanvraag, hebben samengewoond; (2) indien zij bewijzen dat ze elkaar sedert ten minste twee jaar, voorafgaand aan de aanvraag, kennen en het bewijs leveren dat zij regelmatig, telefonisch, via briefwisseling of elektronische berichten met elkaar contact onderhouden, dat zij elkaar in de twee jaar voorafgaand aan de aanvraag driemaal ontmoet hebben en dat deze ontmoetingen in totaal 45 of meer dagen betreffen; (3) indien de partners een gemeenschappelijk kind hebben.

Deze drie gevallen geven de vreemdeling die een verblijfsrecht in het kader van gezinshereniging wil verkrijgen en de partner bij wie hij zich wil voegen, voldoende mogelijkheden om aan te tonen dat hun partnerrelatie duurzaam en stabiel is. Aldus blijft de wetgever ook binnen de beoordelingsvrijheid waarover hij krachtens de richtlijn 2004/38/EG op dit punt beschikt.

B.30.9. In het licht van de door de wetgever nagestreefde doelstelling om schijnsamenwoning te ontmoedigen, heeft de wetgever een pertinente maatregel genomen door te bepalen dat beide partners ouder moeten zijn dan eenentwintig jaar.

De verzoekende partijen zien evenwel een discriminatie in het feit dat de bestreden bepaling geen enkele afwijking van de voormelde leeftijdsvereiste toelaat, terwijl dat krachtens artikel 10, § 1, eerste lid, 5^o, van de wet van

15 december 1980 wel mogelijk is voor de partners in het kader van gezinshereniging met een onderdaan van een derde land.

B.30.10. Bij de aanneming van artikel 10 van de wet van 15 december 1980 moest de wetgever rekening houden met de richtlijn 2003/86/EG. Wat het verblijfsrecht betreft van een partner van een onderdaan van een derde Staat waarmee geen geregistreerd partnerschap werd afgesloten dat als gelijkwaardig met het huwelijk wordt beschouwd, bepaalt artikel 4, lid 3, van die richtlijn enkel dat de lidstaten de bedoelde familieleden een verblijfsrecht kunnen verlenen; er wordt hen in dat verband geen enkele verplichting opgelegd.

De richtlijn 2004/38/EG houdt ten aanzien van de bedoelde partner van een burger van de Unie evenmin een verplichting in om hen een verblijfsrecht te verlenen, doch artikel 3, lid 2, van die richtlijn houdt voor de lidstaten wel de verplichting in om de binnenkomst en het verblijf van de bedoelde personen te vergemakkelijken en hun aanvraag minstens aan een individueel onderzoek te onderwerpen. Aldus blijkt dat de Europese wetgever de partners die familieleden zijn van een burger van de Unie gunstiger heeft willen behandelen dan de partners die familieleden zijn van een onderdaan van een derde Staat.

B.30.11. Hoewel de leeftijdsvereiste van eenentwintig jaar vervat in artikel 40bis, § 2, eerste lid, 2°, c), van de wet van 15 december 1980 op zich niet zonder redelijke verantwoording is, bestaat er derhalve geen redelijke verantwoording voor het feit dat op grond van artikel 10, § 1, eerste lid, 5°, onder bepaalde voorwaarden een afwijking van de vermelde leeftijdsvereiste kan worden toegestaan bij gezinshereniging met een onderdaan van een derde Staat, terwijl dat sinds de aanneming van de bestreden bepaling niet meer mogelijk is bij gezinshereniging met een burger van de Unie.

In die mate is het middel gegrond.

B.30.12. Artikel 40bis, § 2, eerste lid, 2°, c), van de wet van 15 december 1980 dient te worden vernietigd, in zoverre het niet bepaalt dat dezelfde uitzondering op de leeftijdsvereiste als die waarin is voorzien in artikel 10, § 1, eerste lid, 5°, van de wet van 15 december 1980, van toepassing is op de gezinshereniging van een burger van de Unie en zijn partner.

2) *De onmogelijkheid van gezinshereniging na weigering om een huwelijk te voltrekken*

B.31.1. Het drieëntwintigste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 40bis, § 2, eerste lid, 2°, tweede lid, f), van de wet van 15 december 1980, dat vereist dat ten aanzien van geen van beide partners die een gezinshereniging wensen te verkrijgen, een beslissing tot weigering van het huwelijk werd genomen krachtens artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek. De verzoekende partijen formuleren ten aanzien van die bepaling dezelfde verwijten als die welke in het tweede middel zijn geformuleerd met betrekking tot het nieuwe artikel 10, § 1, eerste lid, 5°, van de wet van 15 december 1980. De bestreden bepaling zou strijdig zijn met de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.31.2. Onder voorbehoud van de in B.8.3.2 vermelde interpretatie en om dezelfde redenen als die welke zijn vermeld in B.8.2.1 tot B.8.3.3, is het middel niet gegrond.

3) *Het verblijfsrecht van familieleden die ten laste zijn van de gezinshereniger of die om reden van gezondheidsredenen bijstand van hem behoeven*

B.32.1. Het vierentwintigste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 40bis van de wet van 15 december 1980. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 3, lid 2, onder a), van de richtlijn 2004/38/EG, doordat die laatste bepaling niet in het interne recht wordt omgezet.

B.32.2. Artikel 3, lid 2, onder a), van de richtlijn 2004/38/EG bepaalt :

« Onverminderd een persoonlijk recht van vrij verkeer of verblijf van de betrokkenen vergemakkelijkt het gastland overeenkomstig zijn nationaal recht, binnenkomst en verblijf van de volgende personen :

a) andere, niet onder de definitie van artikel 2, punt 2, vallende familieleden, ongeacht hun nationaliteit, die in het land van herkomst ten laste zijn van of inwoners bij de burger van de Unie die het verblijfsrecht in eerste instantie geniet, of die vanwege ernstige gezondheidsredenen een persoonlijke verzorging door de burger van de Unie strikt behoeven ».

B.32.3. Uit het onder B.30.4 en B.30.5 vermelde arrest *Rahman* van het Hof van Justitie van 5 september 2012 blijkt dat de familieleden van een burger van de Europese Unie die in België verblijft, zich niet rechtstreeks op artikel 3, lid 2, onder a), van de richtlijn 2004/38/EG kunnen beroepen om een recht van verblijf te verkrijgen, noch om beoordelingscriteria aan te voeren die volgens hen op hun aanvraag moeten worden toegepast (punten 18-25). Daarentegen legt die bepaling, zoals zij is uitgelegd in het voormelde arrest van het Hof van Justitie, aan de lidstaten de verplichting op het verblijf van die personen te vergemakkelijken en erover te waken dat de interne wetgeving van de lidstaten voorwaarden bepaalt op grond waarvan die personen een beslissing aangaande hun aanvraag tot binnenkomst en tot verblijf kunnen verkrijgen, die op een nauwkeurig onderzoek van hun persoonlijke situatie is gebaseerd en, in geval van weigering, is gemotiveerd. Aan de lidstaten wordt daartoe een « ruime beoordelingsmarge » gelaten.

B.32.4. Aangezien de bestreden bepaling niet in een procedure voorziet op grond waarvan de familieleden die zijn bedoeld in artikel 3, lid 2, onder a), van de richtlijn 2004/38/EG een beslissing aangaande hun aanvraag tot binnenkomst en tot verblijf kunnen verkrijgen die op een nauwkeurig onderzoek van hun persoonlijke situatie is gebaseerd en, in geval van weigering, is gemotiveerd, is artikel 40bis niet bestaansbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 3, lid 2, van die richtlijn.

B.32.5. Het middel is gegrond. De vastgestelde ongrondwettigheid kan slechts worden verholpen door een wetgevend optreden, aangezien de wetgever de procedure moet organiseren die een aanvraag tot verblijf voor de bedoelde vreemdelingen mogelijk maakt.

Artikel 40bis van de wet van 15 december 1980 dient te worden vernietigd in zoverre het niet in enige procedure voorziet op grond waarvan de niet onder de definitie van artikel 2, punt 2), van de richtlijn 2004/38/EG vallende familieleden van een Europese burger die zijn bedoeld in artikel 3, lid 2, onder a), van dezelfde richtlijn, een beslissing aangaande hun aanvraag tot gezinshereniging met een burger van de Unie kunnen verkrijgen die op een onderzoek van hun persoonlijke situatie is gebaseerd en, in geval van weigering, is gemotiveerd.

4) *Het verblijfsrecht van familieleden van een Belg die gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer*

B.33.1. Het vijfentwintigste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 40bis van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij artikel 8 van de bestreden wet. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 2 en 3 van de voormelde richtlijn 2004/38/EG, te schenden, doordat zij niet van toepassing is op de familieleden van een Belg, die, na gebruik gemaakt te hebben van zijn recht van vrij verkeer, naar België terugkeert. Aldus zou de bestreden bepaling een discriminatie inhouden doordat ze zowel de Belgische onderdaan die gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer als zijn familieleden, anders behandelt dan de andere burgers van de Unie die gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer, en hun familieleden.

B.33.2. Ten aanzien van het verblijf van de familieleden van een Belg die gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer wordt in meerdere andere verzoekschriften aangevoerd dat ook artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 een discriminatie zou inhouden doordat het alle familieleden van Belgen gelijk behandelt en geen onderscheid maakt naargelang de Belgische gezinshereniger al dan niet gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer. Daardoor zouden zowel de familieleden als de Belgische gezinshereniger die gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer worden gediscrimineerd.

B.33.3. Het onderzoek van de door de verzoekers in de zaak nr. 5354 aangevoerde grief wordt gevoegd bij het onderzoek van de middelen die gericht zijn tegen artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 (B.40.1 en volgende).

5) *De beslissingstermijn voor de aanvraag tot verblijf*

B.34.1. Het zevenendertigste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 42, § 1, van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij artikel 10 van de bestreden wet.

De verzoekende partijen gaan ervan uit dat die bepaling, die de termijnen regelt waarbinnen een aanvraag voor een verblijfsrecht moet worden behandeld, de door het Hof in zijn arresten nrs. 128/2010 van 4 november 2010 en 12/2011 van 27 januari 2011 vastgestelde lacune niet verhelpt. Aldus zou de bestreden bepaling strijdig zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 5, lid 2, en met artikel 10, lid 1, van de richtlijn 2004/38/EG.

B.34.2.1. Artikel 42, § 1, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Het recht op een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk wordt zo snel mogelijk en ten laatste zes maanden volgend op de datum van aanvraag zoals bepaald in § 4, tweede lid, erkend aan de burger van de Unie en zijn familieleden onder de voorwaarden en voor de duur door de Koning bepaald overeenkomstig de Europese verordeningen en richtlijnen. Bij de erkenning wordt rekening gehouden met het geheel van de elementen van het dossier.

Indien aan de voorwaarde betreffende de stabiele en regelmatige bestaansmiddelen bedoeld in artikel 40bis, § 4, tweede lid en in artikel 40ter, tweede lid, niet voldaan is, dient de minister of zijn gemachtigde, op basis van de eigen behoeften van de burger van de Unie die vervoegd wordt en van zijn familieleden te bepalen welke bestaansmiddelen zij nodig hebben om in hun behoeften te voorzien zonder ten laste te vallen van de openbare overheden. De minister of zijn gemachtigde kan hiervoor alle bescheiden en inlichtingen die voor het bepalen van dit bedrag nuttig zijn, doen overleggen door de vreemdeling en door elke Belgische overheid ».

B.34.2.2. Artikel 5, lid 2, van de richtlijn 2004/38/EG bepaalt :

« Familieleden die niet de nationaliteit van een lidstaat bezitten, mogen slechts aan de inreisvisumplicht worden onderworpen overeenkomstig Verordening (EG) nr. 539/2001 of, in voorkomend geval, de nationale wetgeving. Voor de toepassing van deze richtlijn verleent een geldige verblijfskaart als bedoeld in artikel 10 deze familieleden vrijstelling van de visumplicht.

De lidstaten verlenen deze personen alle faciliteiten om de nodige visa te verkrijgen. Deze visa worden zo spoedig mogelijk via een versnelde procedure kosteloos afgegeven ».

Artikel 10, lid 1, van dezelfde richtlijn bepaalt :

« Het verblijfsrecht van de familieleden van een burger van de Unie die niet de nationaliteit van een lidstaat bezitten, wordt binnen zes maanden na de datum van indiening van een aanvraag terzake vastgesteld door de afgifte van een document, ' verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie ' genoemd. Een verklaring dat de aanvraag om een verblijfskaart is ingediend, wordt onmiddellijk afgegeven ».

B.34.3. Bij zijn voormelde arresten nrs. 128/2010 en 12/2011 heeft het Hof geoordeeld :

« Uit het bovenstaande volgt dat de artikelen 40 tot 47 van de Vreemdelingenwet niet bestaanbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat de wetgever geen termijn heeft vastgesteld binnen welke de overheid moet beslissen over een aanvraag tot gezinshereniging die wordt ingediend via een Belgische diplomatieke of consulaire post in het buitenland en doordat hij niet heeft vastgesteld welk gevolg moet worden gehecht aan het uitblijven van een beslissing binnen de voorziene termijn. Die discriminatie vindt haar oorsprong in een lacune in de wetgeving, die enkel door de wetgever kan worden verholpen ».

B.34.4. Uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet blijkt dat door artikel 42, § 1, in de wet van 15 december 1980 in te voegen, de wetgever de door het Hof vastgestelde lacune heeft willen verhelpen :

« Met deze wijziging wordt tegemoet gekomen aan het arrest nr. 128/2010 van het Grondwettelijk Hof d.d. 4 november 2010. Aansluitend op het arrest van het Grondwettelijk Hof wordt voortaan in de wet een behandelingstermijn van zes maanden opgenomen » (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/014, p. 32).

B.34.5. Niettegenstaande artikel 42, § 1, eerste lid, verwijst naar paragraaf 4, tweede lid, ervan dat betrekking heeft op de aanvraag tot gezinshereniging die wordt ingediend bij het gemeentebestuur, blijkt zowel uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling, als uit het algemeen opzet van de artikelen 40 en volgende van de wet van 15 december 1980, dat de wetgever heeft gewild dat de termijn van zes maanden binnen welke over de aanvraag tot erkenning van het verblijfsrecht wordt beslist, in elk geval moet worden nageleefd. Daaruit volgt dat artikel 42, § 1, eerste lid, in die zin dient te worden geïnterpreteerd, zoals ook de Ministerraad betoogt, dat het alle aanvragen tot gezinshereniging met betrekking tot een burger van de Unie en zijn familieleden beoogt, ongeacht of die aanvragen worden ingediend bij een gemeentebestuur of bij een diplomatieke of consulaire post in het buitenland.

B.34.6. Ter uitvoering van artikel 42, § 1, van de wet van 15 december 1980 bepaalt artikel 52, § 4, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 september 2011, bovendien dat het verblijfsrecht wordt toegekend indien de bevoegde overheid geen beslissing heeft genomen binnen de voorgeschreven termijn van zes maanden. Aldus wordt de discriminatie ongedaan gemaakt die het Hof had vastgesteld in de hoger vermelde arresten.

Ten slotte, zelfs indien het, zoals de verzoekende partijen betogen, mogelijk is dat de materiële uitreiking van de verblijfstitel - die, wanneer de aanvraag gebeurt vanuit het buitenland, pas mogelijk is na de aankomst op het grondgebied - eventueel plaats heeft na afloop van de termijn van zes maanden bedoeld in de bestreden bepaling, zou dit geen schending inhouden van artikel 10, lid 1, van de richtlijn 2004/38/EG op voorwaarde dat de beslissing tot toekenning van de verblijfstitel wordt genomen binnen die termijn.

B.34.7. Onder voorbehoud van de in B.34.5 vermelde interpretatie, is het middel niet gegrond.

6) *Beëindiging van het verblijfsrecht van een familielid dat zelf ook burger van de Unie is, vooraleer een duurzaam verblijfsrecht wordt verkregen*

B.35.1. Het achtendertigste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 42ter van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij artikel 11 van de bestreden wet. Die bepaling, die de voorwaarden regelt waaronder een einde kan worden gemaakt aan het verblijfsrecht van een burger van de Unie die zich in België op grond van het recht op gezinshereniging bij een andere burger van de Unie heeft gevoegd, zou volgens de verzoekende partijen strijdig zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 16 en 17 van de richtlijn 2004/38/EG.

B.35.2. Artikel 42ter van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« § 1. Tenzij de familieleden van een burger van de Unie die zelf burger van de Unie zijn, zelf een verblijfsrecht uitoefenen als bedoeld in artikel 40, § 4, of opnieuw voldoen aan de in artikel 40bis, § 2, bedoelde voorwaarden, kan er gedurende de eerste drie jaar na de erkenning van hun recht op verblijf in de hoedanigheid van familielid van de

burger van de Unie, een einde gesteld worden aan hun verblijfsrecht door de minister of zijn gemachtigde in de volgende gevallen :

1° er wordt een einde gesteld aan het verblijfsrecht van de burger van de Unie die zij begeleid of vervoegd hebben;

2° de burger van de Unie die zij begeleid of vervoegd hebben, vertrekt uit het Rijk;

3° de burger van de Unie die zij begeleid of vervoegd hebben, overlijdt;

4° het huwelijk met de burger van de Unie die zij begeleid of vervoegd hebben, wordt ontbonden of nietig verklaard, het geregistreerd partnerschap dat aangegaan werd, zoals bedoeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 1° of 2°, wordt beëindigd, of er is geen gezamenlijke vestiging meer;

5° de familieleden van een burger van de Unie bedoeld in artikel 40, § 4, eerste lid, 2° of 3°, vormen een onredelijke belasting voor het sociale bijstandstelsel van het Rijk.

In de loop van het derde tot het vijfde jaar van hun verblijf als familielid van de burger van de Unie bedoeld in artikel 40, § 4, eerste lid, 3°, volstaat de motivering gebaseerd op een in het eerste lid bedoeld element enkel indien zij aangevuld wordt met elementen die wijzen op een schijnsituatie

Bij de beslissing om een einde te stellen aan het verblijf houdt de minister of zijn gemachtigde rekening met de duur van het verblijf van de betrokkene in het Rijk, diens leeftijd, gezondheidstoestand, gezins- en economische situatie, sociale en culturele integratie in het Rijk en de mate waarin hij bindingen heeft met zijn land van oorsprong.

§ 2. De in § 1, eerste lid, 2° en 3°, bedoelde gevallen zijn niet van toepassing op kinderen van de burger van de Unie die in het Rijk verblijven en aan een onderwijsinstelling zijn ingeschreven alsmede op de ouder die de bewaring heeft van de kinderen, dit tot hun studie voltooid is.

§ 3. De minister of zijn gemachtigde kan zonodig controleren of aan de naleving van de voorwaarden voor de uitoefening van het verblijfsrecht is voldaan ».

B.35.3. De verzoekende partijen zetten uiteen dat zowel de familieleden als de burger van de Unie die wordt vervoegd, zouden worden gediscrimineerd in zoverre op grond van de bestreden bepaling aan het verblijfsrecht van beiden een einde kan worden gemaakt. De mogelijkheid om een einde te maken aan het verblijf van de burger van de Unie die wordt vervoegd, wordt evenwel niet geregeld door de bestreden bepaling, maar door artikel 42*bis* van de wet van 15 december 1980, dat overigens door de bestreden wet niet werd gewijzigd. Het Hof dient derhalve enkel de situatie van het familielid dat een verblijfsrecht heeft verkregen te onderzoeken.

B.35.4. De verzoekende partijen voeren aan dat artikel 42*ter*, § 1, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, door te bepalen dat aan het verblijfsrecht een einde kan worden gemaakt « gedurende de eerste drie jaar na de erkenning van [het] recht op verblijf », artikel 16, lid 1, van de richtlijn 2004/38/EG zou schenden. De verzoekende partijen verwijzen in dat verband naar de rechtspraak van het Hof van Justitie volgens welke beslissingen inzake het verblijfsrecht van de burgers van de Europese Unie en hun familieleden een declaratief karakter hebben.

De verzoekende partijen zijn van mening dat niet kan worden uitgesloten dat, wanneer een verblijfsrecht aanvankelijk wordt geweigerd, en tegen die weigeringsbeslissing alle openstaande beroepsmogelijkheden zijn aangewend, de gecumuleerde duur van de procedures die aan de erkenning van het verblijfsrecht voorafgaan, twee jaar zou kunnen overstijgen, met als gevolg dat de overheid meer dan vijf jaar na de indiening van de aanvraag een einde zou kunnen maken aan het verblijfsrecht, wat een schending zou inhouden van artikel 16, lid 1, van de richtlijn 2004/38/EG. Datzelfde artikel van de richtlijn zou voorts door de bestreden bepaling zijn geschonden doordat ze toelaat dat een einde wordt gesteld aan het verblijf van de vreemdelingen bedoeld in de artikelen 42*quinqies* en 42*sexies* van de wet van 15 december 1980, die voorzien in de verwerving van een duurzaam verblijfsrecht, niet na vijf jaar, maar na drie of twee jaar ononderbroken verblijf in België.

De verzoekende partijen voeren verder aan dat de bestreden bepaling een discriminatie zou inhouden doordat ze de familieleden van een burger van de Unie anders behandelt dan de familieleden van een onderdaan van een derde Staat, zoals bedoeld in artikel 11, § 2, van de wet van 15 december 1980.

Ten slotte verwijten de verzoekende partijen de bestreden bepaling dat zij binnen de categorie van familieleden van een burger van de Unie een onderscheid maakt, doordat zij de familieleden van een student gunstiger zou behandelen dan de familieleden van een andere burger van de Unie.

B.35.5. Artikel 16, lid 1, van de richtlijn 2004/38/EG bepaalt :

« Iedere burger van de Unie die gedurende een ononderbroken periode van vijf jaar legaal op het grondgebied van het gastland heeft verbleven, heeft aldaar een duurzaam verblijfsrecht. Dit recht is niet onderworpen aan de voorwaarden van Hoofdstuk III ».

Krachtens artikel 16, lid 4, van die richtlijn, kan het duurzaam verblijfsrecht, zodra het is verkregen, slechts worden verloren door een afwezigheid van meer dan twee achtereenvolgende jaren uit het gastland.

Artikel 17 van de richtlijn voorziet in een aantal uitzonderingen voor personen die hun werkzaamheid in het gastland hebben gestaakt, en voor hun familieleden.

B.35.6. Doordat artikel 16, lid 1, van de voormelde richtlijn bepaalt dat een burger van de Unie een duurzaam verblijfsrecht kan verkrijgen in een andere lidstaat na een ononderbroken periode van vijf jaar legaal verblijf, moet worden aangenomen dat die periode van vijf jaar een aanvang neemt op het ogenblik dat de legaliteit van het verblijf vaststaat.

Aangezien volgens artikel 42*ter* van de wet van 15 december 1980 een einde kan worden gesteld aan het verblijfsrecht van een familielid dat zelf burger van de Unie is « gedurende de eerste drie jaar na de erkenning van [zijn] recht op verblijf », stelt die bepaling het uitgangspunt van de vermelde termijn van drie jaar eveneens vast op het ogenblik dat de legaliteit van het verblijf vaststaat.

B.35.7. Aldus is het uitgangspunt van de termijn in beide gevallen hetzelfde en kan het verblijfsrecht op grond van artikel 42*ter* van de wet van 15 december 1980 derhalve niet worden ingetrokken na afloop van de in artikel 16, lid 1, van de richtlijn 2004/38/EG bedoelde termijn van vijf jaar.

Volgens de rechtspraak van het Hof van Justitie heeft het recht van de onderdanen van een lidstaat om het grondgebied van een andere lidstaat binnen te komen en er te verblijven met de in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU) genoemde oogmerken, wanneer het rechtstreeks wordt toegekend door het Verdrag of, al naar het geval, door de ter uitvoering daarvan vastgestelde bepalingen, een declaratief karakter.

De afgifte van een verblijfstitel aan een onderdaan van een lidstaat moet dan niet worden beschouwd als een handeling die rechten doet ontstaan, maar als een handeling waarbij een lidstaat de individuele positie van een onderdaan van een andere lidstaat uit het oogpunt van de bepalingen van het Unierecht vaststelt (HvJ, 17 februari 2005, C-215/03, *Salah Oulane* t. Minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie, punten 17 en 18; 23 maart 2006, C-408/03, *Commissie* t. België, punten 62 en 63; 21 juli 2011, C-325/09, *Dias*, punt 48).

Het aan de burgers van de Unie toegekende recht van verblijf is evenwel niet onvoorwaardelijk, zodat zij het bewijs dienen te leveren dat ze voldoen aan de dienaangaande door de relevante bepalingen van het Unierecht of de ter uitvoering daarvan gestelde voorwaarden (HvJ, 23 maart 2006, C-408/03, *Commissie t. België*, punt 64).

Uit het bovenstaande volgt dat, in de gevallen waarin het verblijfsrecht van de burger van de Unie een declaratief karakter heeft, deze laatste wordt geacht dit verblijfsrecht te genieten vanaf het ogenblik van de aanvraag tot erkenning van dit recht, op voorwaarde dat dit verblijfsrecht door de bevoegde overheid wordt toegekend na onderzoek van de voorwaarden waaraan de burger van de Unie dient te voldoen.

Het eerste onderdeel van het middel is niet gegrond.

B.35.8. Wat de vergelijking betreft die de verzoekende partijen maken met artikel 11, § 2, van de wet van 15 december 1980, dat betrekking heeft op de beëindiging van het verblijfsrecht van familieleden van een onderdaan van een derde Staat, moet, zoals ook de Ministerraad voorhoudt, worden vastgesteld dat de in die bepaling beoogde specifieke situaties niet kunnen worden vergeleken met de situaties beoogd in het bestreden artikel 42*ter* van de vermelde wet.

B.35.9. Ten slotte verwijten de verzoekende partijen de bestreden bepaling dat zij binnen de categorie van familieleden van een burger van de Unie een onderscheid maakt doordat zij de familieleden van een student gunstiger zou behandelen dan de familieleden van andere burgers van de Unie.

In tegenstelling tot andere burgers van de Unie en hun familieleden, die een duurzaam recht tot verblijf kunnen krijgen voor zover zij gedurende een ononderbroken periode van drie jaar in het Rijk hebben verbleven (artikel 42*quinquies*, § 1, van de wet van 15 december 1980) kunnen studenten en hun familieleden slechts een duurzaam recht tot verblijf krijgen na vijf jaar (artikel 42*quinquies*, § 2).

Daarmee samenhangend kan op grond van artikel 42*ter* van de wet van 15 december 1980, nog een einde worden gesteld aan het recht van verblijf van de familieleden van een student in de loop van het derde tot en met het vijfde jaar van hun verblijf, terwijl dat voor de familieleden van burgers van de Unie die geen student zijn, slechts kan gedurende de eerste drie jaar na de erkenning van hun recht op verblijf.

In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen voorhouden, worden de familieleden van studenten derhalve niet gunstiger behandeld dan de familieleden van burgers van de Unie die geen student zijn.

B.35.10. Het middel is niet gegrond.

7) *Beëindiging van het verblijfsrecht van een familielid wanneer er geen gezamenlijke vestiging meer is met de gezinshereniger*

B.36.1. Het negenendertigste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 42*ter*, § 1, eerste lid, 4°, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij artikel 11 van de bestreden wet. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling toe te laten dat een einde wordt gemaakt aan het verblijf van een burger van de Unie die zich in België bij een andere burger van de Unie heeft gevoegd met wie hij was verbonden door een huwelijk of door een geregistreerd partnerschap dat gelijkwaardig is met het huwelijk en met wie er, terwijl ze nog niet uit de echt zijn gescheiden of er nog geen officieel einde is gesteld aan hun partnerschap, geen gezamenlijke vestiging meer is. Aldus zou de bestreden bepaling strijdig zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 2, lid 2, onder a) en b), met artikel 3, lid 2, onder b), en met artikel 13 van de richtlijn 2004/38/EG.

B.36.2. Artikel 42*ter*, § 1, eerste lid, 4°, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Tenzij de familieleden van een burger van de Unie die zelf burger van de Unie zijn, zelf een verblijfsrecht uitoefenen als bedoeld in artikel 40, § 4, of opnieuw voldoen aan de in artikel 40*bis*, § 2, bedoelde voorwaarden, kan er gedurende de eerste drie jaar na de erkenning van hun recht op verblijf in de hoedanigheid van familielid van de burger van de Unie, een einde gesteld worden aan hun verblijfsrecht door de minister of zijn gemachtigde in de volgende gevallen :

[...]

4° het huwelijk met de burger van de Unie die zij begeleid of vervoegd hebben, wordt ontbonden of nietig verklaard, het geregistreerd partnerschap dat aangegaan werd, zoals bedoeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 1° of 2°, wordt beëindigd, of er is geen gezamenlijke vestiging meer ».

Artikel 13 van de richtlijn 2004/38/EG bepaalt :

« 1. Onverminderd het bepaalde in de tweede alinea, zijn scheiding, ontbinding of nietigverklaring van het huwelijk van burgers van de Unie of beëindiging van het geregistreerde partnerschap als bedoeld in artikel 2, punt 2, onder b), niet van invloed op het verblijfsrecht van hun familieleden die de nationaliteit van een lidstaat bezitten.

Tot wanneer zij het duurzame verblijfsrecht verwerven moeten de betrokkenen voldoen aan de voorwaarden van artikel 7, lid 1, onder a), b), c) of d).

2. Onverminderd het bepaalde in de tweede alinea, leiden scheiding, ontbinding of nietigverklaring van het huwelijk of beëindiging van geregistreerd partnerschap als bedoeld in artikel 2, punt 2, onder b), niet tot verlies van het verblijfsrecht van de familieleden die niet de nationaliteit van een lidstaat bezitten :

a) indien het huwelijk of het geregistreerd partnerschap als bedoeld in artikel 2, punt 2, onder b), bij de aanvang van de gerechtelijke procedure tot scheiding, ontbinding of nietigverklaring van het huwelijk of bij de beëindiging van het geregistreerd partnerschap als bedoeld in artikel 2, punt 2, onder b), ten minste drie jaar heeft geduurd, waarvan één jaar in het gastland, of

b) indien het ouderlijk gezag over de kinderen van de burger van de Unie bij overeenkomst tussen de echtgenoten of partners als bedoeld in artikel 2, punt 2, onder b), dan wel bij gerechtelijke beslissing is toegewezen aan de echtgenoot of partner die niet de nationaliteit van een lidstaat bezit, of

c) indien bijzonder schrijnende situaties zulks rechtvaardigen, bijvoorbeeld wanneer een familielid tijdens het huwelijk of het geregistreerd partnerschap het slachtoffer is geweest van huiselijk geweld;

d) indien het omgangsrecht met een minderjarig kind, bij overeenkomst tussen de echtgenoten of partners als bedoeld in artikel 2, punt 2, onder b), dan wel bij gerechtelijke beslissing, is toegewezen aan de echtgenoot of partner die niet de nationaliteit van een lidstaat bezit en de rechter heeft bepaald dat dit omgangsrecht in het gastland moet worden uitgeoefend, en dit zolang het nodig is.

Alvorens het duurzame verblijfsrecht te verwerven, blijft hun recht van verblijf onderworpen aan de voorwaarde dat is aangehouden dat zij werknemer of zelfstandige zijn, of voor zichzelf en hun familieleden over toereikende bestaansmiddelen beschikken om te voorkomen dat zij tijdens hun verblijf ten laste komen van de socialebijstandsregeling van het gastland, dat zij een ziektekostenverzekering voor alle risico's in het gastland hebben afgesloten, of dat zij lid zijn van de reeds in het gastland gevormde familie van een persoon die aan deze voorwaarden voldoet. De '

toereikende bestaansmiddelen ' zijn omschreven in artikel 8, lid 4.

Deze familieleden behouden hun verblijfsrecht op uitsluitend persoonlijke basis ».

B.36.3. Artikel 42ter, § 1, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 regelt de voorwaarden waaronder, binnen de eerste drie jaren na de erkenning van zijn recht op verblijf als familielid en dus vóór hij heeft kunnen beschikken over een duurzame verblijfstitel krachtens artikel 42quinquies, een einde kan worden gemaakt aan het verblijf van een familielid van een burger van de Unie dat zelf burger van de Unie is. Het betreft aldus een situatie die alleen binnen de werkingsfeer valt van artikel 13, lid 1, van de voormelde richtlijn 2004/38/EG.

B.36.4. De verzoekende partijen betogen dat de bestreden bepaling een verkeerde omzetting zou zijn van het recht van de Unie zoals het is uitgelegd door het Hof van Justitie.

B.36.5. Volgens artikel 13, lid 1, tweede alinea, van de richtlijn 2004/38/EG moeten de daarin bedoelde familieleden van een burger van de Unie, tot wanneer zij het duurzame verblijfsrecht verwerven, voldoen aan de voorwaarden van artikel 7, lid 1, onder d), van die richtlijn dat vereist dat het familielid de « burger begeleidt of zich bij hem voegt », wat in beginsel impliceert dat zij een gezamenlijke vestiging hebben.

B.36.6. Het Hof van Justitie heeft geoordeeld :

« Het Hof heeft in het kader van de aan richtlijn 2004/38 voorafgaande Unierechtelijke handelingen reeds vastgesteld dat het huwelijk niet als ontbonden kan worden beschouwd, zolang de echtscheiding niet door de bevoegde instantie is uitgesproken en dat dit niet het geval is bij echtgenoten die enkel gescheiden leven, ook wanneer zij voornemens zijn zich later uit de echt te laten scheiden, zodat de echtgenoot niet duurzaam bij de burger van de Unie moet wonen om een afgeleid verblijfsrecht te hebben (zie arrest van 13 februari 1985, *Diatta*, 267/83, Jurispr., blz. 567, punten 20 en 22) » (HvJ, 8 november 2012, C-40/11, *Iida*, punt 58).

B.36.7. Artikel 13 van de richtlijn 2004/38/EG behandelt inzake de mogelijke beëindiging van het verblijfsrecht van een burger van de Unie de echtgenoot gelijk met de partner « met wie de burger van de Unie overeenkomstig de wetgeving van een lidstaat een geregistreerd partnerschap heeft gesloten, voorzover de wetgeving van het gastland geregistreerd partnerschap gelijk stelt met huwelijk en aan de voorwaarden van de wetgeving van het gastland is voldaan ».

B.36.8. Om in overeenstemming te zijn met artikel 13, lid 1, van de richtlijn 2004/38/EG, zoals uitgelegd door het Hof van Justitie, dient artikel 42ter van de wet van 15 december 1980 derhalve zo te worden geïnterpreteerd dat de zinsnede « of [er] [...] geen gezamenlijke vestiging meer [is] » niet slaat op de in die bepaling bedoelde echtgenoot of partner, wat overigens ook blijkt uit het gebruik van het woord « of », maar enkel op de andere familieleden die een verblijfsrecht in het kader van gezinshereniging hebben verkregen.

B.36.9. Onder voorbehoud van de in B.36.8 vermelde interpretatie, is het middel niet gegrond.

8) Controle op de naleving van de verblijfsvoorwaarden

B.37.1. Het veertigste en het drieënveertigste middel in de zaak nr. 5354 strekken tot de vernietiging van artikel 42ter, § 3, van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij artikel 11 van de bestreden wet, alsook van artikel 42quater, § 5, van dezelfde wet zoals het is vervangen bij artikel 12 van de bestreden wet. Volgens de verzoekende partijen zouden de bestreden bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 14, lid 2, tweede alinea, van de richtlijn 2004/38/EG schenden, doordat de laatst vermelde bepaling, in tegenstelling met de bestreden bepalingen, slechts zou toelaten de voorwaarden voor het verblijf van een burger van de Unie of van zijn familieleden die het voordeel van de gezinshereniging hebben genoten, te controleren in bepaalde specifieke gevallen, indien twijfel bestaat over de naleving van die voorwaarden en voor zover die controle niet stelselmatig geschiedt.

B.37.2.1. Artikel 42ter, § 3, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« De minister of zijn gemachtigde kan zonodig controleren of aan de naleving van de voorwaarden voor de uitoefening van het verblijfsrecht is voldaan ».

Artikel 42quater, § 5, van dezelfde wet bepaalt :

« De minister of zijn gemachtigde kan zonodig controleren of aan de naleving van de voorwaarden voor de uitoefening van het verblijfsrecht is voldaan ».

B.37.2.2. Artikel 14, lid 2, tweede alinea, van de richtlijn 2004/38/EG bepaalt :

« In specifieke gevallen van redelijke twijfel over de vraag, of een burger van de Unie of zijn familieleden wel voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 7, 12 en 13, kunnen de lidstaten zulks verifiëren. De verificatie geschiedt evenwel niet stelselmatig ».

B.37.3. De twee bestreden bepalingen zijn bepalingen die voorkwamen in de wet van 25 april 2007 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen », die het voormelde artikel van de richtlijn 2004/38/EG in het Belgische recht heeft omgezet.

Aangezien de algemene doelstelling van die wet erin bestaat de talrijke misbruiken in het kader van gezinshereniging te bestrijden, kan men in de memorie van toelichting bij de ontworpen artikelen 28 en 29 van die wet lezen :

« Zoals bepaald in de § 3, kunnen ook voor de familieleden de voorwaarden voor het recht op verblijf zonodig gecontroleerd worden. Artikel 14.2 van de richtlijn laat dit toe. Deze controle zal niet systematisch worden uitgevoerd » (*Parl. St.*, Kamer, 2006-2007, DOC 51-2845/001, pp. 53 en 55).

B.37.4. Aldus blijkt dat, zoals het voormelde artikel 14, lid 2, van de richtlijn 2004/38/EG bepaalt, niet alleen de door de politie uitgevoerde controles niet stelselmatig kunnen gebeuren, maar dat zij bovendien slechts kunnen worden uitgevoerd indien de minister of zijn gemachtigde het noodzakelijk acht en, bijgevolg, ze toestaat.

Door aan de minister of zijn gemachtigde een beoordelingsbevoegdheid te geven, laat de wetgever hem niet toe die op arbitraire wijze of met overtreding van de in het middel beoogde grondwettelijke regels of van artikel 14, lid 2, van de richtlijn 2004/38/EG uit te oefenen, en is die bevoegdheid in elk geval aan de toetsing door de bevoegde administratieve rechtscolleges is onderworpen.

B.37.5. Ten aanzien van de lasten die de toepassing van die bepalingen zou kunnen veroorzaken voor de gemeentebesturen, is het Hof niet bevoegd om die door de verzoekende partijen geformuleerde kritiek te onderzoeken, aangezien die niet de bestreden wetsbepaling betreft, maar de manier waarop de overheid toepassing ervan zou maken.

B.37.6. De middelen zijn niet gegrond.

9) *Beëindiging van het verblijfsrecht van een familielid dat onderdaan is van een derde Staat, vooraleer een duurzaam verblijfsrecht wordt verkregen*

B.38.1. Het eenenveertigste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 42*quater*, § 1, van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij artikel 12 van de bestreden wet. De verzoekende partijen brengen tegen die bepaling dezelfde grieven in als die welke zij hebben geformuleerd in het achtendertigste en het negenendertigste middel met betrekking tot artikel 42*ter* van dezelfde wet.

B.38.2. Artikel 42*quater*, § 1, van de wet bepaalt :

« In de volgende gevallen kan er door de minister of zijn gemachtigde gedurende de eerste drie jaar na de erkenning van hun recht op verblijf een einde gesteld worden aan het verblijfsrecht van de familieleden van een burger van de Unie die zelf geen burger van de Unie zijn en die verblijven in de hoedanigheid van familielid van de burger van de Unie :

1° er wordt een einde gesteld aan het verblijfsrecht van de burger van de Unie die zij begeleid of vervoegd hebben;

2° de burger van de Unie die zij begeleid of vervoegd hebben, vertrekt uit het Rijk;

3° de burger van de Unie die zij begeleid of vervoegd hebben, overlijdt;

4° het huwelijk met de burger van de Unie die zij begeleid of vervoegd hebben, wordt ontbonden of nietig verklaard, het geregistreerd partnerschap dat aangegaan werd, zoals bedoeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 1° of 2°, wordt beëindigd, of er is geen gezamenlijke vestiging meer;

5° de familieleden van een burger van de Unie, bedoeld in artikel 40, § 4, eerste lid, 2° of 3°, vormen een onredelijke belasting voor het sociale bijstandstelsel van het Rijk.

In de loop van het derde tot het vijfde jaar van hun verblijf als familielid van de burger van de Unie, bedoeld in artikel 40, § 4, eerste lid, 3°, volstaat de motivering gebaseerd op een in het eerste lid bedoeld element enkel indien zij aangevuld wordt met elementen die wijzen op een schijnsituatie.

Bij de beslissing om een einde te stellen aan het verblijf houdt de minister of zijn gemachtigde rekening met de duur van het verblijf van de betrokkene in het Rijk, diens leeftijd, gezondheidstoestand, gezins- en economische situatie, sociale en culturele integratie in het Rijk en de mate waarin hij bindingen heeft met zijn land van oorsprong ».

B.38.3. Artikel 42*quater* regelt de voorwaarden waaronder een einde kan worden gemaakt aan het verblijf van de familieleden van een burger van de Unie die zelf geen burgers van de Unie zijn.

B.38.4. Om dezelfde redenen als deze uiteengezet onder B.35.6 en B.35.7, is het middel niet gegrond.

10) Beëindiging van het verblijf van slachtoffers van echtelijk geweld

B.39.1. Het tweeënveertigste middel in de zaak nr. 5354 strekt tot de vernietiging van artikel 42*quater*, § 4, 4°, van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij artikel 12 van de bestreden wet. De verzoekende partijen, die opmerken dat die bepaling artikel 11, § 2, vierde lid, van de wet, dat wordt bestreden in het veertiende middel van hun verzoekschrift, nagenoeg letterlijk overneemt, voegen eraan toe dat de bestreden bepaling artikel 13, lid 2, onder c), van de richtlijn 2004/38/EG schendt, in zoverre zij vereist dat het familielid aantoonde het slachtoffer te zijn geweest van huiselijk geweld, hetgeen zij beschouwen als een verscherping van de vereisten die verder gaat dan wat de tekst van de richtlijn toelaat.

B.39.2. Artikel 42*quater*, § 4, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Onder voorbehoud van het bepaalde in § 5 is het in § 1, eerste lid, 4°, bedoelde geval niet van toepassing :

1° indien het huwelijk, het geregistreerd partnerschap of de gezamenlijke vestiging bij de aanvang van de gerechtelijke procedure tot ontbinding of nietigverklaring van het huwelijk of bij de beëindiging van het geregistreerd partnerschap of de gezamenlijke vestiging, ten minste drie jaar heeft geduurd, waarvan minstens één jaar in het Rijk. In geval van nietigverklaring van het huwelijk dient de echtgenoot bovendien te goeder trouw te zijn geweest;

2° of indien het recht van bewaring van de kinderen van de burger van de Unie, die in het Rijk verblijven, bij overeenkomst tussen de echtgenoten of de partners, bedoeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 1° of 2°, dan wel bij gerechtelijke beslissing is toegewezen aan de echtgenoot of partner die geen burger van de Unie is;

3° of indien het omgangsrecht met een minderjarig kind, bij overeenkomst tussen de echtgenoten of partners als bedoeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 1° of 2°, dan wel bij gerechtelijke beslissing is toegewezen aan de echtgenoot of partner, bedoeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 1° of 2°, die geen burger van de Unie is en de rechter heeft bepaald dat dit recht van bewaring moet uitgeoefend worden in het Rijk en dit zolang het nodig is;

4° of indien bijzonder schrijnende situaties dit rechtvaardigen, bijvoorbeeld indien het familielid aantoonde tijdens het huwelijk of het geregistreerd partnerschap als bedoeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 1° of 2° het slachtoffer te zijn geweest van geweld in de familie alsook van geweld zoals bedoeld in de artikelen 375, 398 tot 400, 402, 403 of 405, van het Strafwetboek;

en voor zover betrokkenen aantonen werknemer of zelfstandige te zijn in België, of voor zichzelf en hun familieleden te beschikken over voldoende bestaansmiddelen, bedoeld in artikel 40, § 4, tweede lid, om te voorkomen dat zij tijdens hun verblijf ten laste vallen van het sociale bijstandstelsel van het Rijk en beschikken over een ziektekostenverzekering die alle risico's in België dekt, of lid zijn van een in het Rijk gevormde familie van een persoon die aan deze voorwaarden voldoet ».

B.39.3. De bestreden bepaling vormt de omzetting in het interne recht van artikel 13, lid 2, onder c), van de richtlijn 2004/38/EG, volgens hetwelk geen einde kan worden gesteld aan het verblijfsrecht van familieleden die niet de nationaliteit van een lidstaat bezitten indien bijzonder schrijnende situaties zulks rechtvaardigen, bijvoorbeeld wanneer een familielid tijdens het huwelijk of het geregistreerd partnerschap het slachtoffer is geweest van huiselijk geweld.

B.39.4. Het blijkt niet dat de bescherming die de bestreden bepaling beoogt te bieden, minder ruim is dan deze waartoe de richtlijn verplicht.

B.39.5. Het middel is niet gegrond.

III. Wat de voorwaarden tot gezinshereniging betreft van de familieleden van een Belgische onderdaan

B.40.1. Artikel 40*ter* van de wet van 15 december 1980, zoals vervangen door het bestreden artikel 9 van de wet van 8 juli 2011, regelt het verblijf op het Belgische grondgebied van vreemdelingen die familielid zijn van een Belgische onderdaan. Met uitzondering van het verzoekschrift in de zaak nr. 5312, wordt door alle verzoekende partijen de gehele of gedeeltelijke vernietiging van de bestreden bepaling gevorderd.

B.40.2. Artikel 40*ter* van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de familieleden van een Belg, voor zover het betreft :

- de familieleden vermeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 1° tot 3°, die de Belg begeleiden of zich bij hem voegen;

- de familieleden vermeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 4° die de ouders zijn van een minderjarige Belg, die hun identiteit aantonen met een identiteitsdocument en die de Belg begeleiden of zich bij hem voegen.

Voor wat betreft de in artikel 40bis, § 2, eerste lid, 1° tot 3° bedoelde familieleden moet de Belgische onderdaan aantonen :

- dat hij over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen beschikt. Aan die voorwaarde wordt geacht voldaan te zijn indien de bestaansmiddelen ten minste gelijk zijn aan honderd twintig procent van het bedrag bedoeld in artikel 14, § 1, 3° van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie. Bij het beoordelen van deze bestaansmiddelen :

1° wordt rekening gehouden met hun aard en regelmatigheid;

2° worden de middelen verkregen uit de aanvullende bijstandsstelsels, met name het leefloon en de aanvullende gezinsbijslagen, alsook de financiële maatschappelijke dienstverlening en de gezinsbijslagen niet in aanmerking genomen;

3° worden de wachttuitkering en de overbruggingsuitkering niet in aanmerking genomen en wordt de werkloosheidsuitkering enkel in aanmerking genomen voor zover de betrokken echtgenoot of partner kan bewijzen dat hij actief werk zoekt.

- dat hij over behoorlijke huisvesting beschikt die toelaat het familielid of de familieleden, die gevraagd heeft of hebben om zich bij hem te komen voegen, te herbergen en die voldoet aan de voorwaarden die gesteld worden aan een onroerend goed dat wordt verhuurd als hoofdverblijfplaats zoals bepaald in het artikel 2 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 2 van het Burgerlijk Wetboek en over een ziektekostenverzekering beschikt die de risico's in België voor hem en zijn familieleden dekt. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze waarop de vreemdeling bewijst dat het onroerend goed voldoet aan de gestelde voorwaarden.

Voor wat betreft de in artikel 40bis, § 2, eerste lid, 1° bedoelde personen, dienen beide echtgenoten of partners ouder te zijn dan eenentwintig jaar.

Onder de voorwaarden vermeld in artikel 42ter en artikel 42quater kan voor het familielid van een Belg eveneens een einde worden gesteld aan het verblijf wanneer niet meer is voldaan aan de in het tweede lid vastgestelde voorwaarden ».

B.41.1. De verzoekende partijen voeren aan dat de bestreden bepaling strijdig zou zijn met de artikelen 10, 11, 22 en 191 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met verscheidene bepalingen van het Europese Unierecht en met verscheidene andere bepalingen van internationaal recht.

B.41.2. Wat de toetsing aan het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie betreft, zoals gewaarborgd door de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet, wordt de bestreden bepaling verweten dat ze niet alleen de familieleden van een Belg ongunstiger zou behandelen dan de familieleden van een andere burger van de Unie of van een onderdaan van een derde Staat, maar dat ze daarmee samenhangend in bepaalde gevallen ook de gezinshereniger die Belg is, ongunstiger zou behandelen dan de gezinshereniger die vreemdeling is.

Daaruit zou eveneens een verschil in behandeling tussen de Belgen volgen, naargelang zij al dan niet onder het toepassingsgebied van het Unierecht vallen.

B.41.3. Artikel 191 van de Grondwet bepaalt :

« Iedere vreemdeling die zich op het grondgebied van België bevindt, geniet de bescherming verleend aan personen en aan goederen, behoudens de bij de wet gestelde uitzonderingen ».

Artikel 191 van de Grondwet, afzonderlijk gelezen, kan slechts worden geschonden in zoverre de bestreden bepalingen een verschil in behandeling instellen tussen bepaalde vreemdelingen en de Belgen.

B.41.4. In zoverre wordt aangevoerd dat de Belgische gezinshereniger ongunstiger zou worden behandeld dan de gezinshereniger die onderdaan is van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een derde Staat, valt dat onderscheid in behandeling niet onder de toepassing van artikel 191 van de Grondwet, nu de bescherming beoogd door die bepaling alleen ten goede komt aan de vreemdelingen en niet aan de Belgen.

B.41.5. In zoverre de situatie van de familieleden van een Belg wordt vergeleken met de situatie van familieleden van andere burgers van de Unie en van onderdanen van derde Staten, valt die situatie evenmin onder de bescherming van artikel 191 van de Grondwet, nu de categorieën van personen die worden vergeleken in elk van de bedoelde gevallen vreemdelingen zijn.

B.41.6. Uit het bovenstaande blijkt dat de middelen niet ontvankelijk zijn in zoverre zij zijn afgeleid uit de schending van artikel 191 van de Grondwet. Het Hof dient de middelen bijgevolg te onderzoeken in zoverre zij een schending aanvoeren van de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de aangevoerde bepalingen van internationaal recht.

B.42. Bij het onderzoek van de beroepen groepeert het Hof de middelen naargelang zij betrekking hebben op :

- het verschil in behandeling tussen een Belg en zijn familieleden en een onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie en zijn familieleden;

- de Belg die gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer;

- de rechten verbonden aan het burgerschap van de Unie;

- het verschil in behandeling tussen Belgen onderling en hun familieleden;

- het verschil in behandeling tussen een Belg en zijn familieleden en een onderdaan van een derde Staat en zijn familieleden;

- de toepassing in de tijd van de bestreden bepaling.

1) *Het verschil in behandeling tussen een Belg en zijn familieleden en een onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie en zijn familieleden*

B.43. De verzoekende partijen voeren aan dat artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 een schending zou inhouden van de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met verscheidene bepalingen van de richtlijn 2004/38/EG, doordat het aan de familieleden van een Belgische onderdaan niet dezelfde rechten toekent als die welke krachtens artikel 40bis van die wet toekomen aan de familieleden van onderdanen van andere lidstaten van de Europese Unie (hierna overeenkomstig artikel 40 van de wet van 15 december 1980 : « burgers van de Unie » genoemd). Aldus zouden zowel de Belgische onderdaan als zijn familieleden worden gediscrimineerd ten aanzien van burgers van de Unie en hun familieleden.

De kritiek van de verzoekende partijen is meer specifiek gericht tegen het feit dat krachtens artikel 40ter, eerste lid, enkel een toelating tot verblijf kan worden verleend aan de ouders van een minderjarige Belg, terwijl op grond van artikel 40bis, § 2, eerste lid, 4°, van die wet ook de ouders van een meerderjarige burger van de Unie onder bepaalde voorwaarden een verblijfsrecht kunnen verkrijgen, tegen het verschil in behandeling van de andere familieleden, wat

de vereisten inzake de bestaansmiddelen van de gezinshereniger betreft en tegen de leeftijdsvereisten voor echtgenoten en partners.

B.44.1. Artikel 40bis en de artikelen 41 tot 47 van de wet van 15 december 1980 vormen de omzetting in het interne recht van de richtlijn 2004/38/EG betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden. Uit artikel 40bis van de wet van 15 december 1980, in samenhang gelezen met artikel 40 van die wet, blijkt dat de eerstgenoemde bepaling het verblijfsrecht regelt van de familieleden van een burger van de Unie die onderdaan is van een andere lidstaat.

Bij de totstandkoming van artikel 40bis van de wet van 15 december 1980 diende de wetgever de verplichtingen na te leven die de Belgische Staat als lidstaat van de Unie op zich heeft genomen inzake het vrij verkeer van personen. Aldus vormt die bepaling, voor wat het verblijfsrecht van de bloedverwanten in de opgaande lijn van een burger van de Unie, voor wat de vereiste bestaansmiddelen van de gezinshereniger en voor wat de leeftijdsvereisten voor echtgenoten en partners betreft, de omzetting in het interne recht van de verplichtingen die op de wetgever rusten krachtens de artikelen 3 en 7 van de richtlijn 2004/38/EG.

B.44.2. Volgens het Hof van Justitie zijn de in de richtlijn 2004/38/EG aan de familieleden van een burger van de Unie verleende rechten om zich bij deze laatste te voegen in een andere lidstaat, geen persoonlijke rechten van deze gezinsleden, maar afgeleide rechten, die zij hebben verkregen in hun hoedanigheid van familielid van een burger van de Unie die gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer (HvJ, 5 mei 2011, C-434/09, *McCarthy*, punt 42; 15 november 2011, C-256/11, *Dereci*, punt 55; 8 november 2012, C-40/11, *Iida*, punt 67; 8 mei 2013, C-87/12, *Ymeraga e.a.*, punt 35). Nog volgens het Hof van Justitie « berusten de doelstelling en de rechtvaardiging van bedoelde afgeleide rechten op de vaststelling dat het niet erkennen van deze rechten de vrijheid van verkeer van de burger van de Unie kan aantasten en hem ervan kan weerhouden om van zijn recht van [vrij verkeer] gebruik te maken » (HvJ, 8 november 2012, C-40/11, *Iida*, punt 68; 8 mei 2013, C-87/12, *Ymeraga e.a.*, punt 35).

B.44.3. De mogelijkheid voor familieleden van een burger van de Unie om zich te beroepen op artikel 40bis van de wet van 15 december 1980, teneinde zich bij deze burger te voegen, beoogt het mogelijk te maken dat een van de fundamentele doelstellingen van de Unie, namelijk de realisatie van het vrij verkeer binnen het grondgebied van de lidstaten, onder objectieve voorwaarden van vrijheid en waardigheid wordt uitgevoerd (overwegingen 2 en 5 van de richtlijn 2004/38/EG).

Artikel 21 van het VWEU onderwerpt het recht van vrij verkeer van de burger van de Unie - en bijgevolg dat van zijn familieleden - echter aan de « beperkingen en voorwaarden die [...] zijn vastgesteld », met name bij de richtlijn 2004/38/EG, die het verblijfsrecht van de burger van de Unie aan verscheidene voorwaarden onderwerpt die inzonderheid ten doel hebben de gezinshereniging te beperken tot de naaste familieleden van de burger van de Unie, de onrechtmatige praktijken te bestrijden en erop toe te zien dat die burger of zijn familieleden geen onredelijke last voor het gastland worden. In de 31ste overweging van de richtlijn 2004/38/EG wordt ten slotte onderstreept dat die laatste « de grondrechten en de fundamentele vrijheden [eerbiedigt] en [...] met name de beginselen in acht [neemt] die zijn neergelegd in het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie », met inbegrip van het recht op menselijke waardigheid en het recht op het familie- en gezinsleven (artikelen 1 en 7 van het Handvest).

B.45.1. Artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 regelt het verblijf op het grondgebied van de familieleden van een Belgische onderdaan. Zoals uiteengezet in B.3.2, beoogt de bestreden wet van 8 juli 2011 het immigratiebeleid inzake gezinshereniging bij te sturen, teneinde de migratiedruk te beheersen en bepaalde misbruiken te ontmoedigen, met eerbied voor het recht op het gezinsleven.

Tevens werd de noodzaak benadrukt om te verzekeren dat de familieleden in menswaardige omstandigheden verblijven. In het licht van die doelstellingen werden ook maatregelen noodzakelijk geacht ten aanzien van de familieleden van een Belg.

De bestreden bepaling past derhalve in het streven van de wetgever naar een ordentelijk immigratiebeleid en streeft een doelstelling na die verschillend is van die welke aan de basis ligt van het Unierecht inzake vrij verkeer.

B.45.2. Overeenkomstig de artikelen 4 en 5 van het Verdrag betreffende de Europese Unie (VEU) behoren de bevoegdheden die in de Verdragen niet aan de Unie zijn toegeedeeld, toe aan de lidstaten. Aldus zijn de lidstaten bevoegd om te bepalen onder welke voorwaarden de familieleden van een eigen onderdaan wiens situatie geen aanknopingspunt heeft met het Unierecht, een verblijfstitel kunnen verkrijgen. Volgens de rechtspraak van het Hof van Justitie is het Unierecht immers niet van toepassing in een zuiver interne situatie (HvJ, 5 mei 2011, C-434/09, *McCarthy*, punt 45; 15 november 2011, C-256/11, *Dereci*, punt 60).

B.46. De in de richtlijn 2004/38/EG en de in artikel 40bis en andere van de wet van 15 december 1980 aan de familieleden van een burger van de Unie verleende rechten zijn onlosmakelijk verbonden met de uitoefening door die burger van de Unie van zijn recht van vrij verkeer. Volgens artikel 3, lid 1, is de richtlijn van toepassing op iedere burger van de Unie die zich begeeft naar of verblijft in een andere lidstaat dan die waarvan hij de nationaliteit bezit, en diens familieleden, zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 2), van die richtlijn, die hem begeleiden of zich bij hem voegen (HvJ, 8 maart 2011, C-34/09, *Ruiz Zambrano*, punt 39; 15 november 2011, C-256/11, *Dereci*, punt 53). De richtlijn is niet van toepassing op de familieleden van een burger van de Unie, die nooit gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer en steeds verbleven heeft in de lidstaat waarvan hij de nationaliteit bezit (HvJ, 15 november 2011, C-256/11, *Dereci*, punt 58, 8 mei 2013, C-87/12, *Ymeraga e.a.*, punt 30).

B.47. Volgens de Ministerraad zouden de Belgen die nooit hun recht van vrij verkeer hebben uitgeoefend niet nuttig kunnen worden vergeleken met de « burgers van de Unie », in zoverre die laatsten het voordeel van een specifieke reglementering genieten die de omzetting is van verplichtingen die voortvloeien uit de richtlijn 2004/38/EG.

B.48. Hoewel, gelet op de rechtspraak van het Hof van Justitie ter zake, een verschil in behandeling tussen de in B.47 beoogde categorieën van personen dat ongunstig is voor de burgers van de Unie die nooit hun recht van vrij verkeer hebben uitgeoefend, het algemeen beginsel van het recht van de Europese Unie van gelijkheid en niet-discriminatie wegens de specifieke kenmerken van die rechtsorde en het beperkte toepassingsgebied ervan, niet kan schenden, zou hetzelfde niet kunnen gelden ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Die artikelen strekken immers ertoe te verzekeren dat de normen die in de Belgische rechtsorde van toepassing zijn het gelijkheidsbeginsel en het discriminatieverbod in acht nemen. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet hebben een algemene draagwijdte. Zij verbieden elke discriminatie, ongeacht de oorsprong ervan. Tot de rechten en vrijheden die zonder discriminatie moeten worden gewaarborgd, behoren de rechten en vrijheden die voortvloeien uit internationale verdragsbepalingen die België binden.

Artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens verbiedt met name elke discriminatie in het genot van een van de bij dat Verdrag gewaarborgde rechten met inbegrip van het recht op gezinsleven.

B.49. Ervan uitgaan, zoals de Ministerraad voorstelt, dat de twee in de B.47 beoogde categorieën van personen van nature onvoldoende vergelijkbaar zouden zijn om de reden dat de wetgever voor een van hen de verplichtingen heeft

willen in acht nemen die voortvloeiden uit de inwerkingtreding van de richtlijn 2004/38/EG, zou de toetsing inzake gelijkheid en niet-discriminatie, die zelfs in dat geval in de interne rechtsorde is voorgeschreven door de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in voorkomend geval in samenhang gelezen met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, zinledig maken.

Wanneer een wetsbepaling een verschil in behandeling tussen personen die zich in een vergelijkbare situatie bevinden oplegt, kan de loutere omstandigheid dat die bepaling het voor de Staat mogelijk maakt zijn internationale verbintenissen na te komen, immers niet volstaan om het bekritiseerde verschil in behandeling te verantwoorden (zie in die zin EHRM, 6 november 2012, *Hode en Abdi* t. Verenigd Koninkrijk, § 55).

B.50.1. Het staat derhalve aan het Hof erop toe te zien dat de regels die de wetgever aanneemt wanneer hij het recht van de Europese Unie omzet, niet ertoe leiden ten aanzien van de eigen onderdanen verschillen in behandeling in het leven te roepen die niet redelijk verantwoord zouden zijn.

B.50.2. Wanneer de wetgever de voorwaarden voor de uitoefening van het recht op gezinshereniging regelt die van toepassing zijn op personen die zich in vergelijkbare situaties bevinden, maar waarvan een categorie, in tegenstelling met de andere, onder het Unierecht valt, is hij echter niet verplicht strikt identieke regels in te stellen, gelet op de bij de richtlijn 2004/38/EG nagestreefde en in B.44.3 vermelde doelstelling.

De inachtneming van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie tussen de « burgers van de Unie » en de Belgen kan, wegens de bijzondere situatie van elk van die twee categorieën van personen, bepaalde verschillen in behandeling toelaten. Aldus zou het feit dat de wetgever, ten aanzien van een categorie van personen, de regelgeving van de Unie omzet, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie niet kunnen schenden, om de enkele reden dat de wetgever ze niet tevens doet gelden voor een categorie van personen die niet aan die regelgeving van de Unie is onderworpen, te dezen de familieleden van een Belg die geen gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer en wiens situatie aldus niet het aanknopingspunt met het Unierecht vertoont dat, voor de familieleden bedoeld in artikel 40bis van de wet van 15 december 1980, onontbeerlijk is om een verblijfsrecht op grond van die bepaling te verkrijgen.

Dat verschil in behandeling moet echter redelijk kunnen worden verantwoord om bestaanbaar te zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.51. In zoverre de bestreden bepaling de familieleden van een Belg die geen gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer, anders behandelt dan de familieleden van de burgers van de Unie, bedoeld in artikel 40bis van de wet van 15 december 1980, berust dat verschil in behandeling op een objectief criterium.

Het Hof dient evenwel nog te onderzoeken of dat verschil in behandeling op een relevant criterium is gegrond en of het geen onevenredige gevolgen met zich meebrengt.

Daarbij dient inzonderheid rekening te worden gehouden met het recht op de eerbiediging van het gezinsleven, zoals gewaarborgd door artikel 22 van de Grondwet en door artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.52.1. De zorg om de gezinshereniging van de Belgen te contingenteren vertrekt van de vaststelling dat « de meeste gevallen van gezinshereniging betrekking hebben op Belgen die in ons land uit migranten zijn geboren, of die Belg zijn geworden dankzij de snel-Belg-wet » (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, p. 166).

De wetgever heeft redelijkerwijs rekening kunnen houden met het feit dat, wegens verscheidene wetswijzigingen, de toegang tot de Belgische nationaliteit in de loop van de laatste jaren is vergemakkelijkt, zodat het aantal Belgen die een aanvraag tot gezinshereniging kunnen indienen ten voordele van hun familieleden, aanzienlijk is toegenomen.

B.52.2. Hoewel zij het gevolg is van een keuze van de wetgever, maakt die omstandigheid het mogelijk de relevantie te verantwoorden van het verschil in behandeling teneinde de migratiestromen te beheersen die de gezinshereniging doet ontstaan. Zelfs in de veronderstelling dat sommige lidstaten van de Europese Unie op dezelfde wijze als België de toegang tot hun nationaliteit hebben vergemakkelijkt, vermocht de wetgever zich redelijkerwijs te baseren op het feit dat het aantal van hun onderdanen die in België verblijven beperkt zou blijven en dat het verblijf van die laatsten aan striktere voorwaarden is onderworpen dan het, in beginsel absolute, recht van de Belg om op het nationale grondgebied te verblijven.

Ten aanzien van een Belg striktere voorwaarden inzake gezinshereniging opleggen dan ten aanzien van een niet-Belgische Europese burger blijkt dus ten opzichte van die doelstelling een relevante maatregel. Voor zover ze daarmee evenredig zijn, kunnen de drie door de verzoekende partijen bekritiseerde verschillen in behandeling bijgevolg worden verantwoord wegens de doelstelling die erin bestaat de migratiestromen te beheersen.

De omstandigheid dat de Belg die zijn recht van vrij verkeer heeft uitgeoefend, aan de toepassing van die striktere voorwaarden ontsnapt, doet aan die conclusie geen afbreuk. In het kader van een immigratiebeleid, dat tot complexe en ingewikkelde afwegingen noopt en waarbij rekening dient te worden gehouden met de vereisten die voortvloeien uit het recht van de Europese Unie, beschikt de wetgever over een ruime beoordelingsbevoegdheid.

B.52.3. Bovendien vormen de aan de Belgische gezinshereniger opgelegde striktere inkomensvoorwaarden een relevante maatregel om het voortbestaan van het stelsel voor sociale bijstand en het verblijf van de familieleden van de gezinshereniger in menswaardige omstandigheden te verzekeren.

In tegenstelling met de « burger van de Unie », wiens verblijfsrecht kan worden ingetrokken wanneer hij een onredelijke last voor de begroting van de Staat wordt, beschikt de Belg over het recht op de sociale bijstand zonder op enig ogenblik het risico te lopen dat zijn verblijfsrecht hem wordt afgenomen, zodat het feit dat aan de Belg die zijn recht van vrij verkeer niet heeft uitgeoefend en die gebruik wenst te maken van zijn recht op gezinshereniging de verplichting wordt opgelegd aan te tonen dat hij over meer financiële en materiële middelen beschikt dan de « burger van de Unie », het mogelijk maakt het voortbestaan van het socialezekerheidsstelsel te verzekeren.

Het kan immers niet worden uitgesloten, enerzijds, dat de tenlasteneming van zijn familieleden de financiële situatie van die Belgische onderdaan zodanig verergert dat hij, na verloop van een bepaalde periode, van de sociale bijstand afhankelijk wordt om zijn eigen essentiële behoeften te verzekeren en, anderzijds, dat het recht op de eerbiediging van het gezinsleven, verankerd in artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, aan de overheden de verplichting oplegt om, zelfs in een dergelijke situatie, geen einde te maken aan het verblijf van zijn familieleden die in voorkomend geval sedert een bepaald aantal jaren legaal op het Belgische grondgebied verblijven.

B.53. Het Hof dient voorts de evenredigheid van de bestreden maatregelen te onderzoeken in zoverre zij betrekking hebben op de gezinshereniging met bloedverwanten in de opgaande lijn, op de vereisten inzake bestaansmiddelen en op de leeftijdsvereisten voor echtgenoten en partners.

De gezinshereniging met de bloedverwanten in de opgaande lijn

B.54.1. Artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 voorziet in de mogelijkheid om een verblijf in het kader van

gezinshereniging te verkrijgen voor de echtgenoot of partner van een Belgische onderdaan, voor de kinderen van de Belgische onderdaan en die van zijn echtgenoot of partner, alsmede voor de beide ouders van een minderjarige Belg. Aldus waarborgt die bepaling het recht op gezinsleven van het kerngezin.

B.54.2. Door in artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 de gezinshereniging van minderjarige Belgen met hun beide ouders toe te laten zonder bijkomende voorwaarden, houdt de wetgever rekening met de bijzondere band van afhankelijkheid tussen jonge kinderen en hun ouders. Daarentegen is het feit dat de meerderjarige Belg gescheiden leeft van zijn ouders in de regel het gevolg van een persoonlijke keuze. Bovendien heeft de meerderjarige Belg, op het nationale grondgebied een affectief netwerk kunnen opbouwen. Ook al kunnen die banden niet worden gelijkgesteld met de verwantschapsbanden die hem met zijn rechtstreekse bloedverwanten in de opgaande lijn verbinden, blijft het niettemin een feit dat de integratie van de meerderjarige Belg wiens ouders geen burgers van de Unie zijn, de permanente aanwezigheid op het nationale grondgebied van zijn ouders voor hem minder noodzakelijk maakt. Bovendien kunnen die laatsten, zowel met het oog op een kort verblijf, als met het oog op een langdurig verblijf, een toelating tot verblijf vragen op grond van de bepalingen vervat in titel I van de wet van 15 december 1980, die in beginsel op algemene wijze voor alle vreemdelingen gelden. Er is derhalve geen onevenredige aantasting van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie noch van het recht op de bescherming van het gezinsleven doordat aan de ouders van een meerderjarige Belg geen verblijfstitel in het kader van gezinshereniging kan worden verleend.

De bestaansmiddelen

B.55.1. De kritiek van de verzoekende partijen heeft eveneens betrekking op de voorwaarden die artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 stelt op het vlak van vereiste bestaansmiddelen.

B.55.2. Door te bepalen dat de stabiele en toereikende bestaansmiddelen van de gezinshereniger ten minste moeten gelijk zijn aan honderdtwintig procent van het bedrag bedoeld in artikel 14, § 1, 3°, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, heeft de wetgever een referentiebedrag willen vaststellen. Aldus heeft die bepaling tot gevolg dat de overheid die de aanvraag tot gezinshereniging moet onderzoeken, geen verder onderzoek moet doen naar de bestaansmiddelen indien de gezinshereniger over een inkomen beschikt dat gelijk is of hoger dan het beoogde referentiebedrag.

De bestreden bepaling heeft niet tot gevolg dat de gezinshereniging wordt verhinderd indien het inkomen van de gezinshereniger lager is dan het vermelde referentiebedrag. In dat geval moet de bevoegde overheid, volgens artikel 42, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980, in het concrete geval en op basis van de eigen behoeften van de Belg en van zijn familieleden, bepalen welke bestaansmiddelen zij nodig hebben om in hun behoeften te voorzien zonder dat de familieleden ten laste vallen van de openbare overheden.

B.55.3. In zoverre wordt vereist dat, bij het bepalen van de inkomsten van de gezinshereniger, de werkloosheidsuitkering enkel in aanmerking wordt genomen op voorwaarde dat de gezinshereniger aantoont dat hij actief werk zoekt, dient artikel 40ter, tweede lid, om de redenen uiteengezet onder B.17.6.4, zo te worden begrepen dat het de Belgische gezinshereniger die een werkloosheidsuitkering geniet en vrijgesteld is van de verplichting om beschikbaar te zijn voor de arbeidsmarkt en werk te zoeken, niet de verplichting oplegt te bewijzen dat hij actief werk zoekt.

B.55.4. Bovendien kan de wetgever niet worden verweten dat hij in het kader van een gezinshereniging met een Belg die zijn recht van vrij verkeer niet heeft uitgeoefend, heeft geëist dat deze de regelmatigheid en de stabiliteit van zijn bestaansmiddelen aantoont, omdat geen einde kan worden gemaakt aan zijn verblijf op het nationale grondgebied wanneer hij of zijn familieleden metertijd een onredelijke last zouden worden voor de sociale bijstand. Bovendien dient te worden vastgesteld dat, hoewel de Belgische gezinshereniger « stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen » dient aan te tonen, terwijl de gezinshereniger, die « burger van de Unie » is, « voldoende bestaansmiddelen » moet aantonen, die laatste voorwaarde wordt beoordeeld rekening houdend met « de aard en de regelmaat van diens inkomsten » (artikel 40bis, § 4, tweede lid).

B.55.5. De wetgever heeft erop toegezien dat het risico dat de familieleden van de Belgische gezinshereniger vanaf het begin of in de loop van hun verblijf om een sociale bijstand moeten verzoeken om menswaardige levensomstandigheden te verzekeren, aanzienlijk wordt beperkt zonder evenwel de uitoefening van het recht op gezinsleven van de Belgische onderdaan onmogelijk of overdreven moeilijk te maken. Hij heeft aldus een billijk evenwicht verzekerd tussen de legitieme doelstelling het voorbestaan van het stelsel voor sociale bijstand te verzekeren, rekening houdend met de bijzondere situatie van de Belg in dat verband, en de zorg om de Belgische onderdaan die geen gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer de mogelijkheid te bieden zijn recht op gezinsleven in menswaardige omstandigheden uit te oefenen.

Gelet op het voorgaande heeft het verschil in behandeling, op het vlak van de bestaansmiddelen, tussen de Belgische onderdaan die geen gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer en zijn familieleden, en de andere burgers van de Unie en hun familieleden geen onevenredige gevolgen.

De leeftijdsvoorwaarde

B.56.1. De kritiek van de verzoekende partijen heeft ten slotte betrekking op de leeftijdsvereisten die worden gesteld aan echtgenoten en partners. Terwijl in artikel 40bis van de wet van 15 december 1980 aan de « burger van de Unie » en aan zijn echtgenoot geen enkele leeftijdsvoorwaarde is opgelegd, kan de echtgenoot van een Belgische onderdaan die zijn recht van vrij verkeer niet heeft uitgeoefend, krachtens artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 slechts een verblijfstitel verkrijgen indien hij en de Belgische gezinshereniger ten minste eenentwintig jaar oud zijn.

B.56.2. Doordat die voorwaarde het verkrijgen van een verblijfstitel ten voordele van de echtgenoot van de Belgische onderdaan die zijn recht van vrij verkeer niet heeft uitgeoefend, niet belet maar alleen tijdelijk uitstelt, tast zij het recht op het gezinsleven niet op onevenredige wijze aan, des te meer omdat zij het ook mogelijk maakt de jongvolwassenen te beschermen tegen de risico's op gedwongen huwelijken of schijnhuwelijken die worden gesloten met als enig doel een verblijfstitel voor een van beide echtgenoten te verkrijgen.

B.57. Uit het bovenstaande volgt dat artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, niet schendt doordat het een Belg die geen gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer en zijn familieleden niet op dezelfde wijze behandelt als een burger van de Unie en zijn familieleden zoals bedoeld in artikel 40bis van die wet.

2) De Belg die gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer

B.58.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5354 voeren aan dat artikel 40bis van de voormelde wet van 15 december 1980 de artikelen 10 et 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 2 en 3 van de voormelde richtlijn 2004/38/EG, schendt in zoverre de voorwaarden voor de gezinshereniging die van toepassing

zijn op de familieleden van een onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, niet van toepassing zijn op de familieleden van een Belg die gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer.

Wanneer een schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, in samenhang gelezen met een ander grondrecht, zoals het recht van vrij verkeer, dat niet alleen bij de richtlijn 2004/38/EG is gewaarborgd, maar ook bij de artikelen 20 en 21 van het VWEU en 45 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, wordt aangevoerd, volstaat het te preciseren in welk opzicht dat grondrecht is geschonden. De categorie van personen van wie dat grondrecht is geschonden, moet immers worden vergeleken met de categorie van personen voor wie dat grondrecht is gewaarborgd.

B.58.2. Volgens lid 1 van artikel 3 ervan, is de richtlijn 2004/38/EG van toepassing « ten aanzien van iedere burger van de Unie die zich begeeft naar of verblijft in een andere lidstaat dan die waarvan hij de nationaliteit bezit, en diens familieleden ».

Artikel 6, lid 2, van de richtlijn 2004/38/EG kent aan de burger van de Unie het recht toe dat zijn familieleden in de zin van artikel 2, punt 2), van de richtlijn hem begeleiden of zich bij hem voegen, zodra hij verblijft in een andere lidstaat dan die waarvan hij de nationaliteit bezit (hierna: « gastland»), voor zover zijn familieleden die niet de nationaliteit van een lidstaat bezitten, in het bezit zijn van een geldig paspoort. Wanneer de burger van de Unie voor een langere periode dan drie maanden in het gastland verblijft, zijn bij de artikelen 7 en volgende van de voormelde richtlijn bijkomende voorwaarden voor de gezinshereniging opgelegd.

Zoals aangegeven in B.44.2 zijn de rechten die zijn verleend aan de familieleden van een begunstigde van de richtlijn 2004/38/EG geen eigen rechten van die familieleden, maar afgeleide rechten die zij hebben verkregen in hun hoedanigheid van familielid van de begunstigde.

B.58.3. Bij zijn arrest *Singh* heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

« 19. Het zou een onderdaan van een Lid-Staat ervan kunnen weerhouden om zijn land van herkomst te verlaten om op het grondgebied van een andere Lid-Staat in loondienst of als zelfstandige arbeid te gaan verrichten in de zin van het EEG-Verdrag, indien bij zijn terugkeer naar de Lid-Staat waarvan hij de nationaliteit bezit, om aldaar in loondienst of als zelfstandige te gaan werken, de voorwaarden voor zijn toegang en verblijf niet ten minste gelijkwaardig zouden zijn aan die welke hij op grond van het EEG-Verdrag of het afgeleide gemeenschapsrecht op het grondgebied van een andere Lid-Staat kan genieten.

20. Hij zou in het bijzonder worden weerhouden om zulks te doen, indien niet ook zijn echtgenoot en kinderen gerechtigd zouden zijn om die staat binnen te komen en daar te verblijven onder voorwaarden die ten minste gelijkwaardig zijn aan die welke zij krachtens het gemeenschapsrecht op het grondgebied van een andere Lid-Staat hebben.

21. Hieruit volgt, dat een onderdaan van een Lid-Staat, die naar een andere Lid-Staat is gegaan om aldaar overeenkomstig artikel 48 EEG-Verdrag in loondienst te werken, en die terugkeert naar de Lid-Staat waarvan hij de nationaliteit bezit, om zich daar als zelfstandige te vestigen, aan artikel 52 EEG-Verdrag het recht ontleent om op het grondgebied van laatstgenoemde staat te worden vergezeld door zijn echtgenoot - die onderdaan is van een derde land - onder dezelfde voorwaarden als die welke zijn neergelegd in verordening nr. 1612/68, richtlijn 68/350 of richtlijn 73/148.

22. Inderdaad heeft, gelijk het Verenigd Koninkrijk stelt, een onderdaan van een Lid-Staat toegang tot het grondgebied van die staat en verblijft hij daar op grond van de rechten die aan zijn nationaliteit zijn verbonden en niet op grond van rechten die het gemeenschapsrecht hem verleent. In het bijzonder kan een staat volgens artikel 3 van het Vierde protocol bij het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens een van zijn eigen onderdanen niet van zijn grondgebied verwijderen of uitzetten.

23. Hier is echter niet een nationaal recht in geding, maar het zijn de rechten van verkeer en vestiging die de artikelen 48 en 52 EEG-Verdrag aan gemeenschapsonderdanen toekennen. Deze rechten kunnen hun volle werking niet ontplooiën indien de onderdaan door obstakels die in zijn land van herkomst aan de toegang en het verblijf van zijn echtgenoot in de weg worden gelegd, ervan kan worden weerhouden om die rechten uit te oefenen. Daarom moet de echtgenoot van een gemeenschapsonderdaan die van deze rechten gebruik heeft gemaakt, wanneer laatstgenoemde naar zijn land van herkomst terugkeert, ten minste dezelfde rechten van toegang en verblijf genieten als die welke het gemeenschapsrecht hem zou toekennen indien zijn echtgenoot zou besluiten om naar een andere Lid-Staat te gaan en daar te verblijven. De artikelen 48 en 52 EEG-Verdrag staan echter niet eraan in de weg, dat Lid-Staten voor de buitenlandse echtgenoten van hun eigen onderdanen gunstigere regels voor toegang en verblijf hanteren dan die waarin het gemeenschapsrecht voorziet » (HvJ, 7 juli 1992, C-370/90, *Singh*).

B.58.4. Bij zijn arrest *Eind* heeft het Hof van Justitie eveneens geoordeeld :

« 27. Met deze vragen, die tezamen moeten worden besproken, wenst de verwijzende rechter in wezen te vernemen of, bij de terugkeer van een werknemer naar de lidstaat waarvan hij de nationaliteit bezit nadat hij betaald werk heeft verricht in een andere lidstaat, een tot het gezin van die werknemer behorende persoon met de nationaliteit van een derde land op grond van het gemeenschapsrecht een recht van verblijf heeft in de lidstaat waarvan de werknemer de nationaliteit bezit, zonder dat de werknemer aldaar een reële en daadwerkelijke economische activiteit verricht. De verwijzende rechter wil voorts weten of het feit dat de persoon met de nationaliteit van een derde land, voorafgaand aan het verblijf in de gastlidstaat waar de werknemer betaald werk heeft verricht, naar nationaal recht geen verblijfsrecht had in de lidstaat waarvan de werknemer de nationaliteit bezit, van invloed kan zijn op het verblijfsrecht van deze persoon.

28. Vooraf moet erop worden gewezen dat het recht van personen met de nationaliteit van een lidstaat om te verblijven op het grondgebied van een andere lidstaat zonder aldaar betaald of onbetaald werk te verrichten, niet onvoorwaardelijk is. Krachtens artikel 18, lid 1, EG wordt het recht om op het grondgebied van de lidstaten te verblijven, aan iedere burger van de Unie slechts verleend onder voorbehoud van de beperkingen en voorwaarden die in het EG-Verdrag en de bepalingen ter uitvoering daarvan zijn vastgesteld (zie in die zin arresten van 7 september 2004, *Trojani*, C-456/02, Jurispr. blz. I-7573, punten 31 en 32, en 19 oktober 2004, *Zhu en Chen*, C-200/02, Jurispr. blz. I-9925, punt 26).

29. Een van die beperkingen en voorwaarden is blijkens artikel 1, lid 1, eerste alinea, van richtlijn 90/364 dat de lidstaten van economisch niet-actieve burgers van de Unie die in aanmerking willen komen voor het recht om op hun grondgebied te verblijven, kunnen eisen dat zij voor zichzelf en hun familieleden een ziektekostenverzekering hebben die alle risico's in de gastlidstaat dekt en over toereikende bestaansmiddelen beschikken om te voorkomen dat zij tijdens hun verblijf ten laste van de bijstandsregeling van de gastlidstaat komen.

30. Het verblijfsrecht waarover de gezinsleden van een economisch niet-actieve burger van de Unie uit hoofde van artikel 1, lid 2, van richtlijn 90/364 beschikken, is gekoppeld aan het verblijfsrecht dat de burger van de Unie bezit krachtens het gemeenschapsrecht.

[...]

45. Derhalve moet op vraag 2 en vraag 3, sub b, worden geantwoord dat, bij de terugkeer van een werknemer naar de lidstaat waarvan hij de nationaliteit bezit nadat hij betaald werk heeft verricht in een andere lidstaat, een tot het gezin van die werknemer behorende persoon met de nationaliteit van een derde land op grond van artikel 10, lid 1, sub a, van verordening nr. 1612/68, welke bepaling naar analogie wordt toegepast, een recht van verblijf heeft in de lidstaat waarvan de werknemer de nationaliteit bezit, ook indien deze laatste aldaar geen reële en daadwerkelijke economische activiteit verricht. Dat een persoon met de nationaliteit van een derde land die gezinslid is van een communautaire werknemer, voorafgaand aan het verblijf in de lidstaat waar de werknemer betaald werk heeft verricht, naar nationaal recht geen verblijfsrecht had in de lidstaat waarvan die werknemer de nationaliteit bezit, is voor de beoordeling van het recht van deze persoon op verblijf in laatstgenoemde lidstaat van geen belang » (HvJ, 11 december 2007, C-291/05, *Eind*).

B.58.5. Bij zijn arrest *Baumbast* heeft het Hof van Justitie voorts onderstreept :

« 82. Volgens artikel 17, lid 1, EG is eenieder die de nationaliteit van een lidstaat bezit, burger van de Unie. De hoedanigheid van burger van de Unie dient de primaire hoedanigheid van de onderdanen van de lidstaten te zijn (zie in die zin arrest van 20 september 2001, *Grzelczyk*, C-184/99, Jurispr. blz. I-6193, punt 31).

83. Bovendien verlangt het Verdrag betreffende de Europese Unie niet dat de burgers van de Unie een beroepsactiviteit in loondienst of als zelfstandige uitoefenen om de rechten te genieten waarin het tweede deel van het EG-Verdrag, betreffende het burgerschap van de Unie, voorziet. Voorts bevat de tekst van dit Verdrag geen enkele aanwijzing die de conclusie rechtvaardigt dat burgers van de Unie die zich in een andere lidstaat hebben gevestigd om aldaar een activiteit in loondienst te verrichten, wanneer deze activiteit wordt beëindigd, de rechten verliezen die het EG-Verdrag hun op grond van dit burgerschap toekent » (HvJ, 17 september 2002, C-413/99, *Baumbast*).

Het Hof van Justitie heeft bovendien erop gewezen dat, aangezien de « richtlijn 2004/38 [...] met name tot doel [heeft], ' het recht van de burgers van de Unie van vrij verkeer en verblijf te vereenvoudigen en te versterken ', [die laatsten] aan deze richtlijn niet minder rechten mogen ontnemen dan aan de handelingen van afgeleid recht die bij deze richtlijn zijn gewijzigd of ingetrokken » (HvJ, 25 juli 2008, C-127/08, *Metock*, punt 59).

B.58.6. Uit die rechtspraak blijkt dat door de daadwerkelijkheid van het recht van vrij verkeer, dat aan de burger van de Unie is gewaarborgd bij de artikelen 20 en 21 van het VWEU, bij artikel 45 van het Handvest van de grondrechten en bij de richtlijn 2004/38/EG, de verplichting is opgelegd dat die laatste, in de lidstaat waarvan hij onderdaan is, ten voordele van zijn familieleden met wie hij in een andere lidstaat verbleef, een verblijfsrecht kan verkrijgen onder dezelfde voorwaarden als die waaraan het verblijfsrecht van zijn familieleden, krachtens het recht van de Europese Unie, in dat gastland was onderworpen.

De « door het Verdrag geschapen mogelijkheden [mogen] [echter niet ertoe] leiden, dat degenen die daarvan profiteren, deze kunnen misbruiken om zich aan de werking van hun nationale recht te onttrekken, en [...] zij [beletten] de Lid-Staten niet [...] om de nodige maatregelen te nemen om dergelijke misbruiken te voorkomen » (HvJ, 7 juli 1992 voormeld, punt 24; zie ook artikel 35 van de richtlijn 2004/38/EG).

Een misbruik van het recht van vrij verkeer is het feit van de door het Unierecht geboden mogelijkheden te gebruiken « om de bepalingen inzake binnenkomst en verblijf van onderdanen van derde landen te omzeilen », ongeacht of het is door het sluiten van schijnhuwelijken dan wel door een verblijf binnen het gastland dat niet reëel en daadwerkelijk is, maar dat alleen ten doel heeft de nationale regels inzake immigratie te omzeilen (HvJ, 23 september 2003, C-109/01, *Akrich*, punten 55-57).

Bij zijn arrest *Levin* heeft het Hof geoordeeld :

« 21. Uit deze formuleringen blijkt echter slechts het aan het beginsel zelf van het vrije verkeer van werknemers inherente vereiste dat op de door het gemeenschapsrecht uit hoofde van deze vrijheid toegekende voordelen slechts een beroep kan worden gedaan door personen die daadwerkelijk arbeid in loondienst verrichten of die dit serieus wensen te doen. Die formuleringen impliceren evenwel niet dat het genot van die vrijheid afhankelijk kan worden gesteld van de doeleinden die door een onderdaan van een Lid-Staat worden nagestreefd bij het vragen van toegang tot of verblijf op het grondgebied van een andere Lid-Staat, zolang hij er arbeid verricht of wenst te verrichten die aan bovenbedoelde criteria voldoet, dat wil zeggen reële en daadwerkelijke arbeid in loondienst.

22. Zodra aan deze voorwaarde is voldaan, zijn de mogelijke bedoelingen waarmee de werknemer in de betrokken Lid-Staat werk zoekt, irrelevant en mogen zij niet in aanmerking worden genomen » (23 maart 1982, C-53/81).

Bij zijn arrest *Akrich* heeft het Hof geoordeeld :

« 55. Wat de in punt 24 van het reeds aangehaalde arrest *Singh* aan de orde gestelde vraag inzake misbruik aangaat, moet eraan worden herinnerd dat de mogelijke bedoelingen waarmee een werknemer van een lidstaat in een andere lidstaat werk zoekt, irrelevant zijn voor zijn recht van toegang tot en verblijf op het grondgebied van laatstgenoemde staat, zolang hij er reële en daadwerkelijke arbeid in loondienst verricht of wenst te verrichten (arrest van 23 maart 1982, *Levin*, 53/81, Jurispr. blz. 1035, punt 23).

56. Die bedoelingen zijn evenmin relevant voor de beoordeling van de rechtssituatie van het echtpaar op het moment van terugkeer naar de lidstaat waarvan de werknemer onderdaan is. Een dergelijk gedrag kan geen misbruik in de zin van punt 24 van het arrest *Singh*, reeds aangehaald, opleveren, ook niet indien de echtgenoot op het moment waarop het echtpaar zich in een andere lidstaat heeft gevestigd, niet over een verblijfsrecht beschikte in de lidstaat waarvan de werknemer onderdaan is » (23 september 2003, C-109/01).

B.58.7. Wanneer een burger van de Unie, na een reëel en daadwerkelijk gebruik te hebben gemaakt van zijn recht van vrij verkeer, terugkeert naar de lidstaat waarvan hij onderdaan is, dienen zijn familieleden in de zin van artikel 2, punt 2), van de richtlijn 2004/38/EG, bijgevolg hem te kunnen begeleiden, zelfs indien de familiale band tot stand is gekomen door huwelijk, behalve in het geval van een schijnhuwelijk, of door gezinshereniging in het gastland.

Bovendien mogen de voorwaarden die de gezinshereniging van die burger van de Unie in België regelen, niet strikter zijn dan die welke, krachtens het Unierecht, in het gastland waren opgelegd.

B.58.8. In zoverre hij bepaalt dat het recht op gezinshereniging van de Belg die reëel en daadwerkelijk zijn recht van vrij verkeer heeft uitgeoefend, aan striktere voorwaarden kan worden onderworpen dan die welke, krachtens het recht van de Europese Unie, in zijn gastland waren opgelegd, heeft de wetgever afbreuk gedaan aan het daadwerkelijke genot van het recht op vrij verkeer van de Belgen die in een gastland hebben verbleven, dat is gewaarborgd bij de artikelen 20 en 21 van het VWEU en bij artikel 45 van het Handvest van de grondrechten. Dat verschil in behandeling ten aanzien van het daadwerkelijke genot van de rechten die voortvloeien uit de status van burger van de Unie schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Die discriminatie vindt haar oorsprong echter niet in artikel 40bis van de wet van 15 december 1980, maar in de ontstentenis van een wetsbepaling die een Belg die reëel en daadwerkelijk zijn recht van vrij verkeer heeft uitgeoefend, toelaat in België te verblijven met zijn familieleden in de zin van artikel 2, punt 2), van de richtlijn 2004/38/EG die voordien met hem in een andere lidstaat van de Europese Unie hebben verbleven, mits is voldaan aan voorwaarden die niet strenger zijn dan die welke, krachtens het recht van de Europese Unie, door dat gastland waren opgelegd.

Het komt aan de wetgever toe die leemte aan te vullen.

B.58.9. Verscheidene verzoekende partijen zijn van mening dat artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, in voorkomend geval in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met verscheidene bepalingen van de voormelde richtlijn 2004/38/EG, in zoverre het van toepassing is op de familieleden van een Belg die gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer op het grondgebied van de Europese Unie.

B.58.10. Dat middel berust evenwel op een verkeerde premisse. In B.58.8 is immers vastgesteld dat de Belg die reëel en daadwerkelijk zijn recht van vrij verkeer heeft uitgeoefend, in België moet kunnen verblijven met zijn familieleden, in de zin van artikel 2, punt 2), van de richtlijn 2004/38/EG, die voordien met hem in een andere lidstaat hebben verbleven, mits is voldaan aan voorwaarden die niet strenger zijn dan die welke, krachtens het recht van de Europese Unie, door het gastland waren opgelegd.

B.58.11. Onder voorbehoud van de ongrondwettigheid vastgesteld in B.58.8, zijn de middelen niet gegrond.

3) De rechten verbonden aan het burgerschap van de Unie

B.59.1. De verzoekende partijen voeren aan dat artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 een schending zou inhouden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 18, 20 en 21 van het VWEU die betrekking hebben op het burgerschap van de Unie, en met verscheidene bepalingen van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

Ze beroepen zich daarbij op recente rechtspraak van het Hof van Justitie, onder meer op de arresten van 8 maart 2011 in zake *Ruiz Zambrano* (C-34/09), van 5 mei 2011 in zake *McCarthy* (C-434/09) en van 15 november 2011 in zake *Dereci* (C-256/11). Artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 zou strijdig zijn met de voormelde bepalingen doordat het geen rekening zou houden met de aan het Unieburgerschap ontleende rechten inzake gezinshereniging.

B.59.2. Wat de burgers van de Unie betreft die geen gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer, moet het recht van de Unie, en meer bepaald de bepalingen inzake het burgerschap van de Unie, volgens het Hof van Justitie aldus worden uitgelegd dat het zich niet ertegen verzet dat een lidstaat een staatsburger van een derde land het verblijf op zijn grondgebied ontzegt, terwijl deze staatsburger wil verblijven met een lid van zijn familie dat burger van de Unie is, dat verblijft in die lidstaat waarvan het de nationaliteit bezit, en dat nimmer gebruik heeft gemaakt van zijn recht op vrij verkeer, mits een dergelijke ontzegging niet met zich meebrengt dat de burger van de Unie het effectieve genot wordt ontzegd van de belangrijkste aan de status van burger van de Unie ontleende rechten (HvJ, 8 maart 2011, C-34/09, *Ruiz Zambrano*, punt 42; 5 mei 2011, C-434/09, *McCarthy*, punt 47; 15 november 2011, C-256/11, *Dereci*, punt 74).

B.59.3. Het Hof van Justitie heeft geoordeeld dat inzake gezinshereniging slechts in uitzonderlijke gevallen een beroep kan worden gedaan op het burgerschap van de Unie :

« 66. Hieruit volgt dat het criterium van de ontzegging van het effectieve genot van [de] belangrijkste aan de status van burger van de Unie ontleende rechten, betrekking heeft op gevallen die erdoor gekenmerkt worden dat de burger

van de Unie feitelijk wordt verplicht om het grondgebied van niet alleen de lidstaat waarvan hij staatsburger is, maar ook dat van de Unie als geheel te verlaten.

67. Dit is dus een criterium van zeer bijzondere aard dat ziet op gevallen waarin, ondanks dat het secundaire recht inzake het verblijfsrecht van staatsburgers van derde landen niet van toepassing is, uitzonderlijk geen verblijfsrecht kan worden ontzegd aan een staatsburger van een derde land die lid is van de familie van een staatsburger van een lidstaat, omdat anders de nuttige werking zou worden ontnomen aan het burgerschap van de Unie dat deze laatste staatsburger toekomt.

68. Het enkele feit dat het voor een staatsburger van een lidstaat misschien wenselijk is, om economische redenen of om de eenheid van de familie op het grondgebied van de Unie te bewaren, dat de leden van zijn familie, die niet de nationaliteit van een lidstaat bezitten, bij hem op het grondgebied van de Unie verblijven, volstaat bijgevolg op zich niet om aan te nemen dat de burger van de Unie verplicht zal worden om het grondgebied van de Unie te verlaten indien een dergelijk recht niet wordt toegekend » (HvJ, 15 november 2011, C-256/11, *Dereci*).

B.59.4. Uit het bovenstaande volgt dat slechts uitzonderlijk, in de zeer bijzondere situatie dat een burger van de Unie, ten gevolge van nationale maatregelen die zijn familieleden het recht op gezinshereniging ontzeggen, zou worden verplicht om niet alleen het grondgebied van de lidstaat waarvan hij staatsburger is, maar ook dat van de Unie als geheel te verlaten, afbreuk wordt gedaan aan de essentie van de rechten die hij aan het Unierecht ontleent en zijn familieleden zich op die rechten zouden kunnen beroepen om zich bij de burger van de Unie op het grondgebied van een lidstaat te voegen.

B.59.5. De beantwoording van de vraag of die situatie zich voordoet, vergt volgens de rechtspraak van het Hof van Justitie een beoordeling van de feitelijke omstandigheden van elk concreet geval, waarbij alle omstandigheden van de zaak moeten worden onderzocht (HvJ, 6 december 2012, C-356/11 en C-357/11, *O. en S.*, punten 47-56). Het is voor de wetgever niet mogelijk bij de totstandkoming van abstracte normen op algemene wijze te anticiperen op al die feitelijke omstandigheden.

B.59.6. Door in artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 de gezinshereniging van minderjarige Belgen met hun beide ouders toe te laten zonder haar aan bijkomende voorwaarden te onderwerpen, houdt de wetgever, overeenkomstig de recente rechtspraak van het Hof van Justitie, rekening met de bijzondere band van afhankelijkheid tussen jonge kinderen en hun ouders (HvJ, 8 maart 2011, C-34/09, *Ruiz Zambrano*, punten 43 en 45; 15 november 2011, C-256/11, *Dereci*, punten 65 en 67; 6 december 2012, C-356/11 en C-357/11, *O. en S.*, punt 56).

B.59.7. Indien uit de feitelijke omstandigheden van een concreet geval zou blijken dat de weigering om aan een van zijn familieleden een verblijfsrecht te verlenen in het kader van de gezinshereniging, ertoe zou leiden een Belg het genot te ontzeggen van de voornaamste door zijn status van burger van de Unie verleende rechten, doordat hij *de facto* ertoe zou worden verplicht het grondgebied van de Europese Unie te verlaten, zou de bepaling krachtens welke een dergelijk recht op gezinshereniging zou worden geweigerd, buiten toepassing dienen te worden gelaten.

B.59.8. Rekening houdend met hetgeen in B.59.7 is vermeld, zijn de middelen niet gegrond in zoverre zij een schending aanvoeren van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de onder B.59.1 vermelde bepalingen van het Europees Unierecht.

4) *Het verschil in behandeling tussen Belgen onderling en hun familieleden*

B.60.1. De verzoekende partijen betogen dat artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 binnen de categorie van Belgen en hun familieleden een niet-verantwoord onderscheid zou maken naargelang de Belgische gezinshereniger al dan niet van buitenlandse afkomst is. Aldus zou die bepaling een onderscheid maken op grond van de nationale herkomst en een schending inhouden van de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 3 van het Vierde Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 1 van het Twaalfde Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 1, lid 1, en 2, lid 1, onder a), van het Internationaal Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie en met de artikelen 5, 12, lid 4, en 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

B.60.2. Volgens de bewoordingen van artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 is die bepaling op dezelfde wijze van toepassing op alle familieleden van een Belgische onderdaan die een verblijfstitel willen verkrijgen in het kader van gezinshereniging, ongeacht de wijze waarop de gezinshereniger de Belgische nationaliteit heeft verworven. Het door de verzoekende partijen aangeklaagde verschil in behandeling hangt niet samen met de nationale herkomst van de gezinshereniger, maar met de nationaliteit van de familieleden die een verblijfstitel willen verkrijgen. Indien de familieleden van een Belgische onderdaan vreemdeling zijn, kan hun situatie in het kader van immigratiewetgeving niet worden vergeleken met de situatie van een familielid dat Belg is en wiens recht van toegang tot en verblijf op het grondgebied niet van voorwaarden afhankelijk kan worden gesteld.

B.60.3. De bestreden bepaling is niet strijdig met artikel 3 van het Vierde Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, noch met artikel 12, lid 4, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten. Die verdragsbepalingen waarborgen het verbod van uitzetting en het recht op toegang tot het grondgebied voor de eigen onderdanen en verzetten zich niet ertegen dat een Staat de toegang tot zijn grondgebied aan vreemdelingen weigert of aan voorwaarden onderwerpt.

B.61.1. De verzoekende partijen voeren ten slotte nog aan dat artikel 40ter van de wet van 15 december 1980, in zoverre het wordt toegepast op de familieleden van een Turkse werknemer die naast de Turkse nationaliteit ook de Belgische nationaliteit heeft verkregen, strijdig zou zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 13 van het besluit nr. 1/80 van de Associatieraad van 19 september 1980 « betreffende de ontwikkeling van de Associatie die tot stand is gebracht bij de overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije, die op 12 september 1963 te Ankara is ondertekend door de Republiek Turkije enerzijds en de lidstaten van de EEG en de Gemeenschap anderzijds, en die namens laatstgenoemde is gesloten, goedgekeurd en bevestigd bij besluit 64/732/EEG van de Raad van 23 december 1963 » (hierna respectievelijk : « besluit nr. 1/80 » en « Associatieovereenkomst »), en met artikel 41, lid 1, van het Aanvullend Protocol dat op 23 november 1970 te Brussel is ondertekend en namens de Gemeenschap is gesloten, goedgekeurd en bevestigd bij verordening (EEG) nr. 2760/72 van de Raad van 19 december 1972 (hierna : « Aanvullend Protocol »).

B.61.2. De Associatieovereenkomst, het besluit nr. 1/80 en het Aanvullend Protocol hebben tot doel de economische betrekkingen tussen de overeenkomstsluitende partijen te bevorderen door geleidelijk het vrije verkeer van werknemers tot stand te brengen en door de beperkingen van de vrijheid van vestiging en van het vrij verrichten van diensten op te heffen.

B.61.3. Artikel 13 van het besluit nr. 1/80 bepaalt :

« De lidstaten van de Gemeenschap en Turkije mogen geen nieuwe beperkingen invoeren met betrekking tot de toegang tot de werkgelegenheid van werknemers en hun gezinsleden wier verblijf en arbeid op hun onderscheiden grondgebied legaal zijn ».

B.61.4. Artikel 41, lid 1, van het Aanvullend Protocol luidt :

« De overeenkomstsluitende partijen voeren onderling geen nieuwe beperkingen in met betrekking tot de vrijheid van vestiging en het vrij verrichten van diensten ».

B.61.5. De vermelde bepalingen zijn *standstill*-clausules die de invoering verbieden van nieuwe maatregelen die tot doel of tot gevolg zouden hebben dat de uitoefening door een Turkse onderdaan van de economische vrijheden op het nationale grondgebied wordt onderworpen aan strengere voorwaarden dan die welke golden bij de inwerkingtreding van het besluit nr. 1/80 (HvJ, 19 februari 2009, C-228/06, *Soysal en Savatli*, punt 47; 15 november 2011, C-256/11, *Dereci*, punt 88) of van het Aanvullend Protocol in de betrokken lidstaat (HvJ, 17 september 2009, C-242/06, *Minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie*, punt 63).

Volgens de verzoekende partijen zou het bestreden artikel 40^{ter} van de wet van 15 december 1980, in zoverre het ook van toepassing is op de familieleden van een Belgische onderdaan die tevens de Turkse nationaliteit heeft, afbreuk doen aan de voormelde *standstill*-bepalingen. Ze zetten evenwel niet uiteen op welk onderdeel van de bestreden bepaling hun kritiek betrekking heeft, noch in welk opzicht deze ten aanzien van de bedoelde Turkse onderdanen een achteruitgang zou betekenen bij de uitoefening van de bedoelde economische vrijheden, in vergelijking met de voorwaarden die in dat verband van toepassing waren op het ogenblik dat het voormelde besluit nr. 1/80 of het Aanvullend Protocol in België in werking zijn getreden.

B.62. De middelen zijn niet gegrond.

5) *Het verschil in behandeling tussen een Belg en zijn familieleden en een onderdaan van een derde Staat en zijn familieleden*

B.63.1. De verzoekende partijen voeren aan dat artikel 40ter, derde lid, van de wet van 15 december 1980 een schending inhoudt van de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, doordat het als voorwaarde stelt dat, wanneer de echtgenoot van een Belg of de partner met wie een geregistreerd partnerschap werd gesloten dat als gelijkwaardig met het huwelijk in België wordt beschouwd, een toelating tot verblijf wil verkrijgen, de beide echtgenoten ouder moeten zijn dan eenentwintig jaar. Zij verwijten de bestreden bepaling dat zij niet in een uitzondering voorzien op de leeftijdsvereiste, zoals in de gevallen bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 4 en 5°, van de wet van 15 december 1980, bij gezinshereniging met onderdanen van een derde Staat.

In zoverre de bestreden bepaling de situatie van echtgenoten beoogt of van een partnerschap dat gelijkwaardig is met het huwelijk, kan die situatie enkel worden vergeleken met die welke is bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 4°. Die bepaling voorziet in een leeftijdsvoorwaarde van eenentwintig jaar wanneer de gezinshereniger een onderdaan is van een derde Staat, doch die leeftijd kan worden teruggebracht tot achttien jaar wanneer het huwelijk of het partnerschap reeds bestond vóór de gezinshereniging naar België kwam. Tussen de situatie bedoeld in de bestreden bepaling en die bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 4°, bestaat een objectief en pertinent onderscheid, nu het in het eerste geval in de regel gaat om nieuwe gezinsvorming, terwijl in het laatste geval de hereniging van personen met een familiale band die reeds bestond vooraleer de gezinshereniging naar België kwam. De wetgever kon aannemen dat in het eerste geval de kans op schijnhuwelijken en schijnrelaties met de enkele bedoeling een verblijfsrecht te verkrijgen groter was. De leeftijdsvereiste van eenentwintig jaar voor echtgenoten en partners kan in het kader van gezinshereniging niet als onevenredig worden beschouwd.

B.63.2. Het middel is niet gegrond.

B.64.1. De verzoekende partijen voeren voorts aan dat artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 een schending inhoudt van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat inzake de vereiste bestaansmiddelen de minderjarige kinderen van een Belg minder gunstig zouden worden behandeld dan de kinderen van een onderdaan van een derde Staat, zoals bedoeld in artikel 10, § 2, derde lid, van de voormelde wet, en doordat de gezinsleden van een Belg minder gunstig zouden worden behandeld dan de gezinsleden van een erkende vluchteling, zoals bedoeld in artikel 10, § 2, vijfde lid, van diezelfde wet.

B.64.2. Krachtens artikel 10, § 2, van de wet van 15 december 1980 moet de vreemdeling die een verblijfstitel wil verkrijgen in het kader van gezinshereniging, aantonen dat de vreemdeling die wordt vervoegd, over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen beschikt om zichzelf en zijn familieleden te onderhouden en om te vermijden dat ze ten laste vallen van de openbare overheden. Die voorwaarde geldt volgens artikel 10, § 2, derde lid, evenwel niet wanneer de gezinshereniger die over een verblijfstitel van onbeperkte duur beschikt, zich enkel laat vervoegen door de minderjarige kinderen bedoeld in die bepaling.

B.64.3. Het staat aan de wetgever te oordelen of in behartenswaardige gevallen in een uitzondering moet worden voorzien op de vereiste dat de gezinshereniger over de nodige bestaansmiddelen moet beschikken indien zijn familieleden een verblijfstitel in het kader van gezinshereniging willen verkrijgen. Om de redenen uiteengezet onder B.18.5, vermocht de wetgever daarbij een onderscheid te maken naargelang de gezinshereniger over een verblijfstitel van beperkte dan wel van onbeperkte duur beschikt.

B.64.4. Er is evenwel geen redelijke verantwoording voor het feit dat artikel 10, § 2, derde lid, van de wet van 15 december 1980 in een uitzondering op de vereiste inzake bestaansmiddelen voorziet wanneer de gezinshereniger een onderdaan van een derde Staat is die enkel zijn minderjarige kinderen of die van zijn echtgenoot of partner zoals bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 4°, bij zich wil voegen, terwijl artikel 40ter van die wet niet in een dergelijke uitzondering voorziet wanneer de gezinshereniger een Belg is en over een onvoorwaardelijk verblijfsrecht beschikt.

B.64.5. Aldus schendt de laatst vermelde bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De vastgestelde ongrondwettigheid vindt haar oorsprong in een leemte in de bestreden bepaling die slechts kan worden verholpen door een wetgevend optreden. In afwachting van dat wetgevend optreden komt het aan de autoriteiten die ermee zijn belast de gezinshereniging toe te staan of de voorwaarden te controleren waaronder zij is toegestaan, toe om die hereniging toe te laten, wanneer de gezinshereniger een Belg is, onder dezelfde voorwaarden als die welke zijn bedoeld in artikel 10, § 2, derde lid, van de wet van 15 december 1980.

B.64.6. Het bezwaar van de verzoekende partijen is daarentegen niet gegrond in zoverre de bestreden bepaling niet in een uitzondering voorziet zoals die welke is bedoeld in artikel 10, § 2, vijfde lid, van de wet van 15 december 1980, nu de bijzondere situatie van de vluchtelingen die in die bepaling wordt beoogd, niet kan worden vergeleken met de situatie waarin de gezinshereniger een Belg is. Hun bezwaar is evenmin gegrond in zoverre wordt aangevoerd dat er een onderscheid zou bestaan in de wijze waarop de oorsprong van de bestaansmiddelen van de gezinshereniger in aanmerking zou worden genomen, naargelang deze een onderdaan van een derde Staat, dan wel een Belg is, nu de artikelen 10, § 2, en 40ter, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 op dit punt in identieke bewoordingen zijn gesteld.

B.64.7. De verzoekende partijen voeren ten slotte nog aan dat het instellen van een inkomensvereiste ten aanzien van de gezinshereniger die zijn echtgenoot bij zich wil voegen, afbreuk zou doen aan het recht op de bescherming van het gezinsleven en aan het recht om te huwen. Aldus zou artikel 40ter, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 strijdig zijn met de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8, 12 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 23 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

B.64.8. Volgens een vaststaand beginsel van internationaal recht zijn Staten bevoegd om de toegang van vreemdelingen tot hun grondgebied te regelen. Zoals uiteengezet in B.6.6, erkent artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens niet het recht van een vreemdeling om in een bepaald land te verblijven en houdt het niet de verplichting in voor de verdragspartijen om rekening te houden met de keuze van een echtpaar om in een welbepaald land te wonen. De bestreden inkomensvereiste beoogt te vermijden dat vreemdelingen die een verblijfsrecht willen verkrijgen in het kader van gezinshereniging, ten laste vallen van de overheid en streeft een legitieme doelstelling na. Om de redenen uiteengezet onder B.52, kan de bestreden maatregel daarmee niet als onevenredig worden beschouwd.

B.65. Onder voorbehoud van wat is gesteld in B.64.4 en B.64.5, zijn de middelen niet gegrond in zoverre zij gericht zijn tegen de inkomensvereiste die aan de gezinshereniger wordt opgelegd in artikel 40ter, tweede lid, van de wet van 15 december 1980.

6) *De toepassing in de tijd van de bestreden bepaling*

B.66.1. De verzoekende partijen voeren aan dat artikel 40ter van de wet van 15 december 1980, zoals gewijzigd door artikel 9 van de wet van 8 juli 2011, een schending zou inhouden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de algemene beginselen van de niet-retroactiviteit van wetten, van het gewettigd vertrouwen en van de rechtszekerheid, doordat de bestreden bepaling onmiddellijk van toepassing is en niet in een overgangsregeling is voorzien wanneer de aanvraag tot verblijf werd ingediend vóór de inwerkingtreding van de wet. Doordat de regeling ten aanzien van de gezinshereniging met Belgen in sommige opzichten minder gunstig is dan de voorheen geldende wetgeving, zou ook afbreuk worden gedaan aan de *standstill*-verplichting die zou zijn vervat in artikel 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.66.2. De wijziging van een wet impliceert noodzakelijkerwijze dat de situatie van diegenen die waren onderworpen aan de vroegere wet, verschillend is van de situatie van diegenen die zijn onderworpen aan de nieuwe wet. Een dergelijk verschil in behandeling is op zich niet strijdig met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen voorhouden, bevat artikel 22 van de Grondwet geen *standstill*-verplichting die de wetgever zou verhinderen om zijn beleid aan te passen wanneer hij dat noodzakelijk acht.

B.66.3. Indien de wetgever een beleidswijziging noodzakelijk acht, vermog hij te oordelen dat die onmiddellijk ingaat en is hij in beginsel niet ertoe gehouden in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn slechts geschonden indien de ontstentenis van een overgangsmaatregel tot een verschil in behandeling leidt waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat of indien aan het vertrouwensbeginsel op buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan. Uit de totstandkoming van de wet van 8 juli 2011 blijkt dat de wetgever immigratie via gezinshereniging heeft willen beperken om de migratiedruk te beheersen en misbruiken heeft willen ontmoedigen. Vreemdelingen die een toelating tot verblijf willen verkrijgen, dienen er mee rekening te houden dat de immigratiewetgeving van een Staat om redenen van algemeen belang kan worden gewijzigd. In die context is de onmiddellijke inwerkingtreding van de wet niet zonder redelijke verantwoording.

B.67. In zoverre ze betrekking hebben op de toepassing in de tijd van de bestreden bepaling, zijn de middelen niet gegrond.

IV. Wat de voorwaarden tot gezinshereniging betreft op grond van de bilaterale akkoorden tussen de Belgische Staat en bepaalde landen

B.68.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 15 van de wet van 8 juli 2011, dat bepaalt :

« Dit artikel is van toepassing op de tewerkstellingsovereenkomsten met Marokko, Turkije, Algerije, Tunesië, Servië, Montenegro, Kroatië, Macedonië en Bosnië-Herzegovina, zoals goedgekeurd door de wet van 13 december 1976 houdende goedkeuring van de bilaterale akkoorden betreffende de tewerkstelling in België van buitenlandse werknemers.

De onderdaan van een van de in het eerste lid vermelde landen kan slechts rechten uit de overeenkomstige tewerkstellingsovereenkomst putten, voor zover :

1° de persoon die vervoegd wordt zijn verblijfsrecht in het Rijk verwierf doordat hij naar het Rijk is afgereisd omwille van een tewerkstelling in het kader en onder de voorwaarden van die tewerkstellingsovereenkomst, en;

2° de afstammingsband, de echtelijke band of het geregistreerd partnerschap reeds bestond vóór de persoon die vervoegd wordt, in het Rijk aankwam ».

B.68.2. Volgens de verzoekende partijen zou die bepaling strijdig zijn met de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet, doordat de bestreden bepaling op eenzijdige wijze bilaterale akkoorden gesloten tussen de Belgische Staat en de vermelde landen zou wijzigen.

B.68.3. Uit de totstandkoming van de bestreden bepaling blijkt dat de wetgever niet heeft beoogd beperkingen aan te brengen aan de rechten die buitenlandse werknemers en hun gezinsleden aan de vermelde internationale akkoorden ontlenu, waartoe hij overigens ook niet eenzijdig bevoegd zou zijn.

B.68.4. De wetgever heeft het toepassingsgebied willen verduidelijken van, enerzijds, de algemene regeling inzake gezinshereniging met een onderdaan van een derde Staat, zoals die is vervat in de artikelen 10 en volgende van de wet van 15 december 1980, en, anderzijds, de afwijkende regeling die geldt op grond van bilaterale overeenkomsten met bepaalde landen. Omdat zou zijn gebleken dat de bedoelde akkoorden in de praktijk soms soepeler werden toegepast dan datgene waarin is voorzien, heeft de wetgever de interpretatie bevestigd van de vermelde akkoorden, zoals deze blijkt uit de parlementaire bespreking bij hun totstandkoming en uit de rechtspraak (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-0443/017, pp. 6-9, en DOC 53-0443/018, pp. 210-212). Aldus begrepen, beoogt de bestreden bepaling niet de inhoud van de voormelde akkoorden te wijzigen.

B.69. Onder voorbehoud van die interpretatie, vermeld in B.68.4, is het middel niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt :

. artikel 40bis, § 2, eerste lid, 2°, c), van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 8 juli 2011, in zoverre het niet bepaalt dat dezelfde uitzondering op de leeftijdsvereiste als die waarin is voorzien in artikel 10, § 1, eerste lid, 5°, van de wet van 15 december 1980 van toepassing is op de gezinshereniging van een burger van de Europese Unie en zijn partner;

. artikel 40bis, § 2, tweede lid, van de wet van 15 december 1980, in zoverre het niet voorziet in enige procedure op grond waarvan de niet onder de definitie van artikel 2, punt 2), van de richtlijn 2004/38/EG vallende familieleden van een burger van de Unie die zijn bedoeld in artikel 3, lid 2, onder a), van dezelfde richtlijn, een beslissing aangaande hun aanvraag tot gezinshereniging met een burger van de Unie kunnen verkrijgen die op een onderzoek van hun persoonlijke situatie is gebaseerd en, in geval van weigering, is gemotiveerd;

. artikel 40ter, tweede lid, van de wet van 15 december 1980, in zoverre het niet voorziet in een uitzondering op de voorwaarde inzake bestaansmiddelen wanneer de gezinshereniger een Belg is en zich enkel laat vervoegen door zijn minderjarige kinderen of die van zijn echtgenoot of die van zijn partner, wanneer dat partnerschap als gelijkwaardig met het huwelijk in België wordt beschouwd;

- verwerpt de beroepen voor het overige,

. onder voorbehoud van de ongrondwettigheid vastgesteld in B.58.8;

. onder voorbehoud van de interpretaties vermeld in B.7.5, B.8.3.2, B.13.3.1, B.15.6, B.16.4, B.17.6.4, B.19.3, B.21.4, B.28.6, B.31.2, B.34.5, B.36.8, B.55.3 en B.68.4;

. rekening houdend met hetgeen is gezegd in B.59.7.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 26 september 2013.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
R. Henneuse

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2013/205461]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 121/2013 vom 26. September 2013

Geschäftsverzeichnisnummern 5227, 5245, 5248, 5249, 5250, 5277, 5312, 5317, 5320, 5325, 5326, 5327, 5334 bis 5344, 5345, 5348 bis 5353, 5354, 5355 bis 5358, 5359, 5360 und 5361

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 8. Juli 2011 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern in Bezug auf die Bedingungen für die Familienzusammenführung, erhoben von Abderrahman Achfri und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und M. Bossuyt, den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und F. Daoût, und dem emeritierten Präsidenten R. Henneuse gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des emeritierten Präsidenten R. Henneuse,

verkündet nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 25. Oktober 2011 und 16. November 2011 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 26. Oktober 2011 und 17. November 2011 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 9 des Gesetzes vom 8. Juli 2011 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern in Bezug auf die Bedingungen für die Familienzusammenführung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. September 2011, dritte Ausgabe): Abderrahman Achfri, wohnhaft in 6031 Monceau-sur-Sambre, rue de la Siderurgie 14, bzw. Zeynep Delidogan, Ami Delidogan und Fatma Yessin, wohnhaft in 1210 Brüssel, chaussée de Louvain 88.

Diese unter den Nummern 5227 und 5248 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 14. November 2011 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 15. November 2011 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Muharrem Topallaj und Dyka Topallaj, wohnhaft in 8200 Brügge, Koning Albert I-laan 78, Klage auf Nichtigerklärung derselben Gesetzesbestimmung.

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Rechtsnorm wurde mit Entscheid Nr. 14/2012 vom 2. Februar 2012, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. April 2012 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

c. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 16. November 2011 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 17. November 2011 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Ahmed Boustta und Maoulouda Boustta, wohnhaft in 4020 Lüttich, rue du Moulin 335, Klage auf Nichtigerklärung derselben Gesetzesbestimmung.

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Rechtsnorm wurde mit Entscheid Nr. 15/2012 vom 2. Februar 2012, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. April 2012 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

d. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 16. November 2011 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 17. November 2011 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Maryam Khaliliaraghi und Sarvnaz Shalchian Tehran, wohnhaft in 4000 Lüttich, boulevard d'Avroy 51/61, Klage auf Nichtigerklärung derselben Gesetzesbestimmung.

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Rechtsnorm wurde mit Entscheid Nr. 16/2012 vom 2. Februar 2012, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. April 2012 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

e. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 23. Dezember 2011 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 26. Dezember 2011 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Lydie Mwambuyi Kalala, Michel Kanda Muya, Joseph Tambwe Kalala Selemba und Véronique Kapinga Tshitaya, wohnhaft in 1020 Brüssel, avenue de la Sariette 72/5, Klage auf Nichtigerklärung derselben Gesetzesbestimmung.

Durch Anordnung vom 9. Februar 2012 wurden diese unter den Nummern 5245, 5249, 5250 und 5277 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen mit den bereits verbundenen Rechtssachen Nrn. 5227 und 5248 verbunden.

f. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 13. Februar 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 15. Februar 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Asia Bibi und Ali Basharat, die in 1210 Brüssel, rue des Coteaux 41, Domizil erwählt haben, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 10 § 2 Absatz 3 und § 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, so wie dieser Artikel durch Artikel 2 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011 ersetzt wurde.

g. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 20. Februar 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 22. Februar 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Virginie Djampa und Bertin Netkouet Fotso, beide wohnhaft in 1083 Brüssel, avenue Marie de Hongrie 59, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 9 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011.

h. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 22. Februar 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 23. Februar 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Isabelle Simon, wohnhaft in 4520 Wanze, rue Arthur Galand 6/10, und Essaid Ennajemi, Domizil erwählend in 4500 Huy, rue de la Résistance 15, Klage auf Nichtigerklärung derselben Gesetzesbestimmung.

i. Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 28. Februar 2012 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 29. Februar 2012 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung derselben Gesetzesbestimmung: Ouissale Khlii, wohnhaft in 1480 Clabecq, avenue des Chardonnerets 5, und Taoufik Benachir, Domizil erwählend in 1400 Nivelles, rue des Brasseurs 30; Younes Arifi, wohnhaft in 6000 Charleroi, rue

Cayauderie 21, und Asma Djghrouri, Domizil erwählend in 1400 Nivelles, rue des Brasseurs 30; Asiz Nedjar, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue Émile Vandervelde 39, und Addidi Touati, Domizil erwählend in 1400 Nivelles, rue des Brasseurs 30.

j. Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 6. März 2012 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 7. März 2012 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf völlige oder teilweise (hilfsweise: Absatz 1, und äußerst hilfsweise: das Wort «minderjährigen» in Absatz 1 zweiter Gedankenstrich) Nichtigerklärung von Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, ersetzt durch Artikel 9 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011: Fatna El Taki, wohnhaft in 1090 Brüssel, rue Bonaventure 258/001; D.C., Domizil erwählend in 1000 Brüssel, rue de Florence 13; M.R., Domizil erwählend in 1000 Brüssel, rue de Florence 13; Chunguang Pan, wohnhaft in 4100 Seraing, Route du Condroz 81; Jamila Bentahar, wohnhaft in 7500 Tournai, rue du Château 14/21; Amina Maazouz, wohnhaft in 1030 Brüssel, Square Eugène Plasky 84; Mohamed Al Adama, wohnhaft in 1090 Brüssel, rue Bonaventure 258/001; Zhihe Zhang, wohnhaft in 4100 Seraing, Route du Condroz 81; Selvi Sezer, wohnhaft in 1030 Brüssel, rue des Coteaux 216, Yahya Beyamina, wohnhaft in 7500 Tournai, rue du Château 14/21; Süleyman Sezer, wohnhaft in 1030 Brüssel, rue des Coteaux 216.

k. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 7. März 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 8. März 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Cemil Bayram, wohnhaft in 4000 Lüttich, rue Saint Séverin 167/21, und Emine Bayram, Domizil erwählend in 4020 Lüttich, Quai Godefroid Kurth 12, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 9 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011.

l. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 12. März 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 13. März 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Ridouan Ben Hammou, Domizil erwählend in 1000 Brüssel, rue de Florence 13, und Anissa Zinebioui, wohnhaft in 1070 Brüssel, rue Victor Rauter 286, Klage auf völlige oder teilweise (hilfsweise: Absatz 2 erster Gedankenstrich Nr. 3) Nichtigerklärung von Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, ersetzt durch Artikel 9 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011.

m. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 12. März 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 13. März 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Azimane Noamane, Domizil erwählend in 1000 Brüssel, rue de Florence 13, und Latifa Chamli Mernissi, wohnhaft in 1190 Brüssel, avenue de la Verrerie 26, Klage auf völlige oder teilweise (hilfsweise: Absatz 2 erster Gedankenstrich) Nichtigerklärung von Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, ersetzt durch Artikel 9 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011.

n. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 9. März 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 13. März 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Oksandr Honcharov und Thi Ngoc Anh, beide wohnhaft in 1090 Brüssel, Clos 't Hof ten Berg 11/3d/r, Klage auf völlige oder teilweise (hilfsweise: das Wort «Ehepartner») Nichtigerklärung von Artikel 40ter Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, ersetzt durch Artikel 9 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011.

o. Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 12. März 2012 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 13. März 2012 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf völlige oder teilweise (hilfsweise: Absatz 2 erster Gedankenstrich) Nichtigerklärung von Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, ersetzt durch Artikel 9 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011: Zoulikha Salhi, Domizil erwählend in 1000 Brüssel, rue de Florence 13, und Mimoune Atmani, wohnhaft in 1080 Brüssel, rue des Béguines 22/2; Gaby Hanna, wohnhaft in 1080 Brüssel, boulevard Edmond Machtens 29; Oussama Ben Bahadi, wohnhaft in 1070 Brüssel, rue de la Démocratie 88/1.

p. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 10. März 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 13. März 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 2 bis 12 und 15 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011: die VoG «Association pour le droit des Etrangers», mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, rue du Boulet 22, die VoG «Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et les Etrangers», mit Vereinigungssitz in 1050 Brüssel, rue du Vivier 80/82, die VoG «Service International de Recherche d'Education et d'Action Sociale», mit Vereinigungssitz in 1050 Brüssel, rue du Champ de Mars 5, die VoG «Ligue des Droits de l'Homme», mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, rue du Boulet 22, die VoG «Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie», mit Vereinigungssitz in 1210 Brüssel, rue de la Poste 37, und die VoG «Liga voor Mensenrechten», mit Vereinigungssitz in 9000 Gent, Gebroeders Desmetstraat 75.

q. Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 9. März 2012 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 13. März 2012 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 9 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011: Zylfikar Muja und Seadin Muja, beide wohnhaft in 1080 Brüssel, boulevard Léopold II 77/5; Fatima Abbou, wohnhaft in 1060 Brüssel, rue Joseph Claes 28; El Mamoun Gharrafi und Mohammed Gharrafi, beide wohnhaft in 1070 Brüssel, rue des Vétérinaires 14/4; Pastora Acosta Cardenas, wohnhaft in 1000 Brüssel, rue de l'Inquisition 27.

r. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 12. März 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 13. März 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, ersetzt durch Artikel 9 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011: Olenga-Omalokolo und Okoko Lokoto Omekoko, beide wohnhaft in 4040 Herstal, En Hayeneux 213.

s. Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 9. März 2012 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 13. März 2012 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 9 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Juli 2011: Rahma Sadak und Mohamed El Kassimi, beide wohnhaft in 7110 La Louvière, rue des Haiwis 36; Victorine Noubouossie und Samuel Nikiledji, beide wohnhaft in 1480 Tubize, rue des Frères Lefort 109.

Durch Anordnungen vom 15. und 28. März 2012 wurden diese unter den Nummern 5312, 5317, 5320, 5325, 5326, 5327, 5334 bis 5344, 5345, 5348 bis 5353, 5354, 5355 bis 5358, 5359, 5360 und 5361 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen mit den bereits verbundenen Rechtssachen Nrn. 5227 und andere verbunden.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf das angefochtene Gesetz und den Kontext seiner Annahme

B.1. Das Gesetz vom 8. Juli 2011 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern in Bezug auf die Bedingungen für die Familienzusammenführung» wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. September 2011 veröffentlicht. Wie es in der Überschrift angegeben ist, ändert das angefochtene Gesetz die Bedingungen für die Familienzusammenführung, so wie sie in den Artikeln 10 ff. sowie in den Artikeln 40 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern vorgesehen waren.

B.2.1. Die Artikel 2 bis 7 des angefochtenen Gesetzes ersetzen die Artikel 10, 10bis, 10ter § 2, 11, 12bis und 13 des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Dezember 1980 und regeln die Bedingungen für die Familienzusammenführung von Familienangehörigen eines Ausländers, der Staatsangehöriger eines Drittstaates ist.

B.2.2. Die Artikel 8, 10, 11 und 12 des angefochtenen Gesetzes ersetzen die Artikel 40bis, 42 § 1, 42ter und 42quater des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 und regeln die Bedingungen für die Familienzusammenführung von Familienangehörigen eines Ausländers, der Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats der Europäischen Union ist.

B.2.3. Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes ersetzt Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 und regelt die Bedingungen für die Familienzusammenführung von Familienangehörigen eines Belgiers.

B.3.1. Das angefochtene Gesetz vom 8. Juli 2011 beruht auf verschiedenen Gesetzesvorschlägen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, Bericht, SS. 1 ff.). Sie haben anschließend die Form eines «globalen Änderungsantrags» erhalten (ebenda, DOC 53-0443/015), der zum Basistext des angefochtenen Gesetzes geworden ist.

B.3.2. Während der Vorarbeiten wurde darauf verwiesen, dass sich in Belgien über 50 Prozent der ausgestellten Visa auf die Familienzusammenführung beziehen; sie stellt die wichtigste Quelle der legalen Einwanderung dar.

Die verschiedenen Gesetzesvorschläge bestätigen, dass das Recht auf den Schutz des Familienlebens einen wichtigen gesellschaftlichen Wert darstellt und dass die Migration über die Familienzusammenführung möglich sein muss. Sie bezwecken jedoch, die Gewährung eines Aufenthaltsrechts im Rahmen der Familienzusammenführung besser zu regeln, um den Migrationsstrom und den Migrationsdruck zu beherrschen. In erster Linie sollen sie bestimmten Missbräuchen oder Fällen von Betrug vorbeugen oder davon abschrecken, beispielsweise durch Scheinehen, Scheinpartnerschaften und Scheinoptionen. Überdies wurde die Notwendigkeit angeführt, die Bedingungen für die Familienzusammenführung anzupassen, um zu vermeiden, dass die öffentlichen Behörden für Familienangehörige, die sich in Belgien niederlassen, aufkommen müssen oder dass die Familienzusammenführung unter menschenunwürdigen Umständen stattfindet, beispielsweise wegen des Fehlens einer angemessenen Wohnung. Schließlich wurde im Laufe der Vorarbeiten mehrfach darauf hingewiesen, dass der Gesetzgeber bei der Regelung der Bedingungen für die Familienzusammenführung die sich aus dem Recht der Europäischen Union ergebenden Verpflichtungen berücksichtigen muss.

B.4. Nach den Fragen der Zulässigkeit (B.5) prüft der Gerichtshof nacheinander die Klagegründe hinsichtlich der Bedingungen für die Familienzusammenführung in Bezug auf Familienangehörige eines Staatsangehörigen eines Drittstaates (B.6 bis B.28), auf Familienangehörige eines Ausländers, der Staatsangehöriger eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union ist (B.29 bis B.39) und auf Familienangehörige eines belgischen Staatsangehörigen (B.40 bis B.67) sowie schließlich für die Familienzusammenführung auf der Grundlage bilateraler Abkommen zwischen dem belgischen Staat und bestimmten Ländern (B.68 bis B.69).

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klagen in den Rechtssachen Nrn. 5245, 5248, 5249, 5250, 5312, 5345 und 5359

B.5.1. Der Ministerrat stellt das Interesse der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5245, der dritten klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5248, der ersten klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5249, der ersten klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5250 und der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 5312, 5345 und 5359 an der Klageerhebung in Abrede.

B.5.2. Die durch diese klagenden Parteien angefochtenen Bestimmungen werden ebenfalls in der Rechtssache Nr. 5354 beanstandet. Die erste klagende Partei in dieser Rechtssache ist die VoG «Association pour le droit des Etrangers», deren Vereinigungszweck gemäß Artikel 2 ihrer Satzung unter anderem darin besteht, Ausländern und insbesondere Studenten, Flüchtlingen und Gastarbeitern Hilfe und Rechtsbeistand zu bieten.

B.5.3. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die nicht ihr persönliches Interesse geltend macht, vor dem Gerichtshof auftritt, ist es erforderlich, dass ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Vereinigungszweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.5.4. Es kann angenommen werden, dass Maßnahmen zur Festlegung von Bedingungen, damit ein Ausländer eine Erlaubnis zum Aufenthalt auf dem belgischem Staatsgebiet im Rahmen einer Familienzusammenführung erhalten kann, den Vereinigungszweck der klagenden Vereinigung beeinträchtigen können.

B.5.5. Da die erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5354 ein Interesse an einer Klageerhebung nachweist und ihre Klage zulässig ist, braucht der Gerichtshof nicht zu prüfen, ob dies auch für die anderen klagenden Parteien in dieser Rechtssache der Fall ist.

B.5.6. Die Einreden werden abgewiesen.

Zur Hauptsache

I. In Bezug auf die Bedingungen für die Familienzusammenführung hinsichtlich der Familienangehörigen von Staatsangehörigen von Drittstaaten

B.6.1. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, mit denen die Bedingungen für die Familienzusammenführung von Familienangehörigen von Staatsangehörigen von Drittstaaten geregelt werden, werden durch die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5312 und durch die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5354 angefochten. Im einzigen Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5312 und im ersten bis einundzwanzigsten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 wird jeweils unter anderem ein Verstoß gegen Artikel 191 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Bestimmungen des internationalen Rechts, angeführt.

B.6.2. Gegen Artikel 191 der Verfassung kann nur verstoßen werden, insofern die angefochtenen Bestimmungen einen Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Ausländern und den Belgiern einführen. Da aus der Darlegung in beiden Klageschriften hervorgeht, dass die in den Klagegründen bemängelten Behandlungsunterschiede sich ausschließlich auf den Vergleich verschiedener Kategorien von Ausländern untereinander beziehen, sind die vorerwähnten Klagegründe unzulässig, insofern sie aus einem Verstoß gegen Artikel 191 der Verfassung abgeleitet sind.

B.6.3. In mehreren Klagegründen wird bemängelt, dass die angefochtenen Bestimmungen gegen Artikel 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, verstießen.

B.6.4. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes».

B.6.5. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Jedermann hat Anspruch auf Achtung seines Privat- und Familienlebens, seiner Wohnung und seines Briefverkehrs.

(2) Der Eingriff einer öffentlichen Behörde in die Ausübung dieses Rechts ist nur statthaft, insoweit dieser Eingriff gesetzlich vorgesehen ist und eine Maßnahme darstellt, die in einer demokratischen Gesellschaft für die nationale Sicherheit, die öffentliche Ruhe und Ordnung, das wirtschaftliche Wohl des Landes, die Verteidigung der Ordnung und zur Verhinderung von strafbaren Handlungen, zum Schutz der Gesundheit und der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer notwendig ist».

B.6.6. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention erkennt nicht das Recht von Ausländern an, sich in einem bestimmten Land aufzuhalten. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hat mehrfach geurteilt, dass «die Staaten gemäß einem feststehenden Grundsatz des internationalen Rechts, unbeschadet der sich für sie aus Verträgen ergebenden Verpflichtungen, berechtigt sind, den Zugang von Nichtstaatsangehörigen zu ihrem Staatsgebiet zu regeln» (EuGHMR, *Abdulaziz, Cabales und Balkandali* gegen Vereinigtes Königreich, 28. Mai 1985, § 67; *Boujlifa* gegen Frankreich, 21. Oktober 1997, § 42; *Üner* gegen Niederlande, 18. Oktober 2006, § 54; *Darren Omoregie u.a.* gegen Vereinigtes Königreich, 31. Oktober 2008, § 54). Insbesondere hat dieser Artikel nicht zur Folge, dass ein Staat verpflichtet wäre, die Familienzusammenführung auf seinem Staatsgebiet zu erlauben. Der Europäische Gerichtshof hat in der Tat auch präzisiert, dass «Artikel 8 nicht so ausgelegt werden kann, als ob er für einen Vertragsstaat die allgemeine Verpflichtung umfassen würde, die Entscheidung von verheirateten Paaren für einen gemeinsamen Wohnsitz zu achten und die Niederlassung ausländischer Ehepaare im Land anzunehmen» (EuGHMR, *Abdulaziz, Cabales und Balkandali*, vorerwähnt, § 68; *Darren Omoregie u.a.*, vorerwähnt, § 57; 29. Juli 2010, *Mengesha Kimfe* gegen Schweiz, § 61; 6. November 2012, *Hode und Abdi* gegen Vereinigtes Königreich, § 43). Der Europäische Gerichtshof hat ebenfalls hervorgehoben, dass «die Lage vom Standpunkt des Rechtes der Ausländer aus betrachtet, wenn es sich beispielsweise nicht um den Status als Flüchtling handelt, teilweise eine eigene Entscheidung beinhaltet, da es sich oft um die Entscheidung einer Person handelt, die sich dafür entschieden hat, in einem Land zu leben, dessen Staatsangehörigkeit sie nicht hat» (EuGHMR, 27. September 2011, *Bah* gegen Vereinigtes Königreich, § 45).

B.6.7. Die Unmöglichkeit, mit seinen Familienangehörigen zusammenzuleben, kann jedoch eine Einmischung in das durch Artikel 22 der Verfassung und durch Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistete Recht auf den Schutz des Familienlebens darstellen. Damit eine solche Einmischung diesen Bestimmungen entspricht, muss sie durch eine ausreichend präzise Gesetzesbestimmung vorgesehen sein, einem zwingenden gesellschaftlichen Bedarf entsprechen und im Verhältnis zum angestrebten rechtmäßigen Ziel stehen.

B.6.8. Der Gerichtshof der Europäischen Union hat ebenfalls erkannt, dass

«52. [...] das Recht auf Achtung des Familienlebens im Sinne von Artikel 8 EMRK zu den Grundrechten gehört, die nach der ständigen Rechtsprechung des Gerichtshofes in der Gemeinschaftsrechtsordnung geschützt werden (Urteile [vom 11. Juli 2002.] *Carpenter*, [C-60/00.] Randnr. 41, und [vom 23. September 2003.] *Akrich*, [C-109/01.] Randnrn. 58 und 59). Dieses Recht, mit seinen nahen Verwandten zu leben, bringt für die Mitgliedstaaten Verpflichtungen mit sich, bei denen es sich um negative Verpflichtungen handeln kann, wenn einer von ihnen eine Person nicht ausweisen darf, oder um positive, wenn er verpflichtet ist, eine Person in sein Hoheitsgebiet einreisen und sich dort aufhalten zu lassen.

53. So hat der Gerichtshof entschieden, dass, auch wenn die EMRK es nicht als ein Grundrecht eines Ausländers gewährleistet, in ein bestimmtes Land einzureisen oder sich dort aufzuhalten, es einen Eingriff in das Recht auf Achtung des Familienlebens, wie es in Artikel 8 Absatz 1 dieser Konvention geschützt ist, darstellen kann, wenn einer Person die Einreise in ein Land, in dem ihre nahen Verwandten leben, oder der Aufenthalt dort verweigert wird (Urteile *Carpenter*, Randnr. 42, und *Akrich*, Randnr. 59)» (EuGH, 27. Juni 2006, C-540/03, *Parlament/Rat*).

B.6.9. In verschiedenen Klagegründen wird ein Verstoß durch die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit der Richtlinie 2003/86/EG des Rates vom 22. September 2003 betreffend das Recht auf Familienzusammenführung (nachstehend: Richtlinie 2003/86/EG) angeführt.

B.6.10. Artikel 1 der Richtlinie 2003/86/EG bestimmt:

«Ziel dieser Richtlinie ist die Festlegung der Bedingungen für die Ausübung des Rechts auf Familienzusammenführung durch Drittstaatsangehörige, die sich rechtmäßig im Gebiet der Mitgliedstaaten aufhalten».

B.6.11. Der Europäische Gerichtshof hat erkannt:

«59. Diese verschiedenen Texte [d.h. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, das Übereinkommen über die Rechte des Kindes und Artikel 7 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union] unterstreichen die Bedeutung des Familienlebens für das Kind und empfehlen den Staaten die Berücksichtigung des Kindeswohls, sie begründen aber für die Mitglieder einer Familie kein subjektives Recht auf Aufnahme im Hoheitsgebiet eines Staates und lassen sich nicht dahin auslegen, dass den Staaten bei der Prüfung von Anträgen auf Familienzusammenführung kein Ermessensspielraum verbliebe.

60. Artikel 4 Absatz 1 der Richtlinie [2003/86/EG] geht über diese Bestimmungen hinaus und gibt den Mitgliedstaaten präzise positive Verpflichtungen auf, denen klar definierte subjektive Rechte entsprechen, da er den Mitgliedstaaten in den in der Richtlinie festgelegten Fällen vorschreibt, den Nachzug bestimmter Mitglieder der Familie des Zusammenführenden zu genehmigen, ohne dass sie dabei ihren Ermessensspielraum ausüben könnten» (EuGH, 27. Juni 2006, C-540/03, *Parlament/Rat*; siehe auch 4. März 2010, C-578/08, *Chakroun*, Randnr. 41; 6. Dezember 2012, C-356/11, *O. und S. gegen Maahanmuuttovirasto*, und C-357/11, *Maahanmuuttovirasto gegen L.*, Randnr. 70).

«Diese Bestimmung [der Richtlinie] steht jedoch unter dem Vorbehalt der Einhaltung der u.a. in Kapitel IV der Richtlinie 2003/86 genannten Bedingungen» (EuGH, *Chakroun*, vorerwähnt, Randnr. 42; *O., S. et alii*, vorerwähnt, Randnr. 71). In diesem Zusammenhang hebt der Europäische Gerichtshof hervor, dass «der den Mitgliedstaaten eröffnete Handlungsspielraum von ihnen nicht in einer Weise genutzt werden [darf], die das Richtlinienziel - die Begünstigung der Familienzusammenführung - und die praktische Wirksamkeit der Richtlinie beeinträchtigen würde» (Urteile *Chakroun*, vorerwähnt, Randnr. 43; *O., S. et alii*, vorerwähnt, Randnr. 69).

Schließlich haben «die Mitgliedstaaten [...] nicht nur ihr nationales Recht unionsrechtskonform auszulegen, sondern auch darauf zu achten, dass sie sich nicht auf eine Auslegung einer Vorschrift des abgeleiteten Rechts stützen, die mit den durch die Unionsrechtsordnung geschützten Grundrechten kollidiert» (EuGH, 27. Juni 2006, *Parlament/Rat*, C-540/03, Randnr. 105; 23. Dezember 2009, *Đetiček*, C-403/09, Randnr. 34; *O., S. et alii*, vorerwähnt, Randnr. 78). «Die Bestimmungen der Richtlinie [sind] im Licht der Grundrechte und insbesondere des Rechts auf Achtung des Familienlebens auszulegen, das sowohl in der EMRK als auch in der Charta verankert ist» (EuGH, *Chakroun*, vorerwähnt, Randnr. 44).

B.6.12. Der Gerichtshof muss prüfen, ob die angefochtenen Bestimmungen, insofern sie die Bedingungen der Familienzusammenführung festlegen, diesen Erfordernissen entsprechen.

1) Die Wartefrist im Falle einer Familienzusammenführung mit einem Ausländer, dem der Aufenthalt für unbegrenzte Dauer erlaubt ist

B.7.1. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nrn. 4 und 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2011. Nach Darlegung der klagenden Parteien verstießen die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 Absatz 1 der Richtlinie 2003/86/EG, indem sie als eine der Bedingungen für den Antrag auf Aufenthalt von Familienangehörigen eines Ausländers, dem der Aufenthalt für unbegrenzte Dauer erlaubt sei, verlangten, dass Letzterer diesen Aufenthaltstitel seit mindestens zwölf Monaten besitze.

B.7.2.1. Die angefochtenen Bestimmungen lauten wie folgt:

«Unter Vorbehalt der Bestimmungen der Artikel 9 und 12 ist es folgenden Personen von Rechts wegen gestattet, sich länger als drei Monate im Königreich aufzuhalten:

[...]

4. folgenden Mitgliedern der Familie eines Ausländers, dem der Aufenthalt im Königreich seit mindestens zwölf Monaten für unbegrenzte Dauer gestattet oder erlaubt ist oder dem es seit mindestens zwölf Monaten erlaubt ist, sich dort niederzulassen. Diese Frist von zwölf Monaten fällt weg, wenn das eheliche Verhältnis beziehungsweise die registrierte Partnerschaft bereits vor Ankunft im Königreich des Ausländers, dem nachgekommen wird, bestand, die Partner ein gemeinsames minderjähriges Kind haben oder Familienmitglieder eines Ausländers betroffen sind, der als Flüchtling anerkannt ist oder dem der subsidiäre Schutzstatus zuerkannt ist:

- seinem ausländischen Ehepartner oder dem Ausländer, mit dem er eine registrierte Partnerschaft führt, die in Belgien einer Ehe gleichgesetzt ist, und der mit ihm zusammenleben wird, sofern die beiden betroffenen Personen älter als einundzwanzig Jahre sind. Dieses Mindestalter wird jedoch auf achtzehn Jahre herabgesetzt, wenn das eheliche Verhältnis beziehungsweise diese registrierte Partnerschaft bereits vor Ankunft im Königreich des Ausländers, dem nachgekommen wird, bestand,

- ihren Kindern, die mit ihnen zusammenleben werden, bevor sie das Alter von achtzehn Jahren erreicht haben, und ledig sind,

- den Kindern des Ausländers, dem nachgekommen wird, und seines Ehepartners oder des im ersten Gedankenstrich erwähnten registrierten Partners, die mit ihnen zusammenleben werden, bevor sie das Alter von achtzehn Jahren erreicht haben, und ledig sind, sofern der Ausländer, dem nachgekommen wird, sein Ehepartner oder der erwähnte registrierte Partner das Sorgerecht hat und die Kinder zu seinen Lasten oder zu Lasten des Ehepartners beziehungsweise des registrierten Partners sind und, bei geteiltem Sorgerecht, sofern der andere Inhaber des Sorgerechts sein Einverständnis gegeben hat,

5. Ausländern, die durch eine einem Gesetz entsprechend registrierte Partnerschaft mit einem Ausländer verbunden sind, dem der Aufenthalt im Königreich seit mindestens zwölf Monaten für unbegrenzte Dauer gestattet oder erlaubt ist oder dem es seit mindestens zwölf Monaten erlaubt ist, sich dort niederzulassen, und den Kindern dieses Partners, die mit ihnen zusammenleben werden, bevor sie das Alter von achtzehn Jahren erreicht haben, und ledig sind, sofern der Partner das Sorgerecht hat und die Kinder zu seinen Lasten sind und, bei geteiltem Sorgerecht, sofern der andere Inhaber des Sorgerechts sein Einverständnis gegeben hat. Diese Frist von zwölf Monaten fällt weg, wenn das eheliche Verhältnis beziehungsweise die registrierte Partnerschaft bereits vor Ankunft im Königreich des Ausländers, dem nachgekommen wird, bestand oder die Partner ein gemeinsames minderjähriges Kind haben.

[...]».

B.7.2.2. Aus den Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber bei der Einführung der in der angefochtenen Bestimmung vorgesehenen Wartezeit Artikel 8 Absatz 1 der Richtlinie 2003/86/EG berücksichtigen wollte, der bestimmt:

«Die Mitgliedstaaten dürfen verlangen, dass sich der Zusammenführende während eines Zeitraums, der zwei Jahre nicht überschreiten darf, rechtmäßig auf ihrem Hoheitsgebiet aufgehalten hat, bevor seine Familienangehörigen ihm nachreisen».

Aufgrund dieser Bestimmung können die Mitgliedstaaten vorschreiben, dass der Zusammenführende «so lange im Aufnahmestaat gelebt hat, dass eine stabile Ansiedlung und ein gewisses Integrationsniveau angenommen werden können», ehe seine Familienangehörigen ihm nachkommen können (EuGH, 27. Juni 2006, C-540/03, *Parlament/Rat*, Rdnr. 98).

B.7.3. Gemäß den angefochtenen Bestimmungen kann der Antrag auf Familienzusammenführung nach einer Frist von einem Jahr eingereicht werden, wobei diese Frist bei einer wortwörtlichen Auslegung dieser Bestimmungen an dem Tag beginnen würde, an dem das Aufenthaltsrecht für unbegrenzte Dauer gewährt wurde. Aufgrund von Artikel 12bis § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 muss der Beschluss über den Antrag auf Aufenthaltserlaubnis des Familienangehörigen eines Ausländers, dem nachgekommen wird, möglichst schnell und spätestens sechs Monate ab dem Datum des Antrags gefasst werden. In besonders komplexen Akten kann diese Frist zwei Mal um einen Zeitraum von drei Monaten verlängert werden, so dass in jedem Fall ein Beschluss innerhalb der Frist eines Jahres ab dem Datum des Antrags gefasst werden muss.

B.7.4. Es muss jedoch angemerkt werden, dass im Gesetz vom 15. Dezember 1980 ein Aufenthaltsschein für unbegrenzte Dauer in vielen Fällen erst gewährt wird, nachdem der betreffende Ausländer sich bereits seit mehreren Jahren kraft eines Aufenthaltsscheins für begrenzte Dauer legal im Land aufgehalten hat. Durch den Umstand, dass dem Zusammenführenden eine Mindestaufenthaltsdauer von zwölf Monaten auferlegt wird, bevor seine Familienangehörigen einen Aufenthaltsantrag stellen können, verstießen die angefochtenen Bestimmungen in diesen Fällen gegen Artikel 8 Absatz 1 der vorerwähnten Richtlinie 2003/86/EG, wonach die Mitgliedstaaten vom Zusammenführenden eine Frist von höchstens zwei Jahren legalen Aufenthalts auf ihrem Staatsgebiet verlangen dürfen, bevor seine Familienangehörigen ihm nachkommen.

B.7.5. Aus den Vorarbeiten geht jedoch hervor, dass der Gesetzgeber sich der durch die Richtlinie 2003/86/EG auferlegten Grenze von zwei Jahren legalen Aufenthalts beugen wollte und dass er nicht ausgeschlossen hat, die Zeiträume der Aufenthaltserlaubnis für begrenzte Dauer vor der Gewährung einer Aufenthaltserlaubnis für unbegrenzte Dauer oder einer Niederlassungserlaubnis zu berücksichtigen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, SS. 43-56 und 149).

In dieser Auslegung sind die angefochtenen Bestimmungen vereinbar mit Artikel 8 Absatz 1 der vorerwähnten Richtlinie.

B.7.6. Vorbehaltlich der in B.7.5 angeführten Auslegung ist der Klagegrund unbegründet, insofern er aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 Absatz 1 der Richtlinie 2003/86/EG abgeleitet ist.

B.7.7.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien verstießen die angefochtenen Bestimmungen ebenfalls gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem sie nur eine Wartezeit auferlegten, wenn der Ausländer, dem nachgekommen werde, über einen Aufenthaltsschein für unbegrenzte Dauer verfüge, und nicht, wenn er über einen Aufenthaltsschein für begrenzte Dauer verfüge.

B.7.7.2. Aus den angefochtenen Bestimmungen und aus den Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber nicht beabsichtigte, die Zusammenführung von Personen mit einem vorher bestehenden Verwandtschaftsverhältnis zu verzögern, sondern lediglich eine Wartezeit einführen wollte in dem Fall, dass eine neue Familie gebildet wird, kurz nachdem dem Zusammenführenden ein Aufenthaltsschein für unbegrenzte Dauer erteilt wurde (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/015, SS. 43-56).

B.7.7.3. Der bemängelte Behandlungsunterschied beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich der Aufenthaltsrechtsstellung des Ausländers, dem nachgekommen wird. Er hat auch keine unverhältnismäßigen Folgen, insofern ein Ausländer mit unbegrenztem Aufenthalt in dem Fall, dass seine Familienangehörigen während der Dauer seines begrenzten Aufenthalts keinen Antrag auf Familienzusammenführung eingereicht haben, diesen Zeitraum gemäß der in B.7.5 angeführten Auslegung geltend machen kann.

B.7.7.4. Insofern im Klagegrund eine Diskriminierung in der Ungleichbehandlung von Ausländern angeführt wird, je nachdem, ob der Familienangehörige, dem nachgekommen wird, über einen Aufenthaltsschein für begrenzte oder für unbegrenzte Dauer verfügt, ist er unbegründet.

B.7.8.1. Hilfsweise sind die klagenden Parteien der Auffassung, dass Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße, indem er keine Ausnahme von der Wartezeit von einem Jahr vorsehe bei einem Antrag auf Familienzusammenführung für den Partner und dessen Kinder mit einem Ausländer, der als Flüchtling anerkannt sei oder den subsidiären Schutz genieße, während eine solche Ausnahme wohl in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 dieses Gesetzes vorgesehen sei.

B.7.8.2. Der Behandlungsunterschied beruht auf einem objektiven Kriterium; während Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 sich auf die Situation von Ehepartnern und von Personen, die eine einem Gesetz entsprechend registrierte Partnerschaft, die in Belgien einer Ehe gleichgesetzt ist, eingegangen sind, und ihren Kindern bezieht, betrifft Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 eine Lebensgemeinschaft aufgrund einer einem Gesetz entsprechend registrierten Partnerschaft, die nicht einer Ehe gleichgesetzt ist, und nicht die Kinder eines Ausländers, dem nachgekommen wird, sondern lediglich diejenigen des Partners.

Die angefochtene Bestimmung ist vereinbar mit den Artikeln 9 ff. der Richtlinie 2003/86/EG, die die Auferlegung einer Wartezeit nur verbieten bei der Gewährung eines Aufenthaltsrechtes an den Ehepartner und die Kinder eines anerkannten Flüchtlings, jedoch nicht bei der Familienzusammenführung mit einem Partner, der nicht der Ehepartner ist, oder mit den Kindern dieses Partners.

B.7.8.3. Aus den in B.7.4 und B.7.5 dargelegten Gründen ist die Wartezeit eines Jahres nicht unvernünftig und entspricht sie den Anforderungen im Sinne von Artikel 8 Absatz 1 der vorerwähnten Richtlinie.

B.7.9. Vorbehaltlich der in B.7.5 angeführten Auslegung ist der Klagegrund unbegründet.

2) *Die Unmöglichkeit der Familienzusammenführung nach der Verweigerung einer Eheschließung*

B.8.1. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 Absatz 2 Buchstabe f) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes. Diese Bestimmung, die die Familienzusammenführung von zwei Partnern verbietet, von denen einer Gegenstand einer Entscheidung zur Verweigerung der Eheschließung auf der Grundlage von Artikel 167 des Zivilgesetzbuches war, verstößt nach Darlegung der klagenden Parteien gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.8.2.1. Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 Absatz 2 bestimmt:

«Die in Absatz 1 erwähnten Partner müssen folgende Bedingungen erfüllen:

[...]

f) beide nicht von einer auf der Grundlage von Artikel 167 des Zivilgesetzbuches getroffenen formell rechtskräftigen Entscheidung betroffen sein».

B.8.2.2. Artikel 167 des Zivilgesetzbuches bestimmt:

«Der Standesbeamte weigert sich, die Trauung vorzunehmen, wenn ersichtlich wird, dass die für die Eingehung der Ehe vorgeschriebenen Eigenschaften und Bedingungen nicht erfüllt sind, oder wenn er der Meinung ist, dass die Eheschließung gegen die Grundsätze der öffentlichen Ordnung verstößt.

Besteht die ernsthafte Vermutung, dass die im vorhergehenden Absatz erwähnten Bedingungen nicht erfüllt sind, kann der Standesbeamte, um eine zusätzliche Untersuchung vorzunehmen, die Eheschließung um höchstens zwei Monate ab dem von den interessierenden Parteien ausgewählten Datum für die Eheschließung aufschieben, gegebenenfalls, nachdem er die Stellungnahme des Prokurators des Königs des Gerichtsbezirks, in dem die Antragsteller beabsichtigen, die Ehe einzugehen, eingeholt hat.

Hat der Standesbeamte binnen der im vorhergehenden Absatz erwähnten Frist keine endgültige Entscheidung getroffen, muss er die Trauung vornehmen, selbst in den Fällen, in denen die in Artikel 165 § 3 erwähnte Frist von sechs Monaten verstrichen ist.

Im Fall einer in Absatz 1 erwähnten Weigerung notifiziert der Standesbeamte den interessierenden Parteien unverzüglich seine mit Gründen versehene Entscheidung. Gleichzeitig wird dem Prokurator des Königs des Gerichtsbezirks, wo die Weigerung erfolgt ist, davon eine Abschrift zusammen mit einer Abschrift aller zweckdienlichen Dokumente übermittelt.

Wenn einer der zukünftigen Ehegatten oder beide am Tag der Weigerung nicht im Bevölkerungsregister, im Fremdenregister oder im Warteregister der Gemeinde eingetragen sind oder dort nicht ihren aktuellen Wohnort haben, wird die Weigerungsentscheidung auch sofort dem Standesbeamten der Gemeinde notifiziert, wo dieser zukünftige Ehegatte oder diese zukünftigen Ehegatten in einem dieser Register eingetragen sind oder ihren aktuellen Wohnort haben.

Gegen die Weigerung des Standesbeamten, die Trauung vorzunehmen, können die interessierenden Parteien binnen einem Monat nach der Notifizierung seiner Entscheidung beim Gericht erster Instanz Beschwerde einlegen».

B.8.3.1. Die in den Vorarbeiten (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, SS. 10, 12 und 13) mehrfach in Erinnerung gerufene Zielsetzung der angefochtenen Bestimmung besteht darin, Betrug im Zusammenhang mit der Schließung von Ehen zu bekämpfen, die zu dem einzigen Zweck geschlossen werden, einer ausländischen Person den Vorteil des Aufenthaltes in Belgien zu bieten, während beide Ehepartner oder einer von beiden nicht die wirkliche Absicht haben, sich auf eine Ehe einzulassen im Sinne der Bestimmungen des belgischen Zivilgesetzbuches.

B.8.3.2. Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtene Bestimmung einen Behandlungsunterschied zwischen den Partnern einführe, von denen einer, nachdem er Gegenstand einer Entscheidung zur Verweigerung der Eheschließung gewesen sei, eine Gerichtsklage eingereicht habe, die abgewiesen worden sei, und denen die Familienzusammenführung verweigert werde, und den Partnern, die keine Klage gegen die Entscheidung zur Verweigerung der Eheschließung eingereicht hätten, die in den Vorteil der Familienzusammenführung gelangen könnten. Sie bemängeln ebenfalls, dass die angefochtene Bestimmung zwei unterschiedliche Kategorien identisch behandle, nämlich einerseits die registrierten Partner, von denen einer Gegenstand einer formell rechtskräftigen positiven Entscheidung aufgrund von Artikel 167 des Zivilgesetzbuches gewesen sei, und andererseits die registrierten Partner, von denen einer Gegenstand einer formell rechtskräftigen ablehnenden Entscheidung aufgrund derselben Bestimmung gewesen sei.

Was diese Behandlungsunterschiede betrifft, kann die angefochtene Bestimmung, um den Willen des Gesetzgebers zu achten, sich nur auf den Fall beziehen, in dem der Standesbeamte sich auf der Grundlage von Artikel 167 des Zivilgesetzbuches geweigert hat, die Trauung vorzunehmen. Auch wenn eine formell rechtskräftige Entscheidung im Sinne von Artikel 28 des Gerichtsgesetzbuches nicht einer administrativen Entscheidung gleichgestellt werden kann, die nicht Gegenstand einer Beschwerde war, ist in diesem Fall, wie es auch der Ministerrat befürwortet, davon auszugehen, dass der Gesetzgeber die Absicht hatte, dass eine auf der Grundlage von Artikel 167 Absatz 1 des Zivilgesetzbuches getroffene Entscheidung eines Standesbeamten zur Verweigerung einer Eheschließung, ohne dass gemäß Artikel 167 Absatz 6 desselben Gesetzbuches eine Beschwerde gegen diese Entscheidung eingereicht wurde, die gleichen Folgen hat wie eine durch denselben Standesbeamten getroffene Verweigerungsentscheidung, gegen die wohl

eine Beschwerde eingelegt worden wäre und die Gegenstand einer formell rechtskräftigen Entscheidung gewesen wäre. In dieser Auslegung führt die angefochtene Bestimmung nicht zu den ersten zwei durch die klagenden Parteien angeführten Behandlungsunterschieden.

B.8.3.3. Die klagenden Parteien bemängeln weiterhin, dass die angefochtene Bestimmung die Personen, die Gegenstand einer Verweigerung zur Eheschließung aufgrund der Artikel 143 bis 148 des Zivilgesetzbuches (fehlende Einwilligung, Bigamie, Eheschließung vor dem Alter von achtzehn Jahren) gewesen seien, und diejenigen, denen die Eheschließung verweigert worden sei aufgrund von Artikel 146bis in Bezug auf die Eheschließung, die «nur [auf] die Erlangung eines an die Rechtsstellung der Ehegatten gebundenen aufenthaltsrechtlichen Vorteils [ausgerichtet ist]», auf die gleiche Weise behandle.

Die klagenden Parteien bemängeln im Wesentlichen, dass die angefochtene Bestimmung unverhältnismäßig sei, da sie nach ihrem Dafürhalten der Verwaltung keinerlei Ermessensbefugnis einräume, um die aufgrund von Artikel 167 des Zivilgesetzbuches getroffene Entscheidung zur Verweigerung der Eheschließung unberücksichtigt zu lassen, selbst wenn sie davon überzeugt sei, dass das gesetzliche Zusammenwohnen, das den ihr unterbreiteten Antrag auf Familienzusammenführung rechtfertige, in keiner Weise betrügerisch sei.

Es entbehrt nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, dass der Gesetzgeber alle Gründe zur Verweigerung einer Eheschließung, die der Standesbeamte geltend macht, auf die gleiche Weise behandelt, unabhängig des besonderen Falls im Sinne von Artikel 146bis des Zivilgesetzbuches. Das Bestehen einer Gerichtsklage bietet hingegen den Personen, die Gegenstand einer Verweigerung sind, die Möglichkeit nachzuweisen, dass sie sich nicht in einer strikt identischen Situation wie die in den Artikeln 143 bis 148 des Zivilgesetzbuches angeführten Situationen befanden, und gegebenenfalls die Anwendung der Regeln des internationalen Privatrechts anzuführen.

Die Verbindung der Artikel 10 und 11 der Verfassung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention führt nicht zu einer anderen Schlussfolgerung.

B.8.4. Vorbehaltlich der in B.8.3.2 angeführten Auslegung ist der Klagegrund unbegründet.

3) *Die Familienzusammenführung der Eltern und des Vormundes mit einem minderjährigen Kind, das als Flüchtling anerkannt ist oder das den subsidiären Schutz genießt*

B.9.1. Der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigkeitsklärung des neuen Artikels 10 § 1 Absatz 1 Nr. 7 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes.

Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtene Bestimmung Artikel 10 Absatz 3 der Richtlinie 2003/86/EG nur teilweise umsetze, und insbesondere, dass sie nicht vorsehe, wie diese Bestimmung es den Mitgliedstaaten erlaube, dass der gesetzliche Vormund eines unbegleiteten minderjährigen Flüchtlings, der keine Verwandten in gerader aufsteigender Linie habe oder dessen Verwandte in gerader aufsteigender Linie unauffindbar seien, ihm in Belgien nachkomme, während die nicht für volljährig erklärten minderjährigen Flüchtlinge, deren Verwandte in aufsteigender Linie am Leben seien, in den Vorteil der Familienzusammenführung mit Letzteren gelangen könnten. Sie führen ferner an, die angefochtene Bestimmung führe zu einer zweiten Diskriminierung, zumindest wenn sie so ausgelegt werde, dass sie nur Anwendung finde auf die Familienzusammenführung der Eltern mit ihrem Kind, dem als Flüchtling der Aufenthalt für unbegrenzte Dauer erlaubt sei, und nicht Anwendung finde auf die Familienzusammenführung der Eltern mit ihrem Kind, das den subsidiären Schutz genieße und nur über einen zeitweiligen Aufenthaltsschein verfüge.

Diese Bestimmung verstoße somit gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes.

B.9.2.1. Der vorerwähnte Artikel 10 § 1 Absatz 1 bestimmt, dass es folgenden Personen von Rechts wegen gestattet ist, sich in Belgien aufzuhalten:

«[...]»

7. Eltern eines Ausländers, der im Sinne von Artikel 48/3 als Flüchtling anerkannt ist oder dem der subsidiäre Schutzstatus zuerkannt ist, die mit ihm zusammenleben werden, insofern der Ausländer unter achtzehn Jahre alt ist und in das Königreich eingereist ist, ohne in Begleitung eines aufgrund des Gesetzes für ihn verantwortlichen volljährigen Ausländers zu sein, und er anschließend nicht tatsächlich unter der Obhut einer solchen Person stand beziehungsweise nach der Einreise ins Königreich allein gelassen wurde».

B.9.2.2. Artikel 10 Absatz 3 der Richtlinie 2003/86/EG bestimmt:

«Handelt es sich bei einem Flüchtling um einen unbegleiteten Minderjährigen, so

a) gestatten die Mitgliedstaaten ungeachtet der in Artikel 4 Absatz 2 Buchstabe a) genannten Bedingungen die Einreise und den Aufenthalt seiner Verwandten in gerader aufsteigender Linie ersten Grades zum Zwecke der Familienzusammenführung;

b) können die Mitgliedstaaten die Einreise und den Aufenthalt seines gesetzlichen Vormunds oder eines anderen Familienangehörigen zum Zwecke der Familienzusammenführung gestatten, wenn der Flüchtling keine Verwandten in gerader aufsteigender Linie hat oder diese unauffindbar sind».

B.9.2.3. Artikel 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes bestimmt:

«(1) Bei allen Maßnahmen, die Kinder betreffen, gleichviel ob sie von öffentlichen oder privaten Einrichtungen der sozialen Fürsorge, Gerichten, Verwaltungsbehörden oder Gesetzgebungsorganen getroffen werden, ist das Wohl des Kindes ein Gesichtspunkt, der vorrangig zu berücksichtigen ist.

(2) Die Vertragsstaaten verpflichten sich, dem Kind unter Berücksichtigung der Rechte und Pflichten seiner Eltern, seines Vormunds oder anderer für das Kind gesetzlich verantwortlicher Personen den Schutz und die Fürsorge zu gewährleisten, die zu seinem Wohlergehen notwendig sind; zu diesem Zweck treffen sie alle geeigneten Gesetzgebungs- und Verwaltungsmaßnahmen.

[...]».

B.9.3.1. Was den Einwand gegenüber der angefochtenen Bestimmung betrifft, dass sie Artikel 10 Absatz 3 der Richtlinie 2003/86/EG nur teilweise umsetze, ist festzustellen - wie die klagenden Parteien im Übrigen anmerken -, dass diese Bestimmung die Mitgliedstaaten nicht dazu verpflichtet, die Familienzusammenführung des gesetzlichen Vormundes mit einem minderjährigen Kind, das Flüchtling ist und das keine Verwandten in gerader aufsteigender Linie mehr hat oder wenn diese unauffindbar sind, zuzulassen, sondern ihnen nur erlaubt, dies zu tun.

B.9.3.2. Die angefochtene Bestimmung regelt die Situation von Ausländern, die als Familienangehörige einem minderjährigen Flüchtling nachkommen können, jedoch selbst nicht als Flüchtling anerkannt sind.

Die Familienzusammenführung eines minderjährigen Kindes mit seinen Eltern geht einher mit der Feststellung ihres Abstammungsverhältnisses. Da ein solches Verhältnis nicht mit dem Ausländer besteht, der lediglich der gesetzliche Vormund des Kindes ist, konnte der Gesetzgeber vernünftigerweise den Standpunkt vertreten, dass dieser Ausländer kein Aufenthaltsrecht aus dem Aufenthalt dieses Kindes auf dem Staatsgebiet ableiten kann.

Die angefochtene Maßnahme hat keine unverhältnismäßigen Folgen. Das Programmgesetz vom 24. Dezember 2002 (Titel XIII Kapitel 6) sieht nämlich eine spezifische Vormundschaft für unbegleitete Minderjährige vor, wobei insbesondere die Situation der Minderjährigen berücksichtigt wird, die die Anerkennung als Flüchtling beantragt haben (Artikel 5), und wobei man bezweckt, ihre Interessen zu gewährleisten (Artikel 2).

Darüber hinaus wird durch Artikel 2 des Gesetzes vom 12. September 2011 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern im Hinblick auf die Erteilung einer Aufenthaltserlaubnis für begrenzte Dauer an unbegleitete minderjährige Ausländer» in Titel II des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ein Kapitel VII mit der Überschrift «Unbegleitete minderjährige Ausländer» eingefügt, das die Artikel 61/14 bis 61/25 umfasst. Dieses Gesetz, mit dem das Statut der unbegleiteten minderjährigen Ausländer verdeutlicht und im Gesetz verankert werden soll, schreibt die Suche nach einer dauerhaften Lösung vor, die der Situation jedes einzelnen Minderjährigen angepasst ist, und bewahrt diese vor einer Entfernungsmaßnahme, solange die dauerhafte Lösung nicht gefunden wurde.

B.9.4. Insofern im Klagegrund ein Behandlungsunterschied zwischen den Eltern eines als Flüchtling anerkannten Kindes und den Eltern eines Kindes, das den subsidiären Schutz genießt, angeführt wird, beruht er auf einer falschen Lesart der angefochtenen Bestimmung.

Im Gegensatz zu Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nrn. 4 bis 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erfordert es Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 7 nämlich nicht, dass der Ausländer, dem nachgekommen wird, über einen Aufenthaltsschein für unbegrenzte Dauer verfügt.

B.9.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

4) *Der Ehepartner eines polygamen Ausländers*

B.10.1. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 10 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes. Die klagenden Parteien bemängeln die Einschränkung, die in der angefochtenen Bestimmung für die Familienzusammenführung eines polygamen Ausländers mit einem im Ausland lebenden Ehepartner eingeführt wird, wenn ein anderer Ehepartner sich bereits in Belgien aufhält.

Die klagenden Parteien führen an, diese Bestimmung stelle keine konforme Umsetzung von Artikel 4 Absatz 4 Unterabsatz 1 der Richtlinie 2003/86/EG dar und verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem sie alle Ehepartner eines polygamen Ausländers gleich behandle, ohne danach zu unterscheiden, ob der sich in Belgien aufhaltende Ehepartner tatsächlich mit dem polygamen Ausländer zusammenwohne oder nicht.

B.10.2.1. Der neue Artikel 10 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Absatz 1 Nr. 4 ist nicht auf den Ehepartner eines polygamen Ausländers anwendbar, wenn ein anderer Ehepartner dieses Ausländers sich bereits im Königreich aufhält».

B.10.2.2. Artikel 4 Absatz 4 Unterabsatz 1 der Richtlinie 2003/86/EG bestimmt:

«Lebt im Falle einer Mehrehe bereits ein Ehegatte gemeinsam mit dem Zusammenführenden im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats, so gestattet der betreffende Mitgliedstaat nicht die Familienzusammenführung eines weiteren Ehegatten».

B.10.2.3. Da sie sich ausdrücklich auf den sich in Belgien aufhaltenden Ehepartner bezieht, kann die angefochtene Bestimmung nicht Anwendung finden auf einen Ausländer, der polygam gewesen ist, dessen vorherige eheliche Verbindung jedoch durch Ehescheidung aufgelöst wurde.

B.10.3. In seinem Entscheid Nr. 95/2008 vom 26. Juni 2008 hat der Gerichtshof geurteilt:

«B.20.3. Der belgische Gesetzgeber hat sich mit der angefochtenen Bestimmung bei der Umsetzung von Artikel 4 Absatz 4 der Familienzusammenführungsrichtlinie dafür entschieden, auf ähnliche Weise polygame Ehepartner und ihre Kinder vom Recht auf Familienzusammenführung mit ihrem Ehepartner und mit ihrem Elternteil auszuschließen. Der Gesetzgeber darf die Familienzusammenführung von Ehepartnern, die miteinander verbunden sind durch eine Form der Eheverpflichtung, die nicht nur im Widerspruch zur internationalen öffentlichen Ordnung Belgiens, sondern auch zur internationalen öffentlichen Ordnung anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Union steht, einschränken, was aus dem Zustandekommen der in Artikel 4 Absatz 4 der Richtlinie festgelegten Einschränkung hervorgeht. Eine solche Einschränkung stellt einen aufgrund von Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention zulässigen Eingriff einer öffentlichen Behörde in die Ausübung des Rechtes auf Achtung des Familienlebens dar, der in einer demokratischen Gesellschaft im Interesse des darin angeführten Ziels des Schutzes der öffentlichen Ordnung notwendig ist.

[...]

B.21. Die Familienzusammenführung von Ehepartnern ist mit dem Nachweis verbunden, dass zwischen ihnen eine eheliche Verbindung besteht, so dass der Ausschluss der polygamen Ehepartner auf einem relevanten Kriterium hinsichtlich des Ziels der angefochtenen Gesetzgebung und der Zielsetzung, die belgische und europäische internationale Ordnung zu wahren, beruht.

[...]».

B.10.4. Aus den gleichen Gründen, wie sie vorstehend in Erinnerung gerufen wurden, konnte der Gesetzgeber, ohne gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen zu verstoßen, das Aufenthaltsrecht jedem anderen Ehepartner eines polygamen Ausländers verweigern, wenn sich bereits ein Ehepartner im Land aufhält, ohne danach zu unterscheiden, ob der sich in Belgien aufhaltende Ehepartner tatsächlich mit dem polygamen Ausländer zusammenwohnt oder nicht.

B.10.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

5) *Die verlangten Existenzmittel bei einem Aufenthaltsantrag eines minderjährigen Kindes des Partners des Zusammenführenden, der nicht durch eine einer Ehe gleichgesetzte registrierte Partnerschaft gebunden ist*

B.11.1. Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 und der einzige Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5312 bezwecken die Nichtigerklärung des neuen Artikels 10 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes, der bestimmt:

«In § 1 Absatz 1 Nr. 4 und 5 erwähnte Ausländer müssen zudem nachweisen, dass der Ausländer, dem sie nachkommen, über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel - wie in § 5 vorgesehen - für sich und seine Familienmitglieder verfügt und die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen. Diese Bedingung findet keine Anwendung, wenn dem Ausländer nur in § 1 Absatz 1 Nr. 4 zweiter und dritter Gedankenstrich erwähnte Familienmitglieder nachkommen».

B.11.2. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5354 bemängelt, dass die angefochtene Bestimmung in Bezug auf die verlangten Existenzmittel eine Ausnahme vorsehe zum Vorteil der minderjährigen Kinder im Sinne von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 zweiter und dritter Gedankenstrich des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, jedoch nicht zum Vorteil der Kinder des Partners des Zusammenführenden im Sinne von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5, wenn es sich um eine registrierte Partnerschaft handele, die in Belgien nicht einer Ehe gleichgesetzt sei. Somit verstoße die angefochtene Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.11.3. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5312 verfügt über einen Aufenthaltsschein für begrenzte Dauer, so dass ihre Familienangehörigen unter den in Artikel 10bis § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehenen Bedingungen eine Aufenthaltserlaubnis erhalten können. Der Einwand der klagenden Partei, dass Artikel 10 § 2 fortan auch auf die Personen im Sinne von Artikel 10bis § 2 anwendbar sei, ist nicht annehmbar, da in der letztgenannten Bestimmung bezüglich der verlangten Existenzmittel lediglich auf Artikel 10 § 5, und nicht auf Artikel 10 § 2 verwiesen wird.

B.11.4. Indem der Gesetzgeber dem Zusammenführenden eine Einkommensbedingung auferlegte, wollte er vermeiden, dass die öffentlichen Behörden für Ausländer, die im Rahmen der Familienzusammenführung ein Aufenthaltsrecht erhalten möchten, aufkommen müssen, und strebt er an, dass diese Personen unter menschenwürdigen Umständen aufgenommen werden können (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, S. 73). Solche Einkommensbedingungen sind ausdrücklich zugelassen gemäß Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe c der Richtlinie 2003/86/EG und werden durch den Europäischen Gerichtshof als zulässig erachtet (EuGH, 4. März 2010, C-578/08, *Chakroun*, Randnr. 42; 6. Dezember 2012, C-356/11 und 357/11, *Maahanmuuttovirasto*, Randnr. 71). Insofern sie vermeiden sollen, dass die öffentliche Hand für die betreffenden Ausländer aufkommen muss, sind diese Bedingungen notwendig für «das wirtschaftliche Wohl des Landes» im Sinne von Artikel 8 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.11.5. Die Ausnahme zum Vorteil der Kinder im Sinne von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 hängt zusammen mit der Beschaffenheit der Beziehung zwischen dem Zusammenführenden und dem Kind, das ein Aufenthaltsrecht erhalten möchte, da es sich um minderjährige Kinder handelt, die entweder ein Abstammungsverhältnis mit dem Zusammenführenden haben oder ein Abstammungsverhältnis mit dessen Ehepartner oder Lebenspartner, mit dem eine registrierte, einer Ehe gleichgesetzte Partnerschaft besteht. Darüber hinaus wird verlangt, dass der Zusammenführende oder sein Ehepartner oder Lebenspartner das Sorgerecht über das Kind haben und dass es zu Lasten von einem von ihnen ist. Der Gesetzgeber konnte vernünftigerweise den Standpunkt vertreten, dass das Aufenthaltsrecht des Kindes in einem solchen Fall nicht von den Existenzmitteln des Zusammenführenden abhängig gemacht werden kann.

B.11.6. Zwischen den Kindern im Sinne von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 und dem Zusammenführenden besteht kein vergleichbares Verhältnis, da es sich um die Kinder des Lebenspartners handelt, mit dem er durch eine einem Gesetz entsprechend registrierte Partnerschaft, die nicht einer Ehe gleichgesetzt ist, verbunden ist. In einem solchen Fall ist es vernünftig gerechtfertigt, dass der Gesetzgeber nicht die gleiche flexible Gestaltung des Aufenthaltsrechtes des Kindes vorsieht und dass der Zusammenführende nachweisen muss, dass er über die erforderlichen Existenzmittel verfügt, um für den Unterhalt der Kinder dieses Lebenspartners aufkommen zu können.

Die angefochtene Bestimmung ist darüber hinaus nicht unverhältnismäßig zum Ziel des Gesetzgebers, das darin besteht, dass die öffentlichen Behörden nicht für Personen aufkommen müssen, die, wie in diesem Fall, keinerlei rechtlichen Titel haben, um dem Zusammenführenden nachzukommen, wobei die Kinder des Lebenspartners des Zusammenführenden ihm nachkommen können, wenn dieser nachweist, dass er über stabile, genügende und regelmäßige Existenzmittel verfügt, um ihren Unterhalt zu gewährleisten.

B.11.7. Die Prüfung der angefochtenen Bestimmung anhand der Artikel 22 und 22bis der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 3, 8 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, führt in diesem Fall nicht zu einer anderen Schlussfolgerung.

B.12. Die Klagegründe sind unbegründet.

6) *Die bei einem Antrag auf Aufenthalt eines behinderten Kindes oder eines Kindes unter dem Statut der verlängerten Minderjährigkeit verlangten Existenzmittel*

B.13.1. Der sechste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigkeitsklärung von Artikel 10 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes. Nach Auffassung der klagenden Parteien führe diese Bestimmung zu einem diskriminierenden Unterschied zwischen behinderten Kindern über achtzehn Jahren und minderjährigen behinderten Kindern, da nur die Ersteren nachweisen müssten, dass der Elternteil, dem sie nachkommen möchten, über stabile, regelmäßige und genügende Einkünfte verfüge, um sie aufzunehmen. Sie führen ferner eine Diskriminierung an, indem volljährige Kinder, die sich gemäß Artikel 487bis des Zivilgesetzbuches unter dem Statut der verlängerten Minderjährigkeit befänden, nicht die gleiche Behandlung erhielten wie minderjährige Kinder.

Die angefochtene Bestimmung verstoße somit gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 22 des Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderungen, der ebenfalls den Schutz des Familienlebens bezwecke.

B.13.2.1. Der neue Artikel 10 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«In § 1 Absatz 1 Nr. 6 erwähnte Ausländer müssen nachweisen, dass der Ausländer, dem sie nachkommen, über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel - wie in § 5 vorgesehen - für sich und seine Familienmitglieder verfügt und die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen».

Artikel 487bis des Zivilgesetzbuches bestimmt:

«Ein Minderjähriger, von dem feststeht, dass er aufgrund seiner ernsthaften geistigen Zurückgebliebenheit unfähig ist und unfähig zu bleiben scheint, für sich selbst zu sorgen und sein Vermögen zu verwalten, kann unter das Statut der verlängerten Minderjährigkeit gestellt werden.

Unter ernsthafter geistiger Zurückgebliebenheit ist ein Zustand von Geistesschwäche zu verstehen, der entweder angeboren ist oder in der frühen Kindheit eingesetzt hat und der durch eine mangelhafte Entwicklung der intellektuellen, affektiven und volitiven Fähigkeiten gekennzeichnet ist.

Dieselbe Maßnahme kann in Bezug auf einen Volljährigen getroffen werden, von dem feststeht, dass die im vorhergehenden Absatz vorgesehenen Umstände auf ihn während seiner Minderjährigkeit zutrafen.

Wer unter dem Statut der verlängerten Minderjährigkeit steht, wird, was seine Person und sein Vermögen betrifft, einem Minderjährigen unter fünfzehn Jahren gleichgestellt».

B.13.2.2. Artikel 22 des Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderungen bestimmt:

«Achtung der Privatsphäre

(1) Menschen mit Behinderungen dürfen unabhängig von ihrem Aufenthaltsort oder der Wohnform, in der sie leben, keinen willkürlichen oder rechtswidrigen Eingriffen in ihr Privatleben, ihre Familie, ihre Wohnung oder ihren Schriftverkehr oder andere Arten der Kommunikation oder rechtswidrigen Beeinträchtigungen ihrer Ehre oder ihres Rufes ausgesetzt werden. Menschen mit Behinderungen haben Anspruch auf rechtlichen Schutz gegen solche Eingriffe oder Beeinträchtigungen.

(2) Die Vertragsstaaten schützen auf der Grundlage der Gleichberechtigung mit anderen die Vertraulichkeit von Informationen über die Person, die Gesundheit und die Rehabilitation von Menschen mit Behinderungen».

B.13.3.1. In Bezug auf den angeblichen Behandlungsunterschied zwischen Minderjährigen und Volljährigen, die sich unter dem Statut der verlängerten Minderjährigkeit befinden, ist die angefochtene Bestimmung gemäß der Anregung des Ministerrates in dem Sinne zu verstehen, dass sie nicht anwendbar ist auf volljährige Kinder, die sich gemäß Artikel 487bis des Zivilgesetzbuches unter dem Statut der verlängerten Minderjährigkeit befinden. Diese Kinder werden nämlich aufgrund des besonderen, gesetzlich festgelegten Statuts minderjährigen Kindern gleichgestellt, auf die die angefochtene Bestimmung nicht Anwendung findet.

B.13.3.2. Der Behandlungsunterschied zwischen behinderten volljährigen Kindern und minderjährigen Kindern beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich dem Alter des Kindes, das ein Aufenthaltsrecht erhalten möchte. In den Artikeln 10 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ist die Möglichkeit vorgesehen, dass in der Regel Kindern unter

achtzehn Jahren der Aufenthalt im Rahmen der Familienzusammenführung gestattet wird. Somit wird die besondere Situation der minderjährigen Kinder berücksichtigt und hält der Gesetzgeber die ihm durch die Richtlinie 2003/86/EG auferlegten Verpflichtungen ein.

In Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 6 ist eine Ausnahme vorgesehen, indem unter gewissen Bedingungen ein Aufenthalt im Rahmen der Familienzusammenführung gestattet wird für ein alleinstehendes behindertes Kind des Zusammenführenden oder seines Ehepartners oder Lebenspartners, das mehr als achtzehn Jahre alt ist, jedoch wegen seiner Behinderung nicht für sich selbst aufkommen kann.

Wie in B.11.4 angeführt wurde, möchte der Gesetzgeber dadurch, dass er dem Zusammenführenden eine Einkommensbedingung auferlegt, vermeiden, dass die öffentlichen Behörden für Ausländer aufkommen müssen, die im Rahmen der Familienzusammenführung ein Aufenthaltsrecht erhalten möchten, und strebt er an, dass diese Personen unter menschenwürdigen Umständen aufgenommen werden können. Im Lichte dieser Zielsetzung ist es vernünftig gerechtfertigt, dass der Familienangehörige des Zusammenführenden im Gegensatz zu der Ausnahme im Sinne von Artikel 10 § 2 Absatz 3 nachweisen muss, dass dieser über die erforderlichen Existenzmittel verfügt, wenn ein volljähriges behindertes Kind ihm nachkommen möchte. Ein solches Erfordernis beeinträchtigt ebenfalls nicht das Recht auf den Schutz des Familienlebens, das gewährleistet wird durch Artikel 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 22 des Übereinkommens vom 13. Dezember 2006 über die Rechte von Menschen mit Behinderungen.

B.14. Vorbehaltlich der in B.13.3.1 angeführten Auslegung ist der Klagegrund unbegründet.

7) *Die bei einem Antrag auf Aufenthalt von Familienangehörigen des Zusammenführenden, der den subsidiären Schutz genießt, geforderten Bedingungen in Bezug auf die Existenzmittel und die Wohnung*

B.15.1. Der siebte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung des neuen Artikels 10 § 2 Absatz 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes. Aufgrund dieser Bestimmung sind bestimmte Kategorien von Ausländern davon befreit, die in Artikel 10 § 2 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehenen Bedingungen in Bezug auf die Wohnung und das Einkommen zu erfüllen.

Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtene Bestimmung die Familienzusammenführung der Familienangehörigen eines Ausländers, der den subsidiären Schutz im Sinne von Artikel 48/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 genossen habe, vereinfache, ohne die Familienzusammenführung der Familienangehörigen von Ausländern, die den subsidiären Schutz im Sinne von Artikel 9ter genossen hätten, zu vereinfachen. Sie bemängeln ebenfalls einen Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Familienangehörigen von Flüchtlingen und Begünstigten des subsidiären Schutzes, denen der Aufenthalt für unbegrenzte Dauer gestattet sei, und andererseits den Familienangehörigen von Begünstigten des subsidiären Schutzes, denen der Aufenthalt für begrenzte Dauer gestattet sei, insofern die angefochtene Bestimmung nur für die Erstgenannten gelte.

Die angefochtene Bestimmung verstoße somit gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.15.2. Der neue Artikel 10 § 2 Absatz 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Die Absätze 2 und 3 sind nicht auf die in § 1 Absatz 1 Nr. 4, 5 und 7 erwähnten Mitglieder der Familie eines als Flüchtling anerkannten Ausländers beziehungsweise eines Ausländers, dem der subsidiäre Schutzstatus zuerkannt ist, anwendbar, wenn das Verwandtschafts- beziehungsweise Verschwägerungsverhältnis oder die registrierte Partnerschaft vor der Einreise dieses Ausländers in das Königreich bestand und insofern der Aufenthaltsantrag auf der Grundlage des vorliegenden Artikels im Jahr nach dem Beschluss eingereicht wird, durch den der Ausländer, dem nachgekommen wird, als Flüchtling anerkannt beziehungsweise durch den ihm der subsidiäre Schutzstatus zuerkannt worden ist».

In Bezug auf den Behandlungsunterschied zwischen den Begünstigten des subsidiären Schutzes im Sinne von Artikel 9ter und im Sinne von Artikel 48/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980

B.15.3. Gemäß Artikel 9ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 kann einem Ausländer, der so sehr an einer Krankheit leidet, dass sie eine tatsächliche Gefahr für sein Leben oder seine körperliche Unversehrtheit oder eine tatsächliche Gefahr einer unmenschlichen oder erniedrigenden Behandlung darstellt, wenn in seinem Herkunftsland oder dem Land, in dem er sich aufhält, keine angemessene Behandlung vorhanden ist, eine Aufenthaltserlaubnis erteilt werden. Mit dieser Bestimmung ist der Gesetzgeber der Auffassung, dass die betreffenden Ausländer, wenn die in dieser Bestimmung vorgesehenen strikten Bedingungen erfüllt sind, den subsidiären Schutz im Sinne von Artikel 15 Buchstabe b der Richtlinie 2004/83/EG «über Mindestnormen für die Anerkennung und den Status von Drittstaatsangehörigen oder Staatenlosen als Flüchtlinge oder als Personen, die anderweitig internationalen Schutz benötigen, und über den Inhalt des zu gewährenden Schutzes» erhalten können.

Das im vorerwähnten Artikel 9ter vorgesehene spezifische Verfahren unterscheidet sich von dem Verfahren für die Personen, die den subsidiären Schutz aufgrund von Artikel 48/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beantragen. Aus dem Text der angefochtenen Bestimmung geht jedoch hervor, dass sie Anwendung findet auf die Personen, die den subsidiären Schutz genießen, ohne dass unterschieden wird nach der Gesetzesbestimmung, aufgrund deren die betreffenden Personen ihren besonderen Schutzstatus erhalten. Diese Auslegung wird durch die Vorarbeiten zu dem angefochtenen Gesetz bestätigt, aus denen hervorgeht, dass der Gesetzgeber beide Kategorien von Ausländern im Bereich der Familienzusammenführung gleich behandeln wollte (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, SS. 91 und 92).

Der erste Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

In Bezug auf den Behandlungsunterschied auf der Grundlage der begrenzten oder unbegrenzten Beschaffenheit des erlaubten Aufenthalts

B.15.4. Insofern im zweiten Teil des Klagegrunds eine Diskriminierung zwischen den Familienangehörigen eines als Flüchtling anerkannten Ausländers und den Familienangehörigen eines Ausländers, der den subsidiären Schutz genießt, angeführt wird, ist danach zu unterscheiden, ob in der angefochtenen Bestimmung auf Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 7 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einerseits oder auf Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nrn. 4 und 5 dieses Gesetzes andererseits verwiesen wird.

B.15.5. In Bezug auf die Verweisung auf Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 7 ist der Klagegrund aus denselben Gründen unbegründet, wie sie in B.9.4 dargelegt wurden. Im Gegensatz zu Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nrn. 4 bis 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erfordert es Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 7 nicht, dass dem Ausländer, dem nachgekommen wird, der Aufenthalt für unbegrenzte Dauer erlaubt wurde.

B.15.6. Insofern darin auf Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nrn. 4 und 5 verwiesen wird, kann die angefochtene Bestimmung nicht in dem Sinne ausgelegt werden, dass sie sich nur auf die Familienangehörigen eines Ausländers bezieht, der den subsidiären Schutz genießt und der über eine Aufenthaltserlaubnis für unbegrenzte Dauer verfügt. Da die angefochtene Bestimmung vorschreibt, dass der Aufenthaltsantrag innerhalb eines Jahres nach der Entscheidung zur Gewährung des subsidiären Schutzes an den Ausländer, dem nachgekommen wird, eingereicht wird, würden die Begünstigten des subsidiären Schutzes vom Vorteil der angefochtenen Bestimmung ausgeschlossen. Dies würde der Befreiung dieser Personen jeglichen Sinn entziehen, was nicht das Ziel des Gesetzgebers gewesen sein kann.

Artikel 10 § 2 Absatz 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch das Gesetz vom 8. Juli 2011 abgeänderten Fassung ist in dem Sinne auszulegen, dass er Anwendung findet auf die Familienangehörigen eines Ausländers, der den subsidiären Schutz genießt, ungeachtet dessen, ob sein Aufenthaltsschein von begrenzter oder von unbegrenzter

Dauer ist. Der Verweis auf Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nrn. 4 und 5 ist so zu verstehen, dass damit festgelegt wird, für welche Familienangehörigen die zeitweilige Ausnahme in Bezug auf die erforderlichen Existenzmittel gilt.

B.15.7. Vorbehaltlich der in B.15.6 angeführten Auslegung ist der zweite Teil des Klagegrunds unbegründet.

8) *Die Wartefrist bei aufeinander folgenden Familienzusammenführungen*

B.16.1. Der achte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung des neuen Artikels 10 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes. Nach Auffassung der klagenden Parteien könnten die in der angefochtenen Bestimmung enthaltenen Wörter «sich berufen auf» so ausgelegt werden, dass ein Ausländer, dem aufgrund einer vorherigen Familienzusammenführung der Aufenthalt in Belgien erlaubt sei und der zum Zeitpunkt des Antrags nicht nachweisen könne, dass er sich während zwei Jahren legal in Belgien aufgehalten habe, keine Angehörigen seiner Familie nachkommen lassen könne.

Diese Bestimmung verstoße somit gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 Absatz 1 der Richtlinie 2003/86/EG.

B.16.2.1. Der neue Artikel 10 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 11 § 2 kann ein Ausländer, dem in Anwendung von § 1 Absatz 1 Nr. 4 oder 5 der Aufenthalt in der Eigenschaft als Ehepartner oder unverheiratetem Partner nach Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmung gestattet wurde, sich erst auf das Recht berufen, dass ihm auf der Grundlage einer Eheschließung oder einer registrierten Partnerschaft nachgekommen wird, wenn er nachweisen kann, dass er sich während zweier Jahre regelmäßig im Königreich aufgehalten hat».

B.16.2.2. Artikel 8 Absatz 1 der Richtlinie 2003/86/EG bestimmt:

«Die Mitgliedstaaten dürfen verlangen, dass sich der Zusammenführende während eines Zeitraums, der zwei Jahre nicht überschreiten darf, rechtmäßig auf ihrem Hoheitsgebiet aufgehalten hat, bevor seine Familienangehörigen ihm nachreisen».

B.16.3. Die angefochtene Bestimmung bezieht sich auf die Situation der «aufeinander folgenden Familienzusammenführungen», insofern ein Ausländer, der aufgrund der Familienzusammenführung als Ehepartner oder Lebenspartner ein Aufenthaltsrecht erhalten hat, sich seinerseits durch einen neuen Ehepartner oder Lebenspartner nachkommen lassen will. Die Maßnahme ist im Rahmen der Zielsetzung des Gesetzgebers zu sehen, Missbräuche bei der Familienzusammenführung zu bekämpfen, insbesondere solche durch Scheinehen und andere Beziehungen, die nicht der Wirklichkeit entsprechen.

B.16.4. Um Artikel 8 Absatz 1 der vorerwähnten Richtlinie zu entsprechen, muss Artikel 10 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 so ausgelegt werden, dass er die Ausländer, die eine Aufenthaltszulassung erhalten möchten, nicht daran hindert, einen Antrag einzureichen, ehe die Frist von zwei Jahren abgelaufen ist, dass diese Zulassung ihnen jedoch erst ab dem Zeitpunkt gewährt werden kann, an dem der Zusammenführende sich seit zwei Jahren legal auf dem Staatsgebiet aufhält.

B.16.5. Vorbehaltlich der in B.16.4 angeführten Auslegung ist der Klagegrund unbegründet.

9) *Der Umfang der Existenzmittel des Zusammenführenden*

B.17.1.1. Der neunte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 10 § 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes, von Artikel 10ter § 2 Absatz 2 desselben Gesetzes, ersetzt durch Artikel 4 des angefochtenen Gesetzes, sowie von Artikel 12bis § 2 Absatz 4 desselben Gesetzes, ersetzt durch Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5312 beantragt die Nichtigerklärung von Artikel 10 § 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980.

B.17.1.2. Aufgrund der Artikel 10 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 muss ein Ausländer, der ein Aufenthaltsrecht im Rahmen der Familienzusammenführung erhalten möchte, vorbehaltlich der im Gesetz vorgesehenen Ausnahmen nachweisen, dass der Zusammenführende über stabile, genügende und regelmäßige Existenzmittel für sich selbst und seine Familienangehörigen verfügt, so dass die Behörden nicht für sie aufkommen müssen. Die angefochtenen Bestimmungen enthalten eine genauere Beschreibung dessen, was unter den betreffenden Existenzmitteln zu verstehen ist.

B.17.1.3. In der Hauptsache bemängeln die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5354, dass in den angefochtenen Bestimmungen der Betrag, der im Gesetz als «stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel» gelte, auf 120 Prozent des Eingliederungseinkommens festgelegt sei. Hilfsweise bemängeln sie, dass in den angefochtenen Bestimmungen das Arbeitslosengeld von diesen Existenzmitteln ausgeschlossen werde und dass sie vorschrieben, dass ein Zusammenführender, der Arbeitslosengeld erhalte, nachweisen müsse, dass er aktiv Arbeit suche, dass sie keine Befreiung für verletzte Personen, wie ältere Menschen und Personen mit Behinderung, vorsähen, dass sie gegen die Regeln zur Verteilung der Zuständigkeiten zwischen dem Föderalstaat und den Regionen verstießen und schließlich, dass sie den Behörden, die den Antrag auf Familienzusammenführung prüfen müssten, eine zu weite Ermessensbefugnis überließen.

Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5312 bemängelt, dass in Artikel 10 § 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bei der Beurteilung der vorgeschriebenen Existenzmittel die als Sozialhilfe erhaltenen Mittel nicht berücksichtigt würden.

B.17.1.4. Somit verstießen die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 8 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention, mit Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe c der Richtlinie 2003/86/EG, mit Artikel 22 des Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderungen und mit Artikel 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes. Die angefochtenen Bestimmungen verstießen ebenfalls gegen Artikel 6 § 1 IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

B.17.2. Der neue Artikel 10 § 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Die in § 2 Absatz 3 erwähnten stabilen und genügenden Existenzmittel müssen mindestens hundertzwanzig Prozent des in Artikel 14 § 1 Nr. 3 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung erwähnten Betrags entsprechen.

In die Festlegung der Höhe dieser Existenzmittel fließen:

1. Art und Regelmäßigkeit der Einkünfte ein,
2. weder Mittel aus Regelungen zur Gewährung ergänzender Sozialhilfeleistungen, das heißt Eingliederungseinkommen und Zuschlag zu den Familienleistungen, noch finanzielle Sozialhilfe und Familienbeihilfen ein,
3. Wartegeld sowie Übergangentschädigungen nicht ein und Arbeitslosengeld nur dann, wenn der betreffende Ehepartner beziehungsweise Lebenspartner nachweisen kann, dass er aktiv Arbeit sucht».

Der neue Artikel 10ter § 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Ist die in Artikel 10 § 5 erwähnte Bedingung in Bezug auf die stabilen und regelmäßigen Existenzmittel nicht erfüllt, muss der Minister oder sein Beauftragter auf der Grundlage der spezifischen Bedürfnisse des Ausländers, dem nachgekommen wird, und der Mitglieder seiner Familie bestimmen, welche Existenzmittel sie benötigen, damit die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen. Zur Festlegung dieses Betrags kann der Minister oder sein Beauftragter beim betreffenden Ausländer alle zweckdienlichen Unterlagen und Auskünfte anfordern».

Der neue Artikel 10bis § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Ist die in Artikel 10 § 5 erwähnte Bedingung in Bezug auf die stabilen und regelmäßigen Existenzmittel nicht erfüllt, muss der Minister oder sein Beauftragter auf der Grundlage der spezifischen Bedürfnisse des Ausländers, dem nachgekommen wird, und der Mitglieder seiner Familie bestimmen, welche Existenzmittel sie benötigen, damit die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen. Zur Festlegung dieses Betrags kann der Minister oder sein Beauftragter beim betreffenden Ausländer alle zweckdienlichen Unterlagen und Auskünfte anfordern».

B.17.3. Die klagenden Parteien werfen den angefochtenen Bestimmungen einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe c der Richtlinie 2003/86/EG vor, der bestimmt:

«Bei Einreichung des Antrags auf Familienzusammenführung kann der betreffende Mitgliedstaat vom Antragsteller den Nachweis verlangen, dass der Zusammenführende über Folgendes verfügt:

[...]

c) feste und regelmäßige Einkünfte, die ohne Inanspruchnahme der Sozialhilfeleistungen des betreffenden Mitgliedstaates für seinen eigenen Lebensunterhalt und den seiner Familienangehörigen ausreicht. Die Mitgliedstaaten beurteilen diese Einkünfte anhand ihrer Art und Regelmäßigkeit und können die Höhe der Mindestlöhne und -renten sowie die Anzahl der Familienangehörigen berücksichtigen».

B.17.4. In seinem Urteil vom 4. März 2010 (C-578/08, *Chakroun*) hat der Europäische Gerichtshof entschieden:

«43. Da die Genehmigung der Familienzusammenführung die Grundregel darstellt, ist die durch Art. 7 Abs. 1 Buchst. c der Richtlinie verliehene Befugnis eng auszulegen. Ferner darf der den Mitgliedstaaten eröffnete Handlungsspielraum von ihnen nicht in einer Weise genutzt werden, die das Richtlinienziel - die Begünstigung der Familienzusammenführung - und die praktische Wirksamkeit der Richtlinie beeinträchtigen würde.

44. In dieser Hinsicht ergibt sich aus dem zweiten Erwägungsgrund der Richtlinie, dass Maßnahmen zur Familienzusammenführung in Übereinstimmung mit der Verpflichtung zum Schutz der Familie und zur Achtung des Familienlebens getroffen werden sollten, die in zahlreichen Instrumenten des Völkerrechts verankert ist. Die Richtlinie steht nämlich im Einklang mit den Grundrechten und berücksichtigt die Grundsätze, die insbesondere in Art. 8 EMRK und der Charta anerkannt wurden. Daher sind die Bestimmungen der Richtlinie, u.a. Art. 7 Abs. 1 Buchst. c, im Licht der Grundrechte und insbesondere des Rechts auf Achtung des Familienlebens auszulegen, das sowohl in der EMRK als auch in der Charta verankert ist. Hinzu kommt, dass die Europäische Union nach Art. 6 Abs. 1 Unterabs. 1 EUV die Rechte, Freiheiten und Grundsätze anerkennt, die in der Charta in der am 12. Dezember 2007 in Straßburg angepassten Fassung (Abl. C 303, S. 1) niedergelegt sind; die Charta und die Verträge sind rechtlich gleichrangig.

45. Wie die Klägerin des Ausgangsverfahrens in der mündlichen Verhandlung ausgeführt hat, ist der Begriff 'Sozialhilfeleistungen des [...] Mitgliedstaats' ein autonomer Begriff des Unionsrechts, der nicht anhand von Begriffen des nationalen Rechts ausgelegt werden kann. In Anbetracht insbesondere der Unterschiede zwischen den Mitgliedstaaten bei der Handhabung der Sozialhilfe ist dieser Begriff dahin zu verstehen, dass damit eine Sozialhilfe gemeint ist, die von öffentlichen Behörden auf nationaler, regionaler oder örtlicher Ebene gewährt wird.

46. Art. 7 Abs. 1 Buchst. c Satz 1 der Richtlinie stellt dem Begriff 'feste und regelmäßige Einkünfte, die für seinen Lebensunterhalt ausreichen' den Begriff 'Sozialhilfe' gegenüber. Diese Gegenüberstellung zeigt, dass mit dem Begriff 'Sozialhilfe' in der Richtlinie eine Hilfe gemeint ist, die von den öffentlichen Behörden auf nationaler, regionaler oder örtlicher Ebene gewährt wird und die ein Einzelnr, in diesem Fall der Zusammenführende, in Anspruch nimmt, wenn er nicht über feste und regelmäßige Einkünfte zur Bestreitung seines Lebensunterhalts und desjenigen seiner Familie verfügt und deshalb Gefahr läuft, während seines Aufenthalts die Sozialhilfe des Aufnahmemitgliedstaats in Anspruch nehmen zu müssen (vgl. entsprechend Urteil vom 11. Dezember 2007, Eind, C-291/05, Slg. 2007, I-10719, Randnr. 29).

47. Art. 7 Abs. 1 Buchst. c Satz 2 der Richtlinie gestattet den Mitgliedstaaten, bei der Beurteilung der Einkünfte des Zusammenführenden die Höhe der nationalen Mindestlöhne und -renten zu berücksichtigen. Wie in Randnr. 43 des vorliegenden Urteils ausgeführt, ist diese Befugnis auszuüben, ohne dass das Richtlinienziel - die Begünstigung der Familienzusammenführung - und die praktische Wirksamkeit der Richtlinie beeinträchtigt werden.

48. Da der Umfang der Bedürfnisse sehr individuell sein kann, ist diese Befugnis ferner dahin auszulegen, dass die Mitgliedstaaten einen bestimmten Betrag als Richtbetrag angeben können, jedoch ist sie nicht dahin zu verstehen, dass die Mitgliedstaaten ein Mindesteinkommen vorgeben könnten, unterhalb dessen jede Familienzusammenführung abgelehnt würde, und dies ohne eine konkrete Prüfung der Situation des einzelnen Antragstellers. Diese Auslegung wird durch Art. 17 der Richtlinie gestützt, der eine individualisierte Prüfung der Anträge auf Zusammenführung verlangt.

49. Als Richtbetrag ein Einkommensniveau von 120 % des Mindestlohns eines Arbeitnehmers im Alter von 23 Jahren - ein Betrag, oberhalb dessen jeder Rückgriff auf eine besondere Hilfe grundsätzlich ausgeschlossen ist - heranzuziehen, scheint dem Ziel, festzustellen, ob ein Einzelnr über regelmäßige Einkünfte zur Bestreitung seines Lebensunterhalts verfügt, nicht zu entsprechen. Der Begriff 'Sozialhilfe' in Art. 7 Abs. 1 Buchst. c der Richtlinie ist nämlich dahin auszulegen, dass er sich auf eine Hilfe bezieht, die einen Mangel an ausreichenden festen und regelmäßigen Einkünften ausgleicht, nicht aber eine Hilfe, die es erlauben würde, außergewöhnliche oder unvorhergesehene Bedürfnisse zu befriedigen.

50. Zudem ist der Wert von 120 %, auf den abgestellt wird, um den vom Vb 2000 vorgeschriebenen Betrag festzusetzen, nur ein Durchschnittswert, der sich ergibt, wenn die Statistiken über die von den niederländischen Gemeinden gewährte besondere Sozialhilfe anhand der von den Gemeinden herangezogenen Einkommenskriterien aufgestellt werden. Wie in der mündlichen Verhandlung ausgeführt, legen einige Gemeinden einen geringeren Betrag als 120 % des Mindestlohns als Richtbetrag zugrunde, was der These widerspricht, ein Einkommen in Höhe von 120 % des Mindestlohns sei unabdingbar.

51. Schließlich ist es nicht Sache des Gerichtshofs, zu beurteilen, ob das vom niederländischen Gesetz vorgesehene Mindesteinkommen ausreicht, um den niederländischen Arbeitnehmern zu ermöglichen, ihre gewöhnlichen Bedürfnisse zu befriedigen. Wie die Kommission zu Recht geltend gemacht hat, genügt jedoch die Feststellung, dass, hätten die familiären Bindungen zwischen den Eheleuten Chakroun im Ausgangsverfahren schon vor der Einreise von Herrn Chakroun in das Gebiet der Gemeinschaft bestanden, der Einkommensbetrag, der bei der Prüfung des Antrags von Frau Chakroun herangezogen worden wäre, der Mindestlohn gewesen wäre und nicht 120 % von diesem. Daraus ist der Schluss zu ziehen, dass der Mindestlohn von den niederländischen Behörden selbst als ausreichende Einkünfte im Sinne des Art. 7 Abs. 1 Buchst. c der Richtlinie angesehen wird.

52. Nach dem Vorstehenden ist auf die erste Vorlagefrage zu antworten, dass die Wendung 'Inanspruchnahme der Sozialhilfeleistungen' in Art. 7 Abs. 1 Buchst. c der Richtlinie dahin auszulegen ist, dass sie einem Mitgliedstaat nicht erlaubt, eine Regelung für die Familienzusammenführung zu treffen, die dazu führt, dass die Familienzusammenführung einem Zusammenführenden nicht gestattet wird, der nachgewiesen hat, dass er über ausreichende feste und regelmäßige Einkünfte verfügt, um die allgemein notwendigen Kosten des Lebensunterhalts für sich und seine Familienangehörigen zu bestreiten, jedoch wegen der Höhe seiner Einkünfte die besondere Sozialhilfe zur Bestreitung besonderer, individuell bestimmter notwendiger Kosten des Lebensunterhalts, einkommensabhängige Befreiungen von Abgaben nachgeordneter Gebietskörperschaften oder einkommensunterstützende Maßnahmen im Rahmen der gemeindlichen Politik für Einkommensschwache (' minimabeleid ') in Anspruch nehmen kann».

B.17.5.1. Indem der Gesetzgeber vorsah, dass die stabilen und genügenden Existenzmittel des Zusammenführenden mindestens 120 Prozent des Betrags im Sinne von Artikel 14 § 1 Nr. 3 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung entsprechen müssen, wollte er einen Richtbetrag im Sinne des vorerwähnten Urteils des Europäischen Gerichtshofes festlegen.

Artikel 10 § 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 hat also zur Folge, dass die Behörde, die den Antrag auf Familienzusammenführung prüft, keine weitere Untersuchung der Existenzmittel vornehmen muss, wenn der Zusammenführende über Existenzmittel verfügt, die dem angeführten Richtbetrag entsprechen oder höher sind.

B.17.5.2. Die angefochtenen Bestimmungen haben nicht zur Folge, dass die Familienzusammenführung verhindert wird, wenn die Existenzmittel des Zusammenführenden niedriger sind als der genannte Richtbetrag. In diesem Fall muss die zuständige Behörde gemäß den Artikeln 10ter § 2 Absatz 2 und 12bis § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 im konkreten Fall und auf der Grundlage des eigenen Bedarfs des Ausländers, dem nachgekommen wird, und seiner Familienangehörigen bestimmen, welche Existenzmittel erforderlich sind, um für sie zu sorgen, ohne dass die Behörden für die Familienangehörigen aufkommen müssen. Somit gewährleisten diese Bestimmungen eine individuelle Beurteilung im Sinne des vorerwähnten Urteils des Europäischen Gerichtshofes vom 4. März 2010. Daher kann nicht bemängelt werden, dass die angefochtenen Bestimmungen der zuständigen Behörde eine Ermessensbefugnis überließen, da diese Ermessensbefugnis die erforderliche individuelle Vorgehensweise gewährleistet.

B.17.5.3. Die aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe c der Richtlinie 2003/86/EG abgeleiteten Beschwerdegründe sind unbegründet.

B.17.6.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5354 führen ferner an, die angefochtenen Bestimmungen führten zu einer Diskriminierung, indem sie bei der Bestimmung der Existenzmittel des Zusammenführenden das Arbeitslosengeld nur unter der Bedingung berücksichtigten, dass der betroffene Ehepartner oder Lebenspartner nachweisen könne, dass er aktiv Arbeit suche. Auf diese Weise berücksichtigten sie nicht das Arbeitslosengeld von Ausländern, die von der Verpflichtung befreit seien, für den Arbeitsmarkt zur Verfügung zu stehen.

B.17.6.2. Der neue Artikel 10 § 5 Absatz 2 Nr. 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:
«In die Festlegung der Höhe dieser Existenzmittel fließen:

[...]

3. Wartegeld sowie Übergangentschädigungen nicht ein und Arbeitslosengeld nur dann, wenn der betreffende Ehepartner beziehungsweise Lebenspartner nachweisen kann, dass er aktiv Arbeit sucht».

B.17.6.3. Um Anrecht auf Arbeitslosengeld zu haben, muss der Betroffene gemäß den in den Artikeln 56 ff. des königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit festgelegten Vorschriften in der Regel nachweisen, dass er «aktiv Arbeit sucht».

In den Artikeln 89 bis 98bis desselben königlichen Erlasses sind jedoch bestimmte Fälle vorgesehen, in denen der Arbeitslose weiterhin Arbeitslosengeld bezieht und gleichzeitig von der Verpflichtung, für den Arbeitsmarkt verfügbar zu sein, sowie von der Verpflichtung, nachzuweisen, dass er aktiv Arbeit sucht, befreit ist.

B.17.6.4. Mit der angefochtenen Bestimmung ist der Gesetzgeber nicht von der im königlichen Erlass vom 25. November 1991 enthaltenen allgemeinen Regelung der Arbeitslosigkeit abgewichen, insbesondere dessen Artikeln 89 bis 98bis. Wie der Ministerrat anführt, ist Artikel 10 § 5 Absatz 2 Nr. 3 in dem Sinne auszulegen, dass er einem Ausländer als Zusammenführenden, der Arbeitslosengeld erhält und der von der Verpflichtung befreit ist, auf dem Arbeitsmarkt verfügbar zu sein und Arbeit zu suchen, nicht die Verpflichtung auferlegt, nachzuweisen, dass er aktiv Arbeit sucht.

B.17.7.1. Die klagenden Parteien führen ferner an, dass die angefochtenen Bestimmungen einen Verstoß gegen Artikel 6 § 1 IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen enthielten, der den Regionen die Zuständigkeit für die Beschäftigungspolitik übertrage.

B.17.7.2. Es obliegt dem föderalen Gesetzgeber, eine Politik in Bezug auf die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern zu führen und diesbezüglich unter Einhaltung des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung die notwendigen Maßnahmen unter anderem bezüglich der Festlegung der Bedingungen, unter denen der Aufenthalt eines Ausländers in Belgien legal ist oder nicht, vorzusehen.

Somit hat der föderale Gesetzgeber seine eigene Zuständigkeit ausgeübt und nicht gegen die den Regionen erteilte Zuständigkeit für die Beschäftigungspolitik verstoßen.

B.17.7.3. Insofern der neunte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 sich auf die Berücksichtigung des Arbeitslosengeldes bezieht, ist er unbegründet.

B.17.8.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5354 führen ferner an, die angefochtenen Bestimmungen führten zu einer Diskriminierung, indem zwei Kategorien von behinderten Ausländern unterschiedlich behandelt würden; während die aufgrund des Gesetzes vom 27. Februar 1987 gewährten Behindertenbeihilfen für den Ausländer, dem nachgekommen werde, als Existenzmittel berücksichtigt würden, sei dies nicht der Fall, wenn die Person mit Behinderung kein Anrecht auf eine solche Beihilfe habe, sondern Sozialhilfe erhalte.

Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5312 bemängelt ebenfalls den Umstand, dass bei der Beurteilung der aufgrund von Artikel 10 § 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erforderlichen Existenzmittel die als Sozialhilfe erhaltenen Mittel nicht berücksichtigt würden.

B.17.8.2. Gemäß Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe c der Richtlinie 2003/86/EG können die Mitgliedstaaten bei Einreichung des Antrags auf Familienzusammenführung vom Antragsteller den Nachweis verlangen, dass der Zusammenführende über feste und regelmäßige Einkünfte verfügt, die ohne die Inanspruchnahme der Sozialhilfeleistungen des betreffenden Mitgliedstaates für seinen eigenen Lebensunterhalt und denjenigen seiner Familienangehörigen ausreicht. Diese Bestimmung erlaubt es also, die als Sozialhilfeleistungen erhaltenen Einkünfte nicht zu berücksichtigen. Der bemängelte Behandlungsunterschied beruht folglich auf einer objektiven und vernünftigen Rechtfertigung.

B.17.9. Die Prüfung der angefochtenen Bestimmungen anhand von Artikel 22 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 8 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention führt nicht zu einer anderen Schlussfolgerung.

B.17.10. Vorbehaltlich der in B.17.6.4 angeführten Auslegung sind die Klagegründe unbegründet.

10) *Der Aufenthalt von Familienangehörigen eines Staatsangehörigen eines Drittstaates, der eine Aufenthaltserlaubnis für begrenzte Dauer besitzt*

B.18.1. Der zehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 10bis § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 3 des Gesetzes vom 8. Juli 2011. Die angefochtene Bestimmung regelt den Aufenthalt der Familienangehörigen eines Staatsangehörigen eines Drittstaates, der in Belgien über eine Aufenthaltserlaubnis für begrenzte Dauer verfügt. Die klagenden Parteien bemängeln, dass diese Bestimmung hinsichtlich eines Zusammenführenden, der seine minderjährigen Kinder nachkommen lassen möchte, nicht die gleichen Ausnahmen in Bezug auf die Bedingungen für die Existenzmittel und die angemessene Wohnung vorsehe wie diejenigen, die aufgrund von Artikel 10 § 2 Absätze 2, 3 und 5 gelten würden, wenn dem Zusammenführenden der Aufenthalt für unbegrenzte Dauer gestattet sei. Sie bemängeln ebenfalls, dass die angefochtene Bestimmung hinsichtlich der erforderlichen Existenzmittel keine Ausnahme vorsehe, wenn der Familienangehörige, der einen Aufenthaltsschein erhalten möchte, ein volljähriges behindertes Kind sei.

Auf diese Weise stehe die angefochtene Bestimmung im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes.

B.18.2. Artikel 10bis § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Wenn in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 bis 6 erwähnte Mitglieder der Familie eines Ausländers, dem der Aufenthalt in Belgien für begrenzte Dauer erlaubt ist, die durch vorliegendes Gesetz oder wegen besonderer Umstände, die dem Betreffenden eigen sind, festgelegt ist oder mit Art oder Dauer seiner Tätigkeiten in Belgien in Zusammenhang steht, einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis von mehr als drei Monaten einreichen, muss diese Erlaubnis bewilligt werden, wenn sie nachweisen:

- dass der Ausländer, dem nachgekommen wird, über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel gemäß Artikel 10 § 5 für sich und seine Familienmitglieder verfügt und die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen,

- dass der Ausländer, dem nachgekommen wird, über angemessene Unterkunftsmöglichkeiten verfügt, um das Mitglied/die Mitglieder seiner Familie aufzunehmen, die ihm nachkommen möchten, wobei diese Unterkunftsmöglichkeiten den Anforderungen entsprechen müssen, die in Buch III Titel VIII Kapitel II Abschnitt 2 Artikel 2 des Zivilgesetzbuches für die als Hauptwohnort vermieteten Wohnungen festgelegt sind. Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass fest, wie der Ausländer nachweist, dass die Wohnung den vorgesehenen Anforderungen entspricht und dass er über eine Krankenversicherung zur Deckung der Risiken in Belgien für sich und seine Familienmitglieder verfügt,

[...]».

B.18.3. Aufgrund der Artikel 10 § 2 Absatz 3 und 10bis § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 muss ein Ausländer, der eine Aufenthaltszulassung im Rahmen der Familienzusammenführung erhalten möchte, nachweisen, dass der Ausländer, dem nachgekommen wird, über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel für sich selbst und seine Familienangehörigen verfügt, so dass die Behörden nicht für sie aufkommen müssen. Wie in B.11 dargelegt wurde, verfolgt der Gesetzgeber damit ein rechtmäßiges Ziel. Aufgrund von Artikel 10 § 2 Absatz 2 und von Artikel 10bis § 2 des vorerwähnten Gesetzes muss ebenfalls nachgewiesen werden, dass der Ausländer, dem nachgekommen wird, über eine angemessene Wohnung verfügt, in der er und seine Familienangehörigen untergebracht werden können. Damit möchte der Gesetzgeber gewährleisten, dass die Familienzusammenführung unter menschenwürdigen Umständen stattfinden kann.

B.18.4. Gemäß Artikel 10 § 2 Absatz 3 des genannten Gesetzes muss die Bedingung in Bezug auf die verlangten Existenzmittel nicht erfüllt sein, wenn ein Elternteil mit einem Aufenthaltsschein für unbegrenzte Dauer sich nur durch sein minderjähriges Kind oder durch das minderjährige Kind seines Ehepartners oder Lebenspartners im Sinne von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 erster und zweiter Gedankenstrich nachkommen lässt.

B.18.5. Die Ausnahme zugunsten der genannten Kinder hängt zusammen mit der Aufenthaltsrechtsstellung des Zusammenführenden. Da ihm eine Aufenthaltszulassung für unbegrenzte Dauer gewährt wurde und er sich folglich für lange Zeit oder endgültig auf dem Staatsgebiet aufhalten kann, konnte der Gesetzgeber den Standpunkt vertreten, dass die Nichterfüllung der Bedingungen hinsichtlich der verlangten Existenzmittel nicht ein Hindernis darstellen muss, um den minderjährigen Kindern eine Aufenthaltszulassung zu gewähren, damit vermieden wird, dass sie für lange Zeit oder gegebenenfalls für immer von ihren Eltern getrennt bleiben.

Somit besteht eine objektive und vernünftige Rechtfertigung dafür, dass die betreffenden Ausländer anders behandelt werden als in dem Fall, in dem der Zusammenführende nur über einen Aufenthaltsschein für begrenzte Dauer verfügt. In der in Artikel 10bis § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehenen Situation konnte der Gesetzgeber gemäß einer der wichtigsten Bedingungen hinsichtlich der Einwanderung durch Familienzusammenführung davon ausgehen, dass ein Zusammenführender, der seine Familienangehörigen nachkommen lassen möchte, instande sein muss, finanziell für sie aufzukommen, damit sie nicht die öffentlichen Behörden für sie aufkommen müssen. Folglich hat der Gesetzgeber nicht auf unverhältnismäßige Weise die Rechte der betroffenen minderjährigen Kinder beeinträchtigt. Sie wurden nämlich nicht gegen den Willen des Zusammenführenden von diesem getrennt. Überdies kann aufgrund der zeitweiligen Beschaffenheit seines Aufenthaltes in Belgien nicht davon ausgegangen werden, dass er sie immer noch unter menschenwürdigen Umständen aufnehmen kann, ohne dass erwiesen ist, dass er tatsächlich in der Lage ist, für ihren Unterhalt zu sorgen. Die angefochtene Bestimmung verstößt daher nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes.

B.18.6. In Bezug auf die Kinder eines Zusammenführenden, der den subsidiären Schutz genießt, geht aus den in B.15.6 angeführten Gründen hervor, dass die Ausnahmen von Artikel 10 § 2 Absatz 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ebenfalls auf sie Anwendung finden, ungeachtet dessen, ob der Zusammenführende über einen Aufenthaltsschein für begrenzte oder unbegrenzte Dauer verfügt.

B.18.7. Was schließlich die Situation eines volljährigen behinderten Kindes betrifft, das im Rahmen der Familienzusammenführung eine Aufenthaltszulassung erhalten möchte, geht aus Artikel 10 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 hervor, dass der Gesetzgeber keine Ausnahme hinsichtlich der verlangten Existenzmittel und der angemessenen Wohnung vorgesehen hat, so dass diese Regelung sich nicht von der in Artikel 10bis vorgesehenen Regelung unterscheidet, die gilt, wenn der Zusammenführende einen Aufenthaltsschein für begrenzte Dauer besitzt.

B.18.8. Der Klagegrund ist unbegründet.

11) Die Frist für die Bearbeitung eines Aufenthaltsantrags bei einer Ermittlung in Bezug auf eine Eheschließung

B.19.1. Der elfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 10ter § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 4 des angefochtenen Gesetzes. Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtene Bestimmung es ermögliche, die Frist für eine Entscheidung über die Anträge auf Aufenthaltserlaubnis zwei Mal zu verlängern. Diese Bestimmung verstoße somit gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 5 Absatz 4 der Richtlinie 2003/86/EG.

B.19.2.1. Der neue Artikel 10ter § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Der Beschluss über den Antrag auf Aufenthaltserlaubnis wird möglichst schnell und spätestens sechs Monate ab dem Datum der Einreichung des in § 1 erwähnten Antrags gefasst und notifiziert. Der Beschluss wird unter Berücksichtigung der gesamten Aktenlage gefasst.

Ist die in Artikel 10 § 5 erwähnte Bedingung in Bezug auf die stabilen und regelmäßigen Existenzmittel nicht erfüllt, muss der Minister oder sein Beauftragter auf der Grundlage der spezifischen Bedürfnisse des Ausländers, dem nachgekommen wird, und der Mitglieder seiner Familie bestimmen, welche Existenzmittel sie benötigen, damit die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen. Zur Festlegung dieses Betrags kann der Minister oder sein Beauftragter beim betreffenden Ausländer alle zweckdienlichen Unterlagen und Auskünfte anfordern.

In Ausnahmefällen kann der Minister oder sein Beauftragter aufgrund der Komplexität der Antragsprüfung und im Rahmen einer Ermittlung in Bezug auf eine in Artikel 146bis des Zivilgesetzbuches erwähnte Eheschließung oder auf die Bedingungen der in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 erwähnten dauerhaften und stabilen Beziehung durch einen mit Gründen versehenen Beschluss, der dem Antragsteller zur Kenntnis gebracht wird, diese Frist zwei Mal um drei Monate verlängern.

Nach Ablauf der Frist von sechs Monaten ab dem Datum der Einreichung des Antrags - Frist, die gegebenenfalls gemäß Absatz 2 verlängert wurde - muss die Aufenthaltserlaubnis erteilt werden, wenn kein Beschluss gefasst worden ist.

Im Rahmen der Antragsprüfung wird das Wohl des Kindes gebührend berücksichtigt».

B.19.2.2. Artikel 5 Absatz 4 der vorerwähnten Richtlinie 2003/86/EG, der durch den vorerwähnten Artikel 10ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 umgesetzt wird, bestimmt:

«Die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats teilen dem Antragsteller ihre Entscheidung unverzüglich, spätestens aber neun Monate nach Einreichung des Antrags schriftlich mit.

In Ausnahmefällen kann aufgrund der Schwierigkeit der Antragsprüfung die in Unterabsatz 1 genannte Frist verlängert werden.

Eine Ablehnung des Antrags ist zu begründen. Ist bei Ablauf der Frist nach Unterabsatz 1 noch keine Entscheidung ergangen, so richten sich etwaige Folgen nach dem nationalen Recht des betreffenden Mitgliedstaats».

B.19.3. Gemäß der vorerwähnten Richtlinie ist eine Verlängerung der Frist von neun Monaten nur «in Ausnahmefällen [...] aufgrund der Schwierigkeit der Antragsprüfung» erlaubt.

Gemäß ihrem Wortlaut scheint die Umsetzung der vorerwähnten Richtlinie durch die angefochtene Bestimmung der durch die Richtlinie erlaubten Ausnahme eine weitere hinzuzufügen, und zwar die Ausnahme «einer Ermittlung in Bezug auf eine in Artikel 146bis des Zivilgesetzbuches erwähnte Eheschließung oder auf die Bedingungen der in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 erwähnten dauerhaften und stabilen Beziehung». In Wirklichkeit ist, wie der Ministerrat anführt, davon auszugehen, dass die Ermittlung in Bezug auf eine in Artikel 146bis des Zivilgesetzbuches erwähnte Eheschließung oder diejenige in Bezug auf die Bedingungen der dauerhaften und stabilen Beziehung keine zusätzliche Ausnahme darstellen.

Daraus ist zu schlussfolgern, dass eine zweite Verlängerung der Frist aufgrund der angefochtenen Bestimmung nur dann zulässig ist, wenn die Bearbeitung des Antrags auf Familienzusammenführung tatsächlich derart langwierige Ermittlungstätigkeiten erfordert hat, dass sie als Ausnahmefall im Sinne von Artikel 5 Absatz 4 der Richtlinie 2003/86/EG angesehen werden können.

Es obliegt den Behörden des Staates, die mit der Kontrolle des Ablaufs dieser Untersuchungen betraut sind, und gegebenenfalls den Behörden, die damit beauftragt sind, über die Klagen im Fall von Anfechtungen zu befinden, zu überprüfen, ob die Ermittlung in Bezug auf eine in Artikel 146bis des Zivilgesetzbuches erwähnte Eheschließung oder auf die Bedingungen der in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 erwähnten dauerhaften und stabilen Beziehung *in concreto* als ein Ausnahmefall angesehen werden können, der eine Überschreitung der zugelassenen Frist von neun Monaten rechtfertigt.

B.19.4. Vorbehaltlich der in B.19.3 angeführten Auslegung verstößt die angefochtene Bestimmung nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 5 Absatz 4 der Richtlinie 2003/86/EG.

B.19.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

12) Die Rückforderung der Rückführungskosten

B.20.1. Der zwölfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 11 § 1 Absatz 4 und § 2 Absatz 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes. Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtenen Bestimmungen, die die Rückforderung der Rückführungskosten bezwecken, nur anwendbar seien im Falle einer Familienzusammenführung mit einem Ausländer, der eine Aufenthaltszulassung für unbegrenzte Dauer besitze, und nicht, wenn der Zusammenführende eine Aufenthaltszulassung für begrenzte Dauer besitze, dass sie nicht zwischen dem Urheber des Betrugs und dem Opfer unterscheiden würden, und dass sie es einer Verwaltung gestattet, sich über eine gerichtliche Entscheidung hinwegzusetzen, wenn die Rückführung einen adoptierten Minderjährigen betreffe.

Die angefochtenen Bestimmungen stünden somit im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung.

B.20.2. Der neue Artikel 11 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«§ 1. Der Minister oder sein Beauftragter kann beschließen, dass ein Ausländer, der erklärt, sich in einem der in Artikel 10 vorgesehenen Fälle zu befinden, in einem der folgenden Fälle nicht das Recht hat, ins Königreich einzureisen oder sich dort aufzuhalten:

1. wenn der Ausländer die Bedingungen von Artikel 10 nicht oder nicht mehr erfüllt,
2. wenn der Ausländer und der Ausländer, dem er nachkommt, kein tatsächliches Ehe- oder Familienleben führen beziehungsweise mehr führen,
3. wenn sich der Ausländer außer bei durch internationalen Vertrag vorgesehenen Abweichungen in einem der in Artikel 3 Nr. 5 bis 8 vorgesehenen Fälle befindet oder an einer der in der Anlage zu vorliegendem Gesetz aufgezählten Krankheiten leidet, die die Volksgesundheit gefährden können,
4. wenn der Ausländer oder die Person, der er nachkommt, falsche oder irreführende Informationen oder falsche oder gefälschte Dokumente verwendet, einen Betrug begangen oder andere illegale Mittel von entscheidender Bedeutung in Anspruch genommen hat, damit ihm der Aufenthalt gestattet wird, oder aber wenn erwiesen ist, dass die eingegangene Ehe oder Partnerschaft beziehungsweise die vorgenommene Adoption dem alleinigen Zweck der Einreise ins Königreich beziehungsweise des dortigen Aufenthalts diene.

Im Fall von Mitgliedern der Familie eines anerkannten Flüchtlings oder eines Ausländers, dem der subsidiäre Schutzstatus zuerkannt ist, mit denen dieser bereits vor seiner Einreise ins Königreich in einem Verwandtschafts- oder Verschwägerungsverhältnis stand, darf der Beschluss nicht nur darauf begründen, dass offizielle Dokumente, die gemäß Artikel 30 des Gesetzes vom 16. Juli 2004 zur Einführung des Gesetzbuches über das internationale Privatrecht oder internationalen Abkommen in derselben Angelegenheit das Verwandtschafts- oder Verschwägerungsverhältnis nachweisen, fehlen.

Der Beschluss gibt gegebenenfalls die angewandte Bestimmung von Artikel 3 an.

Wenn der Beschluss auf der Grundlage der Nummern 2 und 4 gefasst worden ist, können die Rückführungskosten beim Ausländer oder der Person, der nachgekommen wird, zurückgefordert werden.

§ 2. Der Minister oder sein Beauftragter kann beschließen, dass ein Ausländer, dem der Aufenthalt im Königreich aufgrund von Artikel 10 gestattet worden ist, in einem der folgenden Fälle nicht mehr das Recht hat, sich im Königreich aufzuhalten:

1. wenn der Ausländer eine der Bedingungen von Artikel 10 nicht mehr erfüllt,
2. wenn der Ausländer und der Ausländer, dem er nachkommt, kein tatsächliches Ehe- oder Familienleben führen beziehungsweise mehr führen,
3. wenn der Ausländer, dem der Aufenthalt im Königreich aufgrund von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 oder 5 als registriertem Partner gestattet ist, oder der Ausländer, dem er nachgekommen ist, eine andere Person geheiratet hat oder durch eine gesetzlich registrierte Partnerschaft mit einer anderen Person verbunden ist,
4. wenn der Ausländer oder die Person, der er nachkommt, falsche oder irreführende Informationen oder falsche oder gefälschte Dokumente verwendet, einen Betrug begangen oder andere illegale Mittel in Anspruch genommen hat, die für die Zuerkennung des Aufenthaltsrechts von entscheidender Bedeutung gewesen sind, oder aber wenn erwiesen

ist, dass die eingegangene Ehe oder Partnerschaft beziehungsweise die vorgenommene Adoption dem alleinigen Zweck der Einreise ins Königreich beziehungsweise des dortigen Aufenthalts diene.

Der auf Nr. 1, 2 oder 3 gegründete Beschluss darf nur während der ersten drei Jahre nach Ausstellung des Aufenthaltsscheins oder in den in Artikel 12bis § 3 oder 4 erwähnten Fällen nach Ausstellung des Dokuments zur Bescheinigung des Einreichungs gefasst werden.

Der Minister oder sein Beauftragter kann im Hinblick auf eine Verlängerung oder Erneuerung des Aufenthaltsscheins Kontrollen durchführen oder durchführen lassen, um zu überprüfen, ob der Ausländer die Bedingungen von Artikel 10 erfüllt. Er kann jederzeit spezifische Kontrollen durchführen oder durchführen lassen, wenn die begründete Vermutung besteht, dass ein Betrug begangen oder die Ehe oder Partnerschaft eingegangen beziehungsweise die Adoption vorgenommen wurde, damit die betreffende Person ins Königreich einreisen oder sich dort aufhalten konnte.

Der Minister oder sein Beauftragter kann dem Aufenthalt nicht auf der Grundlage von Absatz 1 Nr. 1, 2 oder 3 ein Ende setzen, wenn der Ausländer nachweist, dass er in seiner Ehe beziehungsweise Partnerschaft Opfer einer der in den Artikeln 375, 398 bis 400, 402, 403 oder 405 des Strafgesetzbuches erwähnten Taten war. In den anderen Fällen berücksichtigt der Minister oder sein Beauftragter insbesondere die Lage von Personen, die Opfer von Gewalttaten in ihrer Familie waren, keine Familie mehr mit der Person bilden, der sie nachgekommen sind, und Schutz benötigen. In diesen Fällen setzt er die betreffende Person von seinem Beschluss, ihrem Aufenthalt nicht aufgrund von Absatz 1 Nr. 1, 2 oder 3 ein Ende zu setzen, in Kenntnis.

Beim Beschluss, dem Aufenthalt auf der Grundlage von Absatz 1 Nr. 1, 2 oder 3 ein Ende zu setzen, berücksichtigt der Minister oder sein Beauftragter Art und Stabilität der Familienbande der betreffenden Person, Dauer ihres Aufenthalts im Königreich und Bestehen familiärer, kultureller beziehungsweise sozialer Bande mit ihrem Herkunftsland.

Wenn der Beschluss auf der Grundlage der Nummern 2 und 4 gefasst wird, können Rückführungskosten vom Ausländer oder von der Person, der er nachgekommen ist, zurückgefordert werden».

B.20.3. Aufgrund von Artikel 11 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 kann gewissen Ausländern die Einreise ins Staatsgebiet oder der Aufenthalt im Staatsgebiet verweigert werden, weil sie nicht die in Artikel 10 dieses Gesetzes vorgesehenen Bedingungen erfüllen oder weil sie einen Betrug begangen haben, damit ihnen der Aufenthalt gestattet wird. Aufgrund der angefochtenen Bestimmungen können die Rückführungskosten von dem betreffenden Ausländer oder dem Ausländer, dem er nachkommt, zurückgefordert werden.

B.20.4. Der Umstand, dass die genannten Sanktionen nur möglich sind, wenn die Familienzusammenführung mit einem Ausländer vorgesehen ist, der über ein Aufenthaltsrecht für unbegrenzte Dauer verfügt, und nicht, wenn der Zusammenführende nur eine Aufenthaltszulassung für begrenzte Dauer aufgrund von Artikel 10bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 besitzt, ist gerechtfertigt durch die Aufenthaltsrechtsstellung der betreffenden Ausländer. Da die Familienangehörigen des Zusammenführenden aufgrund von Artikel 13 des genannten Gesetzes im ersten Fall ebenfalls ein Aufenthaltsrecht für unbegrenzte Dauer erhalten können, während ihre Aufenthaltsdauer im letzteren Fall begrenzt ist, konnte der Gesetzgeber den Standpunkt vertreten, dass er im ersteren Fall Missbräuche strenger bestrafen musste.

B.20.5. Die klagenden Parteien führen ebenfalls an, dass die angefochtenen Bestimmungen bei der Anrechnung der Rückführungskosten nicht die Person berücksichtigten, die den Betrug begangen habe (zweiter Teil), und die Ausweisung eines adoptierten Minderjährigen ermöglichten, dies im Widerspruch zu einer gerichtlichen Entscheidung in Sachen Adoption (dritter Teil).

Was den zweiten Teil des Klagegrunds betrifft, bestimmt das Gesetz ausdrücklich, dass die Rückführungskosten sowohl vom Zusammenführenden als auch vom Familienangehörigen, der ihm nachkommen möchte, zurückgefordert werden können. Somit kann der Umstand berücksichtigt werden, wer von beiden den Betrug begangen hat.

Was den dritten Teil des Klagegrunds betrifft, kann dem Gesetzgeber nicht vorgeworfen werden, die Möglichkeit vorzusehen, das Aufenthaltsrecht zu entziehen, wenn es auf der Grundlage falscher oder irreführender Informationen oder aber falscher oder gefälschter Dokumente erzielt wurde.

Der Umstand, dass die Verwaltung in diesen beiden Fällen über eine gewisse Ermessensbefugnis verfügt, hat nicht zur Folge, dass sie willkürlich handeln könnte. Gegebenenfalls können geeignete Beschwerden eingelegt werden.

B.20.6. Der Klagegrund ist unbegründet.

13) Die bei der Verlängerung des Aufenthaltsscheins verlangten Existenzmittel

B.21.1. Der dreizehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 11 § 2 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes abgeänderten Fassung; er bestimmt:

«Der Minister oder sein Beauftragter kann beschließen, dass ein Ausländer, dem der Aufenthalt im Königreich aufgrund von Artikel 10 gestattet worden ist, in einem der folgenden Fälle nicht mehr das Recht hat, sich im Königreich aufzuhalten:

1. wenn der Ausländer eine der Bedingungen von Artikel 10 nicht mehr erfüllt, [...].»

Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtene Bestimmung in Verbindung mit dem vorerwähnten Artikel 10 dazu führe, dass bei der Verlängerung des Aufenthaltsscheins nur die Einkünfte des Zusammenführenden und nicht die Beiträge aller zusammengeführten Familienangehörigen für die Berechnung der Einkünfte des Haushaltes berücksichtigt würden. Somit verstoße diese Bestimmung gegen die Artikel 10, 11 und 191 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 16 Absatz 1 Buchstabe a der Richtlinie 2003/86/EG.

B.21.2.1. Der angefochtene Artikel 11 § 2 Absatz 1 Nr. 1 stellt die Umsetzung von Artikel 16 der Richtlinie 2003/86/EG in das innerstaatliche Recht dar.

B.21.2.2. Artikel 16 Absatz 1 Buchstabe a der vorerwähnten Richtlinie bestimmt:

«Die Mitgliedstaaten können einen Antrag auf Einreise und Aufenthalt zum Zwecke der Familienzusammenführung ablehnen oder gegebenenfalls den Aufenthaltstitel eines Familienangehörigen entziehen oder seine Verlängerung verweigern, wenn einer der folgenden Fälle vorliegt:

- a) Die in dieser Richtlinie festgelegten Bedingungen sind nicht oder nicht mehr erfüllt.

Verfügt der Zusammenführende bei der Verlängerung des Aufenthaltstitels nicht über Einkünfte, die ausreichen, ohne dass auf Sozialhilfeleistungen des betreffenden Mitgliedstaats zurückgegriffen werden muss, so berücksichtigt der Mitgliedstaat gemäß Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe c) die Beiträge der Familienangehörigen zum Haushaltseinkommen».

B.21.3. In der Richtlinie wird unterschieden zwischen einerseits der Situation im Sinne von Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe c, der bestimmt, dass bei Einreichung des Antrags auf Familienzusammenführung die Einkünfte des Zusammenführenden berücksichtigt werden müssen, und andererseits der Situation im Sinne von Artikel 16, wobei bei einer etwaigen Verlängerung oder einem Entzug des Aufenthaltstitels des betreffenden Ausländers nicht nur die Einkünfte des Zusammenführenden, sondern auch diejenigen seiner Familienangehörigen berücksichtigt werden.

B.21.4. Unter Achtung der Zielsetzung des Gesetzgebers, nämlich, dass das belgische Sozialhilfesystem nicht für die zusammengeführten Personen aufkommen muss, und unter Berücksichtigung von Artikel 16 der Richtlinie 2003/86/EG ist die angefochtene Bestimmung in dem Sinne auszulegen, dass sie es nicht verbietet, dass die zuständige Behörde bei der Verlängerung des Aufenthaltsscheins des betreffenden Ausländers nicht nur die Einkünfte des Zusammenführenden, sondern auch diejenigen seiner Familienangehörigen berücksichtigt, insofern es sich nicht um Sozialhilfe handelt.

B.21.5. Vorbehaltlich der in B.21.4 angeführten Auslegung ist der Klagegrund unbegründet.

14) Die Beendigung des Aufenthalts von Opfern von ehelicher Gewalt

B.22.1. Der vierzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung des neuen Artikels 11 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes, der bestimmt:

«Der Minister oder sein Beauftragter kann dem Aufenthalt nicht auf der Grundlage von Absatz 1 Nr. 1, 2 oder 3 ein Ende setzen, wenn der Ausländer nachweist, dass er in seiner Ehe beziehungsweise Partnerschaft Opfer einer der in den Artikeln 375, 398 bis 400, 402, 403 oder 405 des Strafgesetzbuches erwähnten Taten war. In den anderen Fällen berücksichtigt der Minister oder sein Beauftragter insbesondere die Lage von Personen, die Opfer von Gewalttaten in ihrer Familie waren, keine Familie mehr mit der Person bilden, der sie nachgekommen sind, und Schutz benötigen. In diesen Fällen setzt er die betreffende Person von seinem Beschluss, ihrem Aufenthalt nicht aufgrund von Absatz 1 Nr. 1, 2 oder 3 ein Ende zu setzen, in Kenntnis».

B.22.2. Die Kritik der klagenden Parteien richtet sich gegen den Umstand, dass die angefochtene Bestimmung vorschreibe, dass das Bestehen von ehelicher Gewalt nachgewiesen werde, während aufgrund von Artikel 223 des Zivilgesetzbuches das Bestehen von Anzeichen ehelicher Gewalt ausreichen könne, um bestimmte Schutzmaßnahmen zu ergreifen. Insofern sie somit nur die Ausländer schütze, die tatsächlich den Nachweis erbringen könnten, dass sie Opfer von ehelicher Gewalt seien, jedoch nicht die Ausländer, die nachwiesen, dass es ernsthafte Anzeichen dafür gebe, dass sie Opfer von ehelicher Gewalt seien, verstoße die angefochtene Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.22.3. Der besondere Schutz, der aufgrund der vorerwähnten Bestimmung den Opfern von ehelicher Gewalt gewährt wird, stellt eine Umsetzung von Artikel 15 Absatz 3 der Richtlinie 2003/86/EG dar, der bestimmt:

«Im Falle des Todes des Ehepartners, der Scheidung, der Trennung und des Todes von Verwandten ersten Grades in gerader aufsteigender oder absteigender Linie kann Personen, die zum Zweck der Familienzusammenführung eingereist sind - falls erforderlich auf Antrag - ein eigener Aufenthaltstitel gewährt werden. Die Mitgliedstaaten erlassen Bestimmungen, nach denen die Ausstellung eines eigenen Aufenthaltstitels gewährleistet ist, wenn besonders schwierige Umstände vorliegen».

B.22.4. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, erfordert es die angefochtene Bestimmung in Bezug auf den Ehepartner oder den Lebenspartner, der Opfer von ehelicher Gewalt ist, nicht, dass er deren Bestehen nachweist, damit sein Aufenthaltsrecht bestehen bleibt. Sie präzisiert lediglich, dass dann, wenn ein solcher Beweis erbracht wird, der Minister oder sein Beauftragter diesen Aufenthalt auf keinen Fall beenden darf. Die neue Bestimmung fügt somit für den Minister oder seinen Beauftragten eine gebundene Befugnis hinzu, die vorher nicht bestand. In allen anderen Fällen hingegen muss der Minister oder sein Beauftragter, wie es bereits in Artikel 11 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vor dessen Abänderung durch das angefochtene Gesetz vorgesehen war, die Situation der Personen berücksichtigen, die Opfer von ehelicher Gewalt sind, die keinen Familienkern mehr bilden und die den Vorteil des legalen Aufenthalts nicht verlieren, wenn sie einen besonderen Schutz im Sinne der vorerwähnten Richtlinie benötigen.

B.22.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

15) Der Ort der Einreichung des Aufenthaltsantrags im Hinblick auf das Eingehen einer Ehe oder einer Partnerschaft

B.23.1. Der fünfzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 12bis § 1 Absatz 2 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes. Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtene Bestimmung zu einem Behandlungsunterschied führe zwischen Ausländern, denen im Hinblick auf eine Eheschließung ein kurzer Aufenthalt erlaubt sei, die über alle erforderlichen Dokumente verfügten und, wenn ihre Ehe innerhalb von drei Monaten geschlossen werde, von Belgien aus einen Aufenthaltsantrag einreichen könnten, und Ausländern, deren Ehe nicht innerhalb von drei Monaten geschlossen werden könne, während sie sich in derselben Lage befänden, und die ihren Antrag nur von der zuständigen diplomatischen Vertretung im Ausland aus stellen könnten. Diese Bestimmung verstoße somit gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.23.2. Der vorerwähnte Artikel 12bis § 1 bestimmt:

«Ein Ausländer, der erklärt, sich in einem der in Artikel 10 vorgesehenen Fälle zu befinden, muss einen Antrag beim belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertreter, der für seinen Wohnort oder seinen Aufenthaltsort im Ausland zuständig ist, einreichen.

Er kann jedoch seinen Antrag in folgenden Fällen bei der Gemeindeverwaltung seines Aufenthaltsortes einreichen:

[...]

2. wenn ihm ein Aufenthalt von höchstens drei Monaten erlaubt ist und - sofern er per Gesetz über ein gültiges Visum verfügen muss, um eine Ehe beziehungsweise Partnerschaft in Belgien einzugehen - diese Ehe beziehungsweise Partnerschaft tatsächlich vor Ablauf dieser Erlaubnis eingegangen worden ist und er vor Ablauf dieser Erlaubnis alle in § 2 erwähnten Nachweise erbringt,

[...]».

Bezüglich der Antragstellung auf Familienzusammenführung bestimmt Artikel 5 Absatz 3 der Richtlinie 2003/86/EG:

«Der Antrag ist zu stellen und zu prüfen, wenn sich die Familienangehörigen noch außerhalb des Hoheitsgebiets des Mitgliedstaats aufhalten, in dem sich der Zusammenführende aufhält.

Abweichend davon kann ein Mitgliedstaat gegebenenfalls zulassen, dass ein Antrag gestellt wird, wenn sich die Familienangehörigen bereits in seinem Hoheitsgebiet befinden».

B.23.3. Absatz 2 Nr. 2 der angefochtenen Bestimmung bildet somit eine Ausnahme von dem in Absatz 1 von Artikel 12bis § 1 vorgesehenen Grundsatz, wonach ein Antrag auf Aufenthaltserlaubnis bei der zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertretung im Ausland eingereicht werden muss.

Ein Ausländer, dem ein Aufenthalt von drei Monaten im Hinblick auf die Eheschließung erlaubt ist, der über alle hierzu erforderlichen Dokumente verfügt und der die Bedingungen im Sinne von Artikel 12bis § 2 erfüllt, kann seinen Antrag bei der Gemeindeverwaltung seines Aufenthaltsortes einreichen. Diese Ausnahme, die durch einen Abänderungsantrag eingeführt wurde, wurde wie folgt gerechtfertigt:

«Das Gesetz erlaubt es derzeit, dass auch die Personen, denen ein kurzer Aufenthalt im Staatsgebiet erlaubt ist, einen Antrag auf Familienzusammenführung einreichen können. Die Abänderungsanträge beschränken diese Möglichkeit auf kurze Aufenthalte im Hinblick auf eine Eheschließung. Die Logik besteht darin, zu verhindern, dass

Menschen, die im Rahmen eines kurzen Aufenthalts nach Belgien kommen und diese Gelegenheit nutzen, um zu heiraten, ohne die Behörden über den tatsächlichen Zweck ihres Aufenthalts zu informieren» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, SS. 186-187).

«[Ein Mitglied] führt weiterhin an, dass man im Bereich der Visumsanträge verhindern muss, dass Ausländer einen touristischen Aufenthalt in Belgien nutzen, um anhand einer auf dem Staatsgebiet eingegangenen Ehe eine Familienzusammenführung zu beantragen» (ebenda, S. 189).

B.23.4.1. Die klagenden Parteien, die nicht die Regeln in Bezug auf die inhaltliche Prüfung des Antrags auf Familienzusammenführung zur Diskussion stellen, bemängeln lediglich eine der Bedingungen für die Zulässigkeit des Antrags auf Aufenthaltserlaubnis, nämlich diejenige der Frist von drei Monaten, in der die Ehe in Belgien geschlossen worden sein muss, da der Ausländer andernfalls den Vorteil der genannten Ausnahme verliert. In Wirklichkeit beziehen sich die klagenden Parteien auf die besondere Lage eines Ausländers, der alle in der angefochtenen Bestimmung vorgesehenen Bedingungen erfüllt, dessen Ehe jedoch nicht vor Ablauf der Frist von drei Monaten geschlossen werden konnte aufgrund der Weigerung des Standesbeamten, die später oder nach Ablauf des Gerichtsverfahrens annulliert wurde.

B.23.4.2. Der Gesetzgeber konnte die in Artikel 12bis § 1 Absatz 2 Nr. 2 vorgesehene Ausnahme auf jene Ausländer beschränken, die nicht nur alle Bedingungen erfüllen, um eine echte Ehe einzugehen, sondern auch die übrigen Bedingungen für eine Niederlassung in Belgien, damit vermieden wird, dass Touristenvisa missbraucht werden, um eine Familienzusammenführung zu erreichen, indem im Staatsgebiet eine Ehe geschlossen wird.

B.23.4.3. Aufgrund von Artikel 167 des Zivilgesetzbuches kann der Standesbeamte die Eheschließung aufschieben, wenn eine ernsthafte Vermutung besteht, dass die erforderlichen Bedingungen nicht erfüllt sind. Wenn die mit einer Untersuchung beauftragte Staatsanwaltschaft jedoch innerhalb einer Frist von zwei Monaten keine Entscheidung getroffen hat, muss der Standesbeamte die Trauung vornehmen. Folglich steht einem Ausländer, dem die Eheschließung verweigert worden ist, insbesondere aus unrechtmäßigen Gründen oder wegen eines Irrtums des Standesbeamten, noch eine ausreichende Frist zur Verfügung, um eine Klage im Eilverfahren einzureichen.

B.23.4.4. Schließlich ist die Aufenthaltserlaubnis des Ausländers in dem Fall, dass eine Klage innerhalb der vorerwähnten Frist eingereicht worden ist, aufrechtzuerhalten bis zur Verkündung der gerichtlichen Entscheidung, da ihm andernfalls das Recht auf Zugang zu einem Gericht im Sinne von Artikel 167 des Zivilgesetzbuches verweigert würde.

B.23.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

16) Der Ort der Einreichung des Aufenthaltsantrags eines minderjährigen Kindes

B.24.1. Der sechzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 12bis § 1 Absatz 2 Nr. 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes. Die angefochtene Bestimmung bietet unter bestimmten Bedingungen einem minderjährigen Kind die Möglichkeit, einen Antrag auf Familienzusammenführung von Belgien aus einzureichen. Die klagenden Parteien bemängeln, dass in dieser Bestimmung zwischen den Kindern unterschieden werde je nach der Art der Partnerschaft ihrer Eltern, was im Widerspruch zum Interesse der Kinder stehe. Sie bemängeln auch, dass in dieser Bestimmung ebenfalls unterschieden werde je nachdem, ob die minderjährigen Kinder sich legal im Land aufhielten oder nicht, und dass sie verhindere, dass die Kinder ihr Recht auf Bildung ausüben könnten. Somit verstieße die angefochtene Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe a der Richtlinie 2003/86/EG und mit Artikel 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes.

B.24.2.1. Der neue Artikel 12bis § 1 Absatz 2 Nr. 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Ein Ausländer, der erklärt, sich in einem der in Artikel 10 vorgesehenen Fälle zu befinden, muss einen Antrag beim belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertreter, der für seinen Wohnort oder seinen Aufenthaltsort im Ausland zuständig ist, einreichen.

Er kann jedoch seinen Antrag in folgenden Fällen bei der Gemeindeverwaltung seines Aufenthaltsortes einreichen:
[...]

4. wenn ihm ein Aufenthalt von höchstens drei Monaten erlaubt ist und er ein in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 zweiter und dritter Gedankenstrich erwähnter Minderjähriger ist oder er Elternteil eines in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 7 erwähnten Minderjährigen ist, der als Flüchtling anerkannt beziehungsweise dem der subsidiäre Schutzstatus zuerkannt ist».

B.24.2.2. Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe a der Richtlinie 2003/86/EG bestimmt:

«Die Familienangehörigen des Zusammenführenden haben in gleicher Weise wie dieser selbst das Recht auf:

a) Zugang zu allgemeiner Bildung;».

B.24.3. Um einen Antrag auf Familienzusammenführung von Belgien aus einreichen zu können, muss das Kind gemäß der angefochtenen Bestimmung ein minderjähriges Kind im Sinne von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 zweiter und dritter Gedankenstrich des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sein. Diese Bestimmung gilt daher für die minderjährigen Kinder eines Ausländers, dem nachgekommen wird, sowie für die Kinder seines Ehepartners oder des Lebenspartners, mit dem er im Ausland eine Partnerschaft geschlossen hat, die in Belgien einer Ehe gleichgesetzt ist. Die Ausnahme gilt jedoch nicht für ein Kind, das nicht das Kind des Zusammenführenden ist, sondern nur seines Lebenspartners, wenn die registrierte Partnerschaft nicht einer Ehe gleichgesetzt ist.

B.24.4. Die angefochtene Bestimmung betrifft nur Kinder, denen ein kurzer Aufenthalt von höchstens drei Monaten auf dem Staatsgebiet gestattet wurde, und bildet eine Ausnahme von der Regel, wonach ein Aufenthaltsantrag im Rahmen einer Familienzusammenführung bei der zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertretung im Ausland eingereicht werden muss.

Aus den Vorarbeiten zu dem Gesetz vom 8. Juli 2011, mit dem die angefochtene Bestimmung abgeändert wurde, geht hervor, dass der Gesetzgeber vermeiden wollte, dass die Zulassung von Ausländern auf dem Staatsgebiet für einen kurzen Aufenthalt missbraucht würde, um im Rahmen der Familienzusammenführung ein Aufenthaltsrecht für längere Dauer zu erhalten (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, SS. 126-128).

B.24.5.1. Der bemängelte Behandlungsunterschied beruht auf einem objektiven Kriterium: Während Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 die Situation der minderjährigen Kinder eines Ausländers, dem nachgekommen wird, dessen Ehepartners oder des Lebenspartners, mit dem im Ausland eine einem Gesetz entsprechend registrierte Partnerschaft eingegangen wurde, die in Belgien einer Ehe gleichgesetzt ist, betrifft, bezieht sich Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 auf eine Lebensgemeinschaft aufgrund einer einem Gesetz entsprechend registrierten Partnerschaft, die nicht einer Ehe gleichgesetzt ist, und betrifft dies nicht die Kinder des Zusammenführenden, sondern lediglich diejenigen des Lebenspartners.

B.24.5.2. In seinem Entscheid Nr. 95/2008 vom 26. Juni 2008 hat der Gerichtshof geurteilt:

«B.21. Die Familienzusammenführung von Ehepartnern ist mit dem Nachweis verbunden, dass zwischen ihnen eine eheliche Verbindung besteht, so dass der Ausschluss der polygamen Ehepartner auf einem relevanten Kriterium hinsichtlich des Ziels der angefochtenen Gesetzgebung und der Zielsetzung, die belgische und europäische internationale Ordnung zu wahren, beruht.

Die Familienzusammenführung eines Kindes mit seinen Erzeugern ist hingegen mit der Feststellung ihrer Abstammung verbunden. Das Kriterium der Umstände der Geburt des Kindes und der Ehesituation seiner Eltern ist weder relevant hinsichtlich des Ziels der Bestimmung, noch hinsichtlich der Zielsetzung, die belgische oder europäische internationale öffentliche Ordnung zu schützen, da die betreffenden Kinder keineswegs für die eheliche Situation ihrer Eltern verantwortlich sind und die Familienzusammenführung in Bezug auf sie keine Folge der Ehe der Letztgenannten ist, sondern vielmehr eine Folge der Abstammung, die sie mit ihrem Erzeuger verbindet, der sich in Belgien niedergelassen hat oder dem es erlaubt ist, sich dort aufzuhalten».

Ein solcher Gedankengang trifft nicht auf den vorliegenden Fall zu, da kein Abstammungsverhältnis zwischen dem Zusammenführenden und dem Kind seines Lebenspartners besteht. Zwar besteht ebenfalls kein Abstammungsverhältnis zwischen dem Zusammenführenden und dem Kind seines Lebenspartners, wenn die Partnerschaft einer Ehe gleichgesetzt ist. Wie in B.11.6 angeführt wurde, besteht jedoch zwischen dem Zusammenführenden und dem Kind seines Lebenspartners, wenn es sich um eine Partnerschaft handelt, die nicht einer Ehe gleichgesetzt ist, kein Verhältnis, das vergleichbar wäre mit demjenigen, das zwischen dem Zusammenführenden und dem Kind seines Ehepartners oder seines Lebenspartners besteht, wenn es sich um eine Partnerschaft handelt, die einer Ehe gleichgesetzt ist. Folglich konnte der Gesetzgeber vernünftigerweise einen Unterschied in Verbindung mit der Art des Verhältnisses zwischen dem Zusammenführenden und dem Kind seines Lebenspartners vornehmen entsprechend den verschiedenartigen juristischen Folgen, die sich aus einer Partnerschaft ergeben, je nachdem, ob sie einer Ehe gleichgesetzt ist oder nicht.

B.24.6. Die angefochtene Bestimmung beeinträchtigt nicht auf unverhältnismäßige Weise die Rechte des Kindes. Wenn ein Kind nämlich aufgrund außergewöhnlicher Umstände daran gehindert wird, in sein Land zurückzukehren, um das erforderliche Visum zu beantragen, kann es einen Antrag bei der Gemeindeverwaltung seines Aufenthaltsortes einreichen (Artikel 12bis § 1 Absatz 2 Nr. 3). Darüber hinaus bestimmt Artikel 12bis § 7 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ausdrücklich, dass im Rahmen der Antragsprüfung das Wohl des Kindes gebührend berücksichtigt wird, was ebenfalls verhindern muss, dass ein Kind verpflichtet werden könnte, unter unangemessenen Umständen in sein Land zurückzukehren, um einen Antrag auf Familienzusammenführung einzureichen.

B.24.7. In Bezug auf den Einwand der klagenden Parteien, dass ein Kind, das nicht die in der angefochtenen Bestimmung vorgesehene Ausnahme in Anspruch nehmen könne, daran gehindert werde, sein Recht auf Bildung auszuüben während der Zeit, in der es für das Einreichen des Aufenthaltsantrags ins Ausland zurückkehren müsse, ist darauf zu verweisen, dass diese Situation sich auf Kinder bezieht, denen ein Aufenthalt von höchstens drei Monaten gestattet ist und die somit lediglich über ein Touristenvisum verfügen, so dass nicht davon ausgegangen werden kann, dass sie einen Unterricht belegen möchten, und dass sie, falls dies der Fall wäre, vorher wussten, dass ihnen nur ein Aufenthalt von kurzer Dauer gestattet war.

B.24.8. Bezüglich des Unterschieds zwischen Kindern, die sich legal auf dem Staatsgebiet aufhalten, und Kindern, die sich illegal auf dem Staatsgebiet aufhalten, kann dem Gesetzgeber nicht vorgeworfen werden, beide Situationen nicht gleich zu behandeln in Bezug auf den Ort, an dem ihr Antrag auf Aufenthaltserlaubnis eingereicht werden muss.

Indem der Gesetzgeber die Ausländer, deren Aufenthalt illegal geworden ist, verpflichtet, in ihr Herkunftsland zurückzukehren zur Beantragung der erforderlichen Erlaubnis, um zum belgischen Staatsgebiet zugelassen zu werden, wollte er vermeiden, dass sie aus ihrem Verstoß gegen diese Aufenthaltsregelung einen Vorteil erzielen könnten und dass die Illegalität belohnt würde.

B.24.9. Unter Berücksichtigung der in B.24.6 angeführten Garantien ist der Behandlungsunterschied vernünftig gerechtfertigt.

B.24.10. Der Klagegrund ist unbegründet.

17) Der Ort der Einreichung des Aufenthaltsantrags durch die Eltern eines Minderjährigen, der als Flüchtling anerkannt ist oder der den subsidiären Schutz genießt

B.25.1. Der siebzehnte und der achtzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezwecken die Nichtigerklärung von Artikel 12bis § 1 Absatz 2 Nr. 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes.

Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtene Bestimmung, die auch auf die Eltern eines Minderjährigen Anwendung finde, der als Flüchtling anerkannt sei oder den subsidiären Schutz genieße, nur für Eltern gelte, denen ein Aufenthalt von höchstens drei Monaten erlaubt sei. Im siebzehnten Klagegrund leiten sie daraus in Bezug auf minderjährige Kinder einen Behandlungsunterschied ab je nach der Beschaffenheit des Aufenthaltes ihrer Eltern, einem Element, für das die Kinder keinesfalls verantwortlich seien. Im achtzehnten Klagegrund fügen sie hinzu, dass ein Kind, das den subsidiären Schutz aufgrund von Artikel 9ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erhalten habe, diskriminiert werde, insofern sein Elternteil den Antrag nicht von Belgien aus einreichen könne, da Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 7 desselben Gesetzes nicht für das Kind gelte.

Die Bestimmung verstoße folglich gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.25.2. In Bezug auf die Eltern von Kindern, die den subsidiären Schutz genießen, ist davon auszugehen, wie der Ministerrat dies tut, dass aus den gleichen Gründen, wie sie in B.15.3 angeführt wurden, der neue Artikel 12bis § 1 Absatz 2 Nr. 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sich auf die minderjährigen Kinder bezieht, die sowohl aufgrund von Artikel 9ter als auch aufgrund von Artikel 48/4 den subsidiären Schutz genießen.

B.25.3. In Bezug auf den beanstandeten Behandlungsunterschied je nachdem, ob die Eltern des Kindes sich legal auf dem Staatsgebiet aufhalten oder nicht, konnte der Gesetzgeber angesichts der Zielsetzung der Vermeidung von Betrugsfällen vernünftigerweise vorsehen, dass die Ausnahme nur Anwendung finden kann auf die Eltern, die sich legal auf dem Staatsgebiet aufhalten.

Die Maßnahme ist nicht unverhältnismäßig angesichts einerseits der Tatsache, dass der betreffende Elternteil die Eigenschaft als Flüchtling oder den subsidiären Schutz im Sinne der Artikel 48/3 und 48/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beantragen konnte, und andererseits, dass er andernfalls das Bestehen außergewöhnlicher Umstände im Sinne von Artikel 12bis § 1 Absatz 2 Nr. 3 geltend machen kann, die ihn an einer Rückkehr in sein Land hindern, wobei diese, wenn sie anerkannt werden, es ihm ermöglichen, den Antrag auf Familienzusammenführung bei der Gemeindeverwaltung seines Aufenthaltsortes in Belgien einzureichen.

B.25.4. Die Klagegründe sind unbegründet.

18) Die Frist für die Bearbeitung eines Antrags auf Aufenthalt bei einer Ermittlung in Bezug auf eine Eheschließung

B.26.1. Der neunzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung des neuen Artikels 12bis § 2 Absatz 5 und § 3 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes. Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtenen Bestimmungen es ermöglichen, die Frist für eine Entscheidung über die Anträge auf Aufenthaltserlaubnis im besonderen Rahmen einer Ermittlung in Bezug auf eine Eheschließung im Sinne von Artikel 146bis des Zivilgesetzbuches zwei Mal zu verlängern. Sie verweisen auf ihre Argumentation im elften Klagegrund.

B.26.2.1. Der neue Artikel 12bis § 2 Absatz 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«In Ausnahmefällen kann der Minister oder sein Beauftragter aufgrund der Komplexität der Antragsprüfung und im Rahmen einer Ermittlung in Bezug auf eine in Artikel 146bis des Zivilgesetzbuches erwähnte Eheschließung oder auf die Bedingungen der in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 erwähnten Partnerschaft durch einen mit Gründen versehenen Beschluss, der dem Antragsteller zur Kenntnis gebracht wird, diese Frist zwei Mal um drei Monate verlängern».

B.26.2.2. Der neue Artikel 12bis § 3 Absatz 4 desselben Gesetzes bestimmt:

«In Ausnahmefällen kann der Minister oder sein Beauftragter aufgrund der Komplexität der Antragsprüfung und im Rahmen einer Ermittlung in Bezug auf eine in Artikel 146bis des Zivilgesetzbuches erwähnte Eheschließung oder auf die Bedingungen der in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 erwähnten Partnerschaft durch einen mit Gründen versehenen Beschluss, der dem Antragsteller vor Ablauf der in Absatz 3 vorgesehenen Frist zur Kenntnis gebracht wird, diese Frist höchstens zwei Mal um drei Monate verlängern».

B.26.3. Vorbehaltlich der in B.19.3 angeführten Auslegung verstoßen die angefochtenen Bestimmungen nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 5 Absatz 4 der Richtlinie 2003/86/EG.

B.26.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

19) *Die Prüfung der Existenzmittel bei der Einreichung eines Aufenthaltsantrags bei der Gemeindeverwaltung*

B.27.1. Der zwanzigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 12bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes.

Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtene Bestimmung einen Behandlungsunterschied einführe in Bezug auf das Erfordernis stabiler, regelmäßiger und genügender Existenzmittel, je nachdem, ob der Antrag auf Familienzusammenführung bei einer zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertretung im Ausland oder bei der zuständigen Gemeindeverwaltung in Belgien eingereicht werde. Während der Minister oder sein Beauftragter gemäß Artikel 12bis § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 die individuelle Situation der Zusammenführenden, die ihren Antrag vom Ausland aus einreichen, berücksichtigen müsse, um gegebenenfalls einen geringeren als den in Artikel 10 § 5 desselben Gesetzes festgelegten Betrag zu bestimmen, sei dies nicht in Artikel 12bis § 3 und 4 vorgesehen, wenn die Modalitäten zum Einreichen eines Antrags auf Familienzusammenführung durch die Gemeindeverwaltung geregelt würden. Somit verstoße die angefochtene Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.27.2. Der neue Artikel 12bis § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Wenn ein in § 1 erwähnter Ausländer seinen Antrag beim belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertreter, der für seinen Wohnort oder seinen Aufenthaltsort im Ausland zuständig ist, einreicht, müssen mit dem Antrag Dokumente übermittelt werden, die nachweisen, dass er die in Artikel 10 § 1 bis 3 erwähnten Bedingungen erfüllt, insbesondere ein ärztliches Attest, aus dem hervorgeht, dass er nicht an einer der in der Anlage zu vorliegendem Gesetz aufgezählten Krankheiten leidet, und ein Auszug aus dem Strafregister oder ein gleichwertiges Dokument, wenn er älter als achtzehn Jahre ist.

[...]

Ist die in Artikel 10 § 5 erwähnte Bedingung in Bezug auf die stabilen und regelmäßigen Existenzmittel nicht erfüllt, muss der Minister oder sein Beauftragter auf der Grundlage der spezifischen Bedürfnisse des Ausländers, dem nachgekommen wird, und der Mitglieder seiner Familie bestimmen, welche Existenzmittel sie benötigen, damit die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen. Zur Festlegung dieses Betrags kann der Minister oder sein Beauftragter beim betreffenden Ausländer alle zweckdienlichen Unterlagen und Auskünfte anfordern.

[...]».

B.27.3. Auch wenn der Verweis auf die Prüfung der Existenzmittel in Paragraph 2 von Artikel 12bis enthalten ist, der die Umstände der Einreichung eines Antrags auf Familienzusammenführung bei einer zuständigen belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung regelt, ist davon auszugehen, wie der Ministerrat es tut, dass dann, wenn ein Antrag auf Familienzusammenführung bei der belgischen Gemeindeverwaltung eingereicht wird, das gleiche Erfordernis der individuellen Berücksichtigung der Bedingung in Bezug auf die Existenzmittel gilt, und zwar gemäß Artikel 10ter § 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980.

B.27.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

20) *Die verlangten Existenzmittel bei einer Verlängerung des Aufenthaltsscheins der Eltern eines Minderjährigen, der als Flüchtling anerkannt ist oder den subsidiären Schutz genießt*

B.28.1. Der einundzwanzigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 13 § 1 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes. Die klagenden Parteien gehen davon aus, dass diese Bestimmung, wenn sie in dem Sinne auszulegen sei, dass sie eine Bedingung bezüglich der Existenzmittel bei einem Antrag auf Verlängerung des Aufenthaltsscheins der Eltern eines Minderjährigen, der Flüchtling sei oder den subsidiären Schutz genieße, auferlege, gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 12 Absatz 1 Unterabsatz 1 der Richtlinie 2003/86/EG, verstoße.

B.28.2.1. Der neue Artikel 13 § 1 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Die in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 7 erwähnten Eltern eines Ausländers, der im Sinne von Artikel 48/3 als Flüchtling anerkannt ist oder dem der subsidiäre Schutzstatus zuerkannt ist, müssen ebenfalls nachweisen, dass sie über stabile, genügende und regelmäßige Existenzmittel, so wie in Artikel 10 § 5 vorgesehen, verfügen».

B.28.2.2. Artikel 12 Absatz 1 Unterabsatz 1 der Richtlinie 2003/86/EG bestimmt:

«Abweichend von Artikel 7 verlangen die Mitgliedstaaten in Bezug auf Anträge betreffend die in Artikel 4 Absatz 1 genannten Familienangehörigen von einem Flüchtling und/oder einem (den) Familienangehörigen keinen Nachweis, dass der Flüchtling die in Artikel 7 genannten Bedingungen erfüllt».

B.28.3. Aus den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, S. 205) geht hervor, dass Artikel 13 § 1 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in Verbindung mit Artikel 13 § 1 Absatz 3 desselben Gesetzes zu betrachten ist, der bestimmt:

«Die Aufenthaltsgenehmigung gemäß Artikel 10 wird für begrenzte Dauer für einen Zeitraum von drei Jahren nach Ausstellung des Aufenthaltsscheins oder in den in Artikel 12bis § 3 oder 4 erwähnten Fällen nach Ausstellung des Dokuments zur Bescheinigung der Einreichung des Antrags erteilt. Nach Ablauf dieses Zeitraums wird sie zu einer Aufenthaltsgenehmigung für unbegrenzte Dauer, sofern der Ausländer die Bedingungen von Artikel 10 weiter erfüllt».

B.28.4. Der Ministerrat geht davon aus, dass die angefochtene Bestimmung sich nicht auf den Fall der Verlängerung des Aufenthaltsscheins des Vaters oder der Mutter eines minderjährigen Kindes bezieht, das als Flüchtling anerkannt ist oder den subsidiären Schutz genießt, sondern lediglich den Fall betrifft, dass dieser Vater oder diese Mutter einen unbegrenzten Aufenthalt erhalten möchte.

B.28.5. Insofern in der angefochtenen Bestimmung den Eltern nur eine Bedingung bezüglich der Existenzmittel auferlegt wird, wenn sie beantragen, dass ihr Aufenthaltsschein für begrenzte Dauer in einen Aufenthaltsschein für unbegrenzte Dauer umgewandelt wird, ohne dass diese Bestimmung für sie die Möglichkeit ausschließt, zu beantragen, dass ihr Aufenthaltsschein für begrenzte Dauer in Belgien verlängert wird, bis ihr Kind volljährig ist, entbehrt diese Bedingung nicht einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.28.6. Da die angefochtene Bestimmung weder zum Ziel, noch zur Folge hat, die Verlängerung des für begrenzte Dauer geltenden Aufenthaltsscheins der Eltern eines minderjährigen Flüchtlings von einer Bedingung bezüglich der Existenzmittel abhängig zu machen, sondern lediglich bezweckt, eine solche Bedingung aufzuerlegen, wenn sie einen Aufenthaltsschein für unbegrenzte Dauer erhalten möchten, steht diese Bestimmung nicht im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 12 Absatz 1 Unterabsatz 1 der Richtlinie 2003/86/EG.

B.28.7. Vorbehaltlich der in B.28.6 angeführten Auslegung ist der Klagegrund unbegründet.

II. In Bezug auf die Bedingungen für die Familienzusammenführung von Familienangehörigen eines Staatsangehörigen eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union als Belgien

B.29.1. In Artikel 40bis und den Artikeln 41 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sind die Bedingungen der Familienzusammenführung für die Angehörigen einer Familie eines Unionsbürgers, der sich in Belgien aufhält, festgelegt. In Artikel 40 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 werden «Unionsbürger» definiert als «Ausländer, die die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaates der Europäischen Union besitzen und sich im Königreich aufhalten oder sich dorthin begeben».

Artikel 40bis und die Artikel 41 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bilden die Umsetzung der Richtlinie 2004/38/EG vom 29. April 2004 über das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten, in belgisches Recht.

B.29.2. Im zweiundzwanzigsten bis vierundzwanzigsten Klagegrund und im siebenunddreißigsten bis dreiundvierzigsten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 wird unter anderem bemängelt, dass die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 191 der Verfassung verstießen.

Gegen Artikel 191 der Verfassung kann nur verstoßen werden, insofern die angefochtenen Bestimmungen einen Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Ausländern und den Belgiern einführen. Da aus der Darlegung dieser Klagegründe hervorgeht, dass die bemängelten Behandlungsunterschiede sich ausschließlich auf den Vergleich zwischen verschiedenen Kategorien von Ausländern beziehen, sind die vorerwähnten Klagegründe unzulässig, insofern sie aus einem Verstoß gegen Artikel 191 der Verfassung abgeleitet sind.

1) Die Bedingung in Bezug auf das Alter der Partner und der Nachweis einer dauerhaften und stabilen Beziehung

B.30.1. Der zweiundzwanzigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 8 des angefochtenen Gesetzes.

Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Folgende Personen werden als Familienmitglieder eines Unionsbürgers betrachtet:

[...]

2. der Lebenspartner, mit dem der Unionsbürger durch eine einem Gesetz entsprechend registrierte Partnerschaft verbunden ist und der ihn begleitet oder ihm nachkommt.

Die Lebenspartner müssen folgende Bedingungen erfüllen:

a) belegen, dass sie eine ordnungsgemäß nachgewiesene dauerhafte und stabile Beziehung führen.

Der dauerhafte und stabile Charakter dieser Beziehung ist erwiesen:

- wenn die Partner nachweisen, dass sie ununterbrochen während mindestens eines Jahres vor dem Antrag in Belgien oder in einem anderen Land zusammengewohnt haben,

- wenn die Partner nachweisen, dass sie sich seit mindestens zwei Jahren vor Einreichung des Antrags kennen, sie regelmäßig per Telefon, per gewöhnliche oder elektronische Post in Verbindung standen, sie sich dreimal im Laufe der zwei Jahre vor Einreichung des Antrags begegnet sind und diese Begegnungen insgesamt 45 Tage oder mehr gedauert haben,

- wenn die Partner ein gemeinsames Kind haben,

b) eine gemeinsame Wohnung beziehen,

c) beide älter als einundzwanzig Jahre sein,

d) ledig sein und keine dauerhafte und stabile Beziehung mit einer anderen Person führen,

e) keine der in den Artikeln 161 bis 163 des Zivilgesetzbuches erwähnten Personen sein,

f) beide nicht von einer Entscheidung auf der Grundlage von Artikel 167 des Zivilgesetzbuches betroffen sein, sofern die Entscheidung beziehungsweise Nichtigkeit formell rechtskräftig geworden ist».

B.30.2. In der angefochtenen Bestimmung ist definiert, wer gemäß dem Gesetz vom 15. Dezember 1980 als «Familienmitglied des Unionsbürgers» gilt; sie betrifft die Bedingungen für eine Familienzusammenführung zwischen Partnern, die eine einem Gesetz entsprechend registrierte Partnerschaft eingegangen sind, die in Belgien nicht einer Ehe gleichgesetzt ist.

Nach Auffassung der klagenden Parteien verstoße die angefochtene Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe b der Richtlinie 2004/38/EG, indem verlangt werde, dass beide Partner älter als einundzwanzig Jahre seien, und indem in Bezug auf die Altersbedingung keinerlei Ausnahme zugelassen sei, während in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der den Aufenthalt von Familienangehörigen eines Ausländers regelt, der Staatsangehöriger eines Drittstaates sei und dem der Aufenthalt für unbegrenzte Dauer gestattet sei, das Mindestalter des Partners auf achtzehn Jahre herabgesetzt werde, wenn sie nachwiesen, dass sie vor der Ankunft des Ausländers in Belgien bereits seit mindestens einem Jahr zusammengewohnt hätten. Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 2 verstoße ebenfalls gegen die vorerwähnten Bestimmungen, indem er vorschreibe, dass die Partnerschaft einem Gesetz entsprechend registriert sein müsse, und indem die Kriterien, die der Gesetzgeber anwende, um die dauerhafte und stabile Beschaffenheit der Beziehung nachzuweisen, weniger umfassend seien als das, was in der vorerwähnten Richtlinie vorgesehen sei.

B.30.3. Artikel 3 Absatz 2 der Richtlinie 2004/38/EG bestimmt:

«Unbeschadet eines etwaigen persönlichen Rechts auf Freizügigkeit und Aufenthalt der Betroffenen erleichtert der Aufnahmemitgliedstaat nach Maßgabe seiner innerstaatlichen Rechtsvorschriften die Einreise und den Aufenthalt der folgenden Personen:

a) jedes nicht unter die Definition in Artikel 2 Nummer 2 fallenden Familienangehörigen ungeachtet seiner Staatsangehörigkeit, dem der primär aufenthaltsberechtigte Unionsbürger im Herkunftsland Unterhalt gewährt oder der mit ihm im Herkunftsland in häuslicher Gemeinschaft gelebt hat, oder wenn schwerwiegende gesundheitliche Gründe die persönliche Pflege des Familienangehörigen durch den Unionsbürger zwingend erforderlich machen;

b) des Lebenspartners, mit dem der Unionsbürger eine ordnungsgemäß bescheinigte dauerhafte Beziehung eingegangen ist.

Der Aufnahmemitgliedstaat führt eine eingehende Untersuchung der persönlichen Umstände durch und begründet eine etwaige Verweigerung der Einreise oder des Aufenthalts dieser Personen».

B.30.4. In seinem Urteil vom 5. September 2012 (C-83/11, *Rahman u.a.*) hat der Gerichtshof der Europäischen Union im Zusammenhang mit Artikel 3 Absatz 2 der Richtlinie 2004/38/EG entschieden:

«18. Zur ersten und zur zweiten Frage, die zusammen zu prüfen sind, ist zunächst festzustellen, dass die Mitgliedstaaten nach der Richtlinie 2004/38 nicht verpflichtet sind, Anträgen auf Einreise oder Aufenthalt von Personen, die nachweisen, dass sie Familienangehörige im Sinne von Art. 3 Abs. 2 Unterabs. 1 Buchst. a der Richtlinie sind, denen ein Unionsbürger 'Unterhalt gewährt', in allen Fällen stattzugeben.

19. Wie die Regierungen, die beim Gerichtshof Erklärungen abgegeben haben, und die Europäische Kommission geltend machen, geht nämlich sowohl aus dem Wortlaut von Art. 3 Abs. 2 der Richtlinie 2004/38 als auch aus deren allgemeiner Systematik hervor, dass der Unionsgesetzgeber eine Unterscheidung vorgenommen hat zwischen den Familienangehörigen eines Unionsbürgers im Sinne von Art. 2 Nr. 2 der Richtlinie 2004/38, die unter den Voraussetzungen der Richtlinie ein Recht auf Einreise in den Aufnahmemitgliedstaat dieses Unionsbürgers und auf dortigen Aufenthalt haben, und den übrigen Familienangehörigen gemäß Art. 3 Abs. 2 Unterabs. 1 Buchst. a der Richtlinie, deren Einreise und Aufenthalt vom Aufnahmemitgliedstaat lediglich zu erleichtern sind.

20. Diese Auslegung findet eine Stütze im sechsten Erwägungsgrund der Richtlinie 2004/38, wonach, '[u]m die Einheit der Familie im weiteren Sinne zu wahren [...] die Lage derjenigen Personen, die nicht als Familienangehörige im Sinne dieser Richtlinie gelten und die daher kein automatisches Einreise- und Aufenthaltsrecht im Aufnahmemitgliedstaat genießen, von dem Aufnahmemitgliedstaat auf der Grundlage seiner eigenen innerstaatlichen Rechtsvorschriften daraufhin geprüft werden [sollte], ob diesen Personen die Einreise und der Aufenthalt gestattet werden könnte, wobei ihrer Beziehung zu dem Unionsbürger sowie anderen Aspekten, wie ihre finanzielle oder physische Abhängigkeit von dem Unionsbürger, Rechnung zu tragen ist'.

21. Somit verpflichtet Art. 3 Abs. 2 der Richtlinie 2004/38 die Mitgliedstaaten zwar nicht dazu, Familienangehörigen im weiteren Sinne, denen von einem Unionsbürger Unterhalt gewährt wird, ein Recht auf Einreise und Aufenthalt zuzuerkennen, wohl aber - wie sich aus der Verwendung des Indikativ Präsens 'erleichtert' in dieser Bestimmung ergibt - dazu, Anträge auf Einreise und Aufenthalt von Personen, die zu einem Unionsbürger in einem besonderen Abhängigkeitsverhältnis stehen, gegenüber den Anträgen anderer Drittstaatsangehöriger in gewisser Weise bevorzugt zu behandeln.

22. Um diese Verpflichtung zu erfüllen, müssen die Mitgliedstaaten nach Art. 3 Abs. 2 Unterabs. 2 der Richtlinie 2004/38 vorsehen, dass Personen im Sinne von Art. 3 Abs. 2 Unterabs. 1 der Richtlinie eine Entscheidung über ihren Antrag erhalten können, die auf einer eingehenden Untersuchung ihrer persönlichen Umstände beruht und im Fall der Ablehnung begründet wird.

23. Im Rahmen dieser Untersuchung der persönlichen Umstände des Antragstellers hat die zuständige Behörde, wie aus dem sechsten Erwägungsgrund der Richtlinie 2004/38 hervorgeht, verschiedene Faktoren zu berücksichtigen, die je nach Fall maßgeblich sein können, z.B. den Grad der finanziellen oder physischen Abhängigkeit und den Grad der Verwandtschaft zwischen dem Familienangehörigen und dem Unionsbürger, den der Familienangehörige begleiten oder dem er nachziehen möchte.

24. Da die Richtlinie 2004/38 insofern keine genauere Regelung enthält und in ihrem Art. 3 Abs. 2 die Wendung 'nach Maßgabe seiner innerstaatlichen Rechtsvorschriften' verwendet wird, ist festzustellen, dass die einzelnen Mitgliedstaaten hinsichtlich der Wahl der zu berücksichtigenden Faktoren einen großen Ermessensspielraum haben. Der Aufnahmemitgliedstaat hat allerdings dafür Sorge zu tragen, dass seine Rechtsvorschriften Kriterien enthalten, die sich mit der gewöhnlichen Bedeutung des Ausdrucks 'erleichtert' und der in Art. 3 Abs. 2 der Richtlinie in Bezug auf die Abhängigkeit verwendeten Begriffe vereinbaren lassen und die dieser Bestimmung nicht ihre praktische Wirksamkeit nehmen.

25. Schließlich ist festzustellen, dass, wie die Regierungen, die Erklärungen abgegeben haben, zutreffend ausführen, der Wortlaut von Art. 3 Abs. 2 der Richtlinie 2004/38 zwar nicht so bestimmt ist, dass sich derjenige, der einen Antrag auf Einreise oder Aufenthalt stellt, unmittelbar auf diese Bestimmung berufen könnte, um Beurteilungskriterien geltend zu machen, die seiner Auffassung nach auf seinen Antrag anzuwenden sind; wer einen solchen Antrag stellt, hat aber das Recht, durch ein Gericht überprüfen zu lassen, ob sich die nationale Regelung und deren Anwendung in den Grenzen des von der Richtlinie definierten Ermessensspielraums halten (vgl. entsprechend Urteile vom 24. Oktober 1996, *Kraaijeveld u.a.*, C-72/95, Slg. 1996, I-5403, Randnr. 56, vom 7. September 2004, *Waddenvereniging und Vogelbeschermingsvereniging*, C-127/02, Slg. 2004, I-7405, Randnr. 66, sowie vom 26. Mai 2011, *Stichting Natuur en Milieu u.a.*, C-165/09 bis C-167/09, noch nicht in der amtlichen Sammlung veröffentlicht, Randnrn. 100 bis 103)».

B.30.5. Im selben Urteil hat der Europäische Gerichtshof entschieden:

«[Die] Mitgliedstaaten [können], wenn sie von diesem Ermessensspielraum Gebrauch machen, in ihren Regelungen besondere Voraussetzungen hinsichtlich der Art und der Dauer der Abhängigkeit vorsehen, und zwar insbesondere, um sich davon zu überzeugen, dass die genannte Abhängigkeit tatsächlich besteht und von Dauer ist und nicht allein mit dem Ziel herbeigeführt worden ist, in den Aufnahmemitgliedstaat einreisen und sich dort aufhalten zu dürfen» (Randnr. 38).

B.30.6. Aus den Vorarbeiten zu dem Gesetz vom 8. Juli 2011 geht hervor, dass der Gesetzgeber gegen Missbräuche bei fingiertem Zusammenwohnen vorgehen wollte (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/004, S. 9, und DOC 53-0443/018, SS. 8, 13 und 22). Im Lichte dieser Zielsetzung ist es sachdienlich und nicht unvernünftig, vorzuschreiben, dass die Partnerschaft einem Gesetz entsprechend registriert ist. In Artikel 3 Absatz 2 der Richtlinie 2004/38/EG ist im Übrigen nicht nur die Rede von einer dauerhaften, sondern auch von einer ordnungsmäßig bescheinigten Beziehung, was ebenfalls auf ein formelles Element verweist.

B.30.7. Der Gesetzgeber vertrat jedoch den Standpunkt, dass das Bestehen einer einem Gesetz entsprechend registrierten Partnerschaft alleine nicht ausreicht, um einen Aufenthalt im Rahmen einer Familienzusammenführung zu erhalten, und dass auch die dauerhafte und stabile Beschaffenheit der Beziehung nachgewiesen werden muss.

B.30.8. Gemäß der angefochtenen Bestimmung ist die dauerhafte und stabile Beschaffenheit der Beziehung in drei Fällen nachgewiesen, und zwar (1) wenn die Partner nachweisen, dass sie während mindestens eines Jahres vor Einreichung des Antrags zusammengewohnt haben, (2) wenn sie nachweisen, dass sie sich seit mindestens zwei Jahren vor Einreichung des Antrags kennen, sie regelmäßig per Telefon, per gewöhnliche oder elektronische Post in Verbindung standen, sie sich drei Mal im Laufe der zwei Jahre vor Einreichung des Antrags begegnet sind und diese Begegnungen insgesamt 45 Tage oder mehr gedauert haben, und (3) wenn die Partner ein gemeinsames Kind haben.

Diese drei Fälle bieten einem Ausländer, der ein Aufenthaltsrecht im Rahmen der Familienzusammenführung erhalten möchte, und dem Partner, dem er nachkommen möchte, ausreichend Möglichkeiten, um nachzuweisen, dass ihre Beziehung dauerhaft und stabil ist. Der Gesetzgeber hat somit nicht die Grenzen der Ermessensbefugnis überschritten, über die er aufgrund der Richtlinie 2004/38/EG in diesem Punkt verfügt.

B.30.9. Im Lichte der Zielsetzung des Gesetzgebers, von fingierten Situationen des Zusammenwohnens abzuschrecken, hat er eine sachdienliche Maßnahme ergriffen, indem er vorschreibt, dass beide Partner das Alter von einundzwanzig Jahren erreicht haben müssen.

Die klagenden Parteien erkennen jedoch eine Diskriminierung in dem Umstand, dass die angefochtene Bestimmung keinerlei Abweichung von der vorerwähnten Altersbedingung zulasse, während eine solche Abweichung aufgrund von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 wohl möglich sei für Partner im Rahmen einer Familienzusammenführung mit einem Staatsangehörigen eines Drittlandes.

B.30.10. Bei der Annahme von Artikel 10 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 musste der Gesetzgeber die Richtlinie 2003/86/EG berücksichtigen. In Bezug auf das Aufenthaltsrecht des Partners eines Staatsangehörigen eines Drittstaates, mit dem keine registrierte Partnerschaft eingegangen wurde, die in Belgien einer Ehe gleichgesetzt ist, bestimmt Artikel 4 Absatz 3 dieser Richtlinie lediglich, dass die Mitgliedstaaten den betreffenden Familienangehörigen ein Aufenthaltsrecht gewähren können; ihnen wird diesbezüglich keinerlei Verpflichtung auferlegt.

Die Richtlinie 2004/38/EG enthält hinsichtlich des betreffenden Partners eines Unionsbürgers ebenfalls nicht die Verpflichtung, ihnen ein Aufenthaltsrecht zu gewähren, doch Artikel 3 Absatz 2 dieser Richtlinie sieht für die Mitgliedstaaten wohl die Verpflichtung vor, die Einreise und den Aufenthalt dieser Personen zu erleichtern und ihren Antrag zumindest individuell zu prüfen. Auf diese Weise wollte der europäische Gesetzgeber die Lebenspartner, die Familienangehörige eines Unionsbürgers sind, günstiger behandeln als die Lebenspartner, die Familienangehörige eines Staatsangehörigen eines Drittstaates sind.

B.30.11. Obwohl die in Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 2 Buchstabe c) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehene Bedingung des Alters von einundzwanzig Jahren an sich nicht einer vernünftigen Rechtfertigung entbehrt, besteht folglich keine vernünftige Rechtfertigung dafür, dass aufgrund von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 unter gewissen Bedingungen eine Abweichung vom Alterserfordernis gewährt werden kann bei einer Familienzusammenführung mit einem Staatsangehörigen eines Drittstaates, während dies seit der Annahme der angefochtenen Bestimmung nicht mehr möglich ist bei einer Familienzusammenführung mit einem Unionsbürger.

In diesem Maße ist der Klagegrund begründet.

B.30.12. Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 2 Buchstabe c) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ist für nichtig zu erklären, insofern darin nicht vorgesehen ist, dass die gleiche Ausnahme vom Alterserfordernis wie diejenige, die in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehen ist, auf die Familienzusammenführung eines Unionsbürgers und seines Lebenspartners Anwendung findet.

2) Die Unmöglichkeit der Familienzusammenführung nach der Verweigerung einer Eheschließung

B.31.1. Der dreiundzwanzigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 2 Absatz 2 Buchstabe f) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der vorschreibt, dass keiner der beiden Partner, die eine Familienzusammenführung wünschen, von einer Entscheidung zur Verweigerung der Eheschließung auf der Grundlage von Artikel 167 des Zivilgesetzbuches betroffen sein darf. Die klagenden Parteien führen in Bezug auf diese Bestimmung die gleichen Beschwerden an wie diejenigen, die sie im zweiten Klagegrund in Bezug auf den neuen Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 geltend gemacht haben. Die angefochtene Bestimmung stehe im Widerspruch zu den Artikeln 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.31.2. Vorbehaltlich der in B.8.3.2 angeführten Auslegung und aus den gleichen Gründen, wie sie in B.8.2.1 bis B.8.3.3 angeführt wurden, ist der Klagegrund unbegründet.

3) Das Aufenthaltsrecht von Familienangehörigen, für die der Zusammenführende aufkommt oder die aus Gesundheitsgründen seinen Beistand benötigen

B.32.1. Der vierundzwanzigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 40bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980. Die klagenden Parteien bemängeln, die angefochtene Bestimmung verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe a der Richtlinie 2004/38/EG, indem die letztgenannte Bestimmung nicht in das innerstaatliche Recht umgesetzt worden sei.

B.32.2. Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe a der Richtlinie 2004/38/EG bestimmt:

«Unbeschadet eines etwaigen persönlichen Rechts auf Freizügigkeit und Aufenthalt der Betroffenen erleichtert der Aufnahmemitgliedstaat nach Maßgabe seiner innerstaatlichen Rechtsvorschriften die Einreise und den Aufenthalt der folgenden Personen:

a) jedes nicht unter die Definition in Artikel 2 Nummer 2 fallenden Familienangehörigen ungeachtet seiner Staatsangehörigkeit, dem der primär aufenthaltsberechtigten Unionsbürger im Herkunftsland Unterhalt gewährt oder der mit ihm im Herkunftsland in häuslicher Gemeinschaft gelebt hat, oder wenn schwerwiegende gesundheitliche Gründe die persönliche Pflege des Familienangehörigen durch den Unionsbürger zwingend erforderlich machen».

B.32.3. Aus dem in B.30.4 und B.30.5 angeführten Urteil *Rahman* des Europäischen Gerichtshofes vom 5. September 2012 geht hervor, dass die Familienangehörigen eines Bürgers der Europäischen Union mit Aufenthalt in Belgien sich nicht direkt auf Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe a der Richtlinie 2004/38/EG berufen können, um ein Aufenthaltsrecht zu erhalten oder um Beurteilungskriterien geltend zu machen, die nach ihrem Dafürhalten auf ihren Antrag angewandt werden müssten (Randnrn. 18-25). Gemäß der Auslegung im vorerwähnten Urteil des Europäischen Gerichtshofes sind die Mitgliedstaaten aufgrund dieser Bestimmung jedoch verpflichtet, den Aufenthalt dieser Personen zu erleichtern und darauf zu achten, dass in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten Kriterien festgelegt werden, aufgrund deren diese Personen eine Entscheidung in Bezug auf ihren Einreise- und Aufenthaltsantrag erwirken können, die auf einer gründlichen Prüfung ihrer persönlichen Situation beruht und die im Falle der Verweigerung mit Gründen versehen ist. Hierzu wird den Mitgliedstaaten ein «großer Ermessensspielraum» gewährt.

B.32.4. Da in der angefochtenen Bestimmung kein Verfahren vorgesehen ist, aufgrund dessen die Familienangehörigen im Sinne von Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe a der Richtlinie 2004/38/EG eine Entscheidung über ihren Einreise- und Aufenthaltsantrag erwirken können, die auf einer gründlichen Prüfung ihrer persönlichen Situation beruht und die im Falle der Verweigerung mit Gründen versehen ist, ist Artikel 40bis nicht vereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 3 Absatz 2 der genannten Richtlinie.

B.32.5. Der Klagegrund ist begründet. Der festgestellten Verfassungswidrigkeit kann nur durch ein gesetzgeberisches Auftreten abgeholfen werden, da der Gesetzgeber das Verfahren organisieren muss, das einen Aufenthaltsantrag für die betreffenden Ausländer ermöglicht.

Artikel 40bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ist für nichtig zu erklären, insofern er keinerlei Verfahren vorsieht, aufgrund dessen die nicht der Definition von Artikel 2 Nummer 2 der Richtlinie 2004/38/EG entsprechenden Familienangehörigen eines europäischen Bürgers im Sinne von Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe a derselben Richtlinie eine Entscheidung in Bezug auf ihren Antrag auf Familienzusammenführung mit einem Unionsbürger erwirken können, die auf einer Prüfung ihrer persönlichen Situation beruht und die im Falle der Verweigerung mit Gründen versehen ist.

4) Das Aufenthaltsrecht von Familienangehörigen eines Belgiers, der sein Recht auf Freizügigkeit ausgeübt hat

B.33.1. Der fünfundzwanzigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 40bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt in der durch Artikel 8 des angefochtenen Gesetzes. Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtene Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 2 und 3 der vorerwähnten Richtlinie 2004/38/EG, verstoße, indem sie

nicht Anwendung finde auf die Familienangehörigen eines Belgiers, der, nachdem er sein Recht auf Freizügigkeit ausgeübt habe, nach Belgien zurückkehre. Die angefochtene Bestimmung führe somit zu einer Diskriminierung, indem sie sowohl die belgischen Staatsangehörigen, die ihr Recht auf Freizügigkeit ausgeübt hätten, als auch ihre Familienangehörigen anders behandle als die anderen Unionsbürger, die ihr Recht auf Freizügigkeit ausgeübt hätten, und als ihre Familienangehörigen.

B.33.2. In Bezug auf den Aufenthalt der Familienangehörigen eines Belgiers, der sein Recht auf Freizügigkeit ausgeübt hat, wird in mehreren anderen Klageschriften angeführt, dass auch Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 zu einer Diskriminierung führe, indem er alle Familienangehörigen von Belgiern gleich behandle und nicht danach unterscheide, ob der belgische Zusammenführende sein Recht auf Freizügigkeit ausgeübt habe oder nicht. Auf diese Weise würden sowohl die Familienangehörigen als auch der belgische Zusammenführende, der sein Recht auf Freizügigkeit ausgeübt habe, diskriminiert.

B.33.3. Der Beschwerdegrund der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5354 wird zusammen mit den gegen Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gerichteten Klagegründen geprüft (B.40.1 ff.).

5) Die Entscheidungsfrist für Aufenthaltsanträge

B.34.1. Der siebenunddreißigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 42 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes.

Die klagenden Parteien sind der Auffassung, diese Bestimmung zur Regelung der Fristen, innerhalb deren ein Antrag auf Aufenthaltsrecht behandelt werden müsse, schließe nicht die Lücke, die der Gerichtshof in seinen Entscheiden Nrn. 128/2010 vom 4. November 2010 und 12/2011 vom 27. Januar 2011 festgestellt habe. Somit stehe die angefochtene Bestimmung im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 5 Absatz 2 und mit Artikel 10 Absatz 1 der Richtlinie 2004/38/EG.

B.34.2.1. Artikel 42 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Das Recht auf Aufenthalt im Königreich für einen Zeitraum von über drei Monaten wird Unionsbürgern und ihren Familienmitgliedern so schnell wie möglich und spätestens sechs Monate nach dem Datum des in § 4 Absatz 2 vorgesehenen Antrags unter den Bedingungen und für die Dauer zuerkannt, die der König gemäß den europäischen Verordnungen und Richtlinien festlegt. Für die Zuerkennung wird die gesamte Aktenlage berücksichtigt.

Ist die in Artikel 40bis § 4 Absatz 2 und Artikel 40ter Absatz 2 erwähnte Bedingung in Bezug auf die stabilen und regelmäßigen Existenzmittel nicht erfüllt, muss der Minister oder sein Beauftragter auf der Grundlage der spezifischen Bedürfnisse des Unionsbürgers, dem nachgekommen wird, und der Mitglieder seiner Familie bestimmen, welche Existenzmittel sie benötigen, damit die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen. Zur Festlegung dieses Betrags kann der Minister oder sein Beauftragter beim betreffenden Ausländer und bei sämtlichen belgischen Behörden alle zweckdienlichen Unterlagen und Auskünfte anfordern».

B.34.2.2. Artikel 5 Absatz 2 der Richtlinie 2004/38/EG bestimmt:

«Von Familienangehörigen, die nicht die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzen, ist gemäß der Verordnung (EG) Nr. 539/2001 oder gegebenenfalls den einzelstaatlichen Rechtsvorschriften lediglich ein Einreisevisum zu fordern. Für die Zwecke dieser Richtlinie entbindet der Besitz einer gültigen Aufenthaltskarte gemäß Artikel 10 diese Familienangehörigen von der Visumpflicht.

Die Mitgliedstaaten treffen alle erforderlichen Maßnahmen, um diesen Personen die Beschaffung der erforderlichen Visa zu erleichtern. Die Visa werden so bald wie möglich nach einem beschleunigten Verfahren unentgeltlich erteilt».

Artikel 10 Absatz 1 derselben Richtlinie bestimmt:

«Zum Nachweis des Aufenthaltsrechts der Familienangehörigen eines Unionsbürgers, die nicht die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzen, wird spätestens sechs Monate nach Einreichung des betreffenden Antrags eine Aufenthaltskarte für Familienangehörige eines Unionsbürgers 'ausgestellt. Eine Bescheinigung über die Einreichung des Antrags auf Ausstellung einer Aufenthaltskarte wird unverzüglich ausgestellt».

B.34.3. In seinen vorerwähnten Entscheiden Nrn. 128/2010 und 12/2011 hat der Gerichtshof erkannt:

«Die Artikel 40 bis 47 des Ausländergesetzes sind nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar, insofern der Gesetzgeber keine Frist festgelegt hat, in der die Behörden über einen Antrag auf Familienzusammenführung, der bei einer belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung im Ausland eingereicht wurde, entscheiden müssen, und insofern er nicht die Folge festgelegt hat, die mit dem Ausbleiben einer Entscheidung innerhalb der vorgesehenen Frist verbunden ist. Diese Diskriminierung rührt von einer Lücke in der Gesetzgebung her, die nur der Gesetzgeber beheben kann».

B.34.4. Aus den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Gesetz geht hervor, dass der Gesetzgeber durch die Einfügung von Artikel 42 § 1 in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 die durch den Gerichtshof festgestellte Lücke schließen wollte:

«Mit dieser Abänderung wird dem Entscheid Nr. 128/2010 des Verfassungsgerichtshofes vom 4. November 2010 entsprochen. Gemäß dem Entscheid des Verfassungsgerichtshofes ist fortan im Gesetz eine Bearbeitungsfrist von sechs Monaten vorgesehen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/014, S. 32).

B.34.5. Ungeachtet dessen, dass in Artikel 42 § 1 Absatz 1 auf Paragraph 4 Absatz 2 verwiesen wird, der sich auf die bei der Gemeindeverwaltung eingereichten Anträge auf Familienzusammenführung bezieht, geht sowohl aus den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung als auch aus dem Sinn und Zweck der Artikel 40 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 hervor, dass der Gesetzgeber wollte, dass die Frist von sechs Monaten, innerhalb deren über den Antrag auf Gewährung des Aufenthaltsrechtes entschieden werden muss, in jedem Fall einzuhalten ist. Daraus ist zu schlussfolgern, dass Artikel 42 § 1 Absatz 1 in dem Sinne auszulegen ist, wie es auch der Ministerrat anführt, dass er sich auf alle Anträge auf Familienzusammenführung in Bezug auf Unionsbürger und ihre Familienangehörigen bezieht, ungeachtet dessen, ob diese Anträge bei einer Gemeindeverwaltung oder bei einer diplomatischen oder konsularischen Vertretung im Ausland eingereicht werden.

B.34.6. Zur Ausführung von Artikel 42 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sieht Artikel 52 § 4 des königlichen Erlasses vom 8. Oktober 1981 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern in der durch den königlichen Erlass vom 21. September 2011 Fassung abgeänderten Fassung darüber hinaus vor, dass das Aufenthaltsrecht gewährt wird, wenn die zuständige Behörde keine Entscheidung innerhalb der vorgesehenen Frist von sechs Monaten getroffen hat. Auf diese Weise wurde die Diskriminierung behoben, die der Gerichtshof in den vorerwähnten Entscheiden festgestellt hatte.

Schließlich würde, wie die klagenden Parteien anführen, selbst dann, wenn die materielle Ausstellung des Aufenthaltsscheins - die, wenn der Antrag vom Ausland aus gestellt wird, erst nach der Ankunft auf dem Staatsgebiet möglich ist - möglicherweise erst nach Ablauf der in der angefochtenen Bestimmung vorgesehenen Frist von sechs Monaten erfolgt, diese Situation keine Missachtung von Artikel 10 Absatz 1 der Richtlinie 2004/38/EG bedeuten unter der Bedingung, dass die Entscheidung zur Gewährung des Aufenthaltsscheins innerhalb dieser Frist getroffen wurde.

B.34.7. Vorbehaltlich der in B.34.5 angeführten Auslegung ist der Klagegrund unbegründet.

6) *Beendigung des Aufenthaltsrechtes eines Familienangehörigen, der selbst auch Unionsbürger ist, vor Erhalt eines Rechtes auf Daueraufenthalt*

B.35.1. Der achtunddreißigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigkeitsklärung von Artikel 42ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes. Diese Bestimmung, die Bedingungen zur Beendigung des Aufenthaltsrechtes eines Unionsbürgers regelt, der in Belgien aufgrund des Rechtes auf Familienzusammenführung einem anderen Unionsbürger nachgekommen ist, stehe nach Auffassung der klagenden Parteien im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 16 und 17 der Richtlinie 2004/38/EG.

B.35.2. Artikel 42ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«§ 1. Außer wenn Familienmitglieder von Unionsbürgern, die selbst Unionsbürger sind, selbst über ein in Artikel 40 § 4 erwähntes Aufenthaltsrecht verfügen oder die in Artikel 40bis § 2 erwähnten Bedingungen erneut erfüllen, kann der Minister oder sein Beauftragter ihrem Aufenthaltsrecht während der drei ersten Jahre nach Zuerkennung ihres Rechts auf Aufenthalt als Familienmitglied eines Unionsbürgers in folgenden Fällen ein Ende setzen:

1. Dem Aufenthaltsrecht des Unionsbürgers, den sie begleitet haben oder dem sie nachgekommen sind, wird ein Ende gesetzt.

2. Der Unionsbürger, den sie begleitet haben oder dem sie nachgekommen sind, verlässt das Königreich.

3. Der Unionsbürger, den sie begleitet haben oder dem sie nachgekommen sind, stirbt.

4. Die Ehe mit dem Unionsbürger, den sie begleitet haben oder dem sie nachgekommen sind, wird aufgelöst oder für nichtig erklärt, der in Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 1 oder 2 erwähnten registrierten Partnerschaft wird ein Ende gesetzt oder es gibt keine gemeinsame Niederlassung mehr.

5. Die Familienmitglieder eines in Artikel 40 § 4 Absatz 1 Nr. 2 oder 3 erwähnten Unionsbürgers bilden eine ungehörliche Last für das Sozialhilfesystem des Königreichs.

Vom dritten bis zum fünften Jahr ihres Aufenthalts als Familienmitglied eines in Artikel 40 § 4 Absatz 1 Nr. 3 erwähnten Unionsbürgers ist eine auf einem in Absatz 1 erwähnten Aspekt beruhende Begründung nur ausreichend, wenn dieser Aspekt durch Sachverhalte ergänzt wird, die auf eine Scheinsituation hinweisen.

Beim Beschluss, dem Aufenthalt ein Ende zu setzen, berücksichtigt der Minister oder sein Beauftragter die Dauer des Aufenthalts des Betroffenen im Königreich, sein Alter, seinen Gesundheitszustand, seine familiäre und wirtschaftliche Lage, seine soziale und kulturelle Eingliederung und das Maß, in dem er mit seinem Herkunftsland verbunden ist.

§ 2. In § 1 Absatz 1 Nr. 2 und 3 erwähnte Fälle finden weder Anwendung auf Kinder von Unionsbürgern, die sich im Königreich aufhalten und bei einer Lehranstalt eingeschrieben sind, noch auf den Elternteil, der das Sorgerecht für diese Kinder wahrnimmt, bis zum Abschluss ihrer Ausbildung.

§ 3. Der Minister oder sein Beauftragter kann wenn nötig überprüfen, ob die Voraussetzungen für die Ausübung des Aufenthaltsrechtes eingehalten werden».

B.35.3. Die klagenden Parteien führen an, sowohl die Familienangehörigen als auch der Unionsbürger, dem nachgekommen werde, würden diskriminiert, insofern aufgrund der angefochtenen Bestimmung sowohl das Aufenthaltsrecht der Ersteren als auch dasjenige des Letzteren beendet werden könne. Die Möglichkeit, den Aufenthalt eines Unionsbürgers, dem nachgekommen wird, zu beenden, wird jedoch nicht durch die angefochtene Bestimmung geregelt, sondern durch Artikel 42bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der im Übrigen nicht durch das angefochtene Gesetz geändert wurde. Der Gerichtshof muss folglich lediglich die Situation des Familienangehörigen prüfen, der ein Aufenthaltsrecht erhalten hat.

B.35.4. Die klagenden Parteien führen an, Artikel 42ter § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 verstoße gegen Artikel 16 Absatz 1 der Richtlinie 2004/38/EG, indem er bestimme, dass das Aufenthaltsrecht «während der drei ersten Jahre nach Zuerkennung [des] Rechts auf Aufenthalt» beendet werden könne. Die klagenden Parteien weisen in diesem Zusammenhang auf die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes, wonach Entscheidungen in Bezug auf das Aufenthaltsrecht der Bürger der Europäischen Union und ihrer Familienangehörigen eine deklaratorische Beschaffenheit aufweisen.

Nach Auffassung der klagenden Parteien sei nicht auszuschließen, dass in dem Fall, dass ein Aufenthaltsrecht ursprünglich verweigert werde und gegen diese Verweigerungsentscheidung alle gebotenen Beschwerdemöglichkeiten ausgeschöpft würden, die kumulierte Dauer der Verfahren vor der Zuerkennung des Aufenthaltsrechtes zwei Jahre übersteigen könne, mit der Folge, dass die Behörden das Aufenthaltsrecht mehr als fünf Jahre nach der Einreichung des Antrags beenden könnten, was gegen Artikel 16 Absatz 1 der Richtlinie 2004/38/EG verstoße. Die angefochtene Bestimmung verstoße ebenfalls gegen denselben Artikel der Richtlinie, indem sie es zulasse, dass der Aufenthalt eines Ausländers im Sinne der Artikel 42quinquies und 42sexies des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beendet werde, wobei in diesen Artikeln vorgesehen sei, dass ein Recht auf Daueraufenthalt nicht nach fünf Jahren, sondern nach drei oder zwei Jahren ununterbrochenen Aufenthalts in Belgien erworben werde.

Die klagenden Parteien machen ferner geltend, die angefochtene Bestimmung führe zu einer Diskriminierung, indem sie die Familienangehörigen eines Unionsbürgers anders behandle als die Familienangehörigen eines Staatsangehörigen eines Drittstaates im Sinne von Artikel 11 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980.

Schließlich bemängeln die klagenden Parteien, dass die angefochtene Bestimmung einen Unterschied innerhalb der Kategorie von Familienangehörigen eines Unionsbürgers einführe, indem sie die Familienangehörigen von Studenten günstiger behandle als die Familienangehörigen anderer Unionsbürger.

B.35.5. Artikel 16 Absatz 1 der Richtlinie 2004/38/EG bestimmt:

«Jeder Unionsbürger, der sich rechtmäßig fünf Jahre lang ununterbrochen im Aufnahmemitgliedstaat aufgehalten hat, hat das Recht, sich dort auf Dauer aufzuhalten. Dieses Recht ist nicht an die Voraussetzungen des Kapitels III geknüpft».

Gemäß Artikel 16 Absatz 4 dieser Richtlinie kann das Recht auf Daueraufenthalt, sobald es einmal erworben ist, nur durch eine Abwesenheit aus dem Aufnahmeland von mehr als zwei aufeinander folgenden Jahren verloren gehen.

In Artikel 17 der Richtlinie sind eine Reihe von Ausnahmen vorgesehen für Personen, die ihre Berufstätigkeit im Aufnahmeland eingestellt haben, sowie für ihre Familienangehörigen.

B.35.6. Da Artikel 16 Absatz 1 der genannten Richtlinie bestimmt, dass ein Unionsbürger das Recht auf Daueraufenthalt in einem anderen Mitgliedstaat nach einem ununterbrochenen Zeitraum von fünf Jahren legalen Aufenthalts erhalten kann, ist anzunehmen, dass dieser Zeitraum von fünf Jahren zu dem Zeitpunkt beginnt, an dem die Legalität des Aufenthalts feststeht.

Insofern gemäß Artikel 42ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 das Aufenthaltsrecht eines Familienangehörigen, der selbst Unionsbürger ist, «während der drei ersten Jahre nach Zuerkennung [seines] Rechts auf Aufenthalt» beendet werden kann, legt diese Bestimmung den Ausgangspunkt der vorerwähnten Frist von drei Jahren ebenfalls auf den Zeitpunkt fest, an dem die Legalität des Aufenthalts feststeht.

B.35.7. Somit ist der Ausgangspunkt der Frist in beiden Fällen der gleiche und kann das Aufenthaltsrecht aufgrund von Artikel 42ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 daher nicht entzogen werden nach Ablauf der Frist von fünf Jahren im Sinne von Artikel 16 Absatz 1 der Richtlinie 2004/38/EG.

Gemäß der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes weist das Recht der Staatsangehörigen eines Mitgliedstaates, in das Staatsgebiet eines anderen Mitgliedstaates einzureisen und sich zu den im Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) genannten Zwecken dort aufzuhalten, eine deklaratorische Beschaffenheit auf, wenn es direkt durch diesen Vertrag oder, je nach Fall, durch die zu seiner Ausführung festgelegten Bestimmungen gewährt wird.

Die Ausstellung eines Aufenthaltsscheins an einen Staatsangehörigen eines Mitgliedstaates ist dann nicht als eine Handlung, die Rechte entstehen lässt, anzusehen, sondern als eine Handlung eines Mitgliedstaates, die dazu dient, die individuelle Situation eines Staatsangehörigen eines anderen Mitgliedstaates im Hinblick auf die Bestimmungen des Unionsrechts festzustellen (EuGH, 17. Februar 2005, C-215/03, *Salah Oulane* gegen Minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie, Randnrn. 17 und 18; 23. März 2006, C-408/03, *Kommission* gegen Belgien, Randnrn. 62 und 63; 21. Juli 2011, C-325/09, *Dias*, Randnr. 48).

Da jedoch das den Unionsbürgern zuerkannte Aufenthaltsrecht nicht schrankenlos ist, obliegt ihnen der Nachweis, dass sie die entsprechenden Bedingungen erfüllen, die in den einschlägigen Vorschriften des Unionsrechtes oder zur Ausführung dieser Vorschriften vorgesehen sind (EuGH, 23. März 2006, C-408/03, *Kommission* gegen Belgien, Randnr. 64).

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass in den Fällen, in denen das Aufenthaltsrecht der Unionsbürger eine deklaratorische Beschaffenheit aufweist, davon ausgegangen wird, dass sie dieses Aufenthaltsrecht ab dem Zeitpunkt des Antrags auf Anerkennung dieses Rechtes genießen unter der Bedingung, dass dieses Aufenthaltsrecht durch die zuständige Behörde nach der Prüfung der dem Unionsbürger obliegenden Bedingungen gewährt wird.

Der erste Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

B.35.8. In Bezug auf den Vergleich der klagenden Parteien mit Artikel 11 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der die Beendigung des Aufenthaltsrechtes von Familienangehörigen eines Staatsangehörigen eines Drittstaates betrifft, ist festzustellen, wie es auch der Ministerrat anführt, dass die spezifischen Situationen im Sinne dieser Bestimmung nicht mit den Situationen im Sinne des angefochtenen Artikels 42ter des genannten Gesetzes vergleichbar sind.

B.35.9. Schließlich bemängeln die klagenden Parteien, dass die angefochtene Bestimmung innerhalb der Kategorie von Familienangehörigen eines Unionsbürgers einen Unterschied einführe, indem sie die Familienangehörigen von Studenten günstiger behandle als die Familienangehörigen anderer Unionsbürger.

Im Gegensatz zu den anderen Bürgern der Union und ihren Familienangehörigen, die ein Recht auf Daueraufenthalt erhalten können, insofern sie sich während eines ununterbrochenen Zeitraums von drei Jahren im Staatsgebiet aufgehalten haben (Artikel 42quinquies § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980), können Studenten und ihre Familienangehörigen erst ein Recht auf Daueraufenthalt nach fünf Jahren erhalten (Artikel 42quinquies § 2).

Als direkte Folge davon kann aufgrund von Artikel 42ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 das Aufenthaltsrecht der Familienangehörigen eines Studenten noch im Laufe des dritten bis zum fünften Jahr ihres Aufenthalts beendet werden, während dies für die Familienangehörigen von Unionsbürgern, die keine Studenten sind, nur während der ersten drei Jahre nach der Gewährung ihres Aufenthaltsrechtes möglich ist.

Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, werden die Familienangehörigen von Studenten daher nicht günstiger behandelt als die Familienangehörigen von Unionsbürgern, die keine Studenten sind.

B.35.10. Der Klagegrund ist unbegründet.

7) *Beendigung des Aufenthaltsrechtes eines Familienangehörigen, wenn es keine gemeinsame Niederlassung mit dem Zusammenführenden mehr gibt*

B.36.1. Der neununddreißigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigerklärung von Artikel 42ter § 1 Absatz 1 Nr. 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes. Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtene Bestimmung es ermögliche, den Aufenthalt eines Unionsbürgers zu beenden, der in Belgien einem anderen Unionsbürger nachgekommen sei, mit dem er eine Ehe oder eine registrierte Partnerschaft eingegangen sei, die einer Ehe gleichgesetzt sei, und mit dem es, während ihre Ehe noch nicht geschieden sei oder ihre Partnerschaft noch nicht offiziell beendet sei, keine gemeinsame Niederlassung mehr gebe. Die angefochtene Bestimmung stehe somit im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 2 Absatz 2 Buchstaben a und b, Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe b und Artikel 13 der Richtlinie 2004/38/EG.

B.36.2. Artikel 42ter § 1 erster Satz Nr. 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Außer wenn Familienmitglieder von Unionsbürgern, die selbst Unionsbürger sind, selbst über ein in Artikel 40 § 4 erwähntes Aufenthaltsrecht verfügen oder die in Artikel 40bis § 2 erwähnten Bedingungen erneut erfüllen, kann der Minister oder sein Beauftragter ihrem Aufenthaltsrecht während der drei ersten Jahre nach Zuerkennung ihres Rechts auf Aufenthalt als Familienmitglied eines Unionsbürgers in folgenden Fällen ein Ende setzen:

[...]

4. Die Ehe mit dem Unionsbürger, den sie begleitet haben oder dem sie nachgekommen sind, wird aufgelöst oder für nichtig erklärt, der in Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 1 oder 2 erwähnten registrierten Partnerschaft wird ein Ende gesetzt oder es gibt keine gemeinsame Niederlassung mehr».

Artikel 13 der Richtlinie 2004/38/EG bestimmt:

«(1) Unbeschadet von Unterabsatz 2 berührt die Scheidung oder Aufhebung der Ehe des Unionsbürgers oder die Beendigung seiner eingetragenen Partnerschaft im Sinne von Artikel 2 Nummer 2 Buchstabe b) nicht das Aufenthaltsrecht seiner Familienangehörigen, die die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzen.

Bevor die Betroffenen das Recht auf Daueraufenthalt erwerben, müssen sie die Voraussetzungen des Artikels 7 Absatz 1 Buchstabe a), b), c) oder d) erfüllen.

(2) Unbeschadet von Unterabsatz 2 führt die Scheidung oder Aufhebung der Ehe oder die Beendigung der eingetragenen Partnerschaft im Sinne von Artikel 2 Nummer 2 Buchstabe b) für Familienangehörige eines Unionsbürgers, die nicht die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzen, nicht zum Verlust des Aufenthaltsrechtes, wenn

a) die Ehe oder die eingetragene Partnerschaft im Sinne von Artikel 2 Nummer 2 Buchstabe b) bis zur Einleitung des gerichtlichen Scheidungs- oder Aufhebungsverfahrens oder bis zur Beendigung der eingetragenen Partnerschaft mindestens drei Jahre bestanden hat, davon mindestens ein Jahr im Aufnahmemitgliedstaat, oder

b) dem Ehegatten oder dem Lebenspartner im Sinne von Artikel 2 Nummer 2 Buchstabe b), der nicht die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzt, aufgrund einer Vereinbarung der Ehegatten oder der Lebenspartner oder durch gerichtliche Entscheidung das Sorgerecht für die Kinder des Unionsbürgers übertragen wird oder

c) es aufgrund besonders schwieriger Umstände erforderlich ist, wie etwa bei Opfern von Gewalt im häuslichen Bereich während der Ehe oder der eingetragenen Partnerschaft, oder

d) dem Ehegatten oder dem Lebenspartner im Sinne von Artikel 2 Nummer 2 Buchstabe b), der nicht die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzt, aufgrund einer Vereinbarung der Ehegatten oder der Lebenspartner oder durch gerichtliche Entscheidung das Recht zum persönlichen Umgang mit dem minderjährigen Kind zugesprochen wird, sofern das Gericht zu der Auffassung gelangt ist, dass der Umgang - solange er für nötig erachtet wird - ausschließlich im Aufnahmemitgliedstaat erfolgen darf.

Bevor die Betroffenen das Recht auf Daueraufenthalt erwerben, bleibt ihr Aufenthaltsrecht an die Voraussetzung geknüpft, dass sie nachweisen können, dass sie Arbeitnehmer oder Selbstständige sind oder für sich und ihre Familienangehörigen über ausreichende Existenzmittel verfügen, so dass sie während ihres Aufenthalts keine Sozialhilfeleistungen des Aufnahmemitgliedstaats in Anspruch nehmen müssen, und dass sie über einen umfassenden Krankenversicherungsschutz im Aufnahmemitgliedstaat verfügen oder dass sie bereits im Aufnahmemitgliedstaat als Familienangehörige einer Person gelten, die diese Voraussetzungen erfüllt. Als ausreichende Existenzmittel gelten die in Artikel 8 Absatz 4 vorgesehenen Beträge.

Die betreffenden Familienangehörigen behalten ihr Aufenthaltsrecht ausschließlich auf persönlicher Grundlage».

B.36.3. Artikel 42ter § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 regelt die Bedingungen, unter denen der Aufenthalt von Familienangehörigen eines Unionsbürgers, die selbst Unionsbürger sind, innerhalb der ersten drei Jahre nach Zuerkennung des Aufenthaltsrechts als Familienangehöriger und somit vor dem Zeitpunkt, zu dem er ein Recht auf Daueraufenthalt aufgrund von Artikel 42quinquies besitzen kann, beendet werden kann. Er betrifft somit eine Situation, auf die lediglich Artikel 13 Absatz 1 der vorerwähnten Richtlinie 2004/38/EG Anwendung findet.

B.36.4. Die klagenden Parteien behaupten, die angefochtene Bestimmung stelle eine fehlerhafte Umsetzung des Unionsrechtes dar, so wie es durch den Europäischen Gerichtshof ausgelegt werde.

B.36.5. Gemäß Artikel 13 Absatz 1 Unterabsatz 2 der Richtlinie 2004/38/EG müssen die darin erwähnten Familienangehörigen eines Unionsbürgers bis zu dem Zeitpunkt, zu dem sie das Recht auf Daueraufenthalt erwerben, die Voraussetzungen von Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe d dieser Richtlinie erfüllen, der vorschreibt, dass der Familienangehörige den Bürger «begleitet oder ihm nachzieht», was grundsätzlich bedeutet, dass sie eine gemeinsame Niederlassung haben.

B.36.6. Der Europäische Gerichtshof hat entschieden:

«Der Gerichtshof hat bereits im Rahmen des vor Inkrafttreten der Richtlinie 2004/38 geltenden Unionsrechts festgestellt, dass das eheliche Band nicht als aufgelöst angesehen werden kann, solange dies nicht durch die zuständige Stelle ausgesprochen worden ist, was bei Ehegatten, die lediglich voneinander getrennt leben, nicht der Fall ist, selbst wenn sie die Absicht haben, sich später scheiden zu lassen, so dass der Ehegatte nicht notwendigerweise ständig bei dem Unionsbürger wohnen muss, um Inhaber eines abgeleiteten Aufenthaltsrechts zu sein (vgl. Urteil vom 13. Februar 1985, Diatta, 267/83, Slg. 1985, 567, Randnrn. 20 und 22)» (EuGH, 8. November 2012, C-40/11, Iida, Randnr. 58).

B.36.7. In Artikel 13 der Richtlinie 2004/38/EG ist eine Gleichbehandlung vorgesehen in Bezug auf die mögliche Beendigung des Aufenthaltsrechts eines Unionsbürgers für den Ehepartner und den Lebenspartner, «mit dem der Unionsbürger auf der Grundlage der Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats eine eingetragene Partnerschaft eingegangen ist, sofern nach den Rechtsvorschriften des Aufnahmemitgliedstaats die eingetragene Partnerschaft der Ehe gleichgestellt ist und die in den einschlägigen Rechtsvorschriften des Aufnahmemitgliedstaats vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind».

B.36.8. Um Artikel 13 Absatz 1 der Richtlinie 2004/38/EG in der Auslegung durch den Europäischen Gerichtshof zu entsprechen, ist Artikel 42ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 folglich so auszulegen, dass der Satzteil «oder es gibt keine gemeinsame Niederlassung mehr» nicht auf den Ehepartner oder Lebenspartner im Sinne dieser Bestimmung anwendbar ist, was im Übrigen aus der Verwendung des Wortes «oder» hervorgeht, sondern lediglich auf die anderen Familienangehörigen, die ein Aufenthaltsrecht im Rahmen der Familienzusammenführung erhalten haben.

B.36.9. Vorbehaltlich der in B.36.8 angeführten Auslegung ist der Klagegrund unbegründet.

8) Kontrolle der Einhaltung der Aufenthaltsbedingungen

B.37.1. Der vierzigste und der dreiundvierzigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezwecken die Nichtigerklärung von Artikel 42ter § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes, sowie von Artikel 42quater § 5 desselben Gesetzes, ersetzt durch Artikel 12 des angefochtenen Gesetzes. Nach Auffassung der klagenden Parteien verstießen die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 14 Absatz 2 Unterabsatz 2 der Richtlinie 2004/38/EG, indem die letztgenannte Bestimmung im Gegensatz zu den angefochtenen Bestimmungen es nur ermöglichen, die Bedingungen für den Aufenthalt eines Unionsbürgers oder seiner Familienangehörigen, die in den Vorteil der Familienzusammenführung gelangt seien, in bestimmten spezifischen Fällen zu kontrollieren, wenn ein Zweifel an der Einhaltung dieser Bedingungen bestehe und insofern diese Kontrolle nicht systematisch erfolge.

B.37.2.1. Artikel 42ter § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Der Minister oder sein Beauftragter kann wenn nötig überprüfen, ob die Voraussetzungen für die Ausübung des Aufenthaltsrechts eingehalten werden».

Artikel 42quater § 5 desselben Gesetzes bestimmt:

«Der Minister oder sein Beauftragter kann wenn nötig überprüfen, ob die Voraussetzungen für die Ausübung des Aufenthaltsrechts eingehalten werden».

B.37.2.2. Artikel 14 Absatz 2 Unterabsatz 2 der Richtlinie 2004/38/EG bestimmt:

«In bestimmten Fällen, in denen begründete Zweifel bestehen, ob der Unionsbürger oder seine Familienangehörigen die Voraussetzungen der Artikel 7, 12 und 13 erfüllen, können die Mitgliedstaaten prüfen, ob diese Voraussetzungen erfüllt sind. Diese Prüfung wird nicht systematisch durchgeführt».

B.37.3. Die beiden angefochtenen Bestimmungen sind identisch mit den beiden Bestimmungen, die im Gesetz vom 25. April 2007 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern» enthalten waren, mit dem der vorerwähnte Artikel der Richtlinie 2004/38/EG in belgisches Recht umgesetzt wurde.

In Anbetracht dessen, dass das allgemeine Ziel dieses Gesetzes darin besteht, die zahlreichen Missbräuche bei der Familienzusammenführung zu bekämpfen, heißt es in der Begründung zu dem Entwurf der Artikel 28 und 29 dieses Gesetzes:

«Wie in § 3 festgelegt wurde, können auch für die Familienangehörigen gegebenenfalls die Bedingungen für das Aufenthaltsrecht kontrolliert werden. In Artikel 14 Absatz 2 der Richtlinie ist diese Möglichkeit vorgesehen. Diese Kontrolle wird nicht systematisch sein» (Parl. Dok., Kammer, 2006-2007, DOC 51-2845/001, SS. 53 und 55).

B.37.4. Daraus ergibt sich, wie es der vorerwähnte Artikel 14 Absatz 2 der Richtlinie 2004/38/EG vorsieht, nicht nur, dass die Kontrollen der Polizei nicht systematisch durchgeführt werden dürfen, sondern auch, dass sie nur durchgeführt werden dürfen, wenn der Minister oder sein Beauftragter sie als notwendig erachtet und somit zulässt.

Indem der Gesetzgeber dem Minister oder seinem Beauftragten eine Ermessensbefugnis erteilt hat, gestattet er es ihnen nicht, diese willkürlich oder in Übertretung der im Klagegrund angeführten Verfassungsregeln oder von Artikel 14 Absatz 2 der Richtlinie 2004/38/EG auszuüben, und untersteht diese Befugnis in jedem Fall der Kontrolle durch die zuständigen Verwaltungsgerichte.

B.37.5. Was die Auslagen betrifft, die den Gemeindeverwaltungen gegebenenfalls durch die Anwendung dieser Bestimmungen entstehen könnten, ist der Gerichtshof nicht befugt, diese Kritik der klagenden Parteien zu prüfen, da diese sich nicht auf die angefochtene Gesetzesbestimmung bezieht, sondern auf die Weise der etwaigen Anwendung dieser Bestimmung durch die Behörden.

B.37.6. Die Klagegründe sind unbegründet.

9) *Beendigung des Aufenthaltsrechts eines Familienangehörigen, der Staatsangehöriger eines Drittstaates ist, vor dem Erhalt eines Rechts auf Daueraufenthalt*

B.38.1. Der einundvierzigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigkeitsklärung von Artikel 42^{quater} § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 12 des angefochtenen Gesetzes. Die klagenden Parteien führen gegen diese Bestimmung die gleichen Beschwerdegründe an wie im achtunddreißigsten und neununddreißigsten Klagegrund in Bezug auf Artikel 42^{ter} desselben Gesetzes.

B.38.2. Artikel 42^{quater} § 1 des Gesetzes bestimmt:

«In folgenden Fällen kann der Minister oder sein Beauftragter dem Aufenthaltsrecht der Familienmitglieder von Unionsbürgern, die selbst keine Unionsbürger sind und sich als Familienmitglieder eines Unionsbürgers in Belgien aufhalten, während der ersten drei Jahre nach Zuerkennung ihres Aufenthaltsrechts ein Ende setzen:

1. Dem Aufenthaltsrecht des Unionsbürgers, den sie begleitet haben oder dem sie nachgekommen sind, wird ein Ende gesetzt.

2. Der Unionsbürger, den sie begleitet haben oder dem sie nachgekommen sind, verlässt das Königreich.

3. Der Unionsbürger, den sie begleitet haben oder dem sie nachgekommen sind, stirbt.

4. Die Ehe mit dem Unionsbürger, den sie begleitet haben oder dem sie nachgekommen sind, wird aufgelöst oder für nichtig erklärt, der in Artikel 40^{bis} § 2 Absatz 1 Nr. 1 oder 2 erwähnten registrierten Partnerschaft wird ein Ende gesetzt oder es gibt keine gemeinsame Niederlassung mehr.

5. Die Familienmitglieder eines in Artikel 40 § 4 Absatz 1 Nr. 2 oder 3 erwähnten Unionsbürgers bilden eine ungebührliche Last für das Sozialhilfesystem des Königreichs.

Vom dritten bis zum fünften Jahr ihres Aufenthalts als Familienmitglied eines in Artikel 40 § 4 Absatz 1 Nr. 3 erwähnten Unionsbürgers ist eine auf einem in Absatz 1 erwähnten Aspekt beruhende Begründung nur ausreichend, wenn dieser Aspekt durch Sachverhalte ergänzt wird, die auf eine Scheinsituation hinweisen.

Beim Beschluss, dem Aufenthalt ein Ende zu setzen, berücksichtigt der Minister oder sein Beauftragter die Dauer des Aufenthalts des Betroffenen im Königreich, sein Alter, seinen Gesundheitszustand, seine familiäre und wirtschaftliche Lage, seine soziale und kulturelle Eingliederung und das Maß, in dem er mit seinem Herkunftsland verbunden ist».

B.38.3. Artikel 42^{quater} regelt die Bedingungen, unter denen der Aufenthalt von Familienangehörigen eines Unionsbürgers, die selbst nicht Unionsbürger sind, beendet werden kann.

B.38.4. Aus den gleichen Gründen, wie sie in B.35.6 und B.35.7 dargelegt wurden, ist der Klagegrund unbegründet.

10) *Die Beendigung des Aufenthalts von Opfern von ehelicher Gewalt*

B.39.1. Der zweiundvierzigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5354 bezweckt die Nichtigkeitsklärung von Artikel 42^{quater} § 4 Nr. 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 12 des angefochtenen Gesetzes. Die klagenden Parteien bemerken, dass in dieser Bestimmung Artikel 11 § 2 Absatz 4 des Gesetzes, der im vierzehnten Klagegrund ihrer Klageschrift angefochten werde, nahezu wortwörtlich übernommen werde, und fügen hinzu, dass die angefochtene Bestimmung gegen Artikel 13 Absatz 2 Buchstabe c der Richtlinie 2004/38/EG verstoße, insofern darin vorgeschrieben sei, dass der Familienangehörige nachweise, Opfer von Gewalt im häuslichen Bereich gewesen zu sein, was nach ihrer Auffassung eine Verschärfung der Erfordernisse darstelle, die über das hinausgehe, was der Text der Richtlinie gestatte.

B.39.2. Artikel 42^{quater} § 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Unbeschadet von § 5 findet der in § 1 Absatz 1 Nr. 4 erwähnte Fall keine Anwendung:

1. wenn die Ehe, die registrierte Partnerschaft oder die gemeinsame Niederlassung bei Beginn des Gerichtsverfahrens zur Auflösung oder zur Erklärung der Nichtigkeit der Ehe beziehungsweise bei Beendigung der registrierten Partnerschaft oder der gemeinsamen Niederlassung mindestens drei Jahre bestanden hat, davon mindestens ein Jahr im Königreich. Im Fall einer Erklärung der Nichtigkeit der Ehe muss der Ehepartner zudem gutgläubig gewesen sein,

2. wenn dem Ehepartner oder dem Lebenspartner, der kein Unionsbürger ist, aufgrund einer Vereinbarung der Ehepartner oder der in Artikel 40^{bis} § 2 Absatz 1 Nr. 1 beziehungsweise 2 erwähnten Lebenspartner oder durch gerichtliche Entscheidung das Sorgerecht für die Kinder des Unionsbürgers, die sich im Königreich aufhalten, übertragen wird,

3. wenn dem Ehepartner oder dem in Artikel 40^{bis} § 2 Absatz 1 Nr. 1 beziehungsweise 2 erwähnten Lebenspartner, der kein Unionsbürger ist, aufgrund einer Vereinbarung der Ehepartner oder der in Artikel 40^{bis} § 2 Absatz 1 Nr. 1 beziehungsweise 2 erwähnten Lebenspartner oder durch gerichtliche Entscheidung das Recht zum persönlichen Umgang mit einem minderjährigen Kind zugesprochen wird, sofern das Gericht zu der Auffassung gelangt ist, dass der Umgang ausschließlich im Königreich erfolgen darf, solange dies für nötig erachtet wird,

4. wenn es aufgrund besonders schwieriger Umstände erforderlich ist, zum Beispiel wenn das Familienmitglied nachweist, während der Ehe oder der in Artikel 40^{bis} § 2 Absatz 1 Nr. 1 beziehungsweise 2 erwähnten registrierten Partnerschaft Opfer von Gewalt in der Familie oder einer der in den Artikeln 375, 398 bis 400, 402, 403 oder 405 des Strafgesetzbuches erwähnten Gewalttaten gewesen zu sein,

und sofern die betreffenden Personen nachweisen, dass sie in Belgien Arbeitnehmer oder Selbständige sind oder für sich und ihre Familienmitglieder über genügende Mittel, wie in Artikel 40 § 4 Absatz 2 festgelegt, verfügen, sodass sie während ihres Aufenthalts nicht zu Lasten des Sozialhilfesystems des Königreichs fallen, und dass sie über eine Krankenversicherung zur Deckung sämtlicher Risiken in Belgien verfügen oder dass sie Mitglied einer im Königreich gebildeten Familie einer Person sind, die diese Voraussetzungen erfüllt».

B.39.3. Die angefochtene Bestimmung stellt die Umsetzung von Artikel 13 Absatz 2 Buchstabe c der Richtlinie 2004/38/EG in das innerstaatliche Recht dar, wonach das Aufenthaltsrecht von Familienangehörigen, die nicht die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzen, nicht beendet werden darf, wenn es aufgrund besonders schwieriger Umstände erforderlich ist, wie etwa bei Opfern von Gewalt im häuslichen Bereich während der Ehe oder der eingetragenen Partnerschaft.

B.39.4. Es ist nicht ersichtlich, dass der Schutz, den die angefochtene Bestimmung bieten soll, weniger umfassend wäre als derjenige, zu dem die Richtlinie verpflichtet.

B.39.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

III. *In Bezug auf die Bedingungen für die Familienzusammenführung von Familienangehörigen eines belgischen Staatsangehörigen*

B.40.1. Artikel 40^{ter} des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch den angefochtenen Artikel 9 des Gesetzes vom 8. Juli 2011, regelt den Aufenthalt auf dem belgischen Staatsgebiet von Ausländern, die Familienangehörige eines belgischen Staatsangehörigen sind. Mit Ausnahme der Klageschrift in der Rechtssache Nr. 5312 beantragen alle klagenden Parteien die völlige oder teilweise Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Bestimmung.

B.40.2. Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels finden Anwendung auf Familienmitglieder eines Belgiers, sofern es sich um:

- in Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 1 bis 3 erwähnte Familienmitglieder handelt, die den Belgier begleiten oder ihm nachkommen,

- in Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 4 erwähnte Familienmitglieder handelt, die Eltern eines minderjährigen Belgiers sind, ihre Identität durch ein Identitätsdokument nachweisen und den Belgier begleiten oder ihm nachkommen.

In Bezug auf die in Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 1 bis 3 erwähnten Familienmitglieder müssen die betreffenden belgischen Staatsangehörigen nachweisen, dass:

- sie über stabile, genügende und regelmäßige Existenzmittel verfügen. Diese Bedingung gilt als erfüllt, wenn die Existenzmittel mindestens hundertzwanzig Prozent des in Artikel 14 § 1 Nr. 3 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung erwähnten Betrags entsprechen. In die Festlegung der Höhe dieser Existenzmittel fließen:

1. Art und Regelmäßigkeit der Einkünfte ein,

2. weder Mittel aus Regelungen zur Gewährung ergänzender Sozialhilfeleistungen, das heißt Eingliederungseinkommen und Zuschlag zu den Familienleistungen, noch finanzielle Sozialhilfe und Familienbeihilfen ein,

3. Wartegeld sowie Übergangentschädigungen nicht ein und Arbeitslosengeld nur dann, wenn der betreffende Ehepartner beziehungsweise Lebenspartner nachweisen kann, dass er aktiv Arbeit sucht,

- sie über angemessene Unterkunftsmöglichkeiten verfügen, um das Mitglied/die Mitglieder ihrer Familie aufzunehmen, die ihnen nachkommen möchten, wobei diese Unterkunftsmöglichkeiten den Anforderungen entsprechen müssen, die in Buch III Titel VIII Kapitel II Abschnitt 2 Artikel 2 des Zivilgesetzbuches für die als Hauptwohntort vermieteten Wohnungen vorgesehen sind, und dass sie über eine Krankenversicherung zur Deckung der Risiken in Belgien für sich und die Mitglieder ihrer Familie verfügen. Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass fest, wie Ausländer nachweisen, dass die Wohnung diesen Anforderungen entspricht.

In Bezug auf die in Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Personen müssen die Ehepartner beziehungsweise Lebenspartner beide älter als einundzwanzig Jahre sein.

Unter den in Artikel 42ter und 42quater erwähnten Bedingungen kann dem Aufenthalt eines Mitglieds der Familie eines Belgiers ebenfalls ein Ende gesetzt werden, wenn die in Absatz 2 vorgesehenen Bedingungen nicht mehr erfüllt sind».

B.41.1. Die klagenden Parteien führen an, die angefochtene Bestimmung stehe im Widerspruch zu den Artikeln 10, 11, 22 und 191 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des Rechtes der Europäischen Union und mit verschiedenen anderen Bestimmungen des internationalen Rechts.

B.41.2. In Bezug auf die Prüfung anhand des durch die Artikel 10, 11 und 191 der Verfassung gewährleisteten Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung wird bemängelt, dass die angefochtene Bestimmung nicht nur die Familienangehörigen eines Belgiers nachteiliger behandle als die Familienangehörigen eines anderen Unionsbürgers oder eines Staatsangehörigen eines Drittstaates, sondern dass sie gleichzeitig in gewissen Fällen auch einen Zusammenführenden, der Belgier sei, nachteiliger behandle als einen Zusammenführenden, der Ausländer sei.

Daraus ergebe sich ebenfalls ein Behandlungsunterschied zwischen Belgiern, je nachdem, ob auf sie das Unionsrecht Anwendung finde oder nicht.

B.41.3. Artikel 191 der Verfassung bestimmt:

«Jeder Ausländer, der sich auf dem Staatsgebiet Belgiens befindet, genießt den Personen und Gütern gewährten Schutz, vorbehaltlich der durch Gesetz festgelegten Ausnahmen».

Gegen Artikel 191 der Verfassung, einzeln betrachtet, kann nur verstoßen werden, insofern die angefochtenen Bestimmungen einen Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Ausländern und den Belgiern einführen.

B.41.4. Insofern angeführt wird, dass ein belgischer Zusammenführender nachteiliger behandelt werde als ein Zusammenführender, der Staatsangehöriger eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines Drittstaates sei, fällt dieser Behandlungsunterschied nicht in die Anwendung von Artikel 191 der Verfassung, da der in dieser Bestimmung vorgesehene Schutz nur den Ausländern zugute kommt und nicht den Belgiern.

B.41.5. Insofern die Situation der Familienangehörigen eines Belgiers mit der Situation von Familienangehörigen eines anderen Unionsbürgers und von Staatsangehörigen von Drittstaaten verglichen wird, fällt diese Situation ebenfalls nicht in die Anwendung von Artikel 191 der Verfassung, da die verglichenen Kategorien von Personen in jedem der ins Auge gefassten Fälle Ausländer betreffen.

B.41.6. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Klagegründe unzulässig sind, insofern sie aus einem Verstoß gegen Artikel 191 der Verfassung abgeleitet sind. Der Gerichtshof muss folglich die Klagegründe prüfen, insofern darin ein Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den geltend gemachten Bestimmungen des internationalen Rechts, angeführt wird.

B.42. Bei der Prüfung der Klagen legt der Gerichtshof die Klagegründe zusammen, je nachdem, ob sie sich beziehen auf:

- den Behandlungsunterschied zwischen einem Belgier sowie seinen Familienangehörigen und einem Staatsangehörigen eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union sowie seinen Familienangehörigen;

- einen Belgier, der sein Recht auf Freizügigkeit ausgeübt hat;

- die mit der Unionsbürgerschaft verbundenen Rechte;

- den Behandlungsunterschied zwischen Belgiern untereinander und ihren Familienangehörigen;

- den Behandlungsunterschied zwischen einem Belgier sowie seinen Familienangehörigen und einem Staatsangehörigen eines Drittstaates sowie seinen Familienangehörigen;

- die zeitliche Anwendung der angefochtenen Bestimmung.

1) *Der Behandlungsunterschied zwischen einem Belgier sowie seinen Familienangehörigen und einem Staatsangehörigen eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union sowie seinen Familienangehörigen*

B.43. Die klagenden Parteien führen an, dass Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 8 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit verschiedenen Bestimmungen der Richtlinie 2004/38/EG, verstoße, indem er den Familienangehörigen eines belgischen Staatsangehörigen nicht die gleichen Rechte zuerkennt wie diejenigen, die aufgrund von Artikel 40bis dieses Gesetzes den Familienangehörigen eines Staatsangehörigen anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Union (nachstehend gemäß Artikel 40 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 «Unionsbürger» genannt) gewährt würden. Auf diese Weise würden sowohl belgische Staatsangehörige als auch ihre Familienangehörigen diskriminiert gegenüber den Unionsbürgern und deren Familienangehörigen.

Die Kritik der klagenden Parteien ist spezifisch gegen den Umstand gerichtet, dass aufgrund von Artikel 40ter Absatz 1 nur den Eltern eines minderjährigen Belgiers eine Aufenthaltszulassung gewährt werden könne, während aufgrund von Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 4 dieses Gesetzes auch die Eltern eines volljährigen Unionsbürgers unter bestimmten Bedingungen ein Aufenthaltsrecht erhalten könnten, gegen den Behandlungsunterschied gegenüber den

anderen Familienangehörigen hinsichtlich der Erfordernisse bezüglich der Existenzmittel seitens des Zusammenführenden sowie gegen die Altersbedingungen für die Ehepartner und Lebenspartner.

B.44.1. Artikel 40*bis* und die Artikel 41 bis 47 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bilden die Umsetzung der Richtlinie 2004/38/EG über das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten, in das innerstaatliche Recht. Aus Artikel 40*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in Verbindung mit Artikel 40 dieses Gesetzes geht hervor, dass die erstgenannte Bestimmung das Aufenthaltsrecht der Familienangehörigen eines Unionsbürgers, der Staatsangehöriger eines anderen Mitgliedstaates ist, regelt.

Bei der Ausarbeitung von Artikel 40*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 musste der Gesetzgeber die Verpflichtungen einhalten, die der belgische Staat als Mitgliedstaat der Union in Bezug auf die Freizügigkeit eingegangen ist. Somit stellt diese Bestimmung, was das Aufenthaltsrecht der Verwandten in aufsteigender Linie eines Unionsbürgers betrifft, in Bezug auf die erforderlichen Existenzmittel des Zusammenführenden und in Bezug auf die Altersbedingungen für die Ehepartner und Lebenspartner die Umsetzung der Verpflichtungen, die dem Gesetzgeber aufgrund der Artikel 3 und 7 der Richtlinie 2004/38/EG obliegen, in das innerstaatliche Recht dar.

B.44.2. Dem Europäischen Gerichtshof zufolge sind die durch die Richtlinie 2004/38/EG den Familienangehörigen eines Unionsbürgers verliehenen Rechte, diesem in einen anderen Mitgliedstaat nachzukommen, keine eigenen Rechte dieser Angehörigen, sondern abgeleitete Rechte, die sie als Familienangehörige eines Unionsbürgers, der von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat, erworben haben (EuGH, 5. Mai 2011, C-434/09, *McCarthy*, Randnr. 42; 15. November 2011, C-256/11, *Dereci*, Randnr. 55; 8. November 2012, *Iida*, Randnr. 67; 8. Mai 2013, C-87/12, *Ymeraga u.a.*, Randnr. 35). Ferner - so der Europäische Gerichtshof - «beruhen der Zweck und die Rechtfertigung dieser abgeleiteten Rechte auf der Feststellung, dass ihre Nichtanerkennung den Unionsbürger in seiner Freizügigkeit beeinträchtigen könnte, weil ihn dies davon abhalten könnte, von seinem Recht [auf Freizügigkeit] Gebrauch zu machen» (EuGH, 8. November 2012, C-40/11, *Iida*, Randnr. 68; 8. Mai 2013, C-87/12, *Ymeraga u.a.*, Randnr. 35).

B.44.3. Die Möglichkeit für die Familienangehörigen eines Unionsbürgers, sich auf Artikel 40*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 zu berufen, um diesem Bürger nachzukommen, soll die Ausübung eines der grundsätzlichen Ziele der Union, nämlich die Verwirklichung der Freizügigkeit innerhalb des Gebietes der Mitgliedstaaten, unter objektiven Bedingungen der Freiheit und Menschenwürde ermöglichen (Erwägungen 2 und 5 der Richtlinie 2004/38/EG).

Aufgrund von Artikel 21 des AEUV unterliegt das Recht der Freizügigkeit der Unionsbürger - und folglich dasjenige ihrer Familienangehörigen - jedoch «vorgesehenen Beschränkungen und Bedingungen», insbesondere durch die Richtlinie 2004/38/EG, in der das Aufenthaltsrecht der Unionsbürger mit verschiedenen Bedingungen verknüpft wird, die insbesondere bezwecken, die Familienzusammenführung auf die nächsten Familienangehörigen des Unionsbürgers zu beschränken, unrechtmäßige Praktiken zu bekämpfen und darauf zu achten, dass dieser Bürger oder seine Familienangehörigen nicht zu einer übermäßigen Last für den Aufnahmemitgliedstaat werden. In der 31. Erwägung der Richtlinie 2004/38/EG schließlich wird hervorgehoben, dass diese «im Einklang mit den Grundrechten und -freiheiten und den Grundsätzen [steht], die insbesondere mit der Charta der Grundrechte der Europäischen Union anerkannt wurden», einschließlich des Rechtes auf die Würde des Menschen und des Rechtes auf Achtung des Familienlebens (Artikel 1 und 7 der Charta).

B.45.1. Artikel 40*ter* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 regelt den Aufenthalt auf dem Staatsgebiet der Familienangehörigen von belgischen Staatsangehörigen. Wie in B.3.2 dargelegt wurde, bezweckt das angefochtene Gesetz vom 8. Juli 2011 die Anpassung der Einwanderungspolitik in Bezug auf die Familienzusammenführung, um den Migrationsdruck zu beherrschen und bestimmten Missbräuchen vorzubeugen, unter Achtung des Rechtes auf Achtung des Familienlebens.

Gleichzeitig wurde die Notwendigkeit hervorgehoben, dass der Aufenthalt der Familienangehörigen unter menschenwürdigen Umständen verläuft. Im Lichte dieser Zielsetzungen wurden auch Maßnahmen gegenüber den Familienangehörigen von Belgiern als notwendig erachtet.

Die angefochtene Bestimmung ist somit vor dem Hintergrund des Bemühens des Gesetzgebers um eine angemessene Einwanderungspolitik zu betrachten; damit wird eine Zielsetzung verfolgt, die sich von derjenigen unterscheidet, die dem Unionsrecht in Bezug auf die Freizügigkeit zugrunde liegt.

B.45.2. Gemäß den Artikeln 4 und 5 des Vertrags über die Europäische Union (EUV) verbleiben alle der Union nicht in den Verträgen übertragenen Zuständigkeiten bei den Mitgliedstaaten. So sind die Mitgliedstaaten befugt festzulegen, unter welchen Bedingungen die Familienangehörigen eines eigenen Staatsangehörigen, deren Situation keine Berührung mit dem Unionsrecht aufweist, einen Aufenthaltsschein erhalten können. Gemäß der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes findet das Unionsrecht nämlich nicht Anwendung auf rein innerstaatliche Situationen (EuGH, 5. Mai 2011, C-434/09, *McCarthy*, Randnr. 45; 15. November 2011, C-256/11, *Dereci*, Randnr. 60).

B.46. Die durch die Richtlinie 2004/38/EG und durch Artikel 40*bis* sowie andere Artikel des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 den Familienangehörigen eines Unionsbürgers verliehenen Rechte sind untrennbar mit der Ausübung des Rechtes auf Freizügigkeit durch den Unionsbürger verbunden. Gemäß Artikel 3 Absatz 1 gilt die Richtlinie für jeden Unionsbürger, der sich in einen anderen als den Mitgliedstaat, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt, begibt oder sich dort aufhält, sowie für seine Familienangehörigen im Sinne von Artikel 2 dieser Richtlinie, die ihn begleiten oder ihm nachziehen (EuGH, 8. März 2011, C-34/09, *Ruiz Zambrano*, Randnr. 39; 15. November 2011, C-256/11, *Dereci*, Randnr. 53). Die Richtlinie gilt nicht für die Familienangehörigen eines Unionsbürgers, der nie von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat und sich stets in dem Mitgliedstaat aufgehalten hat, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt (EuGH, 15. November 2011, C-256/11, *Dereci*, Randnr. 58, 8. Mai 2013, C-87/12, *Ymeraga u.a.*, Randnr. 30).

B.47. Nach Auffassung des Ministerrates seien die Belgier, die nie von ihrem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hätten, nicht sachdienlich vergleichbar mit den «Unionsbürgern», insofern Letztere in den Vorteil einer spezifischen Regelung im Rahmen der Umsetzung der sich aus der Richtlinie 2004/38/EG ergebenden Verpflichtungen gelangten.

B.48. Auch wenn, unter Berücksichtigung der einschlägigen Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes, ein Behandlungsunterschied zwischen den in B.47 angeführten Kategorien von Personen, der nachteilig ist für die Unionsbürger, die nie von ihrem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht haben, nicht gegen den allgemeinen Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung gemäß dem Recht der Europäischen Union wegen der spezifischen Merkmale dieser Rechtsordnung und deren begrenzten Anwendungsbereichs verstoßen kann, kann dies nicht gelten hinsichtlich der Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Diese Artikel sollen nämlich gewährleisten, dass mit den in der belgischen Rechtsordnung geltenden Normen der Grundsatz der Gleichheit und Diskriminierung eingehalten wird. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung haben eine allgemeine Tragweite. Sie untersagen jegliche Diskriminierung, ungeachtet deren Ursprungs. Zu den Rechten und Freiheiten, die ohne Diskriminierung gewährleistet werden müssen, gehören die sich aus internationalen, für Belgien verbindlichen Vertragsbestimmungen ergebenden Rechte und Freiheiten.

Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention verbietet insbesondere jegliche Diskriminierung im Genuss eines durch diese Konvention gewährleisteten Rechtes - einschließlich des Rechtes auf Achtung des Familienlebens.

B.49. Davon auszugehen, wie es der Ministerrat vorschlägt, dass die beiden in B.47 erwähnten Kategorien von Personen naturgemäß unzureichend vergleichbar seien, weil der Gesetzgeber für eine von ihnen die sich aus dem Inkrafttreten der Richtlinie 2004/38/EG ergebenden Verpflichtungen habe einhalten wollen, würde der Kontrolle bezüglich der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, die selbst in diesem Fall in der innerstaatlichen Rechtsordnung durch die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, vorgeschrieben ist, jeglichen Sinn entziehen.

Wenn eine Gesetzesbestimmung einen Behandlungsunterschied zwischen Personen auferlegt, die sich in einer vergleichbaren Situation befinden, kann der bloße Umstand, dass diese Bestimmung es dem Staat ermöglicht, seinen internationalen Verpflichtungen nachzukommen, nämlich nicht ausreichen, um den bemängelten Behandlungsunterschied zu rechtfertigen (siehe in diesem Sinne EuGHMR, 6. November 2012, *Hode und Abdi* gegen Vereinigtes Königreich, § 55).

B.50.1. Es obliegt somit dem Gerichtshof, darauf zu achten, dass die Regeln, die der Gesetzgeber bei der Umsetzung des Rechtes der Europäischen Union annimmt, nicht dazu führen, hinsichtlich der eigenen Staatsangehörigen Behandlungsunterschiede zu schaffen, die nicht vernünftig gerechtfertigt wären.

B.50.2. Wenn der Gesetzgeber Bedingungen für die Ausübung des Rechtes auf Familienzusammenführung regelt, die für Personen in vergleichbaren Situationen gelten, wobei eine Kategorie jedoch im Gegensatz zur anderen dem Unionsrecht untersteht, kann er angesichts der durch die Richtlinie 2004/38/EG angestrebten und in B.44.3 genannten Zielsetzung hingegen nicht dazu verpflichtet werden, strikt identische Regeln festzulegen.

Bei der Einhaltung des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung zwischen den «Unionsbürgern» und den Belgiern können wegen der besonderen Situation einer jeden dieser beiden Kategorien von Personen bestimmte Behandlungsunterschiede erlaubt sein. So kann der Umstand, dass der Gesetzgeber hinsichtlich einer Kategorie von Personen die Vorschriften der Union umsetzt, nicht aus dem bloßen Umstand gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, dass der Gesetzgeber ihre Anwendung nicht gleichzeitig auf eine Kategorie von Personen erweitert, die nicht diesen Vorschriften der Union unterliegt, in diesem Fall die Familienangehörigen eines Belgiers, der nicht von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat und dessen Situation somit nicht die Berührung mit dem Unionsrecht aufweist, die unerlässlich ist, damit die Familienangehörigen im Sinne von Artikel 40*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ein Aufenthaltsrecht auf der Grundlage dieser Bestimmung erhalten können.

Dieser Behandlungsunterschied muss jedoch vernünftig zu rechtfertigen sein, um mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar zu sein.

B.51. Insofern in der angefochtenen Bestimmung die Familienangehörigen eines Belgiers, der nicht von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat, anders behandelt werden als die Familienangehörigen von Unionsbürgern im Sinne von Artikel 40*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, beruht dieser Behandlungsunterschied auf einem objektiven Kriterium.

Der Gerichtshof muss jedoch noch prüfen, ob dieser Behandlungsunterschied auf einem sachdienlichen Kriterium beruht und ob er keine unverhältnismäßigen Folgen hat.

Dabei ist insbesondere das durch Artikel 22 der Verfassung und durch Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention garantierte Recht auf den Schutz des Familienlebens zu berücksichtigen.

B.52.1. Das Bemühen, die Familienzusammenführung der Belgier zu kontingentieren, geht von der Feststellung aus, dass «die meisten Fälle der Familienzusammenführung sich auf Belgier beziehen, die in Belgien geboren wurden, von Einwanderern abstammen oder die aufgrund des Gesetzes zur Einführung eines beschleunigten Verfahrens der Einbürgerung Belgier geworden sind» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/018, S. 166).

Der Gesetzgeber konnte vernünftigerweise den Umstand berücksichtigen, dass aufgrund verschiedener Gesetzesänderungen der Zugang zur belgischen Staatsangehörigkeit im Laufe der letzten Jahre vereinfacht wurde, so dass die Anzahl der Belgier, die einen Antrag auf Familienzusammenführung für ihre Familienangehörigen einreichen können, erheblich zugenommen hat.

B.52.2. Obwohl dieser Umstand eine Folge der Entscheidung des Gesetzgebers ist, lässt sich damit die Sachdienlichkeit des Behandlungsunterschieds rechtfertigen, um die Migrationsströme aufgrund der Familienzusammenführung zu beherrschen. Selbst in der Annahme, dass gewisse Mitgliedstaaten der Europäischen Union auf die gleiche Weise wie Belgien den Zugang zu ihrer Staatsangehörigkeit erleichtert haben, konnte der Gesetzgeber sich vernünftigerweise auf den Umstand berufen, dass die Zahl ihrer Staatsangehörigen, die sich in Belgien aufhalten, begrenzt bleiben würde und dass ihr Aufenthalt strikteren Bedingungen unterliegt als das grundsätzlich absolute Aufenthaltsrecht der Belgier auf dem nationalen Staatsgebiet.

Es erweist sich somit im Hinblick auf dieses Ziel als eine sachdienliche Maßnahme, für Belgier striktere Bedingungen hinsichtlich der Familienzusammenführung aufzuerlegen als für die nichtbelgischen europäischen Bürger. Insofern sie im Verhältnis dazu stehen, sind die drei durch die klagenden Parteien bemängelten Behandlungsunterschiede folglich zu rechtfertigen durch die Zielsetzung, die Migrationsströme zu beherrschen.

Der Umstand, dass ein Belgier, der von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat, der Anwendung dieser strikteren Bedingungen entgegen würde, stellt diese Schlussfolgerung nicht in Frage. Im Rahmen einer Einwanderungspolitik, die komplexe und sich überschneidende Erwägungen erforderlich macht und bei der die sich aus dem Recht der Europäischen Union ergebenden Erfordernisse zu berücksichtigen sind, verfügt der Gesetzgeber nämlich über eine breite Ermessensbefugnis.

B.52.3. Darüber hinaus stellen die einem belgischen Zusammenführenden auferlegten strikteren Einkommensbedingungen eine sachdienliche Maßnahme dar, um den Fortbestand des Systems der sozialen Sicherheit und den Aufenthalt der Familienangehörigen des Zusammenführenden unter menschenwürdigen Umständen zu gewährleisten.

Im Gegensatz zum «Unionsbürger», dessen Aufenthaltsrecht entzogen werden kann, wenn er zu einer unangemessenen Last für den Haushalt des Staates wird, besitzt der Belgier das Recht auf sozialen Beistand, ohne zu irgendeinem Zeitpunkt Gefahr zu laufen, dass ihm sein Aufenthaltsrecht entzogen wird, so dass der Umstand, dass ein Belgier, der nicht von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat und der von seinem Recht auf Familienzusammenführung Gebrauch machen möchte, verpflichtet ist, nachzuweisen, dass er über mehr finanzielle und materielle Mittel verfügt als ein «Unionsbürger», es ermöglicht, den Fortbestand des Systems der sozialen Sicherheit zu gewährleisten.

Es ist nämlich nicht ausgeschlossen, dass einerseits die Aufnahme von Familienangehörigen die finanzielle Lage des belgischen Staatsangehörigen derart verschlimmert, dass er nach Ablauf einer gewissen Zeit von der Sozialhilfe abhängig wird, um seine eigenen Grundbedürfnisse zu decken, und dass andererseits das in Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention verankerte Recht auf Achtung des Familienlebens die Behörden verpflichtet, selbst in einer solchen Situation den Aufenthalt seiner Familienangehörigen, die sich gegebenenfalls seit einer bestimmten Anzahl von Jahren legal im belgischen Staatsgebiet aufhalten, nicht zu beenden.

B.53. Der Gerichtshof muss ferner die Verhältnismäßigkeit der angefochtenen Maßnahmen prüfen, insofern sie sich auf die Familienzusammenführung mit Verwandten in aufsteigender Linie, auf die Bedingungen bezüglich der Existenzmittel und auf die Altersbedingungen für Ehepartner und Lebenspartner beziehen.

Die Familienzusammenführung mit Verwandten in gerader aufsteigender Linie

B.54.1. In Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ist die Möglichkeit, einen Aufenthalt im Rahmen der Familienzusammenführung zu erhalten, für den Ehepartner oder Lebenspartner eines belgischen Staatsangehörigen, für die Kinder des belgischen Staatsangehörigen und diejenigen seines Ehepartners oder Lebenspartners sowie für die beiden Eltern eines minderjährigen Belgiers vorgesehen. Diese Bestimmung gewährleistet somit das Recht der Kernfamilie auf Achtung des Familienlebens.

B.54.2. Indem der Gesetzgeber in Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 die Familienzusammenführung von minderjährigen Belgiern mit ihren beiden Eltern ohne zusätzliche Bedingungen gestattet hat, berücksichtigt er das besondere Abhängigkeitsverhältnis zwischen jungen Kindern und ihren Eltern. Wenn volljährige Belgier hingegen getrennt von ihren Eltern leben, ist dies in der Regel das Ergebnis einer persönlichen Entscheidung. Darüber konnte ein volljähriger Belgier sich auf dem nationalen Staatsgebiet ein Beziehungsnetz aufbauen. Auch wenn diese Beziehungen nicht dem Verwandtschaftsverhältnis gleichgestellt werden können, das ihn mit seinen Verwandten in gerader aufsteigender Linie verbindet, bleibt es weiterhin eine Tatsache, dass die Eingliederung eines volljährigen Belgiers, dessen Eltern keine Unionsbürger sind, die ständige Anwesenheit seiner Eltern auf dem nationalen Staatsgebiet für ihn weniger notwendig macht. Darüber hinaus können Letztere, sowohl im Hinblick auf einen kurzen Aufenthalt als auch im Hinblick auf einen langen Aufenthalt, eine Aufenthaltsgenehmigung auf der Grundlage der Bestimmungen von Titel I des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beantragen, die grundsätzlich auf allgemeine Weise für alle Ausländer gelten. Es liegt daher keine unverhältnismäßige Beeinträchtigung des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung und des Rechtes auf den Schutz des Familienlebens vor, wenn den Eltern eines volljährigen Belgiers kein Aufenthaltsschein im Rahmen der Familienzusammenführung erteilt werden kann.

Die Existenzmittel

B.55.1. Die Kritik der klagenden Parteien bezieht sich ebenfalls auf die Erfordernisse, die Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in Bezug auf die verlangten Existenzmittel vorsieht.

B.55.2. Indem der Gesetzgeber vorsah, dass die stabilen und genügenden Existenzmittel des Zusammenführenden mindestens hundertzwanzig Prozent des Betrags im Sinne von Artikel 14 § 1 Nr. 3 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung betragen müssen, wollte er einen Richtbetrag festlegen. Somit hat diese Bestimmung zur Folge, dass die Behörde, die den Antrag auf Familienzusammenführung prüfen muss, keine weitere Untersuchung der Existenzmittel vornehmen muss, wenn der Zusammenführende über ein Einkommen verfügt, das dem angeführten Richtbetrag entspricht oder höher ist.

Die angefochtene Bestimmung hat nicht zur Folge, dass die Familienzusammenführung verhindert wird, wenn das Einkommen des Zusammenführenden niedriger ist als der genannte Richtbetrag. In diesem Fall muss die zuständige Behörde gemäß Artikel 42 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 im konkreten Fall und auf der Grundlage der spezifischen Bedürfnisse des Belgiers und seiner Familienangehörigen bestimmen, welche Existenzmittel sie benötigen, damit die öffentlichen Behörden nicht für die Familienangehörigen aufkommen müssen.

B.55.3. Insofern bei der Bestimmung der Einkünfte des Zusammenführenden vorgeschrieben wird, dass das Arbeitslosengeld nur unter der Bedingung berücksichtigt wird, dass der Zusammenführende nachweisen kann, aktiv Arbeit zu suchen, ist Artikel 40ter Absatz 2 aus den in B.17.6.4 dargelegten Gründen so auszulegen, dass er einem belgischen Zusammenführenden, der Arbeitslosengeld erhält und von der Verpflichtung befreit ist, auf dem Arbeitsmarkt verfügbar zu sein und Arbeit zu suchen, nicht die Verpflichtung auferlegt, nachzuweisen, dass er aktiv Arbeit sucht.

B.55.4. Darüber hinaus kann dem Gesetzgeber nicht vorgeworfen werden, dass er im Rahmen einer Familienzusammenführung mit einem Belgier, der nicht von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat, den Nachweis vorgeschrieben hat, dass er über regelmäßige und stabile Einkünfte verfügt, da sein Aufenthalt im nationalen Staatsgebiet nicht beendet werden kann, wenn er oder seine Familienangehörigen mit der Zeit zu einer unzumutbaren Last für die Sozialhilfe werden. Darüber hinaus ist festzustellen, dass ein belgischer Zusammenführender «stabile, genügende und regelmäßige Existenzmittel» nachweisen muss, während ein Zusammenführender, der Unionsbürger ist, «genügende Mittel» nachweisen muss, wobei die letztgenannte Bedingung unter Berücksichtigung der «Art und Regelmäßigkeit seines Einkommens» geprüft wird (Artikel 40bis § 4 Absatz 2).

B.55.5. Der Gesetzgeber hat darauf geachtet, die Gefahr erheblich zu verringern, dass die Familienangehörigen eines belgischen Zusammenführenden ab dem Beginn oder im Laufe ihres Aufenthaltes Sozialhilfe beantragen müssen, um ein Leben unter menschenwürdigen Umständen führen zu können, ohne jedoch die Ausübung des Rechtes der belgischen Staatsangehörigen auf Achtung des Familienlebens unmöglich oder übertrieben schwierig zu machen. Er hat somit ein faires Gleichgewicht geschaffen zwischen der rechtmäßigen Zielsetzung, den Fortbestand des Systems der Sozialhilfe unter Berücksichtigung der besonderen Situation der Belgier in diesem Zusammenhang zu gewährleisten, und dem Bemühen, den belgischen Staatsangehörigen, die nicht von ihrem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht haben, die Möglichkeit zu bieten, ihr Recht auf Achtung des Familienlebens unter menschenwürdigen Umständen auszuüben.

Angesichts dem Vorstehenden hat der Behandlungsunterschied in Bezug auf die Existenzmittel zwischen den belgischen Staatsangehörigen, die nicht von ihrem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht haben, sowie ihren Familienangehörigen und den anderen Unionsbürgern sowie ihren Familienangehörigen keine unverhältnismäßigen Folgen.

Die Altersbedingung

B.56.1. Die Kritik der klagenden Parteien bezieht sich schließlich auf die den Ehepartnern und Lebenspartnern auferlegten Altersbedingungen. Während in Artikel 40bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einem «Unionsbürger» und seinem Ehepartner keinerlei Altersbedingung auferlegt werde, könne der Ehepartner eines belgischen Staatsangehörigen, der nicht von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht habe, gemäß Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 nur einen Aufenthaltsschein erhalten, wenn er und der belgische Zusammenführende mindestens einundzwanzig Jahre alt seien.

B.56.2. Indem durch diese Bedingung der Erhalt eines Aufenthaltsscheins zum Vorteil des Ehepartners eines belgischen Staatsangehörigen, der nicht von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat, nicht verhindert, sondern lediglich aufgeschoben wird, beeinträchtigt sie nicht auf unverhältnismäßige Weise das Recht auf Achtung des Familienlebens, zumal sie es ermöglicht, die jungen Erwachsenen vor den Risiken einer Zwangsheirat oder einer Scheinehe zu schützen, die mit dem einzigen Ziel, für einen der beiden Ehepartner einen Aufenthaltsschein zu erhalten, geschlossen würde.

B.57. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 nicht gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, verstößt, indem er einen Belgier, der nicht von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat, und seine Familienangehörigen nicht auf die gleiche Weise behandelt wie einen Unionsbürger und seine Familienangehörigen im Sinne von Artikel 40bis dieses Gesetzes.

2) Die Belgier, die von ihrem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht haben

B.58.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5354 führen an, dass Artikel 40bis des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 2 und 3 der vorerwähnten Richtlinie 2004/38/EG, verstoße, insofern die auf die Familienangehörigen eines Staatsangehörigen eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union anwendbaren Bedingungen für die Familienzusammenführung nicht auf die Familienangehörigen eines Belgiers, der von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht habe, anwendbar seien.

Wenn ein Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung in Verbindung mit einem anderen Grundrecht, wie das Recht auf Freizügigkeit, das nicht nur durch die Richtlinie 2004/38/EG, sondern auch durch die Artikel 20 und 21 des AEUV und Artikel 45 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union gewährleistet wird, angeführt wird, reicht es anzugeben, in welcher Hinsicht gegen dieses Grundrecht verstoßen werde. Die Kategorie von Personen, in Bezug auf die gegen dieses Grundrecht verstoßen wird, ist mit der Kategorie von Personen zu vergleichen, für die dieses Grundrecht gewährleistet wird.

B.58.2. Gemäß ihrem Artikel 3 Absatz 1 gilt die Richtlinie 2004/38/EG «für jeden Unionsbürger, der sich in einen anderen als den Mitgliedstaat, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt, begibt oder sich dort aufhält, sowie für seine Familienangehörigen».

Gemäß Artikel 6 Absatz 2 der Richtlinie 2004/38/EG hat ein Unionsbürger das Recht, dass seine Familienangehörigen im Sinne von Artikel 2 Nummer 2 der Richtlinie ihn begleiten oder ihm nachziehen, sobald er sich in einem anderen Mitgliedstaat aufhält als demjenigen, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt (nachstehend «Gastland»), sofern seine Familienangehörigen, die nicht die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaates besitzen, im Besitz eines gültigen Reisepasses sind. Wenn sich ein Unionsbürger für mehr als drei Monate im Gastland aufhält, werden gemäß den Artikeln 7 ff. der genannten Richtlinie zusätzliche Bedingungen für die Familienzusammenführung auferlegt.

Wie in B.44.2 angeführt wurde, handelt es sich bei den Rechten, die einem Familienangehörigen eines Begünstigten der Richtlinie 2004/38/EG gewährt werden, nicht um die eigenen Rechte dieser Familienangehörigen, sondern um abgeleitete Rechte, die sie in ihrer Eigenschaft als Familienangehörige des Begünstigten erhalten haben.

B.58.3. In seinem Urteil *Singh* hat der Europäische Gerichtshof entschieden:

«19. Ein Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats könnte davon abgehalten werden, sein Herkunftsland zu verlassen, um im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats eine unselbständige oder selbständige Tätigkeit im Sinne des EWG-Vertrags auszuüben, wenn in dem Fall, dass er in den Mitgliedstaat, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt, zurückkehrt, um eine unselbständige oder selbständige Tätigkeit auszuüben, nicht in den Genuss von Erleichterungen bei der Einreise oder hinsichtlich des Aufenthalts kommen könnte, die denen zumindest gleichwertig sind, die ihm nach dem EWG-Vertrag oder dem abgeleiteten Recht im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats zustehen.

20. Er würde davon insbesondere abgehalten, wenn nicht auch seinem Ehegatten und seinen Kindern erlaubt wäre, in das Hoheitsgebiet dieses Staates unter Bedingungen einzureisen und sich dort aufzuhalten, die denjenigen zumindest gleichwertig sind, die ihnen das Gemeinschaftsrecht im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats gewährt.

21. Daraus folgt, dass ein Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats, der sich in das Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats begeben hat, um dort gemäß Artikel 48 EWG-Vertrag eine unselbständige Tätigkeit auszuüben, und zurückkehrt, um sich im Hoheitsgebiet des Mitgliedstaats, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt, niederzulassen und eine selbständige Tätigkeit auszuüben, nach Artikel 52 EWG-Vertrag das Recht hat, im Hoheitsgebiet dieses letztgenannten Staates mit seinem Ehegatten, der die Staatsangehörigkeit eines Drittlandes besitzt, unter den in der Verordnung Nr. 1612/68, der Richtlinie 68/360 oder der Richtlinie 73/148 vorgesehenen Bedingungen zusammen zu leben.

22. Zwar richten sich die Einreise des Staatsangehörigen eines Mitgliedstaats in das Hoheitsgebiet dieses Staates und sein Aufenthalt dort, wie das Vereinigte Königreich vorträgt, nach den aus seiner Staatsangehörigkeit fließenden Rechten und nicht nach den Rechten, die das Gemeinschaftsrecht ihm verleiht. Insbesondere darf ein Staat, wie auch in Artikel 3 des Protokolls Nr. 4 zur Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten vorgesehen ist, seine Staatsangehörigen weder aus seinem Hoheitsgebiet ausweisen noch ihnen die Einreise verweigern.

23. Hier geht es jedoch nicht um ein nationales Recht, sondern um das Freizügigkeits- und das Niederlassungsrecht, die dem Gemeinschaftsbürger in den Artikeln 48 und 52 EWG-Vertrag gewährt werden. Diese Rechte können ihre volle Wirkung nicht entfalten, wenn der Gemeinschaftsbürger von ihrer Ausübung durch Hindernisse abgehalten werden kann, die in seinem Herkunftsland für die Einreise und den Aufenthalt seines Ehegatten bestehen. Aus diesem Grund muss der Ehegatte eines Gemeinschaftsbürgers, der von diesen Rechten Gebrauch gemacht hat, bei dessen Rückkehr in sein Herkunftsland zumindest die Einreise- und Aufenthaltsrechte haben, die das Gemeinschaftsrecht ihm gewähren würde, wenn sein Ehegatte in einen anderen Mitgliedstaat einreisen und sich dort aufhalten würde. Nach den Artikeln 48 und 52 EWG-Vertrag ist es den Mitgliedstaaten im Übrigen auch nicht verwehrt, auf ausländische Ehegatten ihrer Staatsangehörigen Einreise- und Aufenthaltsbestimmungen anzuwenden, die günstiger sind, als das Gemeinschaftsrecht dies vorsieht» (EuGH, 7. Juli 1992, C-370/90, *Singh*).

B.58.4. In seinem Urteil *Eind* hat der Europäische Gerichtshof ebenfalls entschieden:

«27. Mit diesen Fragen, die gemeinsam zu prüfen sind, möchte das vorlegende Gericht wissen, ob bei der Rückkehr eines Arbeitnehmers in den Mitgliedstaat, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt, nach der Ausübung einer Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis in einem anderen Mitgliedstaat ein Staatsangehöriger eines Drittstaats, der Familienangehöriger dieses Arbeitnehmers ist, aufgrund des Gemeinschaftsrechts über ein Aufenthaltsrecht in dem Mitgliedstaat verfügt, dessen Staatsangehörigkeit der Arbeitnehmer hat, ohne dass der Letztgenannte dort einer echten und tatsächlichen wirtschaftlichen Tätigkeit nachgeht. Weiter möchte das vorlegende Gericht wissen, ob es einen Einfluss auf das Aufenthaltsrecht des Staatsangehörigen des Drittstaats haben kann, wenn dieser vor dem Aufenthalt in dem Aufnahmemitgliedstaat, in dem der Arbeitnehmer einer Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis nachgegangen ist, in dem Mitgliedstaat, dem der Arbeitnehmer angehört, kein auf nationalem Recht beruhendes Aufenthaltsrecht hatte.

28. Vorab sei daran erinnert, dass das Recht der Staatsangehörigen eines Mitgliedstaats, sich im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats aufzuhalten, ohne dort einer Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis oder einer selbständigen Tätigkeit nachzugehen, nicht uneingeschränkt besteht. Nach Art. 18 Abs. 1 EG besteht das jedem Unionsbürger zustehende Recht, sich im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats aufzuhalten, vorbehaltlich der im Vertrag und in den Durchführungsvorschriften vorgesehenen Beschränkungen und Bedingungen (vgl. in diesem Sinne Urteile vom 7. September 2004, *Trojani*, C-456/02, Slg. 2004, I-7573, Randnrn. 31 und 32, sowie vom 19. Oktober 2004, *Zhu und Chen*, C-200/02, Slg. 2004, I-9925, Randnr. 26).

29. Eine dieser Beschränkungen und Bedingungen geht aus Art. 1 Abs. 1 Unterabs. 1 der Richtlinie 90/364 hervor, wonach die Mitgliedstaaten von nicht wirtschaftlich tätigen Unionsbürgern, die das Recht auf Aufenthalt in ihrem Hoheitsgebiet in Anspruch nehmen wollen, verlangen können, dass sie für sich und ihre Familienangehörigen über eine Krankenversicherung, die im Aufnahmemitgliedstaat alle Risiken abdeckt, sowie über ausreichende Existenzmittel verfügen, durch die sichergestellt ist, dass sie während ihres Aufenthalts nicht die Sozialhilfe dieses Staates in Anspruch nehmen müssen.

30. Das Aufenthaltsrecht, das die Familienangehörigen eines wirtschaftlich nicht tätigen Unionsbürgers gemäß Art. 1 Abs. 2 der Richtlinie 90/364 genießen, knüpft an das Aufenthaltsrecht an, das der Unionsbürger aufgrund des Gemeinschaftsrechts besitzt.

[...]

45. Nach alledem ist auf die Fragen 2 und 3 *b*) wie folgt zu antworten: Kehrt ein Arbeitnehmer in den Mitgliedstaat, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt, nach der Ausübung einer Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis in einem anderen Mitgliedstaat zurück, so verfügt ein Staatsangehöriger eines Drittstaats, der Familienangehöriger dieses Arbeitnehmers ist, aufgrund des entsprechend angewandten Art. 10 Abs. 1 Buchst. a der Verordnung Nr. 1612/68 auch dann über ein Aufenthaltsrecht in dem Mitgliedstaat, dessen Staatsangehörigkeit der Arbeitnehmer hat, wenn der Letztgenannte dort keiner echten und tatsächlichen wirtschaftlichen Tätigkeit nachgeht. Es hat keinen Einfluss auf das Recht eines Staatsangehörigen eines Drittstaats, der Familienangehöriger eines Gemeinschaftsarbeitnehmers ist, sich in dem Mitgliedstaat aufzuhalten, dem der Arbeitnehmer angehört, wenn der Staatsangehörige des Drittstaats vor dem Aufenthalt in dem Mitgliedstaat, in dem der Arbeitnehmer einer Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis nachgegangen ist, in dem erstgenannten Mitgliedstaat kein auf nationalem Recht beruhendes Aufenthaltsrecht hatte» (EuGH, 11. Dezember 2007, C-291/05, *Eind*).

B.58.5. Des Weiteren hat der Europäische Gerichtshof in seinem Urteil *Baumbast* Folgendes hervorgehoben:

«82. Nach Artikel 17 Absatz 1 EG ist Unionsbürger jede Person, die die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzt. Dabei ist die Unionsbürgerschaft dazu bestimmt, der grundlegende Status der Angehörigen der Mitgliedstaaten zu sein (in diesem Sinne Urteil vom 20. September 2001 in der Rechtssache C-184/99, *Grzelczyk*, Slg. 2001, I-6193, Randnr. 31).

83. Nach dem Vertrag über die Europäische Union ist es im Übrigen nicht erforderlich, dass die Unionsbürger einer unselbständigen oder selbständigen Erwerbstätigkeit nachgehen, um in den Genuss der im Zweiten Teil des EG-Vertrags über die Unionsbürgerschaft vorgesehenen Rechte zu kommen. Der Wortlaut des Vertrages über die Europäische Union enthält auch nichts, was dafür spräche, dass Unionsbürger, die zur Ausübung einer unselbständigen Beschäftigung in einen anderen Mitgliedstaat übersiedelt sind, die ihnen vom EG-Vertrag als Unionsbürgern gewährten Rechte verlieren, wenn diese Beschäftigung endet» (EuGH, 17. September 2002, C-413/99, *Baumbast*).

Der Europäische Gerichtshof hat außerdem darauf hingewiesen, dass «die Richtlinie 2004/38 bezweckt, [...] das Freizügigkeits- und Aufenthaltsrecht aller Unionsbürger zu vereinfachen und zu verstärken, so dass es nicht in Betracht kommt, dass die Unionsbürger aus dieser Richtlinie weniger Rechte ableiten als aus den Sekundärrechtsakten, die sie ändert oder aufhebt» (EuGH, 25. Juli 2008, C-127/08, *Metock*, Randnr. 59).

B.58.6. Aus dieser Rechtsprechung geht hervor, dass aufgrund der Wirksamkeit des Rechtes auf Freizügigkeit, das dem Unionsbürger durch die Artikel 20 und 21 des AEUV, durch Artikel 45 der Charta der Grundrechte und durch die Richtlinie 2004/38/EG gewährleistet wird, die Verpflichtung gilt, dass Letzterer in dem Mitgliedstaat, dessen Staatsangehöriger er ist, für seine Familienangehörigen, mit denen er sich in einem anderen Mitgliedstaat aufgehalten hat, unter den gleichen Bedingungen wie denjenigen, denen das Aufenthaltsrecht seiner Familienangehörigen aufgrund des Rechts der Europäischen Union in diesem Gastland unterlag, ein Aufenthaltsrecht erhalten kann.

Es kann jedoch «nicht Folge der mit dem EWG-Vertrag geschaffenen Vergünstigungen sein [...], dass die Begünstigten sich den nationalen Rechtsvorschriften missbräuchlich entziehen dürfen und dass es den Mitgliedstaaten verwehrt ist, alle erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, um einen derartigen Missbrauch zu verhindern» (EuGH, 7. Juli 1992, vorerwähnt, Randnr. 24; siehe auch Artikel 35 der Richtlinie 2004/38/EG).

Ein Missbrauch des Rechts auf Freizügigkeit liegt vor, wenn die Vergünstigungen des Unionsrechts «zur Umgehung der für Drittstaatsangehörige geltenden Einreise- und Aufenthaltsbestimmungen» geltend gemacht werden, sei es dadurch, dass Scheinehen geschlossen werden, oder durch einen Aufenthalt im Gastland, der nicht der tatsächlichen Realität entspricht und nur zum Zweck hat, die einzelstaatlichen Zuwanderungsbestimmungen zu umgehen (EuGH, 23. September 2003, C-109/01, *Akrich*, Randnrn. 55-57).

In seinem Urteil *Levin* hat der Europäische Gerichtshof entschieden:

«21. Diese Formulierungen drücken allerdings nur die dem Grundsatz der Freizügigkeit der Arbeitnehmer selbst innewohnende Einschränkung aus, dass die Vorteile, die das Gemeinschaftsrecht mit dieser Freiheit gewährt, nur von Personen in Anspruch genommen werden können, die eine Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis wirklich ausüben oder ernsthaft ausüben wollen. Sie bedeuten jedoch nicht, dass die Inanspruchnahme dieser Freiheit davon abhängig gemacht werden dürfte, welche Ziele ein Angehöriger eines Mitgliedstaats mit seinem Wunsch, in das Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats einzureisen oder sich dort aufzuhalten, verfolgt, wenn er dort nur eine Tätigkeit, die den vorstehend dargelegten Kriterien entspricht, das heißt eine echte Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis tatsächlich ausübt oder ausüben will.

22. Ist diese Voraussetzung erfüllt, so sind die Absichten, die den Arbeitnehmer möglicherweise dazu veranlasst haben, in dem betreffenden Mitgliedstaat Arbeit zu suchen, belanglos und dürfen nicht berücksichtigt werden» (23. März 1982, C-53/81).

In seinem Urteil *Akrich* hat der Europäische Gerichtshof entschieden:

«55. Was die in Randnummer 24 des Urteils *Singh* angesprochene Frage des Missbrauchs anbelangt, so ist darauf hinzuweisen, dass es für das Recht eines Arbeitnehmers aus einem Mitgliedstaat, in das Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats einzureisen und sich dort aufzuhalten, ohne Belang ist, welche Absichten ihn dazu veranlasst haben, im letztgenannten Mitgliedstaat Arbeit zu suchen, sofern er dort tatsächlich eine echte Tätigkeit ausübt oder ausüben will (Urteil vom 23. März 1982 in der Rechtssache 53/81, *Levin*, Slg. 1982, 1035, Randnr. 23).

56. Auch für die Beurteilung der Rechtslage, in der sich das Ehepaar bei der Rückkehr in den Mitgliedstaat befindet, dessen Staatsangehöriger der Arbeitnehmer ist, kommt es auf solche Absichten nicht an. Ein solches Verhalten kann selbst dann keinen Missbrauch im Sinne von Randnummer 24 des Urteils *Singh* darstellen, wenn der Ehegatte zu dem Zeitpunkt, zu dem sich das Ehepaar in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen hat, in dem Mitgliedstaat, dessen Staatsangehöriger der Arbeitnehmer ist, kein Aufenthaltsrecht hatte» (23. September 2003, C-109/01).

B.58.7. Wenn ein Unionsbürger, nachdem er von seinem Recht auf Freizügigkeit reell und effektiv Gebrauch gemacht hat, in den Mitgliedstaat zurückkehrt, dessen Staatsangehöriger er ist, müssen seine Familienangehörigen im Sinne von Artikel 2 Nummer 2 der Richtlinie 2004/38/EG folglich die Möglichkeit haben, ihn zu begleiten, selbst wenn die Familienbeziehung durch Eheschließung, außer im Fall einer Scheinehe, oder durch Familienzusammenführung im Gastland entstanden ist.

Darüber hinaus dürfen die Bedingungen zur Regelung der Familienzusammenführung dieser Unionsbürger in Belgien nicht strenger sein als diejenigen, die aufgrund des Rechtes der Europäischen Union im Gastland galten.

B.58.8. Insofern der Gesetzgeber vorsieht, dass für das Recht auf Familienzusammenführung eines Belgiers, der reell und effektiv von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat, striktere Bedingungen gelten können als diejenigen, die aufgrund des Rechtes der Europäischen Union in seinem Gastland galten, hat er den durch die Artikel 20 und 21 des AEUV und durch Artikel 45 der Charta der Grundrechte gewährleisteten tatsächlichen Genuss des Rechtes auf Freizügigkeit der Belgier, die sich in einem Gastland aufgehalten haben, beeinträchtigt. Dieser Behandlungsunterschied hinsichtlich der tatsächlichen Genusses der sich aus dem Status als Unionsbürger ergebenden Rechte verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Diese Diskriminierung ist jedoch nicht auf Artikel 40*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 zurückzuführen, sondern auf das Fehlen einer Gesetzesbestimmung, die es einem Belgier, der reell und effektiv von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat, ermöglicht, sich in Belgien aufzuhalten mit seinen Familienangehörigen im Sinne von Artikel 2 Nummer 2 der Richtlinie 2004/38/EG, die sich vorher mit ihm in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union aufgehalten haben, unter Bedingungen, die nicht strenger sind als diejenigen, die aufgrund des Rechtes der Europäischen Union in diesem Gastland galten.

Es obliegt dem Gesetzgeber, diese Lücke zu schließen.

B.58.9. Mehrere klagende Parteien sind der Auffassung, dass Artikel 40*ter* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 8 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit verschiedenen Bestimmungen der vorerwähnten Richtlinie 2004/38/EG, verstoße, insofern er auf die Familienangehörigen eines Belgiers Anwendung finde, der von seinem Recht auf Freizügigkeit im Gebiet der Europäischen Union Gebrauch gemacht habe.

B.58.10. Dieser Klagegrund beruht jedoch auf einer falschen Prämisse. In B.58.8 wurde nämlich festgestellt, dass es einem Belgier, der reell und effektiv von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat, ermöglicht werden muss, sich in Belgien mit seinen Familienangehörigen im Sinne von Artikel 2 Nummer 2 der Richtlinie 2004/38/EG aufzuhalten, die vorher mit ihm in einem anderen Mitgliedstaat gewohnt haben, unter Bedingungen, die nicht strenger sind als diejenigen, die aufgrund des Rechtes der Europäischen Union im Gastland galten.

B.58.11. Vorbehaltlich der in B.58.8 festgestellten Verfassungswidrigkeit sind die Klagegründe unbegründet.

3) Die mit der Unionsbürgerschaft verbundenen Rechte

B.59.1. Die klagenden Parteien führen an, dass Artikel 40*ter* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 18, 20 und 21 des AEUV, die sich auf die Unionsbürgerschaft beziehen, und mit verschiedenen Bestimmungen der Charta der Grundrechte der Europäischen Union verstießen.

Sie berufen sich dabei auf die neuere Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes, insbesondere die Urteile vom 8. März 2011 in Sachen *Ruiz Zambrano* (C-34/09), vom 5. Mai 2011 in Sachen *McCarthy* (C-434/09) und vom 15. November 2011 in Sachen *Dereci* (C-256/11). Artikel 40*ter* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 stehe im Widerspruch zu den vorerwähnten Bestimmungen, indem darin nicht die aus der Unionsbürgerschaft abgeleiteten Rechte hinsichtlich der Familienzusammenführung berücksichtigt würden.

B.59.2. In Bezug auf die Unionsbürger, die von ihrem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht haben, sind das Unionsrecht und insbesondere dessen Bestimmungen über die Unionsbürgerschaft dahin auszulegen, dass sie es einem Mitgliedstaat nicht verwehren, einem Drittstaatsangehörigen den Aufenthalt in seinem Hoheitsgebiet zu verweigern, wenn dieser Drittstaatsangehörige dort zusammen mit einem Familienangehörigen wohnen möchte, der Unionsbürger ist, sich in diesem Mitgliedstaat, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt, aufhält und nie von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat, sofern eine solche Weigerung nicht dazu führt, dass dem betreffenden Unionsbürger der tatsächliche Genuss des Kernbestands der Rechte, die der Unionsbürgerstatus verleiht, verwehrt wird (EuGH, 8. März 2011, C-34/09, *Ruiz Zambrano*, Randnr. 42; 5. Mai 2011, C-434/09, *McCarthy*, Randnr. 47; 15. November 2011, C-256/11, *Dereci*, Randnr. 74).

B.59.3. In Bezug auf die Familienzusammenführung hat der Europäische Gerichtshof geurteilt, dass nur außergewöhnliche Umstände einen Rückgriff auf die Unionsbürgerschaft gestatten:

«66. Daraus folgt, dass sich das Kriterium der Verweigerung des Kernbestands der Rechte, die der Unionsbürgerstatus verleiht, auf Sachverhalte bezieht, die dadurch gekennzeichnet sind, dass sich der Unionsbürger de facto gezwungen sieht, nicht nur das Gebiet des Mitgliedstaats, dem er angehört, zu verlassen, sondern das Gebiet der Union als Ganzes.

67. Diesem Kriterium kommt somit insofern ein ganz besonderer Charakter zu, als es Sachverhalte betrifft, in denen - obwohl das das Aufenthaltsrecht von Drittstaatsangehörigen betreffende abgeleitete Recht nicht anwendbar ist - einem Drittstaatsangehörigen, der Familienangehöriger eines Staatsbürgers eines Mitgliedstaats ist, ein Aufenthaltsrecht ausnahmsweise nicht verweigert werden darf, da sonst die Unionsbürgerschaft der letztgenannten Person ihrer praktischen Wirksamkeit beraubt würde.

68. Infolgedessen rechtfertigt die bloße Tatsache, dass es für einen Staatsbürger eines Mitgliedstaats aus wirtschaftlichen Gründen oder zur Aufrechterhaltung der Familiengemeinschaft im Gebiet der Union wünschenswert erscheinen könnte, dass sich Familienangehörige, die nicht die Staatsbürgerschaft eines Mitgliedstaats besitzen, mit ihm zusammen im Gebiet der Union aufhalten können, für sich genommen nicht die Annahme, dass der Unionsbürger gezwungen wäre, das Gebiet der Union zu verlassen, wenn kein Aufenthaltsrecht gewährt würde» (EuGH, 15. November 2011, C-256/11, *Dereci*).

B.59.4. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass nur in Ausnahmefällen, und zwar in der sehr besonderen Situation, dass ein Unionsbürger infolge von einzelstaatlichen Maßnahmen, aufgrund deren seinen Familienangehörigen das Recht auf Familienzusammenführung verwehrt würde, verpflichtet sein könnte, nicht nur das Staatsgebiet des Mitgliedstaates, dessen Staatsbürger er ist, sondern auch das Gebiet der Union insgesamt zu verlassen, gegen den Kernbestand der Rechte, die er aus dem Unionsrecht schöpft, verstoßen würde und dass seine Familienangehörigen sich auf diese Rechte berufen könnten, um dem Unionsbürger auf dem Staatsgebiet eines Mitgliedstaats nachzukommen.

B.59.5. Die Beantwortung der Frage, ob eine solche Situation vorliegt, erfordert gemäß der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes eine Beurteilung der tatsächlichen Umstände eines jeden konkreten Falls, wobei alle Umstände der Sache untersucht werden müssen (EuGH, 6. Dezember 2012, C-356/11 und C-357/11, *O. und S.*, Randnrn. 47-56). Es ist dem Gesetzgeber nicht möglich, diese bei der Ausarbeitung abstrakter Normen auf allgemeine Weise vorwegzunehmen.

B.59.6. Indem er in Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 die Familienzusammenführung von minderjährigen Belgiern mit ihren beiden Eltern zugelassen hat, ohne ihnen zusätzliche Bedingungen aufzuerlegen, berücksichtigt der Gesetzgeber gemäß der jüngeren Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes die besondere Abhängigkeitsverbindung zwischen jungen Kindern und ihren Eltern (EuGH, 8. März 2011, C-34/09, *Ruiz Zambrano*, Randnrn. 43 und 45; 15. November 2011, C-256/11, *Dereci*, Randnrn. 65 und 67; 6. Dezember 2012, C-356/11 und C-357/11, *O. und S.*, Randnr. 56).

B.59.7. Wenn die tatsächlichen Umstände eines konkreten Falls ergeben sollten, dass die Weigerung, einem Familienangehörigen ein Aufenthaltsrecht im Rahmen der Familienzusammenführung zu gewähren, dazu führen würde, einem Belgier den Genuss des Kernbestands der Rechte, die der Unionsbürgerstatus verleiht, zu verwehren, indem er *de facto* verpflichtet würde, das Gebiet der Europäischen Union zu verlassen, müsste die Bestimmung, aufgrund deren ein solches Recht auf Familienzusammenführung verweigert würde, außer Anwendung gelassen werden.

B.59.8. Unter Berücksichtigung des in B.59.7 Erwähnten sind die Klagegründe unbegründet, insofern darin ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den in B.59.1 genannten Bestimmungen des Rechtes der Europäischen Union angeführt wird.

4) Der Behandlungsunterschied zwischen Belgiern untereinander und ihren Familienangehörigen

B.60.1. Die klagenden Parteien führen an, Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 führe innerhalb der Kategorie von Belgiern und ihren Familienangehörigen einen ungerechtfertigten Unterschied ein, je nachdem, ob der belgische Zusammenführende ausländischer Herkunft sei oder nicht. So führe diese Bestimmung einen Unterschied auf der Grundlage der nationalen Herkunft ein und verstoße gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 3 des vierten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 1 des zwölften Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 1 Absatz 1 und 2 Absatz 1 Buchstabe a) des Internationalen Übereinkommens zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung und mit den Artikeln 5, 12 Absatz 4 und 26 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

B.60.2. Gemäß dem Wortlaut von Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 findet diese Bestimmung auf die gleiche Weise Anwendung auf alle Familienangehörigen eines belgischen Staatsangehörigen, die einen Aufenthaltsschein im Rahmen der Familienzusammenführung erhalten möchten, ungeachtet der Weise, auf die der Zusammenführende die belgische Staatsangehörigkeit erworben hat. Der durch die klagenden Parteien geltend gemachte Behandlungsunterschied hängt nicht von der nationalen Herkunft des Zusammenführenden ab, sondern von der Staatsangehörigkeit der Familienangehörigen, die einen Aufenthaltsschein erhalten möchten. Wenn es sich bei den Familienangehörigen des belgischen Staatsangehörigen um Ausländer handelt, ist ihre Situation im Rahmen der Einwanderungsvorschriften nicht vergleichbar mit derjenigen eines Familienangehörigen, der Belgier ist und dessen Recht auf Einreise ins Staatsgebiet und Aufenthalt auf diesem Staatsgebiet nicht von Bedingungen abhängig gemacht werden kann.

B.60.3. Die angefochtene Bestimmung verstößt weder gegen Artikel 3 des vierten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, noch gegen Artikel 12 Absatz 4 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte. Diese Vertragsbestimmungen gewährleisten das Verbot der Ausweisung und das Recht auf Einreise ins Staatsgebiet für die eigenen Staatsangehörigen und verbieten es nicht, dass ein Staat Ausländern die Einreise in sein Staatsgebiet verweigert oder mit Bedingungen verknüpft.

B.61.1. Die klagenden Parteien führen schließlich noch an, Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, insofern er auf die Familienangehörigen eines türkischen Arbeitnehmers Anwendung finde, der neben der türkischen auch die belgische Staatsangehörigkeit besitze, stehe im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 13 des Beschlusses Nr. 1/80 des Assoziationsrats vom 19. September 1980 (nachstehend: Beschluss Nr. 1/80) über die Entwicklung der Assoziation, die durch das von der Republik Türkei einerseits und den Mitgliedstaaten der EWG und der Gemeinschaft andererseits am 12. September 1963 in Ankara unterzeichnete und durch den Beschluss 64/732/EWG des Rates vom 23. Dezember 1963 im Namen der Gemeinschaft geschlossene, gebilligte und bestätigte Abkommen zur Gründung einer Assoziation zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei (nachstehend: Assoziierungsabkommen) errichtet wurde, und gegen Artikel 41 Absatz 1 des am 23. November 1970 in Brüssel unterzeichneten und durch die Verordnung (EWG) Nr. 2760/72 des Rates vom 19. Dezember 1972 im Namen der Gemeinschaft geschlossenen, gebilligten und bestätigten Zusatzprotokolls (nachstehend: Zusatzprotokoll).

B.61.2. Das Assoziierungsabkommen, der Beschluss Nr. 1/80 und das Zusatzprotokoll haben zum Zweck, die Wirtschaftsbeziehungen zwischen den Vertragsparteien zu stärken durch die schrittweise Herstellung der Freizügigkeit der Arbeitnehmer sowie die Aufhebung der Beschränkungen der Niederlassungsfreiheit und des freien Dienstleistungsverkehrs.

B.61.3. Artikel 13 des Beschlusses Nr. 1/80 lautet:

«Die Mitgliedstaaten der Gemeinschaft und die Türkei dürfen für Arbeitnehmer und ihre Familienangehörigen, deren Aufenthalt und Beschäftigung in ihrem Hoheitsgebiet ordnungsgemäß sind, keine neuen Beschränkungen der Bedingungen für den Zugang zum Arbeitsmarkt einführen».

B.61.4. Artikel 41 Absatz 1 des Zusatzprotokolls lautet:

«Die Vertragsparteien werden untereinander keine neuen Beschränkungen der Niederlassungsfreiheit und des freien Dienstleistungsverkehrs einführen».

B.61.5. Bei den genannten Bestimmungen handelt es sich um Stillhaltekláuseln, die die Einführung neuer Maßnahmen verbieten, die bezwecken oder bewirken, dass die Ausübung der wirtschaftlichen Freiheiten durch einen türkischen Staatsangehörigen in einem Mitgliedstaat strengeren Voraussetzungen als denjenigen unterworfen wird, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Beschlusses Nr. 1/80 (EuGH, 19. Februar 2009, C-228/06, *Soysal und Savatli*, Randnr. 47; 15. November 2011, C-256/11, *Dereci*, Randnr. 88) oder des Zusatzprotokolls in dem betreffenden Mitgliedstaat (EuGH, 17. September 2009, C-242/06, *Minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie*, Randnr. 63) galten.

Nach Darlegung der klagenden Parteien verstoße der angefochtene Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen die genannten Stillhaltebestimmungen, insofern er ebenfalls auf die Familienangehörigen eines belgischen Staatsangehörigen, der auch die türkische Staatsangehörigkeit besitze, Anwendung finde. Sie legen jedoch weder dar, auf welchen Teil der angefochtenen Bestimmung sich ihre Kritik bezieht, noch, in welcher Hinsicht sie für die Ausübung der besagten wirtschaftlichen Freiheiten durch die betreffenden türkischen Staatsangehörigen einen Rückschritt bedeuten würde im Vergleich zu den Bedingungen, die in diesem Bereich bei dem Inkrafttreten des genannten Beschlusses Nr. 1/80 oder des Zusatzprotokolls in Belgien anwendbar waren.

B.62. Die Klagegründe sind unbegründet.

5) *Der Behandlungsunterschied zwischen einem Belgier sowie seinen Familienangehörigen und einem Staatsangehörigen eines Drittstaates sowie seinen Familienangehörigen*

B.63.1. Die klagenden Parteien führen an, dass Artikel 40ter Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 8 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 26 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, verstoße, indem darin als Bedingung gelte, dass dann, wenn der Ehepartner eines Belgiers oder der Lebenspartner, mit dem er eine registrierte Partnerschaft eingegangen habe, die in Belgien als mit einer Ehe gleichgesetzt gilt, eine Aufenthaltserlaubnis erhalten möchte, beide Partner älter als einundzwanzig Jahre sein müssten. Sie bemängeln, dass bei einer Familienzusammenführung mit Staatsangehörigen eines Drittstaates in der angefochtenen Bestimmung keine Ausnahme von der Altersbedingung vorgesehen sei, so wie in den in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nrn. 4 und 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehenen Fällen.

Insofern die angefochtene Bestimmung sich auf die Situation von Ehepartnern oder diejenige einer mit einer Ehe gleichgesetzten Partnerschaft bezieht, kann diese Situation nur verglichen werden mit derjenigen im Sinne von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4. In dieser Bestimmung ist die Bedingung des Alters von einundzwanzig Jahren vorgesehen, wenn der Zusammenführende ein Staatsangehöriger eines Drittstaates ist, doch dieses Alter kann auf achtzehn Jahren herabgesetzt werden, wenn die Ehe oder die Partnerschaft bereits vor der Ankunft des Zusammenführenden in Belgien bestand. Zwischen der Situation im Sinne der angefochtenen Bestimmung und derjenigen im Sinne von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 besteht ein objektiver und sachdienlicher Unterschied, da es sich im ersteren Fall in der Regel um die Bildung einer neuen Familie handelt, während es im letzteren Fall um die Vereinigung von Personen mit einer Familienverbindung geht, die bereits bestand, ehe der Zusammenführende nach Belgien kam. Der Gesetzgeber konnte annehmen, dass im ersteren Fall die Gefahr von Scheinehen und Scheinbeziehungen mit dem einzigen Ziel, ein Aufenthaltsrecht zu erhalten, größer war. Die Bedingung des Alters von einundzwanzig Jahren für Ehepartner und Lebenspartner kann im Rahmen der Familienzusammenführung nicht als unverhältnismäßig angesehen werden.

B.63.2. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.64.1. Die klagenden Parteien führen ferner an, dass Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße, insofern die minderjährigen Kinder eines Belgiers hinsichtlich der erforderlichen Existenzmittel weniger günstig behandelt würden als die Kinder eines Staatsangehörigen eines Drittstaates im Sinne von Artikel 10 § 2 Absatz 3 des genannten Gesetzes, und insofern die Familienangehörigen eines Belgiers weniger günstig behandelt würden als die Familienangehörigen eines anerkannten Flüchtlings im Sinne von Artikel 10 § 2 Absatz 5 desselben Gesetzes.

B.64.2. Aufgrund von Artikel 10 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 muss ein Ausländer, der einen Aufenthaltsschein im Rahmen der Familienzusammenführung erhalten möchte, nachweisen, dass der Ausländer, dem nachgekommen wird, über stabile, genügende und regelmäßige Existenzmittel für sich selbst und seine Familienangehörigen verfügt, damit die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen. Diese Bedingung gilt gemäß Artikel 10 § 2 Absatz 3 jedoch nicht, wenn einem Zusammenführenden, der über einen Aufenthaltsschein für unbegrenzte Dauer verfügt, nur die minderjährigen Kinder im Sinne der genannten Bestimmung nachkommen.

B.64.3. Es obliegt dem Gesetzgeber zu beurteilen, ob in relevanten Fällen eine Ausnahme von dem Erfordernis vorzusehen ist, dass der Zusammenführende über die notwendigen Existenzmittel verfügen muss, wenn seine Familienangehörigen einen Aufenthaltsschein im Rahmen der Familienzusammenführung erhalten möchten. Aus den in B.18.5 dargelegten Gründen konnte der Gesetzgeber dabei danach unterscheiden, ob der Zusammenführende über einen Aufenthaltsschein für begrenzte oder für unbegrenzte Dauer verfügt.

B.64.4. Es besteht jedoch keine vernünftige Rechtfertigung dafür, dass in Artikel 10 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 eine Ausnahme von dem Erfordernis bezüglich der Existenzmittel vorgesehen ist, wenn der Zusammenführende ein Staatsangehöriger eines Drittstaates ist, der nur seine minderjährigen Kinder oder diejenige seines Ehepartners oder Lebenspartners im Sinne von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 nachkommen lassen möchte, während Artikel 40ter dieses Gesetzes eine solche Ausnahme nicht vorsieht, wenn der Zusammenführende ein Belgier ist und über ein bedingungsloses Aufenthaltsrecht verfügt.

B.64.5. Somit verstößt die letztgenannte Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Die festgestellte Verfassungswidrigkeit ist auf eine Lücke in der angefochtenen Bestimmung zurückzuführen, die nur durch ein gesetzgeberisches Auftreten geschlossen werden kann. In Erwartung dieses gesetzgeberischen Auftretens obliegt es den Behörden, die damit beauftragt sind, die Familienzusammenführung zu gewähren oder die Bedingungen ihrer Gewährung zu kontrollieren, diese Zusammenführung unter denselben Bedingungen wie den in Artikel 10 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehenen Bedingungen zuzulassen, wenn der Zusammenführende ein Belgier ist.

B.64.6. Die Beschwerde der klagenden Parteien ist hingegen unbegründet, insofern in der angefochtenen Bestimmung keine Ausnahme wie diejenige im Sinne von Artikel 10 § 2 Absatz 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehen ist, da die besondere Situation der Flüchtlinge im Sinne dieser Bestimmung nicht mit jener Situation verglichen werden kann, in der der Zusammenführende ein Belgier ist. Ihre Beschwerde ist ebenfalls unbegründet, insofern darin angeführt wird, dass ein Unterschied in der Weise der Berücksichtigung der Herkunft der Existenzmittel des Zusammenführenden bestehe, je nachdem, ob er ein Staatsangehöriger eines Drittstaates oder aber ein Belgier sei, da die Artikel 10 § 2 und 40ter Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in diesem Punkt in einem identischen Wortlaut verfasst sind.

B.64.7. Die klagenden Parteien führen schließlich an, dass die Einführung einer Einkommensbedingung für einen Zusammenführenden, der seinen Ehepartner nachkommen lassen möchte, gegen das Recht auf den Schutz des Familienlebens und das Recht auf Eheschließung verstoße. Somit verstoße Artikel 40ter Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 8, 12 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 23 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

B.64.8. Gemäß einem feststehenden Grundsatz des internationalen Rechts sind die Staaten befugt, die Einreise von Ausländern in ihr Staatsgebiet zu regeln. Wie in B.6.6 dargelegt wurde, erkennt Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention nicht das Recht von Ausländern an, sich in einem bestimmten Land aufzuhalten, und enthält er nicht die Verpflichtung für die Vertragsparteien, die Entscheidung eines Ehepaares, in einem bestimmten Land zu wohnen, zu berücksichtigen. Mit der angefochtenen Einkommensbedingung soll vermieden werden, dass die öffentlichen Behörden für Ausländer, die ein Aufenthaltsrecht im Rahmen der Familienzusammenführung erhalten möchten, aufkommen müssen, und mit dieser Bedingung wird ein rechtmäßiges Ziel angestrebt. Aus den in B.52 dargelegten Gründen kann die angefochtene Maßnahme daher nicht als unverhältnismäßig angesehen werden.

B.65. Vorbehaltlich des in B.64.4 und B.64.5 Erwähnten sind die Klagegründe unbegründet, insofern sie gegen die Einkommensbedingung gerichtet sind, die dem Zusammenführenden durch Artikel 40ter Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 auferlegt wird.

6) Die zeitliche Anwendung der angefochtenen Bestimmung

B.66.1. Die klagenden Parteien führen an, dass Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch Artikel 9 des Gesetzes vom 8. Juli 2011 abgeänderten Fassung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den allgemeinen Grundsätzen der Nichtrückwirkung der Gesetze, des rechtmäßigen Vertrauens und der Rechtssicherheit, verstoße, da die angefochtene Bestimmung unmittelbar anwendbar sei und keine Übergangsregelung vorgesehen sei für den Fall, dass der Aufenthaltsantrag vor dem Inkrafttreten des Gesetzes eingereicht worden sei. Da die Regelung hinsichtlich der Familienzusammenführung mit Belgiern in gewissen Aspekten weniger günstig sei als die vorher geltenden Rechtsvorschriften, werde auch gegen die in Artikel 22 der Verfassung vorgesehene Stillhalteverpflichtung verstoßen, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.66.2. Die Abänderung eines Gesetzes hat notwendigerweise zur Folge, dass die Situation derjenigen, auf die das vorherige Gesetz Anwendung fand, sich von der Situation derjenigen unterscheidet, auf die das neue Gesetz Anwendung findet. Ein solcher Behandlungsunterschied steht an sich nicht im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, enthält Artikel 22 der Verfassung keine Stillhalteverpflichtung, die den Gesetzgeber daran hindern würde, seine Politik anzupassen, wenn er es als notwendig erachtet.

B.66.3. Wenn der Gesetzgeber eine Änderung der Politik als notwendig erachtet, kann er den Standpunkt vertreten, dass sie mit sofortiger Wirkung durchgeführt werden muss, und ist er grundsätzlich nicht verpflichtet, eine Übergangsregelung vorzusehen. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird nur verstoßen, wenn das Nichtvorhandensein einer Übergangsregelung zu einem Behandlungsunterschied führt, für den es keine vernünftige Rechtfertigung gibt, oder wenn der Vertrauensgrundsatz übermäßig verletzt wird. Aus der Entstehung des Gesetzes vom 8. Juli 2011 geht hervor, dass der Gesetzgeber die Einwanderung durch Familienzusammenführung einschränken wollte, um den Migrationsdruck zu beherrschen und Missbräuche zu vermeiden. Ausländer, die eine Aufenthaltsgewährung erhalten möchten, müssen berücksichtigen, dass die Einwanderungsvorschriften eines Staates aus Gründen des Allgemeininteresses geändert werden können. In diesem Zusammenhang entbehrt das unmittelbare Inkrafttreten des Gesetzes nicht einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.67. Insofern sie sich auf die zeitliche Anwendung der angefochtenen Bestimmung beziehen, sind die Klagegründe unbegründet.

IV. In Bezug auf die Bedingungen für die Familienzusammenführung auf der Grundlage bilateraler Abkommen zwischen dem belgischen Staat und bestimmten Ländern

B.68.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 15 des Gesetzes vom 8. Juli 2011, der bestimmt:

«Vorliegender Artikel findet Anwendung auf Beschäftigungsabkommen, die mit Marokko, der Türkei, Algerien, Tunesien, Serbien, Montenegro, Kroatien, Mazedonien und Bosnien-Herzegowina geschlossen und durch das Gesetz vom 13. Dezember 1976 zur Billigung der bilateralen Abkommen über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer in Belgien gebilligt wurden.

Staatsangehörige eines der in Absatz 1 erwähnten Länder können Rechte aus dem entsprechenden Beschäftigungsabkommen nur dann geltend machen, wenn:

1. die Person, der nachgekommen wird, ihr Recht auf Aufenthalt im Königreich erworben hat, bevor sie aufgrund einer Beschäftigung im Rahmen und unter den Bedingungen dieses Beschäftigungsabkommens ins Königreich eingereist ist, und

2. das Abstammungsverhältnis, das eheliche Verhältnis beziehungsweise die registrierte Partnerschaft bereits vor Ankomst im Königreich der Person, der nachgekommen wird, bestand».

B.68.2. Nach Darlegung der klagenden Parteien stehe diese Bestimmung im Widerspruch zu den Artikeln 10, 11 und 191 der Verfassung, da die angefochtene Bestimmung auf einseitige Weise bilaterale, zwischen dem belgischen Staat und den genannten Ländern geschlossene Abkommen ändere.

B.68.3. Aus der Ausarbeitung der angefochtenen Bestimmung geht hervor, dass der Gesetzgeber nicht die Rechte einschränken wollte, die ausländische Arbeitnehmer und ihre Familienangehörigen aus den genannten internationalen Abkommen schöpfen, wozu er im Übrigen auch nicht einseitig befugt wäre.

B.68.4. Der Gesetzgeber beabsichtigte, einerseits den Anwendungsbereich der allgemeinen Regelung in Bezug auf die Familienzusammenführung mit einem Staatsangehörigen eines Drittstaates im Sinne der Artikel 10 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 und andererseits die abweichende Regelung, die aufgrund bilateraler Abkommen mit bestimmten Ländern gilt, zu verdeutlichen. Da sich offenbar herausgestellt hatte, dass die betreffenden Abkommen in der Praxis bisweilen flexibler als vorgesehen angewandt wurden, hat der Gesetzgeber die Auslegung der genannten Abkommen bestätigt, so wie es aus den Vorarbeiten vor ihrer Annahme sowie aus der Rechtsprechung hervorgeht (*Parl. Dok., Kammer, 2010-2011, DOC 53-0443/017, SS. 6-9, und DOC 53-0443/018, SS. 210-212*). Ausgelegt in diesem Sinne bezweckt die angefochtene Bestimmung keine Abänderung des Inhalts der genannten Abkommen.

B.69. Vorbehaltlich der in B.68.4 angeführten Auslegung ist der Klagegrund unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt

. Artikel 40bis § 2 Absatz 1 Nr. 2 Buchstabe c) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, abgeändert durch das Gesetz vom 8. Juli 2011, insofern er nicht bestimmt, dass die gleiche Ausnahme vom Altersefordernis wie diejenige, die in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehen ist, auf die Familienzusammenführung eines Bürgers der Europäischen Union und seines Lebenspartners Anwendung findet,

. Artikel 40bis § 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, insofern er keinerlei Verfahren vorsieht, aufgrund dessen die nicht der Definition von Artikel 2 Nummer 2 der Richtlinie 2004/38/EG entsprechenden Familienangehörigen eines Unionsbürgers im Sinne von Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe a derselben Richtlinie eine Entscheidung in Bezug auf ihren Antrag auf Familienzusammenführung mit einem Unionsbürger erwirken können, die auf einer Prüfung ihrer persönlichen Situation beruht und die im Falle der Verweigerung mit Gründen versehen ist,

. Artikel 40ter Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, insofern er keine Ausnahme von der Bedingung bezüglich der Existenzmittel vorsieht, wenn der Zusammenführende Belgier ist und ihm nur seine minderjährigen Kinder oder diejenigen seines Ehegatten beziehungsweise diejenigen seines Lebenspartners, wenn diese Partnerschaft in Belgien als mit einer Ehe gleichgesetzt gilt, nachkommen,

für nichtig;

- weist die Klagen im Übrigen

. vorbehaltlich der in B.58.8 festgestellten Verfassungswidrigkeit,

. vorbehaltlich der in B.7.5, B.8.3.2, B.13.3.1, B.15.6, B.16.4, B.17.6.4, B.19.3, B.21.4, B.28.6, B.31.2, B.34.5, B.36.8, B.55.3 und B.68.4 erwähnten Auslegungen und

. unter Berücksichtigung des in B.59.7 Erwähnten

zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 26. September 2013.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
R. Henneuse

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

GRONDWETTELIJK HOF

[2013/205878]

Uittreksel uit arrest nr. 122/2013 van 26 september 2013

Rolnummer : 5389

In zake : de prejudiciële vraag over artikel 3, 3°, tweede streepje, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, gesteld door het Arbeidshof te Antwerpen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Bossuyt en J. Spreutels, de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter R. Henneuse, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Bossuyt,